

STAL

Sa 6a p. 03. 2.º Ach 46

Description of The Samuel Co.

The

Robert E. Gross Collection

A Memorial to the Founder of the

Lockheed Aircraft Corporation

Business Administration Library

University of California

Los Angeles

# THÉORIE

DΕ

L'ECONOMIE POLITIQUE.

## IMPRIMERIE DE LEBLANC.

CET OUVRAGE SE TROUVE AUSSI A LONDRES, 14, Great Marlborough Street, aux dépôts des Livres français.

## LA THÉORIE

DE

## L'ÉCONOMIE POLITIQUE.

FONDÉE SUR LES FAITS RÉSULTANS DES STATISTIQUES

## DE LA FRANCE ET DE L'ANGLETERRE;

SUR L'EXPÉRIENCE DE TOUS LES PEUPLES CÉLÈBRES PAR LEURS RICHESSES; ET SUR LES LUMIÈRES DE LA RAISON.

## PAR M.-CH. GANILH,

Ancien Avocat au Parlement de Paris, ex-Tribun, Auteur de l'Essai politique sur le Revenu public, et des Systèmes d'Économie politique.

> Les opinions vont se succédant du pour au contre, selon qu'on a de lumières. Pensées de Pascal.

TOME PREMIER.

## A PARIS,

CHEZ DETERVILLE, LIBRAIRE, RUE HAUTEFEUILLE, N.º S.

1815.

## TABLE DES MATIÈRES.

## TOME PREMIER.

#### INTRODUCTION.

L'influence de la philosophie sur les sciences $^{^{prges}}$
Doit être restreinte aux sciences intellectuelles et
spéculatives
Dans les sciences pratiques, et surtout en économie
politique
Ses découvertes ont besoin d'être confirmées par
Pexpérience ib.
Les erreurs des empiriques ne justifient pas les spé-
culations de la philosophie dans la science éco-
nomique
Histoire de la théorie empirique 5
D'où dérivèrent les erreurs des premiers écrivains
sur cette science
Quelles furent leurs erreurs
Réfutation de la théorie empirique par les écono-
mistes français ib
Et son remplacement par le système agricole 10
Réflexions sur ce système
Réfutation du système des économistes, et modifi-
cation du système empirique, par Stewart 1:
Réfutation des deux systèmes empirique et écono-
miste, par Adam Smith
Théorie spéculative d'Adam Smith, ou le système
de la liberté illimitée

1] TABLE
pages
Elle n'eut d'abord aucun succès en Angleterre 19
Ni en France
Circonstances qui déterminèrent sa réputation 22
Perd chaque jour de son lustre
Trouve un adversaire dans chaque nouvel écrivain. ib.
Les controverses nuisibles à la science 24
Quelle en est la cause
Nécessité d'y mettre sin
Difficultés d'y parvenir ib.
Movens
Dans les progrès de la statistique 35
Imperfection de cette science
De l'alliance de la statistique et de l'économie poli-
tique, et des avantages qui doivent en résulter 38
Dessein de l'ouvrage ib.
Sa division ib.
/ <del></del>
PREMIÈRE PARTIE.
De la Statistique de la France en 1789, et de celle de l'Angleterre en 1798.
Observation préliminaire 41
En quoi consistait la richesse de la France en 1789 ib.
Quel était son emploi 42
Division de la première partie de l'ouvrage 43
LIVRE PREMIER.
De la richesse territoriale
CHAPITRE PREMIER.
Frondria de territoire de la Evence en 1780 (5

DES MATIÈRES.	1]
De la partic cultivée et de chaque culture	6 6 6
Des villes, bourgs et villages, et des terres incultes. La terre, avant d'être mise en culture, n'a aucune	ib,
valeur	ib.
CHAPITRE II.	
Des capitaux employés à mettre le sol de la France	
en état de culture	49
Opinion du docteur Quesnai sur ce sujet	ib.
D'Arthur Young	50
Examen de l'opinion d'Arthur Young	ib.
Les capitaux employés à mettre le sol en état de	
culture, sont la mesure de la valeur des terres	
cultivées	<b>ລ</b> ຳ
CHAPITRE III.	
Des avances du cultivateur, ou des capitaux em-	
ployés à la culture du territoire de la France,	
en 1789	55
Opinion du docteur Quesnai	ib.
D'Arthur Young	ib.
Raisons pour donner la préférence à celle du dernier	
écrivain	56
CHAPITRE IV.	
De la population agricole de la France en 1789	58
Opinion de Lavoisier sur ce sujet	ib.
Son inexactitude démontrée	59
Solution de la question	60
En France, les habitans des villes ne formaient pas	
le quart de la population	G E
A -	

٠		
3	١	

Du capital employé dans les travaux de l'agricul-	pages
ture	6 x
Réflexions à ce sujet	62
CHAPITRE V.	
Des produits agricoles de la France en 1789	65
Opinion de Lavoisier sur ce sujet	ib.
De Lagrange	79
D'Arthur Young	75
Evaluation des produits agricoles, sur des bases	
différentes de celles adoptées par les trois écri-	
vains précités	77
CHAPITRE VI ET DERNIER.	
Des frais de culture, et du produit net de l'agri-	
culture de la France en 1789	94
Opinion de Lavoisier	ib.
Son inexactitude démontrée	95
Evaluation approximative	97
Conclusion du livre	98
LIVRE II.	
De la Richesse industrielle de la France en 1789.	101
Observation préliminaire	ib.
CHAPITRE PREMIER.	
De la pêche et de ses produits	104
Pêche maritime	ib.
Son produit brut	ib.
Ses frais	ib.
Ouvriers qu'elle occupait	105
Ses frais	106

DES MATIÈRES.
Son produit net
CHAPITRE II.
Des mines en exploitation
CHAPITRE III.
Des carrières et autres fossiles en exploitation. 115 Leur produit brut
CHAPITRE IV.
Des substances minérales en fabrication 'ibid.

ARFIGLE PREMIER.	
Orfévrerie et Bijouterie	pages
Leur produit brut	119
Leurs frais	
Produit net	
Nombre des ouvriers	120
Importation des produits étrangers	ibid.
ARTICLE 2.	
Horlogerie	ibid.
Produit brut	
Frais	125
Produit net	124
Ouvriers	125
Importation des matières premières	ibid.
ARTICLE 5.	
Mercerie et Quincaillerie	ibid.
Produit brut	
Frais	126
Produit net	127
Ouvriers	128
CHAPITRE V.	
Substances végétales en fabrication	ibid.
ARTICLE PREMIER.	
Toiles et Toilcries	120
Produit brut	
Frais	
Produit net	
Ouvriers	ibid
Importation des matières premières	
ARTICLE 2.	

							lΤ										vij
Produit brut																	pages
Frais		•	•		•			•									ibid.
Produit net	,			•	•		•			•							ibid.
Ouvriers	•	•	•								•	•	•	•	•	•	154
Brasseries							C L										.7 . 7
				•		•											ibid.
Produit brut .																	
Frais																	ibid
																	ibid
Ouvriers		•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	150
	_						C L		٠								
Distilleries et l							•										
Produit brut .	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	
Frais	•	•		•													
Produit net																	ibid
Ouvriers		•	•								•	•	•	•	•	•	138
							C L										
Raffineries de		Cl															
Produit brut.	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•					
Frais	•	•	•	•	•		•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	139
Produit net.	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	
Ouvriers		•	•			-			-	•	•		-	•			•
Importation de	es	11	at								•	•	•	•	•	•	ibid
Tabacs				A			C L										ibid
Produit brut.																	
Frais																	14
Ouvriers									•								ibid
Importation de																	
importation at		•				_	C L				·	·	•				
Cire																	., .

711]		111	Δī	2.3	. 67									
(11)		1	43 I	. 1.	נול, ו									pages
Produit brut														142
Frais			•											ibid.
Produit net														ibid.
Ouvriers														ibid.
Importation des mat	ièr	es	pr	em	ιiè	res	·							143
	A	R	r I (	ı.	E	8.								•
Teintureries														ibid.
Importation des mat														
•			- F I (											
Savonneries														ibid.
Produit brut														
Frais														
Produit net														
Ouvriers														
Importation des mat														
Amidonneries														146
Produit brut														ibid.
Bénéfices														ibid.
Ouvriers														147
Parfumeries														
Produit brut														
Frais														
Produit net	_					_	_							148
Ouvriers														ibid.
•			rie											
Librairie, Peinture	٠,	Gr	av	ur	e,	S	eu.	lpt	ur	·e	eŧ	$\mathbf{I}_{\mathbf{n}}$	s-	
trumens de music														. ibid.
Produit brut														
Frais														
Produit net														

. . . . ibid.

Ouvriers . . . . . . .

		]	D I	S	Δ	LA	т	LÈ	R	E.S	5.						ix
					RI												
Modes													٠				pages Lã I
Produit brut																	ibid.
Frais																	
Bénéfices																	
Ouvriers																	
					. R T												
Ameublemens	s e	t '.	Гa	pis	se	rie	s.										155
Produit brut																	
Frais																	
Produit net.																	
Ouvriers																	
	-	-											-	-		_	
										V I							
Substances ar	iin	ıal	es	eı	a f	a b	ric	at	OI	1.	•	•	•	-	•	•	ibid.
										ER							
Lainages																	
Produit brut																	
Frais																	
Produit net.																	
Ouvriers			•	•	•	•			•	•					-	-	ibid.
Importation o	les	n	ıat	ièi	res	p	rei	nie	're	s.			•		•		157
					A R	T I	C L	E	2.								
Soieries																	ibid.
Produit brut																	ibid.
Frais																	ibid.
Produt net .																	
Ouvriers																	
Importation d																	
•					A R	•											
Tanneries et	Me	égi	SS														161
Produit brut																	

X TABLE	
	ages 61
	62
	id.
Importation des matières premières	63
CHAPITRE VII ET DERNIER.	
Arts et Métiers il	bid.
	65
	oid.
	ic.
Ouvriers	
	id.
	66
LIVRE III.	
De la Richesse commerciale de la France en 1789.	67
Observation préliminaire il	oid.
	170
	72
•	•
CHAPITRE PREMIER.	
Du commerce extérieur de la France en 1789	73
ARTICLE PREMIER.	
Des importations il	id.
ARTICLE 2.	
Des exportations	176
	77
	pid.
	78
	80
	81
Mair-d'œuvre et nombre des onvriers	

man and the Arman	
DES MATIÈRES.	xj
Répartition du produit net	pages
Nombre des négocians qui se le partageaient	
Population qui vivait des bénéfices du commerce	
extérieur	ibid.
La part de chaque individu	185
CHAPITRE II.	
Du commerce intérieur de la France en 1789	ibid.
ARTICLE PREMIER.	
Des matières premières provenant du sol français que le commerce intérieur livrait aux manufac-	
tures nationales	186
ARTICLE 2.	
De l'approvisionnement de la consommation natio-	
tionale en denrées nationales et étrangères	187
ARTICLE 3.	
De l'approvisionnement de la consommation natio-	
nale en produits de l'industrie française	192
ARTICLE 4.	
De l'approvisionnement de la consommation natio-	
nale en produits de l'industrie étrangère	193
Résumé du chapitre second	194
Total des valeurs mises en circulation par le com-	
merce intérieur	195
Son produit brut	190
Répartition de ce produit	ibid
La main-d'œuvre	197
L'intérêt du capital	ibid
Le bénéfice des commerçans	ibid
Nombre des ouvriers	198
Idem des commercans	ibid

Population entretenue par les bénéfices du com-	pages
merce intérieur	199
Part de chaque individu	ibid.
CHAPITRE III.	
Du commerce en détail	ibid.
Valeur des denrées et marchandises qu'il débitait	
aux consommateurs	200
Son produit brut	ibid.
Répartition de ce produit	202
Salaires	ibid.
Population qui vivait de ses bénéfices	203
Part de chaque individu	ibid.
Résumé de ce livre	
LIVRE IV.	
Résumé comparatif de la Statistique de la France en 1789, et de celle de l'Angleterre en 1798	205
CHAPITRE UNIQUE.	
Réflexions sur les résultats de ce livre	210
LIVRE V.	
De la Richesse de la France en 1789, réalisée dans tout autre emploi que celui de la production de	
son revenu	215
Observation préliminaire	ibid.
Destination de cette partie de la richesse	ibid.
Erreurs dans lesquelles sont tombés les écrivains	
qui ne l'ont point comme	216
Proportion de cette richesse avec celle employée	
à la production du revenu	217

DES MATIÈRES.	xiij
CHAPITRE PREMIER.	
De la valeur accumulée en vêtemens	Pages 218
CHAPITRE II.	
De la valeur accumulée en maisons d'habitation	231
CHAPITRE III.	
De la valeur accumulée en meubles mcublans	222
CHAPITRE IV.	
De la valeur accumulée en vaisselle et bijoux	225
CHAPITRE V.	
De la valeur accumulée en livres, tableaux, sta- tues, vases, et autres objets précieux	227
CHAPITRE VI.	
Des valeurs accumulées en propriétés publiques	225
CHAPITRE VII.	
Des valeurs acenmulées en places publiques, fon- taines, jardins, aquéducs, égouts, et autres mo- numens publics	ibid.
CHAPITRE VIII.	
Des valeurs accumulées en arsenaux, canaux et ports	226
CHAPITRE IX.	
Des valeurs accumulées en subsistances et en produits manufacturés, ou dans les ateliers du travail.	227
CHAPITRE X ET DERNIER.	
Des valeurs accumulées en métaux monnayés	250

XIV TABLE		
Résumé du livre		pages 251
Dépenses pour l'entretien, on capita	d qui fait le	
sujet de ce livre, et de celui emple	_	
duction du revenu		232
Revenu net disponible de la France		ibid.
Part de l'Etat dans ce revenu		235
Idem des particuliers		ibid
Comment la part de l'Etat se grossit de		
extraordinaires		ibid
LIVRE VI.		
Conclusion de la première partie de		233
La richesse employée à produire le		
à celle appliquée aux autres emple	ois comme 20	
å 7		
Conséquences de cette proportion.		
Idem de la distribution du capital		
production du revenu		
Autres conséquences des divers empl	-	
productif du revenu	• • • • •	24
************		
SECONDE PAR	TIE.	٠
Les Théories de la Spéculation so des Faits.	oumises à l'épi	reuse
INTRODUCTIO	ON.	
Les théories de la spéculation soumi	ses à l'épreuve	
des faits		. 24
Réflexions sur le rapprochement et l		
des faits contenus dans la premièr	•	
ouvrage		. ibia

DES MATIÈRES.	XV
Division des matières traitées dans la seconde partie	pages
de cet ouvrage	2.17
LIVRE PREMIER.	
Du travail	
La raison ne peut donner à aucune science la cer- titude des connaissances humaines	
Si elle n'est appuyée sur l'observation des faits	
CHAPITRE PREMIER.	
De la fécondité exclusive d'une seule espèce de	
travail	ibid.
Les faits prouvent que le travail agricole n'est pas seul productif	251
Il est prouvé, par les faits, que les travaux de l'in-	
dustrie et du commerce ajoutent une valeur à la valeur du travail agricole	252
Réfutation de l'objection des économistes contre la	202
fécondité des antres travaux	253
10. Dans l'hypothèse où les peuples n'auraient	~ .
point de communication entre eux	254
entre eux	256
L'agriculture ne peut exister sans de grandes	
avances	257
D'où les a-t-elle tirées ?	ibid.
Ce n'est ni de la chasse,	ibid.
Ni de la pêche	258
Est-ce de l'éducation des bestiaux?	259
Combien elles ont dû être faibles et précaires	260
Il n'y a point eu de peuple aborigène qui fût agricole.	261

		e
X	V	J

D'où il suit que le travail agricole n'est pas seul	pages
productif	262
Le travail qui seul donne des produits matériels,	
est-il aussi seul productif?	ibid.
La négative démontrée	263
La fécondité du travail dépend de la valeur, et non	
de la matérialité de ses produits	ibid.
Ce qui le démontre, c'est que toute espèce de tra-	
vail s'échange l'un contre l'autre	267
Raisons qui justifient les détails dans lesquels on	,
est entré pour démontrer la fécondité de toutes	
les espèces de travail	ibid.
Leur classification dans l'ordre de leur fécondité.	269
D'après Adam Smith	ibid.
D'après les faits	270
Les travaux les plus féconds sont les travaux intel-	,
lectuels	271
CHAPITRE II.	•
GHALLIAN XX.	
Des méthodes les plus favorables au développement	~
des facultés du travail	273
La nécessité du travail imposée par la nature	ibid.
Et par les lois civiles	274
Quatre systèmes de législation sur ce point	ibid.
Celui des castes	ibid.
Celui de l'esclavage	275
Celui du servage	277
Celui des corporations et des communautés	ibid.
De Vinfluence de chacun de ces modes de travail sur la richesse	
Sur la richesse.	0=8
L'indépendance de l'envenier et le liberté de traveil	278
L'indépendance de l'ouvrier et la liberté du travail	278
L'indépendance de l'ouvrier et la liberté du travail n'excluent pas les lois réglementaires sur la cir- culation de ses produits.	278 285

DES MATIÈRES.	xvij
Exception	284
Comparaison des produits du travail agricole de la	204
France en 1789, et de ceux du travail de ses co-	
lonies à la même époque	285
Il en résulte que le travail de l'homme libre est	203
bien autrement productif que celui de l'esclave.	288
Conclusion du chapitre	290
CHAPITRE III.	
De la nature et de la quotité du salaire	ibid.
Doctrine d'Adam Smith sur le salaire	291
Objection du professeur Malthus contre cette doc-	
trine	295
Sa réfutation	296
Est-il vrai, comme le prétend cet écrivain, qu'il	
n'y a de produits véritablement utiles aux pro-	
grès de la richesse, que ceux de l'agriculture?.	299
Cette opinion impose l'obligation de remonter aux causes de l'accroissement des subsistances au-delà	
des besoins du cultivateur	ibid.
Contradiction du professeur Malthus sur ces causes.	300
Quelles sont ces causes	501
Erreur du professeur Malthus sur la nature et les	001
effets des produits agricoles	302
Opinion de cet écrivain sur la nécessité de propor-	
tionner les produits de l'industrie et du commerce	
à ceux de l'agriculture nationale	ibid.
Réfutation de cette opinion	$3 \circ 3$
Objection du professeur Malthus	307
Sa réfutation	ibid.
L'accroissement des richesses industrièles n'exige pas	
toujours l'accroissement de la population indus-	
trieuse	ibid.

La population industrieuse ne se multiplie point	pages
dans la proportion des progrès de sa richesse.	308
Il en est autrement de la population agricole et des	•••
richesses de l'agriculture	ibid.
Application de ces deux différences à la situation	tota.
économique à la Chine	511
Et à la situation politique des peuples modernes.	313
	515 515
D'où provient l'erreur du professeur Malthus	313
De la crainte que la population des peuples indus-	
trieux ne s'accroisse au-delà des moyens de sub-	<i>7</i> .0
sistance	316
Ces craintes sont illusoires	ibid.
La production des subsistances se proportionne tou-	_
jours à la demande et aux moyens de les payer	317
Objection du professeur Malthus	318
Sa réfutation	ibid.
Le commerce triomphe de tous les obstacles que	
lui opposent les intérêts ou les combinaisons de	
la politique	520
Le professeur Malthus prétend que les nations qui	
ont été redevables de leurs richesses à l'industrie,	
n'ont en qu'une existence éphémère	321
Réfutation de l'opinion du professeur Malthus sur	
l'existence éphémère des peuples industrieux et	
	ibid,
Supériorité de ces peuples sur les peuples agricoles.	322
Quelle en est la raison	323
Réfutation de l'opinion du professeur Malthus,	
qu'il n'y a point dans l'histoire d'exemple d'une	
grande nation qui, sans perdre de sa puissance,	
ait pu entretenir 4 à 5 millions d'individus avec	
	ibid.
an monito	will.

DES MATIÈRES.	vix
L'exemple de Rome, sous Auguste, détruit cette	pages
assertion	524
devance pas l'accroissement des subsistances	ibid.
Le besoin de vendre est égal au besoin d'acheter.	325
Le principe foudamental de la doctrine du profes-	
seur Malthus, vrai par rapport à la progression	
de la population	327
Sans application à la progression de la richesse	3 <sub>2</sub> 8
Résumé du livre	329
	0 2 9
TOME SECOND.	
LIVRE II.	
Des Capitaux	1
INTRODUCTION.	
La doctrine des capitaux est toute entière de la	
eréation d'Adam Smith	ib.
Elle ne repose que sur la spéculation	2
Sujet de ce livre	ib.
CHAPITRE PREMIER.	
De la nature et de la composition des capitaux	3
La désignation qu'en fait Adam Smith est incom-	
plète et défectueuse	ib.
1º. En ec qu'elle en omet qui doivent y être compris.	ib.
Motifs de cette omission	4
Non fondés	5
2º. En ce qu'elle donne l'exclusion à la partie du	
produit annuel affectée à la consommation im-	
médiate de la population étrangere à la produc-	
tion du revenu	7
	/

Motifs de cette exclusion	pages 8
	-
Leur réfutation	9
tilité, de commodité et d'agrément, ne sont pas	
	ib.
stériles,	10.
Les classes qui veillent au maintien de la société	
civile, à sa gloire et à sa splendeur, ne sont pas	
stériles	11
Sans leurs travaux, les classes productives du revenu	
ne pourraient pas exister en société civile	12
Les travaux de toutes les classes de la population	
concourent à la production du revenu	20
La proportion entre les classes productives du re-	
venu, et celles qui sont réputées stériles, est	,
inutile	23
Le produit annuel, ou le revenu, ne peut pas être	
altéré par la trop grande extension des classes	
non productives du revenu	26
Excepté dans un seul cas	28
De toutes les classes qui concourent à la produc-	
tion du revenu, quelles sont celles qui y ont le	~
plus de part?	3:
Les classes qui vivent du revenu, contribuent né-	7
cessairement à sa production	36
Exemple de la proportion qui existe entre les classes	
productives du revenu, et celles qui sont répu-	
tées n'avoir aucune part à sa production	41
Autre exemple de la part proportionnelle de ces	
deux classes dans la distribution du revenu	43
Ces deux exemples prouvent que, loin de se nuire,	
ces classes tirent des avantages infinis de leur	
association dans le travail commun	43
Conclusion du chapitre	47

DES MATIÈRES.	3.34
CHAPITRE 11.	,
Du capital employé à la production du revenu, et	pages
de la fécondité relative de ses divers emplois.	48
Quatre sortes d'emplois du capital dans la produc-	·
tion du revenu	50
Adam Smith les répute tous productifs, mais à des	
degrés inégaux	ib.
Mesure qu'il prend pour déterminer les degrés de	
leur fécondité	5 1
Nécessité de s'en former des notions exactes	ib.
Explication qu'en donne Adam Smith	52
Vices du mode d'évaluation par le nombre des	
ouvriers	55
Vices du mode d'évaluation par les salaires et les	
bénéfices	58
1°. Dans l'hypothèse de lenr égalité dans tous les	
emplois du capital	$5_9$
2°. Dans l'hypothèse de l'inégalité des salaires et	
des bénéfices dans tous les emplois du capital	70
Evaluation des produits du capital dans ses divers	
emplois, basée sur les faits	74
Différence des évaluations données par la spécula-	
tion, et de celles établies par les faits	76
Les faits démontrent les erreurs de la spéculation,	
et la raison établit la vérité des faits	ib.
1º. Par rapport aux produits de l'agriculture	77
2°. Par rapport aux autres emplois du capital	83
Les plus productifs exigent plus de talens, de lu-	
mières, d'habileté et d'activité	ib.
Les emplois les plus productifs ont des avantages	
propres et particuliers sur ceux qui sont moins	
productifs	90
Ce n'est pas par la somme des salaires et des béné-	

fices, ou, ce qui est la même chose, par la pro-	рядез
duction totale qu'on doit apprécier la fécondité	
relative des emplois du capital, c'est par leur	
produit net	95
Pourquoi Adam Smith a-t-il préféré le premier	95
mode au second?	0.7
De la fécandité volatina des mostre l'une les de	97
De la fécondité relative des quatre branches du	
commerce en gros	99
De son évaluation par Adam Smith	100
Réfutation des motifs qui ont déterminé Adam	
Smith, 1°. à regarder le commerce intérieur	
comme le plus favorable à l'industrie nationale.	ibid.
2°. Le commerce étraiger de consommation directe	
comme plus favorable à l'industrie nationale que	
le commerce étranger de consommation circui-	
teuse,	109
5°. Le commerce de transport, comme n'animant	
plus le travail productif du pays qui l'entreprend.	112
Conclusion du chapitre	116
CHAPITRE III.	
Des emplois du capital qui doivent être réservés au	
capital national	120
Opinion d'Adam Smith sur ce sujet	121
Réfintation de cette opinion	122
En quoi consistent les avantages résultans de la	
résidence du capitaliste dans le pays où il fait	
l'emploi de ses capitaux	123
Pourquoi Adam Smith dispense-t-il le capitaliste	
de la résidence dans le pays où il fait l'emploi de	
ses capitaux, lorsque cet emploi n'a lieu que dans	
le commerce en gros?	128
Que doit faire un peuple qui n'a pas tous les capi-	
taux nécessaires à l'entretien de son industrie?	152
may necessaries a relitioned de son manier.	A 100 JO

DES MATIÈRES.	kxiij
Conduite de l'Angleterre dans cette circonstance. Comparaison du système économique qui accorde la prééminence à l'agriculture sur les autres emplois du capital, et du système politique qui fait consister la puissance des peuples dans un vaste territoire, une population nombreuse et un grand	,
produit brut	
Erreur de ces deux systêmes	ibid.
rable à la prospérité des peuples	145
Résumé du livre	
LIVRE III.	
Du Commerce	149
INTRODUCTION.	
La doctrine spéculative sur l'origine du commerce, son objet, ses méthodes et son but, est en opposi-	
tion avec les faits	ibid.
Doctrine spéculative	ibid.
Doctrine empirique	150
Quelle est celle qu'on doit préférer?	151
Difficulté de ce problème	
Division des matières traitées dans ce livre	ibid.
CHAPITRE PREMIER.	
De l'origine du commerce	152
Suivant Adam Smith	. ibid.
D'après les faits	153
Conséquence des faits	159
et l'agriculture	
CHAPITRE II.	
De l'objet du commerce	ibid.

C 3C 137	FD A	BLI
VXIV	1 1	$\mathbf{D} \perp \mathbf{L} \perp$

0.1	pages
Suivant Adam Smith	160
Réfutation de son opinion	ibid.
Le commerce procure aux manufactures les ma-	0
tières premières de leur travail	161
Que donne le commerce en échange des matières	
premières du travail des manufactures?	163
Le produit surabondant des campagnes n'a pas	
même alimenté les premières réunions des classes	
manufacturières	164
L'objet du commerce est l'accroissement des objets	
d'échange et du nombre des consommateurs	169
CHAPITRE III.	
Du but que se propose le commerce	172
Suivant Adam Smith	173
Réfutation de son opinion	174
L'étendue du commerce intérieur dépend de l'état	, .
de la civilisation	ibid.
Lorsqu'elle est pen avancée, le commerce extéricur	
est plus considérable que le commerce intérieur.	176
Du rapport de ces deux commerces	177
En France	ibid.
Et en Angleterre	178
Des causes de l'influence réciproque de ces deux	- / -
commerces sur la richesse particulière et géné-	
rale	ibid.
Limitation du commerce intérieur par les produits	101111
ct les besoins locaux	181
Le commerce extérieur, exclusivement occupé des	101
jouissances des peuples, est illimité	183
	100
Sa puissance prouvée par un exemple tiré de la	:1:1
population de l'Angleterre	ibid.
aventages In several d'Adam Smith, que les	0.0
avantages du commerce extérieur sont précaires.	188

DES MATIÈRES.	XXV
Le véritable but du commerce est le commerce	$\mathfrak{p} a_{\hat{t}_i} \mathfrak{c} s$
étranger	191
CHAPITRE IV.	
Des méthodes du commerce	ibid.
Adam Smith les fait dériver toutes de la liberté	
illimitée du commerce	ibid.
Son opinion est fondée par rapport au commerce	
intérieur	192
Elle ne l'est pas par rapport au commerce avec	
l'étranger	195
CHAPITRE V.	
Des méthodes employées pour gêner l'importation	
des produits de l'étranger	196
Motifs d'Adam Smith pour proscrire ces méthodes.	197
Discussion de ses motifs	ibid.
Résultat de cette discussion	226
CHAPITRE VI.	
Des méthodes tendantes à favoriser l'exportation	
des produits du travail	228
Réflexions préliminaires sur les avantages des im-	
portations et des exportations	229
De quelle manière Adam Smith envisage ces avan-	
tages	230
Réfutation de son opinion	231
Des effets des importations et des exportations	233
De l'égalité ou de l'inégalité des avantages résul-	
fans des importations et des exportations	235
Conclusion du chapitre	244
CHAPITRE VII.	
Des gratifications	ibid.
Les gratifications pour l'encouragement des arts sont	
utiles et avantageuses	245

		•
XX	L	1

Des gratifications pour l'encouragement de la pro-	F-8**
duction	246
Des gratifications accordées aux exportations	247
Opinion d'Adam Smith sur ces gratifications	ibid.
Réfutation de cette opinion	248
Scule règle qu'on doit suivre dans la discussion des	
gratifications	249
Conclusion du chapitre	265
CHAPITRE VIII.	
Des traités de commerce	266
Ils sont toujours avantageux	ibid.
Mais inégalement	ibid.
Exception	269
Opinion d'Adam Smith sur les traités de commerce.	270
Réfutation de son opinion	ibid.
Conclusion de ce chapitre	276
CHAPITRE IX.	
Des colonies	277
De l'origine des colonics anciennes et modernes	ibid.
Les colonies de la Grèce furent instituées dans des	
vues de commerce	ibid.
Les colonies romaines étaient des établissemens mi-	
litaires	278
Les colonies modernes sont une extension de la do-	
mination de l'Europe	279
Ces colonies, si différentes entre elles, ont été con-	
fondues dans une seule dénomination	280
Adam Smith est dans l'incertitude sur les avantages	
ou les inconvéniens des colonies modernes	281
Raison de son indécision	282
Avantages que les colonies modernes ont tirés de	
l'Europe	285
Avantages que l'Europe a tirés de ses colonies	286

DES MATIÈRES.	xxvij
Ces avantages démontrent les vices de la doctrine d'Adam Smith sur la prééminence du commerce	pages
intérieur	286
sans le monopole des produits coloniaux?	288
Différentes sortes de monopoles	
effet fachenx pour l'Europe	
Ni pour les colonies	294
par rapport à la France	
Quels sont les avantages que les peuples à colonies en retirent, et dont sont privés les peuples sans	
colonies	
elle augmentée ou diminuée?	
Les avantages des peuples possesseurs de colonies	
sur les autres peuples, ne sont-ils que relatifs?. Ces avantages élèvent-ils les bénéfices du commerce au-dessus de leur taux naturel, et cette hausse	e e
est-elle nuisible aux progrès de la richesse?.	
Erreur de la doctrine d'Adam Smith sur l'égalité des bénéfices du capital dans tous ses emplois.	
Fausse conséquence tirée par Adam Smith de cett	
égalité	Jog
Pour le commerce intérieur	
Et pour le commerce extérieur	. 312
De ce qui constitue le monopole	
Les avantages du monopole colonial ne sont-ils pa- détruits par la lenteur de la rentrée des capitaux	
qu'ou y emplore?	. 516
Opposition des faits et de la spéculation Les grands profits du commerce colonial ne sont	. ibid.

			۰	٠	٠
X	X	V	ļ	1	J

ils pas subversifs de l'économie, et promoteurs	Pages
d'un luxe funeste à la richesse?	517
Et n'ont-ils pas occasionné des guerres funestes à	
l'Europe?	320
Conclusion du chapitre	322
CHAPITRE X ET DERNIER.	
Résumé du livre trois	324
LIVRE IV.	
Des Valeurs de Circulation	<b>551</b>
INTRODUCTION.	
Sujet de ce livre	ibid.
Des préprises sur les valeurs de circulation	
Division des matières traitées dans ce livre	333
CHAPITRE PREMIER.	
De la nature des valeurs	ibid.
Des dissentimens qu'elle a occasionnés	
Du véritable caractère des valeurs	ibid.
Méprise d'Adam Smith sur ce point	555
Son erreur démontrée	
CHAPITRE II.	
Des valeurs de circulation	338
Inconnucs avant la division du travail	ibid.
Les premières valeurs de circulation consistaient	
dans les produits du travail	339
Vices de ce mode	ibid.
Circulation d'un produit préféré dans chaque lieu,	
pour servir d'équivalent aux autres produits, ou	
la monnaie locale	340
Insuffisance de ce mode de circulation	ibid.
Circulation d'un produit préféré dans chaque pays,	
ou la monnaie nationale	ibid.

DES MATIÈRES.	xix
Ce mode plus avantageux, mais ses avantages en-	bages
core limités	341
Circulation d'un produit préféré universellement	
daus le monde commerçant, ou la monuaic uni-	
verselle	542
Avantages de ce mode	ibid.
Le produit préféré ne doit pas être confondu avec	
les autres produits	343
On n'a méconnu sa nature que parce qu'on l'a com-	
pris sous la dénomination de monnaic	ibid.
Caractères distinctifs du produit préféré	544
Il n'est ni le signe des autres produits	<b>345</b> .
Ni la mesure de leur valeur	ibid.
Erreur d'un écrivain qui croit que la circulation,	
dans son état actuel, s'effectue par les produits.	346
Réfutation de son opinion	347
L'abondance de l'or et de l'argent, ce produit uni-	
versellement préféré, tend-elle à déprécier leur	
valeur?	549
Opinion d'Adam Smith sur ce sujet	ibid.
Sa réfutation	ibid.
L'abondance de l'or et de l'argent n'a aucune in-	
fluence sur leur valeur	56 i
Pourquoi?	ibid.
Preuve tirée de l'histoire de la richesse moderne	
en Europe	364
Objection d'Adam Smith contre l'induction tirée	
des faits	366
Réfutation de ses objections	$56_{7}$
Si l'or et l'argent en circulation dans un pays dimi-	
nuaient tout-à-coup de moitié, quel serait l'effet	
de leur diminution?	371
Le travail et l'industrie de ce pays diminueraient.	572
Ce résultat démontré par les faits	575

	page
Adam Smith donne une autre explication des faits.	574
Cette explication n'est point satisfaisante	375
La diminution de l'or et de l'argent en circulation	
dans le monde commerçant, aurait-elle le même	
effet sur tous les peuples?	37
Il ne serait ressenti que par les peuples pauvres, ou	
moins avancés en civilisation	378
Le prix de l'or et de l'argent est-il plus élevé dans	
les pays riches que dans les pays pauvres?	579
Réfutation de l'opinion d'Adam Smith sur ce sujet.	58
L'égalité du prix de l'or et de l'argent dans le monde	
commerçant influe sur la richesse particulière et	
générale	38.
g	
CHAPITRE III.	
Des valeurs fiduciaires de circulation	38
Des parties du sujet traité dans ce chapitre	38
De la nature des valeurs fiduciaires	58
De feurs espèces	ibia
De celles qui sont dignes de leur titre	39
De leurs effets	39
	ibia
Réfutation de l'opinion affirmative d'Adam Smith.	59
Il n'y a de valeurs fiduciaires que celles qui sont	
réalisables en or et en argent	59
Réfutation de l'opinion qu'il suffit qu'elles soient	
réalisables en denrées	39
Examen et réfutation de l'opinion d'Adam Smith,	
sur ce que deviennent l'or et l'argent après leur	
expulsion de la circulation par les valeurs fidu-	
ciaires	398
L'or et l'argent ne décroissent pas proportionnelle-	-
ment au décroissement des produits	40:
Réfutation de l'opinion contraire d'Adam Smith .	400

DES MATIÈRES.	1111
Ils n'accroissent pas non plus dans la proportion de	papes
Paccroissement des produits.	
Réfutation de l'opinion contraire d'Adam Smith Dans quelle proportion sont les valeurs fiduciaires	405
en circulation, avec l'or et l'argent qui les font circuler.	407
On n'a point de notions suffisantes sur ce sujet	
La masse des valeurs fiduciaires en circulation est	www.
au moins égale à la valeur de l'or et de l'argent	
qui circulent dans un pays	408
CHAPITRE IV ET DERNIER.	
Conclusion du livre	409
LIVRE V.	·
Des Consommations	415
CHAPITRE UNIQUE.	
Les consommations sont le principe, la mesure et	
le terme de la production.	
Adam Smith en a jugé différemment	
Son opinion sur les consommations improductives.	
Réfutation de son opinion	
Les consommations n'out lieu que sous la condition	
d'un équivalent	
Les valeurs substituées aux valeurs détruites par la	
consommation, sont des élémens de richesse.	
Réfutation de l'opinion d'un écrivain, qui prétend qu'il ne dépend pas des hommes de produire	
comme de consommer	
L'envie de jouir est le mobile des économies, du	
travail, etc	418
Division du produit annuel en deux parts	420
L'une, réservée aux classes productives du revenu,	
laisse après sa consommation la valeur de leur	:1.:.7
travail	will.

xxxij	TABLE	DES MATIÈRES.	
L'autre	observée any	classes qui vivent du produit	paga
		près sa consommation aucune	
		ilterait aucune perte pour la	,
			421
		e peuvent pas même entamer	
les capi	taux		bid
			421
		ne peuvent pas nuire à la re-	
produc	tion, n'y a-	t-il pas des consommations	
			bid
			425
			bid
		classes productives du revenu	
ne sont	pas toujours	les plus favorables aux pro-	
grès de	la richesse.		426
Exemple t	iré de la sta	tistique de l'Angleterre	42
Les conso	mmations les	s plus utiles à la richesse sont	
celles d	es classes do	nt les travaux tendent à l'é-	
conomic	e des frais d	e la production	429
Exemple t	iré de la con	nparaison de la statistique de	
		-	430
		ectées à l'entretien des arts de	
		ément, ne nuisent point aux	
			433
		•	434
			435
		entre le luxe ancien et mo-	,
			436
derie.			,
	$\mathbf{L}$	IVRE VI.	
Conclusion	ı de l'ouvra⊆	re 4	157

FIN DE LA TABLE.

## INTRODUCTION.

....

L'économie politique n'a mérité d'être mise au L'influence rang des connaissances humaines que vers le milien de la philodu dix-luitièmesiècle. Cétaitl'époque de l'influence les sciences. de la philosophie sur les sciences, et de leur prédilection pour les théories rationnelles et spéculatives; époque toujours mémorable dans les annales de la littérature, et dans l'histoire de la civilisation. A ces périodes de lumière, l'esprit humain, dans sa force et dans sa puissance, s'applique moi is à déconvrir par l'observation des faits, la chaîne cachée qui lie les événemens entr'eux, les effets aux causes et les causes aux principes, qu'à s'élever par la force des hypothèses, des conjectures et des analogies, aux lois générales, source de toute vérité, et fondement de toutes les sciences. Par cette méthode ambitieuse, tons les phénomènes sont expliqués, tons les problêmes résolus; les sciences avancent à grands pas dans la route de la spéculation, et leur marche paraît d'autant plus assuréequ'elle est plus indépendante des faits et de l'expérience. « Il est beaucoup plus essentiel, » dit un écrivain non moins distingué par l'étendue » de ses lumières que par la sagacité et la lucidité » de son esprit, de constater la marche de l'esprit » humain qui est la plus simple, que celle qui est » la plus conforme à la réalité des faits; car, quel-TOME I.

» que paradoxale que cette proposition puisse pa» raître, il est cependant vrai que la marche réelle
» n'est pas toujours la plus naturelle. Elle peut
» avoir été déterminée par des accidens qui, pro» bablement, n'auront pas lieu une seconde fois,
» et qui ne peuvent être considérés comme faisant
» partie des soins généreux qu'a pris la nature pour

» le perfectionnement de l'espèce (\*) ».

Si cette vue philosophique, qui nous montre l'esprit changeant de marche pour en prendre une plus simple et plus naturelle, suppose qu'il a cette puissance par sa seule force intuitive, et sans aucune considération des faits et de l'expérience, elle ne nous donne pas des notions exactes de la nature et de l'étendue de ses facultés; car ce n'est que par la comparaison de la marche qu'il a suivie avec cellequ'il peut suivre, ou, en d'autres termes, par la comparaison du réel et du possible, que l'esprit peut se déterminer à préférer la marche que la spéculation lui montre la plus simple, à celle qu'il a suivie par ignorance ou par accident; mais, dans ce cas même, l'esprit n'opère pas seul, et indépendamment des faits et de l'expérience.

Doit être Encore convient-il de remarquer que dans cette

SECT. 2:

<sup>(\*)</sup> Précis de la Vie d'Adam Smith, par M. Dugald Stewart, trad. de M. Prévot, prof. de phil. à Genève.

préférence donnée au possible sur le réel, l'esprit aux scienne peut faire usage de sa puissance que sur les cus intellecsciences spéculatives et intellectuelles, et pour ainsi spéculatives. dire, dans le domaine du possible. Hors de la, dans les sciences pratiques, telles que l'économie politique, le possible ne peut lutter qu'avec désavantage contre la réalité; et la spéculation a de grands obstacles à vaincre pour l'emporter sur l'expérience. Quelle théorie spéculative pourrait, en effet, être mise en balance avec une théorie pratique éprouvée par le temps, affermic par ses succès, et garantie par l'expérience? Où seraient ses fondemens, ses moyens de persuasion, les gages et les garans de sa doctrine? Qui oserait sacrifier le réel au possible, lorsqu'il s'agit de l'aisance et du sciences pratiques, bien-être des individus, de la prospérité, de la for- et surtout tune et de la puissance des peuples?

en économie politique.

Lors même que la puissance du génie donnerait à la démonstration du possible une assez grande évidence pour calmer toutes les inquiétudes, dissiper toutes les craintes, et faire naître toutes les espérances, ne faudrait-il pas encore que le possible en spéculation se soumit à l'épreuve des faits, obtint le suffrage de l'expérience et s'identifiat avec la réalité? La philosophie ne peut donc, surtout dans les sciences pratiques, éluder le concours des saits vertes ont et de l'expérience; ses déconvertes ont besoin d'être d'être conconfirmées par l'expérience.

firmées par · l'expérience

Ces réflexions rapides sur les procédés philosophiques appliqués aux sciences pratiques, n'inspirent-elles pas une juste défiance contre l'application qu'on en a faite à l'économie politique, et ne fontelles pas sentir la nécessité de soumettre leurs résultats à l'épreuve des faits et de l'expérience?

Les erreurs dans

la science

Sans doute les premiers écrivains d'économie podes empiri-ques ne jus- litique accordèrent une trop grande autorité aux tifient pas faits et à l'expérience, se montrèrent peu clairtions de la philosophie voyans dans l'explication des causes, et se laissèrent égarer par des indices trompeurs et par des appaéconomique rences mensongères; et si la philosophie s'était bornée à dévoiler, à réfuter leurs erreurs, à tirer des faits et de l'expérience les inductions utiles et favorables aux progrès de la science, et à fonder sur ces inductions les lois particulières et générales de l'économie politique, elle eût fait un noble usage de sa puissance, rendu un service signalé aux hommes et aux peuples, et mérité les hommages et la reconnaissance des amis de l'humanité. Mais la philosophie, quoique plus ingénieuse dans ses spéculations que les partisans des faits et de l'expérience dans leurs inductions, a-t-elle été plus éclairée, plus sage, plus réservée? a-t-elle été plus près du but? ne s'est-elle pas jetée dans une autre extrémité? Si elle a raison d'accuser les partisans de l'expérience de trop de crédulité, ne peuvent-ils pas lui reprocher une trop grande confiance? Des deux côtés,

n'est-on pas resté trop en arrière, ou n'est-on pas allé trop au-delà du point auquel il faut s'arrêter? le nombre des erreurs ne surpasse-t-il pas de beaucoup le nombre des vérités? Consultous l'histoire de la science; voyons dans son esquisse rapide d'où l'on est parti et où l'on est arrivé, et peut-être sera-t-il moins difficile de reconnaître ce qui reste à faire pour accélérer les progrès de la science, et rendre ses succès durables.

Depuis le treizième siècle jusqu'à nos jours, tous les peuples de l'Europe, célèbres par leurs richesses, de la théorie en ont été redevables aux mêmes plans, aux mêmes combinaisons, aux mêmes procédés, aux mêmes soins et aux mêmes travaux.

Les manufactures et le commerce avec l'étranger enrichirent également Venise, Gênes, Pise et Florence, et la richesse de ces peuples, dans des siècles de misère et de barbarie, donna à l'italie une importance et un éclat qui rappelaient son antique gloire.

Entraînées par l'exemple et l'impulsion des villes d'Italie, la Flandre et les villes auséatiques s'adonnèrent également aux travaux des manufactures et du commerce avec l'étranger, obtinrent le même succès, et jouirent de la même considération, de la même puissance.

Par la découverte du Nouveau Monde, et d'un passage aux Grandes-Indes par le cap de Bonne-Espérance, le domaine des manufactures et du commerce de l'Europe s'étendit, l'Espagne et le Portugal, qui s'en approprièrent la plus grande partie, se placèrent au rang des peuples riches, et leur richesse, quoiqu'éphémère, leur donna une prépondérance politique long-temps fatale au repos de l'Europe, et redoutable à son indépendance.

La Hollande, parvenue par son courage à s'assurer la possession d'une partie des trésors de l'Espagne et du Portugal, dans l'Inde et le Nouveau monde, donna à l'Europe étonnée le spectacle de l'immensité des richesses que peuvent dispenser l'industrie et le commerce, aux peuples industrieux et commerçans, et de l'étendue de puissance que donne la richesse aux peuples riches. Grâces à l'industrie et au commerce, on vit des provinces pauvres et misérables, sans territoire, avec une population d'environ deux millions d'individus, s'élever tout-à-coup au faîte des richesses, briser le joug qui les opprimait, se placer au rang des puissances politiques, et exercer, dans les relations des peuples et des souverains, une influence nouvelle et inattendue.

Ce ne fut pas sans admiration et sans jalousie que l'Angleterre vit la Hollande faire pencher, par le seul poids de ses richesses, la balance politique de l'Europe. Ce phénomène lui suggéra de nouvelles idées sur la prospérité des peuples, la puissance sociale et la grandeur des nations. Elle présagea les

nouvelles destinées du monde, entrevit la part qu'elle pouvait y prendre, et fonda sa fortune et sa puissance sur les manufactures et le commerce avec l'étranger. Ses succès ont dépassé ses espérances.

Enfin, la France, qui, long-temps fidèle à la doctrine de Sully, de cet illustre patron de l'agriculture et de l'éducation des bestiaux, qu'il appelait les mamelles de l'Etat, avait, par respect pour ce grand administrateur, hésité entre l'agriculture et le commerce, suivit le torrent, et dirigea son industrie vers les manufactures et le commerce; sa prospérité ne fut pas moins rapide que celle des autres peuples industrieux et commerçans.

Le témoignage uniforme des faits, l'expérience poù déde plusieurs siècles, la tendance universelle de tous rivèrent les erreurs des les peuples de l'Europe vers les manufactures et le premiers écommerce avec l'étranger, persuadèrent à la pres-cette scienque totalité des écrivains qui, pendant le dixseptième et jusqu'au milieu du dix-huitième siècle, portèrent leur attention sur une ou plusieurs branches de l'économie politique, que les manufactures et le commerce avec l'étranger étaient les canses efficientes de la richesse de l'Europe moderne, et sur ce fait général, universel, ils fondèrent la théoric de l'économie politique.

Cette doctrine empirique, fût-elle hasardée, ne pouvait avoir aucun inconvénient, ni pour les peu-

ples qu'elle avait enrichis, ni pour ceux qui aspiraient à devenir riches. Elle enseignait aux uns à rester fidèles aux méthodes qui leur avaient si bien réussi, et elle recommandait aux autres des mesures couronnées par le succès. Elle faisait dériver les principes des faits, la règle de l'expérience et la science du savoir; procédé qui, s'il est peu philosophique, s'il ne fait pas faire de grands pas aux sciences, ne les égare pas dans des conceptions idéales, trop souvent funestes à leurs progrès.

Mais si les faits et l'expérience apprirent aux empiriques que la richesse dérive des manufactures et du commerce avec l'étranger, ils ne leur révélèrent pas le mystère de cette opération, la liaison de l'effet à sa cause, et la chaîne qui les unit l'un à l'autre; et tant qu'on n'avait pas levé ce voile, l'économie politique ne méritait pas le nom de science. On essaya de le soulever; mais il faut convenir que la tentative ne fut pas heureuse, et que la science s'égara dès les premiers pas qu'elle fit.

Comme le commerce avec l'étranger transporte les produits du travail d'un peuple à l'autre, et que ces produits sont les uns consommables et les autres non consommables, on crut que le commerce avec l'étranger enrichissait les peuples industrieux et commerçaus, parce qu'il leur donnait des produits non consommables, ou de l'or et de l'argent, en retour

des produits consommables; et, de ce fait, on tira la conséquence que l'or et l'argent sont la seule richesse, parce qu'ils ne se consomment pas.

On ne fit pas attention que si l'or et l'argent ne se Onelles fu consomment pas, les produits donnés et pris pour rent leurs leur équivalent, quoique consommables, ne sont effectivement consommés que sons la condition d'un équivalent, de sorte qu'après leur consommation il reste toujours un équivalent qui, par sa reproduction indéfinie, n'est pas plus consommable que l'or et l'argent. Ce n'est donc pas parce que le commerce avec l'étranger donne de l'or et de l'argent aux peuples industrieux et commerçans qu'il les enrichit; l'or et l'argent ne constituent pas la richesse, et, par conséquent, les empiriques, ou, comme on les a appelés dans la suite, les partisans du système mercantile, ne réussirent point à expliquer le phénomène de la production de la richesse par les manufactures et le commerce avec l'étranger.

Les économistes français tranchèrent la difficulté Réfutation par une autre ; ils prétendirent que les manufac- de la théotures et le commerce avec l'étranger sont incapables que par les économistes de toute production de la richesse, soit parce que français. les manufactures ne font que façonner les produits de l'agriculture, et les approprier à la consommation, soit parce que le commerce ne fait que les transporter du producteur au consommateur, opé-

rations étrangères à la production de la richesse, puisqu'elles ne créent rien, et ne donnent aucun produit.

Et son remplacement par le systement que la richesse ne consiste et ne peut consister tême agrique dans les produits matériels que l'agriculture extrait de la terre.

Les économistes ne prirent pas la peine d'examiner le mérite des faits et de l'expérience, et ne cherchèrent point à expliquer pourquoi les manufactures et le commerce avec l'étranger, incapables de produire la richesse, avaient cependant constamment enrichi les peuples industrieux et commerçans, ni pourquoi l'agriculture, exclusivement productive de la richesse, avait toujours laissé les peuples agricoles dans un état voisin de la pauvreté et de l'indigence; ils ne contestèrent pas même les faits; ils se contentèrent de soutenir qu'on ne leur devaitaucune croyance, parce qu'ils étaient impossibles; à l'évidence des faits, ils opposèrent l'évidence de la raison, et à la force des inductions tirées des faits, la force des démonstrations puisées dans la nature des choses.

Mais ce qui dut paraître bien extraordinaire, c'est que les économistes qui refusaient aux manufactures et au commerce avec l'étranger toute participation à la formation de la richesse, firent dépendre l'accroissement des produits agricoles, et

par conséquent de la richesse avec laquelle ils les identifiaient, de la liberté illimitée de l'industrie et du commerce. Ils réduisirent, en quelque sorte, lenr théorie au seul axiome : Laissez faire, laissez passer.

Ce secours, qu'ils attendaient de la liberté illi- Réflexions mitée des manufactures et du commerce, ne tra-sur ce syshissait - il pas le besoin qu'ils en avaient; et ne devait-il pas les avertir que, si les produits agricoles ne recoivent toute leur valeur, ou du-moins leur plus grande valeur, que des manufactures et du commerce, et s'ils ne sont richesse que dans la proportion de la valeur qu'ils en ont reçue, ce sont les manufactures et le commerce qui sont non-seulement les dispensateurs, mais même les créateurs de la richesse, car c'est créer que de donner de la valeur à ce qui n'en a point, ou de donner à un la valeur de 100. Je dois avouer que les économistes accumulèrent les argumous les plus ingénieux, pour prouver que les manufactures et le commerce, en donnant une valeur aux produits de l'agriculture, ou en augmentant leur valeur naturelle, ne faisaient autre chose que tenir compte des produits qu'ils consommaient; assertion extrêmement spécieuse, mais dont on chercherait inutilement la preuve dans leurs nonbreux écrits. Rien ne prouve que la valeur, ajoutée par les manufactures et le commerce avec

l'étranger aux productions de l'agriculture, ne soient que le prix des produits agricoles, consommés par les classes manufacturières et commerçantes.

Les économistes n'avaient donc tout au plus réussi qu'à ébranler le système mercantile, à surcharger la science du système agricole, à la compliquer par le concours de ces deux systèmes, et à opposer une théorie spéculative à une théorie empirique.

Les partisans du systême mercantile ne furent ni séduits ni effrayés par la controverse des économistes, et par l'apparition du systême agricole; mais ils sentirent la nécessité d'établir leur doctrine, jusqu'alors plus pratiquée qu'enseignée; éparse dans une foule de traités particuliers et non encore envisagée dans son ensemble et dans ses détails. Dès-lors parurent en Italie, en France, en Angleterre, plusieurs ouvrages très-recommandables qui vengèrent le systême mercantile des attaques des économistes, développèrent ses principes, l'ordre, la liaison et l'enchaînement de ses dogmes, et répandirent de vives lumières sur sa doctrine pratique. L'ouvrage de Stewart fit la plus

Réfutation doctrine pratique. L'ouvrage de Stewart fit la plus de système grande sensation, et malgré le vague et la complides économistes, et cation de son plan, l'exposition pénible et labomodification du système ricuse de ses idées, et la prolixité de son style, il apprique, offre des observations profondes, des vues justes et étendues, et des résultats vrais et utiles. Quoiqu'il

n'ait ni dénoué, ni tranché le nœud de la difficulté, il mérite d'être médité par tous ceux qui savent qu'on ne possède véritablement une science que lorsqu'on connaît la route qu'elle a suivie pour arriver au point où elle est parvenue.

Stewart place la source des richesses, non comme ses prédécesseurs, dans l'échange des produits consommables, contre l'or et l'argent non consommables; les écrits des économistes l'avaient éclairé sur cette erreur primitive; mais dans l'échange avantageux des produits nationaux contre les produits de l'étranger, et il indique les divers moyens qui peuvent conduire à ce but.

Il pose en principe que l'agriculture ne contribue à la formation de la richesse que jusqu'à concurrence de son produit net, et en cela il est d'accord avec les économistes; mais loin de regarder comme cux ce produit net, comme la scule richesse, il ne lui accorde que la faculté d'élever une population industrieuse, d'établir des manufactures nationales et d'ouvrir un commerce d'échange, dont les bénéfices constituent la véritable richesse. Tant que la balance des échanges avec l'étranger est favorable, le pays s'enrichit, la population augmente et la prospérité publique est progressive. La balance devient-elle contraire? il faut en rechercher les causes avec le plus grand soin, et ne rien négliger pour lui rendre sa prépondé-

rance. Si les obstacles sont insurmontables, il faut renoncer au commerce avec l'étranger, suppléer au vide qu'il laisse dans le travail, par plus d'activité dans la circulation intérieure de la richesse acquise, ou, en d'autres termes, il faut par le luxe et le faste augmenter la consommation des produits de l'industrie nationale, afin que la classe industrieuse n'éprouve point de souffrance, que les arts ne se dégradent point, et que l'Etat puisse reprendre ses relations commerciales, dans le cas où les circonstances deviendraient plus favorables. Un peuple, qui ne peut pas soutenir la concurrence dans le marché général des peuples, est parvenu au terme de sa prospérité, doit borner son ambition à s'y maintenir, et, dans ce sens, ne peut que conserver et jamais augmenter la richesse nationale.

Le système mercantile ainsi modifié, n'a plus aucun des vices qu'on lui a justement reprochés. Il ne fait point consister la richesse dans l'or et l'argent, et ne la fait point dépendre d'une balance avantageuse, soldée en or et en argent. Elle est encore le produit des manufactures et du commerce avec l'étranger, mais elle résulte des échanges avantageux que le commerce national fait avec l'étranger. Si Stewart avait démontré comment les échanges avec l'étranger sont avantageux, et de quelle manière les avantages, qu'ils assurent à un pays, influent sur sa richesse, on aurait su comment le

commerce avec l'étranger a de tout temps enrichi les peuples industrieux et commerçans, et pourquoi l'agriculture n'a pas été aussi fortunée pour les peuples agricoles. La solution de ce problème ent fait faire de grands pas à la science, et lui ent donné un caractère de certitude et d'évidence qui lui manque.

Mais, il faut en convenir, Stewart ne fut pas plus heureux dans ses démonstrations sur les échanges avantageux, effectués par le commerce avec l'étranger, que les économistes sur la fécondité exclusive de l'agriculture. De sorte que l'ouvrage de Stewart ne fit qu'augmenter les raisons de douter, et laissa la science dans l'obscurité où elle était anparavant, obscurité qui se prolongea pendant près de dix ans, et laissa à chaque système ses partisans et ses détracteurs.

Adam Smith, initié de bonne heure dans les Réfutation principes des économistes français, qu'il ayait appris à leur école, et dont il avait suivi les progrès par ses relations avec leurs plus célèbres écrivains, te parAdam sut cependant se garantir de leur séduction, et les détruisit en les modifiant. Loin d'accorder à l'agriculture la fécondité exclusive dont les économistes l'avaient si généreusement gratifiée, il attribua la même faculté aux manufactures, au commerce, à tous les travaux qui, après qu'ils sont finis, se fixent et se réalisent dans un objet matériel et permanent.

des deux systâmes empirique Smith.

Cet écrivain fut encore plus contraire au systême mercantile qu'au systême agricole. Il l'attaqua dans son principe, dans ses méthodes, dans son but; le dépouilla de ses prétentions exclusives à la formation de la richesse, et lui ravit jusqu'à sa considération. Il ne désavous pas cependant que l'Europe moderne ne fût redevable de ses richesses aux manufactures et au commerce avec l'étranger: il convint même que l'agriculture n'y avait eu aucune part; mais il envisagea cet événement comme un fait particulier, sans conséquence, incapable de toute induction particulière et générale. Il en donna même une explication extrêmement ingénieuse, qu'il puisa dans la politique du moyen âge, politique dépressive de l'agriculture et des agriculteurs, spécialement favorable à l'industrie des villes au détriment de celle des campagnes, et assez aveugle pour croire que l'or et l'argent sont identiques avec la richesse; qu'en prodiguant ses faveurs au commerce avecl'étranger, celui-ci lui procurerait de l'or et de l'argent, et l'enrichirait. Cet écrivain prétendit qu'on ne doit voir dans l'or et l'argent que des instrûmens d'échange, que des produits semblables à tous les autres produits du travail, qu'on se procure de la même manière, et dans la quantité qu'on désire et qu'on peut payer; d'où il conclut que tous les priviléges, toutes les gratifications, toutes les prohibitions accordées au commerce avec l'étranger, étaient inutiles, nuisibles aux consommations et exclusivement profitables aux négocians.

Ainsi débarrassé des systèmes qui jusqu'alors s'étaient disputés les prérogatives de la science, spéculative Adam Smith en posa les fondemens, en détermina Smith, ou le système de l'étenduc et les limites, en distribua toutes les la liberté ilparties, entra dans tous les détails, les lia, les enchaîna dans un tout systématique, et laissa partout l'empreinte de son génie.

Cet écrivain fait consister la richesse dans les produits du travail général, ne voit dans l'agriculture, les manufactures et le commerce, que les ateliers des trayaux productifs du revenu; dans les agriculteurs, les manufacturiers et les commerçans, que les ouvriers d'un seul et même atelier, exécutant une tâche dissérente, mais nécessaire au complément du même ouvrage, tirant de leur séparation et de la division de l'ouvrage plus de force, d'adresse, d'industrie et d'activité pour son exécution, et tous plus ou moins laborieux, industrieux et productifs, selon qu'ils sont plus ou moins libres, plus ou moins gênés par une police réglementaire, et plus ou moins bien salariés.

Enfin, supposant l'ouvrier et l'ouvrage libres, les capitalistes maîtres de porter leurs capitaux dans les emplois de leur choix, Adam Smith prétend que le travail préféré serait celui de l'agriculture, parce qu'il est le plus productif de tous, la nature

TOME L.

faisant le tiers ou le quart de l'ouvrage; que le travail des manufactures viendrait après, parce que sa divisibilité et le secours des machines lui donnent de grands avantages pour la production; que le commerce en gros dans l'intérieur prendrait sa place après les manufactures, parce que le négociant a ses fonds sous ses yeux, et parce que ce genre de commerce encourage l'industrie d'un pays vingt-quatre fois plus que le commerce de consommation directe avec l'étranger; que ce dernier serait encore préféré au commerce de consommation circuiteuse avec l'étranger, parce que les fonds de ce commerce ne rentrent que tous les trois, quatre et cinq ans; et qu'enfin le commerce de transport ne serait entrepris que lorsqu'il y aurait des fonds surabondans dans toutes les autres branches du commerce, parce qu'il n'encourage que l'industrie de l'étranger, et tient le négociant dans des alarmes continuelles sur la rentrée de ses fonds.

En un mot, toute la pensée de son grand ouvrage repose sur un seul principe, la liberté, et dans ce grand mobile, Adam Smith trouve toutes les forces dont il a besoin pour faire mouvoir tous les ressorts, tous les instrumens de la richesse. De la liberté de l'ouvrier et de l'ouvrage, il fait sortir les produits les meilleurs et les plus abondans; dans la liberté de l'emploi des capitaux, il aperçoit la lutte qui doit en faire baisser la valeur, et dans

cette baisse le moyen de favoriser toutes les entreprises du travail, et de féconder toutes les branches de la production; enfin, par la liberté du commerce. il assure le bon marché des produits, qui favorise la consommation, accroît l'aisance des consommateurs, source féconde de la production.

Sans contredit, toutes ces vues sont grandes, nobles et libérales, on a de la peine à résister au charme qu'elles font éprouver, et l'on regrette de sentir qu'elles ne portent pas avec elles une entière conviction. Quel est le mortel qui ne se sent pas ému au nom sacré de la liberté, qui ne serait pas disposé à lui dresser des antels, si elle seule dispensait aux hommes et aux peuples, l'aisance, la prospérité, la richesse, la puissance et la gloire? Mais plus la séduction qu'elle exerce sur nos esprits est forte, plus il convient de se mettre en garde contre ses attraits, plus il importe de chercher la garantie des bienfaits qu'elle nous promet, et malheurensement quand on la cherche avec attention dans l'admirable onvrage d'Adam Smith, onn'y trouve que des assertions combattues par les faits, des conjectures sans réalité et des hypothèses sans fondement.

Cet ouvrage ne fut pas d'abord accueilli avec Neut d'afaveur. Les amis de l'auteur, en lui prodignant leurs bord aueun succès en éloges, mirent des restrictions à leur assentiment. Angleterre, « Si vous étiez là au coin de mon feu, écrivait » David Hume à l'auteur, je vous contesterais

2 \*



» quelques-uns de vos principes (\*) ». Ce jugement est digne de remarque, et ne doit pas être oublié. Ce qu'il y a de singulier, c'est que l'ouvrage ne tira aucun avantage de la critique énergique et savante qu'il faisait du système économique, administratif et financier de l'Angleterre; critique qui seule semblait devoir assurer son succès. Le parti de l'opposition ne fit point usage des armes qu'elle lui fournissait, et le parti ministériel ne s'en offensa point. Les deux partis sentirent qu'il était sage, et que c'était même un devoir de ne point appeler l'attention publique sur un ouvrage qui pouvait décréditer l'administration et l'exposer à une révolution dangereuse. On ne voulut pas courir le risque de tarir les antiques sources de la richesse du pays, sans la certitude que celles dans lesquelles l'auteur proposait de puiser, seraient plus fécondes et plus abondantes. On était trop éclairé pour sacrifier à des doctrines scientifiques et nonéprouvées par l'expérience, des doctrines pratiques, garanties par près de deux siècles de prospérités. Mais en s'imposant un silence prudent sur l'ouvrage, on ne méconnut ni le mérite, ni le génie de l'auteur, et on lui rendit l'hommage qui lui était

<sup>(\*)</sup> Précis de la Vie d'Adam Smith, par M. Dugald Stewart, trad. de M. Prévot, prof. de phil. à Genève.

Sect. 3.

dû. Loin de s'offenser de la doctrine hostile de l'ouvrage, le ministre en récompensa libéralement l'anteur par une place lucrative dans les douanes, et par ce moyen on concilia ce qui était juste et prodent, avec ce qui était ntile et honorable.

En France, l'ouvrage d'Adam Smith ne fut pas Nien Franmieux accueilli qu'il ne l'avait été en Angleterre.

Malgré les éloges qu'il avait donnés à la doctrine
des économistes, et la haute estime qu'il avait professée pour ses écrivains, on le traita avec la plus
grande sévérité, et l'on n'eut pas même pour l'auteur
les ménagemens qu'il méritait à tant d'égards (\*);
on le regardait comme un transfuge, et l'on sait
que les sectes ne sont pas tolégantes. Il y a donc
tout lieu de croire que, sans la révolution française, le plus beau traité d'économie politique eût
éprouvé le sort de tant d'ouvrages célèbres, dont

<sup>(\*)</sup> L'Editeur des œuvres de M. Turgot, un des écrivains les plus éclairés de l'école des économistes, écrivait, en 1781, « Que dans l'ouvrage de Turgot sur la formation » et la distribution des richesses, tout ce qu'il y avait de » vrai dans l'ouvrage estimable, mais pénible à lire, » qu'Adam Smith avait publié depuis, sur le même sujet, » en deux gros vol. in-4.°, s'y trouvait, et que tout ce » qu'Adam Smith y avait ajouté manquait d'exactitude et » de fondement ». (OEuvres de M. Turgot, tom. I.e., pag. 118.

le mérite fut ignoré ou méconnu par les contemporains.

Cette révolution mettait un trop grand prix à tout ce qui préconisait les avantages de la liberté pour ne pas accueillir, avec un vif empressement, un ouvrage qui frappait d'anathême tous les priviléges, tous les monopoles, toutes les prohibitions, et qui faisait dériver la richesse particulière et générale de la liberté illimitée du travail, des capi-Circonstan- taux et du commerce. Les économistes eux-mêmes,

ces qui déterminèrent qui s'étaient d'abord montrés ses adversaires, et qui sa réputa- l'avaient traité avec hostilité, ajournèrent leurs ressentimens, l'appuyèrent de leur crédit, et lui

firent une fortune qu'ils ne désespéraient pas de partager.

C'est à ce concours de circonstances, beaucoup plus qu'au mérite récl de son ouvrage, qu'Adam Smith dut la satisfaction de jouir du fruit de ses travaux, et d'emporter au tombeau la consolation d'avoir répandu des lumières utiles à l'humanité. Sa réputation en France, reportée en Angleterre, fut l'origine et le mobile de celle qu'il y obtint, et qui de là s'est répandue dans toute l'Europe. Partout il est regardé comme le maître de la science, et ses nombreux élèves sont d'autant plus zélés pour sa gloire que la plupart lui doivent tout leur mérite, et ne peuvent justifier l'importance qu'ils se donnent que par les paroles du maître.

La gloire de cet auteur celèbre paraît cependant Perdebaque perdre de son lustre; chaque jour la couvre de lustre. sombres nuages, et si l'on en jugeait par le nombre de ses critiques, elle ne serait pas de longue durée.

Depuis le XIX.º siècle, tous les ouvrages d'éco- Trouve un nomie politique qui ont paru en Angleterre et en adversaire dans chaque France, et ils sont en grand nombre, lui prodi-vain. guent les plus grands éloges, et critiquent avec plus ou moins de succès plusieurs points de sa doctrine tellement que, si l'on réunissait toutes les critiques particulières qu'on en a faites, il n'y aurait pentêtre pas une seule de ses propositions qui fût intacte et sans contradiction (\*).

(\*) En Augleterre:

Spence, dans son ouvrage (de la Grande-Bretagne indépendante du Commerce), a reproduit le systême des économistes, sans réserve et sans limitation.

Le professeur Malthus, dans son ouvrage (sur le Principe de la Population), qui, à plusieurs égards, me paraît digne de sa réputation, établit en principe, contradictoirement à la doctrine d'Adam Smith, que la richesse qui dérive des manufactures et du commerce avec l'étranger, n'augmente le fonds de la richesse sociale que dans la proportion des progrès qu'elle fait faire à l'agriculture, et qu'au-delà, cette augmentation est purement nominale et sans aucun profit pour les classes industrieuses et laborienses.

Thornton (Recherches sur la Nature et les Effets die

Les controverses nuisibles à la science, au moment de sa formation, en science. est l'écueil le plus dangereux depuis qu'elle est par-

Papier crédit), démontre évidemment les erreurs de la théorie d'Adam Smith, sur la circulation des valeurs d'échange.

Lord Spencer (Recherches sur la Nature et l'Origine de la Richesse nationale) n'a pas même respecté la doctrine d'Adam Smith, sur la division du travail et la formation des capitaux; il croit que les machines et la consommation ont eu, sur la progression de la richesse moderne, une influence plus grande que la division du travail.

Enfin, sir Francis d'Yvernois (Lettre à M. \*\*\*, à Riga) attribue la richesse moderne à l'importation du travail de l'étranger, qui, étant à meilleur marché, laisse disponible une plus grande quantité du travail national.

En France:

Deux écrivains, M. le comte Germain Garnier, pair de France, dans sa Traduction d'Adam Smith, et M. Canard, dans ses Principes d'Economie politique, ouvrage couronné par l'Institut, se sont efforcés de faire prévaloir la doctrine des économistes sur celle d'Adam Smith.

Deux autres écrivains, MM. Le Blanc de Volx, Ferrier... ont reproduit le système mercantile; l'un dans toute sa pureté, et les deux autres avec quelques modifications.

Trois autres, MM. Vital Roux, Say et Simonde Sismondi, ont suivi plus ou moins fidèlement la doctrine d'Adam Smith.

Ensin, dans mon dernier ouvrage sur les systèmes d'éco-

venue à un certain degré de lumières et d'avancement. Autant la chaleur des opinions, quand elles sont individuelles et isolées, est propre à la formation des sciences pratiques, autant elle leur est funeste, quand elles sont collectives, et pour ainsi dire, concentrées dans le foyer des sectes et des partis. Alors les dogmes usurpent l'antorité des principes, les doctrines systématiques opposent à l'introduction des bonnes doctrines un obstacle difficile à surmonter, et l'opiniàtreté du savoir exclut le doute lumineux de la science.

Dans ce dissentiment des précepteurs et des préceptes, les divers systèmes se reproduisent tour-àtour dans chaque production nouvelle, les efforts, employés dans la lutte des partis, sont perdus pour la science et opposent d'insurmontables obstacles à son avancement.

Les gouvernemens qui n'apprécient ces systèmes

nomie politique, je me suis permis d'élever des doutes sur plusieurs points de la théorie d'Adam Smith, et singulièrement sur la partie qui trace l'ordre naturel de la richesse, et la fait passer graduellement de l'agriculture aux manufactures, au commerce intérieur et au commerce extérieur. Je me suis cru fondé à renverser cet ordre, et à présenter comme le premier mobile de la richesse, le commerce extérieur qu'Adam Smith ne considère que comme l'effet et la conséquence, ou plutôt comme la superfétation de la richesse de chaque peuple,

que dans leur rapport avec le système politique, dont la prospérité est confiée à leurs soins, ne trouvant dans les doctrines scientifiques que des procédés contraires ou différens, leur opposent une égale résistance et s'abandonnent aveuglément à l'empirisme de l'administration; bien convaincus que, si ses procédés sont moins avantageux que ceux proposés dans les divers systèmes, ils n'en ont pas les inconvéniens, et que tout ce qui peut en arriver, c'est que la richesse restera dans l'état où elle est parvenne.

Enfin, les administrateurs, forts de l'assentiment des gouvernemens, restent invariablement attachés à leurs doctrines pratiques, les défendent contre toutes les innovations, effet nécessaire du progrès des sciences, et se persuadent qu'en restant stationnaires, ils remplissent tous leurs devoirs. Ils ne font pas attention que toutes les mesures, auxquelles ils s'efforcent d'assurer l'immutabilité, ont été des innovations, et que, sans l'impulsion des livres et des écrivains, les administrations fidèles à leurs principes auraient circonscrit la science économique des peuples les plus éclairés, dans l'étroite limite de l'ignorance et de la misère des premiers âges de la civilisation.

Ainsi la science économique est également menacée dans son existence, dans son avancement, dans ses progrès par le dissentiment de ses écrivains, par l'indifférence des gouvernemens, et par le superstitieux attachement des administrations à leurs doctrines usuelles et pratiques, et il n'est pas facile de prévoir comment elle triomphera de tant d'obstacles.

Je m'étais persuadé qu'en mettant aux prises les systêmes avec les systêmes, les doctrines avec les doctrines, les opinions avec les opinions, on pourrait les concilier sur plusieurs points, les rapprocher sur quelques autres, et réduire les oppositions à un si petit nombre de cas qu'on les aurait à peine aperçues dans un cercle aussi étroit; et que dèslors la science fixée sur les points essentiels par l'assentiment de l'unanimité, où du plus grand nombre des écrivains triompherait de la résistance des administrations, trouverait des encouragemens dans l'opinion publique, et parviendrait insensiblement à mettre fin à toutes les controverses. C'est dans cettevue, et sur ce plan, que j'avais conçu et exécuté mon dernier ouvrage sur les Systêmes d'Économie politique.

Mais, aux objections qui m'ont été faites par de très-bons esprits, à leurs désirs et à leurs sollicitations, je n'ai pas tardé à reconnaître qu'à l'exemple des écrivains qui m'avaient précédé, je n'avais rendu à la science qu'un service incomplet, parce que, comme eux, je n'avais suivi d'autre guide que la

raison, et employé d'autre mobile que le raisonnement, deux genres de puissance dont l'empire s'étend ou se resserre selon l'étendue ou la limite des facultés de l'auteur ou du lecteur. Il m'a semblé que tant que la science économique serait classée parmi les sciences rationnelles, elle en aurait l'incertitude, la complication et la défaveur. Est-ce donc là sa destinée? et doit-elle s'y soumettre?

Sous quelque rapport qu'on envisage la richesse particulière et générale, les causes qui la produisent, la conservent, l'augmentent, l'altèrent et la détruisent, on aperçoit des faits qu'on peut soumettre à l'observation, à l'expérience, au calcul, et qui par conséquent donnent à la science économique le droit de prétendre à la précision des sciences physiques et mathématiques.

Dirigée sur ce plan, la science économique eût exigé plus de travaux et présenté moins de difficultés; sa marche, plus pénible et plus lente, eût été plus assurée, et son but plus éloigné n'eût point été manqué.

On lle en est la cause.

Malheureusement on préséra une méthode plus hardie, plus rapide et plus imposante. Franchissant la distance qui les séparait du but, les écrivains et les sectes raisonnèrent avant d'avoir observé les faits, imaginèrent, au-lieu de résléchir, dogmati-

serent, au-lieu de calculer; en un mot, ils ont fondé une science de faits, d'observation et de calcul, sur la base mobile de l'imagination et du raisonnement. et au-lieu de la certitude mathématique, à laquelle ils pouvaient atteindre, ils se sont contentés du vague et de l'idéal des sciences philosophiques et morales. Dans cette marche irrégulière et détournée, la science a changé de nature et de caractère, les difficultés se sont accumulées et les problèmes multipliés; les démonstrations les plus savantes et les plus ingénieuses n'ont été ni persuasives ni convaincantes, et chaque secte s'est aveuglée au point de ne pas voir que le principe fondamental de sa doctrine repose sur une erreur grossière, que la plus simple observation des faits eût prévenue ou dissipée.

Le système mercantile a fait consister la richesse dans l'or et l'argent, et il est de fait que dans les pays où les métaux sont les plus abondans, ils ne forment pas la cinquantième partie des richesses territoriales et mobilières.

Les économistes ont circonscrit la richesse dans le produit net de l'agriculture, et il est de fait que dans les états agricoles, le produit net de l'agriculture ne peut fournir qu'à une partie des besoins de l'État.

Enfin, Adam Smith fait dépendre la richesse des

peuples de la proportion des classes productives et des classes improductives, et il est de fait que les classes productives suivent l'impulsion des classes improductives, et sont subordonnées à leur marche progressive, stationnaire ou rétrograde. Les consommations réputées stériles sont la mesure des productions excédant les besoins des producteurs, et par conséquent la richesse des peuples se mesure par la grandeur et l'étendue des consommations réputées stériles.

Nécessité d'y mettre fin. Dans ces exemples qu'on pourrait multiplier à l'infini, on aperçoit le vide des doctrines purement rationnelles, la cause de toutes les divagations en économie politique, la nécessité d'asseoir enfin cette science sur la connaissance des faits et la certitude du calcul.

Difficultés d'v parvenir. A-la-vérité, la richesse des particuliers et des peuples se présente sous un si grand nombre de rapports qu'il n'est pas facile de séparer par l'analyse les idées qu'elle renferme, de ramener chaque idée au fait dont elle dérive, et de saisir la liaison et la conséquence du fait à l'idée, et de l'idée au fait.

L'idée la plus simple qu'on puisse se former de la richesse, est celle d'un superflu ou d'un excédant du revenu sur la dépense. Sans superflu point de richesse actuelle ni possible. Elle commence, se

conserve et s'aceroît avec lui, elle éprouve ses vicissitudes, s'altère, décroît et disparaît avec lui. Ou ou se garde cependant d'en conclure que superflu et richesse sont synonymes et identiques. La richesse ne peut exister sans la condition d'une certaine stabilité. Les deux idées de richesse et de précaire sont incompatibles. Le superflu, au contraire, s'allic parfaitement avec l'idée de précaire. Il consiste en objets périssables, en denrées dans les greniers du cultivateur, en vins dans les celliers du vigneron, en matières premières dans les ateliers de l'industrie, en marchandises dans les magasins du commerce. Tant que ces objets restent dans leur état de superflu, ils ne sont point richesse et n'en font point partie; cela est si vrai que, si la consommation les fait disparaître sans reproduction, on n'a pas pu les considérer un seul instant comme richesse. Ce n'est que du moment qu'ils sont livrés à des consommateurs qui les reproduisent qu'ils deviennent richesse, et alors même ils ne sont richesse que jusqu'à concurrence des objets reproduits.

On ne connaît, et il n'existe que denx moyens de convertir le superflu en richesse; l'un, en le destinant à produire un nouveau revenu; l'autre, en le transformant en objets, destinés à procurer aux hommes et aux peuples, l'aisance, les commodités et les jouissances de la vie sociale.

Le premier emploi du superflu le place dans les capitaux productifs du revenu des peuples.

Le second emploi le fixe dans les habitations, les maisons, les édifices, les palais, les places, les marchés, les jardins publics, les aquéducs et les monumens qui composent les cités, les villes, les bourgs, les villages et les hameaux; dans les chemins, les canaux et les ports; dans les métaux, les tableaux, les statues, les vases, les livres et les objets précieux; dans les meubles de toute espèce, et dans les denrées et marchandises destinées à la consommation actuelle et prochaine. Quelque prix qu'on accorde à cette partie du superflu, quoiqu'il forme l'opulence des particuliers et la splendeur des nations, on ne le compte point parmi les capitaux; peu s'en faut même qu'on ne lui ait refusé le titre et les attributs de la richesse, et qu'on n'ait regardé ses produits, enfans de l'industrie, des arts et de la civilisation, comme une prodigalité destructive et ruineuse; mais c'est une erreur de l'école, ou une méprise de la moralité.

La richesse se compose de l'universalité des produits du travail général des peuples et de leur superflu converti en capitaux, destinés à produire un revenu, ou à créer tous les objets de commodité, d'agrément et de jouissance, qui distinguent les peuples civilisés et marquent les divers degrés de

la civilisation. Sous ces divers rapports, la richesse présente des faits simples, des idées sensibles, un sujet matériel.

S'il était possible de remonter aux premiers produits du travail et au premier superflu, d'en suivre l'emploi, de distinguer chaque emploi créé par chaque superflu, de déterminer les avantages relatifs et absolus des divers emplois, et d'assigner les causes naturelles et artificielles qui ont retardé ou accéléré, augmenté ou altéré l'étendue de leurs bienfaits, il me semble qu'on verrait disparaître de l'économie politique tous les systèmes, toutes les controverses, tous les problèmes qui en rendent l'étude si pénible, les progrès si lents, et la doctrine si pen profitable. Toute la science se réduirait désormais à connaître l'emploi le plus avantageux des capitaux et du travail, à perfectionner les méthodes usitées, à trouver de nouveaux emplois, ou à faire de nouvelles combinaisons, pour obtenir de plus grands produits des anciens emplois, ou pour donner à leurs produits une plus grande valeur. Sous tous les rapports, la science aurait encore pour guides, pour régulateurs, et pour garants, les faits, l'observation et le calcul.

Mais si on ne peut frayer à la science cette route directe et abrégée, si l'histoire de la richesse particulière et générale est aussi obscure que sa théorie est incertaine; si l'on ne peut pas plus déterminer TOME I.

les effets par les causes que remonter aux causes par les effets, ne peut-on pas du moins dans l'état actuel de la richesse, dans les procédés usités pour la conserver et l'accroître, dans leurs résultats avoués, trouver des indices de sa nature, de ses causes, de ses principes et de ses lois?

L'état de la richesse d'un peuple ne donneraitil pas à connaître la portion qu'il emploie à produire son revenu, et celle qu'il affecte à ses autres besoins.

Moyens.

En suivant la destination de la portion employée à produire son revenu, on la verrait se subdiviser dans les travaux de l'agriculture, des manufactures, et du commerce intérieur et extérieur, entretenir dans chacun de ces emplois une partie de la population laborieuse et industriense, et préparer dans ces grands ateliers du travail général, tous les produits, dont se composent le revenu particulier et public; tous les élémens de la richesse individuelle et nationale. Dès-lors on pourrait comparer la dépense et les produits de chaque emploi, préciser leurs avantages relatifs et absolus, calculer arithmétiquement leur influence respective sur la richesse, en déduire les règles à observer pour sa formation, sa conservation ou son accroissement, et en faire ressortir les principes fondamentaux de l'économie politique, sur l'emploi le plus avantageux des ca-

pitanx et du travail; principes qui embrassent la science économique dans son état actuel.

D'un autre côté, l'état de l'autre portion de la richesse, affectée à tout autre objet qu'à produire un revenu, donnerait la mesure des ressources extraordinaires d'un peuple, des secours qu'il peut s'en promettre dans le cas de l'insuffisance de son revenu habituel, ou de la privation temporaire de quelques-unes de ses branches, par des circonstances malheureuses ou imprévues. On y découvrirait les véritables ressorts de la puissance politique, et les moyens de leur donner plus d'énergie et de solidité; l'on sentirait que cette branche de l'économie politique, dont on ne s'est pas encore occupé, a ses lois, ses règles et ses principes qu'il est aussi essentiel de rechercher et de connaître que les lois, les règles et les principes régulateurs du revenu général des peuples.

Ainsi, il me semble que du tableau de la richesse Dans les actuelle d'un peuple, de son emploi et de ses pro-la statistiduits, on peut s'élever non-seulement à la connais-que. sance des causes de la richesse de ce peuple, mais même à l'établissement des principes créateurs de la richesse moderne, et à la véritable théorie de l'économie politique.

des notions exactes et précises de la richesse d'un des peuples de l'Europe, de l'emploi qu'il en fait,

Malheureusement il n'est pas facile de se former

des produits de chaque emploi, de la part de ces produits qui appartient aux producteurs, et de celle qui appartient aux capitalistes et aux propriétaires du sol, qui forme leur revenu, et qu'on désigne particulièrement sous le nom de produit net.

science.

Imperfec-Tous les peuples modernes ont des statistiques, mais à peine donnent-elles quelques indices sur ces divers points, et encore ces indices sont-ils épars dans une foule d'états, rarement authentiques et souvent formés dans l'intention de flatter l'orgueil des souverains et des gouvernemens, ou de tromper les recherches dangereuses des puissances ennemies, ou d'inspirer une fausse sécurité à leurs alliés; tellement qu'en leur accordant une confiance sans réserve, on risque non-seulement de s'égarer, mais encore de fomenter de nouvelles controverses tout aussi interminables que celles qui se sont élevées sur les doctrines de l'empirisme et de la spéculation.

Malgré ces inconvéniens, dont je ne me dissimule ni l'étendue, ni la gravité, je crois qu'ils opposent moins d'obstacles aux progrès de la science que le vague et l'idéal des systêmes empiriques et spéculatifs. Ceux-ci l'égarent et lui font manquer le but sans aucun espoir d'y revenir; ceux-là peuvent, à-la-vérité, la détourner aussi de sa route, mais elle doit nécessairement y rentrer, à mesure que le temps les affaiblira et les fera disparaître; lorsqu'elle aura trouvé sa véritable direction, elle ne doit plus la perdre. Il est d'ailleurs possible de réduire même dès-à-présent la plus grande partie de ces inconvéniens, en choisissant une statistique à l'abri de tout soupcon d'infidélité ou d'exagération, et recommandée par toutes les épreuves qu'elle a subies; je veux parler de la statistique de la France avant sa révolution. Elle est désormais hors de l'atteinte des passions humaines. On n'a plus de motif ni d'intérêt à grossir ou à atténuer ses résultats; ils ne peuvent plus flatter l'orgneil, ou offenser la vanité de personne. Les événemens l'ont placée au rang des monumens historiques; ses leçons sont sans amertume, et ses instructions sans humiliation. On y trouve une riche moisson de faits, et ces faits méritent la plus grande confiance, soit par le caractère des hommes qui les ont publiés, et par l'étendue de leurs lunières, soit par leur amour pour la vérité, et par les emplois honorables qu'ils avaient exercés. Elle est en quelque sorte officielle, et cependant n'a point été influencée par la faveur ou par la crainte du pouvoir. Les circonstances lui donnent même une nouvelle considération. Soumise à la critique des assemblées nationales, juges plus disposés à la sévérité qu'à l'indulgence, elle n'a point souffert de cette épreuve rigoureuse. Elle mérite donc toute la confiance qu'on peut accorder à la statistique dans l'état d'imperfection où est encore cette science; imperfection que le temps fera disparaître rapidement, surtout lorsqu'on connaîtra toute Fétendue des services qu'elle peut rendre à l'économie politique.

De l'alliance Ces deux sciences sont indispensables l'une à de la statistique et de l'autre, se prêtent un appui mutuel et tirent de l'économie politique, et leur concours une consistance, une force et un des avantages qui doi- éclat qu'elles n'auront pas tant qu'elles resteront isovent en rélées. La statistique donne à l'économie politique une impulsion sûre, dirige et assure sa marche, 
éprouve et garantit ses découvertes; à son tour, 
l'économie politique éclaire les travaux de la statistique, les étend ou les resserre, et en détermine 
l'importance et l'utilité. L'une rassemble les matériaux, et l'autre construit l'édifice de la science.

Desscinde l'ouvrage.

C'est dans cet espoir et dans cette vue, que j'ai entrepris et composé cet ouvrage. Il sera divisé en deux parties.

application et la vérité de leur doctrine.

De leur alliance doivent donc sortir les vrais principes de l'économic politique, la régularité de leur

Dans la première, je recueillerai, je classerai, je coordonnerai tous les faits qui peuvent faire connaître l'état de la richesse de la France, en 1789, son emploi dans toutes les branches du travail, et le produit brut et net de chaque emploi, et comme les dispositions économiques de la France, à cette époque, étaient les mêmes, pour les autres peuples

de l'Europe, parvenus au même degré de civilisation, je pense qu'on ne fera aucune difficulté de les considérer comme la théorie empirique de l'économie politique dans l'Europe industriense et civilisée.

Dans la seconde partie, je comparerai la théorie spéculative de l'économie politique sur la richesse en général, sur son emploi dans les diverses branches du travail, et sur le produit brut et le produit net de chaque emploi avec la théorie empirique de l'Europe sur les mêmes objets; j'examinerai jusqu'à quel point ces théories s'accordent ou sont contraires l'une à l'autre, et, dans ce dernier cas, laquelle des deux offre le plus de garantie et de certitude, et doit par conséquent prévaloir.

Ce plan effraye par son étendue, sa difficulté et son importance, et je dois avouer que son exécution m'a paru long-temps au-dessus de mes forces; mais j'ai été soutenu dans mon fréquent découragement par la pensée qu'il s'agit moins de réussir que d'entreprendre, et que, si l'onvrage n'est défectueux que parce que l'anteur n'avait pas le talent nécessaire à son exécution, le talent suffisant s'en emparera et achevera ce que j'aurai commencé. Si l'écrivain qui, dans les beaux arts, sent qu'il n'auteint qu'à la médiocrité, doit s'arrêter : dans les sciences, la médiocrité même est utile. Elle rassem-

ble les matériaux, les dispose, et appelle la main du génie qui doit les mettre en œuvre. Quelque faible que soit le service qu'elle a rendu, il suffit à son ambition, et si elle a peu fait, elle se contente de peu.

# THÉORIE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE.

## PREMIÈRE PARTIE.

De la Statistique de la France en 1789, et de celle de l'Angleterre en 1798.

## OBSERVATION PRÉLIMINAIRE.

La richesse de la France, en 1789, semblable à En quoi consistait la celle de tous les peuples modernes, se composait richesse de la France des capitaux qui alimentaient le travail de sa popu-1789 lation, des produits des capitaux et du travail, formant son revenu, et des capitaux destinés à tous les autres besoins, commodités et jouissances de la vie privée et publique.

Ces diverses parties de la richesse de la France ne peuvent être isolées, ni classées à part, ni même désignées par une dénomination propre et particulière. Leurs élémens sont tellement mêlés et confondus, tellement enchaînés les uns avec les autres,

tellement adhéreus entre eux, qu'il est absolument impossible de les séparer, de les soustraire à toute liaison, à toute connexité, et d'en faire des objets indépendans et existans par eux-mêmes. Les capitaux employés dans l'agriculture, l'industrie et le commerce ne leur sont pas propres, et ne résident pas exclusivement dans ces divers emplois. Ils circulent d'un emploi dans l'autre sans appartenir à aucun, et sans autre impulsion que l'intérêt ou la convenance des capitalistes. De ce que l'agriculture fournit la plus grande partie de la matière première des autres travaux, et la presque totalité des subsistances de toutes les elasses laborieuses et industrieuses, on ne serait pas fondé à en conclure qu'elle est la source de tous les capitaux et qu'elle en fait la distribution aux autres branches du travail suivant ses facultés, plutôt que d'après leurs besoins; car on ne sait même pas d'où elle a tiré les capitaux dont elle fait l'emploi, et qui les lui a fournis. Elle ne les a certainement pas tirés de son propre fonds, puisqu'elle ne peut exister que par eux. Sans capitaux avancés à l'agriculture, point d'agriculture : donc les capitaux ne dérivent point de l'agriculture. Ce n'est pas le moment d'examiner d'où ils proviennent, cette recherche trouvera sa place ailleurs. Quant à présent, je me bornerai à déterminer quelle était la portion

Queletait que chaque branche du travail employait, et quels étaient le produit brut et le produit net de chaque emploi. Les faits doivent m'occuper d'abord; les causes et les effets viendront ensuite.

D'après ce plan, je vais examiner la richesse de Division de la France en 1789, formée dans les trois grands la premiere patie de l'agriculture, des manufactures et du commerce; je la suivrai dans leurs opérations isolées et simultanées, dans leurs résultats particuliers ou communs, et dans la distribution de leurs produits entre tous les coopérateurs de sa production. Dans ce vaste tableau, on distinguera la richesse territoriale, la richesse industrielle, et la richesse commerciale, ainsi que la richesse employée à une destination spéciale et différente de la production du revenu. Ces diverses branches de la richesse seront disposées de manière que leur isolement ne nuira point à leur ensemble, ni leur ensemble à leur isolement.

# LIVRE PREMIER.

De la Richesse territoriale de la France en 1789.

De la ri-LA richesse territoriale de la France, en 1789, avait sa source dans le territoire, dans les capitaux employés à le défricher, le planter, le clore et le percer de routes de communication; dans les avances du cultivateur; dans la population agricole; dans celle employée à la construction et aux réparations des bâtimens, outils et ustensiles d'agriculture; et dans les produits résultans du concours de toutes ces causes.

> Sans doute elles concouraient toutes à sa formation, à sa conservation et à son accroissement. Mais dans quelles proportions? On ne peut s'en former une idée que par la connaissance de leurs forces respectives, de leurs opérations particulières et de leurs produits effectifs.

#### CHAPITRE PREMIER.

### Etendue du territoire de la France en 1789.

L'étendue de la France, en 1789, était de 27,126, 47 Etendue lieues, de 25 au degré, de 2,281,08 toises, et de 105 de la Franmillions d'arpens; l'arpent de 100 perches carrées, et. ou de 1,545,95 toises carrées, et la perche de 22 pieds, ou de 5 \(\frac{2}{3}\) toises (1).

ou de 1,343,95 toises carrees, et la perche de 22 pieds,
ou de $5\frac{2}{3}$ toises (1).
La partie cultivée de ce territoire Dela par-
La partie cultivée de ce territoire De la par- était de
Savoir:
En blé, par les chevaux. 9,600,000 bœufs. 9,000,000
En blé, par les bœufs 9,000,000
Enmars, parles chevaux. 9,600,000
En jachère, dans (chevaux. 9,600,000 les pays culti- vés par des (bœuss. 9,000,000
vés par des. (bœufs 9,000,000
En vaines pâtures, dans les
pays cultivés par des
bœufs 18,000,000
$6\pm 800,000$

<sup>(1)</sup> Manuel d'Arithmétique politique de Lagrange.

<sup>(2)</sup> Résultats extraits d'un ouvrage de Lavoisier, imprimé, en 1791, par ordre de l'Assemblée constituante.

		TO MAKE THE PARTY I
.9	D'autre part En bois (1) En vignes (2) En páturages riches (5) En prairies artificielles (4).	15,100,691 5,535,554 4,500,000
	Chemins, 9,000 lieues (5). Rivières, 9,000 lieues (6).	90,754,025 152,154 152,134
Des villes, bourgs et villages, et des terres incultes.	Le surplus, consistant en villes, bourgs, villages, hameaux, landes et terres incultes.	,91,058,295

La terre, avant d'être cultivé, le territoire de la France, mise en état quelle que fût sa fertilité naturelle, n'avait aucune de culture, valeur intrinsèque, ou du moins il en avait une si valeur.

modique, qu'à peine méritait-elle d'être comptée

105,000,000

<sup>(1)</sup> Rapport du Comité des Domaines de l'Assemblée constituante.

<sup>(2)</sup> Voyage d'Arthur Young en France. Il faut remarquer qu'Arthur Young a fait ses calculs sur l'acre d'Angleterre, et que je les ai rapportés au grand arpent de France.

<sup>(3)</sup> *Ibid*.

<sup>(4)</sup> Ibid.

<sup>(5)</sup> Ibid.

<sup>(6)</sup> Ibid.

parmi les élémens de la richesse territoriale. Cette condition est, dans tous les temps et dans tous les pays, inséparable de toute terre inculte. Elle a cependant été peu remarquée et pourrait paraître paradoxale, si elle n'était établie par les faits les plus authentiques.

On lit dans Anderson (1), qu'en 915 un acre de terre (2) valait en Angleterre un schelling (5). On trouve dans M. de Humboldt un fait de la même nature et beaucoup plus étrange. Ce savant voyageur raconte qu'on a vendu dans la Nouvelle-Espagne, en 1802, des terrains fertiles, de 10 à 12 lieues carrées, pour 2 à 5 francs (4). Enfin, on pourrait déduire le même fait de la valeur vénale des terres dans tous les pays nouvellement habités. Cette valeur se gradue sur la double échelle de la culture et de la richesse générale (5).

<sup>(1)</sup> De l'Origine du Commerce.

<sup>(2)</sup> L'acre d'Angleterre est à l'arpent de France comme 1155 à 1545,95.

<sup>(3)</sup> Un schelling avait à cette époque le poids de trois schellings actuels, et une valeur triple; de sorte qu'il équivalait à 9 fr. 50 cent.

<sup>(4)</sup> Mémoire politique sur la Nouvelle-Espagne, tom. 2, liv. 5, ch. 8.

<sup>(5)</sup> Le prix de la vente de la terre est toujours proportionné à la rente qu'elle rapporte. Liv. 1v., chap. 7, Richesse des Nations.

Cette non-valeur de la terre, dans son état naturel, contraste singulièrement avec l'opinion des économistes français, qui font de la terre la source des richesses, et même avec celle d'Adam Smith, qui la regarde comme la plus féconde de toutes les sources de la richesse. Ces fastueuses prérogatives ne conviennent pas à tant de pauvreté, et surtout à une pauvreté dont la terre ne peut pas se délivrer par elle-même, par ses propres forces, par sa seule puissance. Incrte et impuissante, une terre inculte sera toujours stérile, ou n'aura jamais qu'un degré d'abondance plus voisin de la misère que de la richesse. Comment, dans un tel état, reconnaître en elle la source des richesses, ou la plus abondante de toutes les sources de la richesse?

Mais au moins quand la terre est fécondée par le travail et les richesses de l'homme, n'a-t-elle pas les prérogatives qu'on lui attribue? ne multiplie-t-elle pas les richesses dont elle est dépositaire, dans une proportion supérieure à toutes les autres sources de la richesse? C'est une question dont il faut chercher la solution dans les faits. Quant à présent, il me semble démontré que les hommes ont eu raison, dans tous les pays, de ne faire que peu de cas de la terre non cultivée, et, par le même principe, je me crois dispensé de donner aucune évaluation du territoire inculte de la France.

Des ca-

#### CHAPITRE II.

Des capitaux employés, en 1789, à mettre le sot de la France en état de culture.

Si l'emploi des capitaux est, comme on ne saurait en donter, une des causes qui influent le plus pitaux emsur les progrès de la richesse moderne ; la connais-mettrele sot de la France sance des capitaux, qu'un pays, aussi fertile que la en état de France, avait employés pour mettre son sol en état de culture, et les profits que lui produisaient ses capitaux dans ce genre d'emploi, doit répandre de grandes lumières sur la part que la richesse territoriale a dans la formation et les progrès de la ricliesse générale.

Malheureusement nous n'avons sur l'étendue de ces capitanx, ni documens nombreux, ni documens positifs, et l'on risque également de s'égarer en refusant toute confiance à ceux que nous avons ou en leur en accordant une entière ou partielle.

Le docteur Quesnai, cet apôtre célèbre du sys- Opinion du docteur tême agricole, qui regardait la terre comme la Quesnatsur source des richesses, évalue à 10 milliards les capitaux que la France avait employés à mettre son sol en état de culture, et à 2 milliards la part afférente à ces capitaux dans les produits agricoles. Dans ce cas, ce genre de capitanx ent rapporté 20 pour ê. Mais sur quelles bases ce chef de la secte écono-TOME I.

miste fondait-il ses calculs? il ne nous en a pas instruits; et ne pouvant juger de leur exactitude, on ne leur doit aucune confiance.

Opinion d'Arthur Young.

Arthur Young, qui n'était pas moins prévenu en faveur du système agricole, ne s'est point expliqué sur ce sujet avec la clarté et l'exactitude qui caractérisent son excellent ouvrage(\*). Il ne distingue point le capital employé à mettre le sol en état de culture, des avances du cultivateur ; il se borne à dire que le capital agricole de l'Angleterre s'élevait, en 1789, à 17 milliards tournois, et celui de la France à 6 milliards, d'où il conclut que le capital de l'Angleterre surpassait celui de la France d'environ 11 milliards tournois. Cette comparaison des capitaux agricoles des deux pays flattait trop la vanité d'un Anglais, pour qu'il se refusât la satisfaction qu'elle lui offrait; aussi en prend-il occasion de dire que le sol des trois royaumes britanniques, quoique d'une étendue moindre d'un tiers que celui de la France, donnait cependant de plus grands produits, et que, quoique la population de l'Angleterre ne fût que de 15 millions d'habitans, tandis que celle de la France était de 25 à 26 millions, l'empire britannique était plus riche et plus puissant que celui de la France.

Fxamen de l'opinion d'Aithur Young.

Mais comment cet écrivain si judicieux ne s'estil pas aperçu que ses calculs très-patriotiques sans

<sup>(\*)</sup> Son Voyage en France.

donte le conduisaient à des résultats diamétralement opposés à ceux qui flattaient si agréablement sa prédilection pour son pays.

Si le capital agricole de l'Angleterre était, en 1789, de 17 milliards tournois, quel était donc le produit de son agriculture? car c'est toujours par le produit qu'il faut juger de l'utilité d'un capital quelconque.

Un écrivain, qu'on n'accusera pas d'avoir déprécié les produits agricoles de l'Angleterre, Frédéric Gents, les a évalués à 82 millions sterlings (1,968 millions tournois), d'où il suit que le capital agricole de l'Angleterre, évalué à 17 milliards tournois par Arthur Young, ne rapportait pas 10 pour °.

Si cependant le capital agricole de la France n'était, suivant Arthur Young, que de 6 milliards tournois, et si son agriculture produisait au-delà de 5 milliards, comme le dit encore Arthur Young, il est évident que le capital agricole de la France rapportait 80 pour <sup>o</sup>, tandis que celui de l'Angleterre ne rapportait pas 10 pour <sup>o</sup>. Dans cette supposition, le sol de la France était huit fois plus fécond que celui de l'Angleterre; la France était, à raison de son sol, huit fois plus riche que l'Angleterre, et les deux peuples ne pouvaient pas plus être mis en parallèle sous le rapport de leur richesse agricole, que sous celui de leur population.

Mais ce qui est bien plus fâcheux pour les parti-

sans du système agricole, c'est que, si les assertions d'Arthur Young sont exactes, la fécondité de la terre peut suppléer à la modicité des capitaux employés à sa culture, la richesse territoriale est le produit de la nature, l'industrie des hommes n'y a aucune part, ou du moins leur industrie ne peut, à force de capitaux, que balancer la fertilité naturelle des sols; doctrine opposée à celle de tous les écrivains agricoles, sans en excepter Arthur Young lui-même.

La méprise de ce savant agronome décrédite donc entièrement ses évaluations du capital agricole de la France, et il faut en chercher ailleurs de plus positives et de moins erronées.

Les capitaux emmettre le sol sure de la valeur des terres culti Tées.

Si je ne m'abuse point, les capitaux employés ployés à à mettre le sol d'un pays en état de culture, doivent en état de toujours être à-peu-près égaux à la valeur vénale sont la me- des terres cultivées. Car, d'où les terres cultivées tireraient-elles leur valeur, si ce n'est pas des capitaux employés à les mettre en état de culture?

> Serait-ce de la faculté productive que la nature leur a donnée? La nature n'a pas été moins libérale envers les terres incultes, qu'envers les terres cultivées, et cependant nous venons de voir que quelque grande que soit la faculté productive des terres incultes, elle ne leur donne que peu ou point de valeur.

> Serait-ce de la concurrence des capitalistes, qui préférent ce geme d'emploi de leur capital? Cette

préférence est nécessairement balancée par les avantages que promet le défrichement des terres incultes, et il doit infailliblement exister des rapports entre ces deux sortes d'emploi du capital.

Si la valeur des terres cultivées dépassait de beaucoup la valeur des capitaux employés à les mettre en état de culture, les capitaux, au-lieu de se porter vers les terres cultivées, se dirigeraient naturellement vers le défrichement des terres incultes, et l'accroissement de la quantité des terres cultivées en maintiendrait la valeur vénale au niveau des capitaux employés à les mettre en culture, jusqu'à ce que toutes les terres fussent cultivées. Ce qui n'est encore arrivé à aucun pays, et ce qui probablement n'arrivera jamais.

Comme aussi la valeur vénale des terres cultivées n'est jamais inférieure aux capitaux employés à les mettre en état de culture, parce que les propriétaires ne veulent pas perdre une partie de leurs capitaux, à moins qu'ils n'y soient déterminés ou contraints par des circonstances particulières. Y seraient-ils déterminés par la perspective d'un placement plus avantageux? Cette hypothèse ne sera admise ni par les économistes français, qui prétendent que la terre est seule productive de toutes les richesses, ni par les sectateurs d'Adam Smith, qui regardent l'agriculture comme le plus avantageux et le plus profitable de tous les placemens de capitaux, ni par les écrivains qui ne professent pas la même admiration pour

l'agriculture, et qui pensent qu'elle ne peut s'enrichir que de la surabondance des capitaux dans les emplois de l'industrie et du commerce, et les conserver que parce qu'ils ne peuvent pas trouver d'autre emploi.

Les propriétaires des terres cultivées seraient-ils contraints de les vendre même en faisant le sacrifice des capitaux qu'ils auraient employés pour les mettre en état de culture? Cela ne pourrait avoir lien qu'autant que les propriétés territoriales ne scraient pas suffisamment protégées, que le propriétaire ne serait pas en sûrcté, et que le cultivatenr ne jouirait pas du fruit de ses travaux; mais cette circonstance serait locale et temporaire, et, loin de porter quelque atteinte à la règle générale, clie ne ferait que la confirmer.

Ainsi il me paraît évident que le prix vénal des terres cultivées ne peut être inférieur ni supérieur aux capitaux qui les ont mises en état de culture; d'où il suit que la valeur vénale des terres donne dans tous les pays la véritable quotité des capitaux employés à les mettre en état de culture.

Arthur Young vérifia, dans son voyage en France, que la valeur vénale des terres y était, en 1789, à 5 3 de leur produit, ou à 51 années de leur revenu annuel. Nous verrous dans la suite que ce revenu était de 1,294,822,029 l.

En le multipliant par 50 années, au-lieu de 51, comme le vent Arthur Young, nous aurons, pour le capital, employé à mettre les terres en état de culture, environ 59 milliards (\*).

#### CHAPITRE III.

Des avances du cultivateur, ou des capitaux employés à la culture du territoire de la ces du culti-France, en 1789.

Il semble, au premier aspect, extrêmement diffi- culture du cile d'acquérir quelques notions sur les avances em-la France en ployées à la culture d'un pays aussi étendu que la France, aussi varié dans sa culture, aussi inégal dans ses besoins et ses ressources.

Le docteur Quesnai a évalué ces avances à 2 Opinion milliards tournois; ce qui donne un peu plus de Quesnai. 22 livres par arpent cultivé.

Les notes qu'Arthur Young recueillit pendant son voyage en France, dounent à-peu-près le même résultat pour la partie de la France, dont la culture était peu avancée; mais elles en offrent un tout-àfait différent pour les parties bien cultivées. Ce qui détermina cet écrivain, très-instruit et très-versé dans la science agricole, à porter l'évaluation moyenne de ces avances à 48 livres par arpent.

<sup>(\*)</sup> On évalue le capital de l'Angleterre, dans le même emploi, à 18,600,000,000 l. (\*) (Voyez les observations de M. Bèek sur la taxe du revenu.)

<sup>(\*)</sup> Les terres cultivées de l'Angleterre n'étant que de 33 millions d'acres, ne forment qu'environ le tiers de celles de la France; de sorte que le capital des deux pays, dans cet emploi, était à-peuprès le même,

Dans ce cas, les 90,754,025 arpens cultivés auraient employé un capital de 4,555,255,200 livres. C'est plus du double de l'évaluation du docteur Quesnai.

Raisons de donnerla préférenceà soit si éloignée de celle d'un écrivain français, qui celle du dernier écri. n'avait rien négligé pour se procurer toutes les notions sur cette matière, qui en avait en tous les moyens, et qui était bien en état de suppléer, par ses lumières, aux connaissances qu'il n'avait pu se procurer, je crois qu'elle mérite la préférence, et qu'elle approche de la vérité d'aussi près que possible dans une matière aussi obscure et aussi négligée.

Mon opinion est fondée sur l'évaluation des différens objets qui composaient les avances du cultivateur, c'est-à-dire, sur l'appréciation des bestiaux, de la subsistance de la population agricole, des semences, des outifs, ustensiles et instrumens de l'agriculture. Voici le détail que nous en ont donné divers auteurs, et surtout Lavoisier.

BESTIAUX.	Nombre des individus.
Chevaux employés à l'agriculture	1,560,000
à 120 liv. par tête . 187,200,000l.	
Poulains et élèves	80,000
à 48 liv. par tête 5,840,000	
Bœufs de travail	2,700,000
à 200 livres 540,000,000	
751,040,000	4,340,000

, , , , , , , , , , , , , , , , , , , ,	.,,
BESTIAU X.	Nombre des individus,
Ci-contre 751,040,0001.	4,540,000
Vaches	4,000,000
à 72 livres 288,000,000	
Moutons	20,000,000
à 12 liv. par tête 240,000,000	
Porcs	4,000,000
à 50 livres 200,000,000	
•	52,540,000
Subsistance de la po-	, ,
pulation agricole	
pendant un an 1,768,000,000	
Nourriture des bes-	
tiaux 500,000,000	
Semences	
Outils, ustensiles, ins-	
trumens d'agricul-	
ture 400,000,000	On.
4,160,575,555	600

C'est environ 44 liv. par arpent, et 4,400 liv. pour une ferme de 100 arpens (\*).

Ainsi l'on voit que, par cette nouvelle méthode,

<sup>(\*)</sup> A la même époque, les avances du cultivateur anglais étaient de 92 l. par arpent, et à-présent elles sont d'environ 500 l. par arpent. (Voyez le rapport d'un comité à la chambre des communes d'Angleterre, publié par son ordre au mois de juillet 1814.)

dont l'exactitude me paraît frappante, on arrive à-peu-près au même résultat que donne la méthode d'Arthur Young; enfin, ce qui me confirme dans mon opinion sur ce point, c'est que nous verrons dans la suite que les produits agricoles s'élèvent à-peu-près à la même somme que les avances du cultivateur, ce qui est indispensable pour que l'agriculture soit dans un état prospère et progressif.

Ainsi on ne risque pas beaucoup de s'égarer en évaluant les avances de la culture en France à la somme de . . . . . . . . . . . . . . . . 4,000,000,000 l.

#### CHAPITRE IV.

De la population agricole de la France en 1789.

De la population a propulation agricole nonpulation a propulation agricole de la seulement celle qui était employée aux travaux de france en l'agriculture, mais encore celle qui la secondait dans ses travaux et dans ses besoins. Voici l'état

Opinion que Lavoisier a donné de l'une et de l'autre.

Opinion de Lavoisier sur ee sujet.

4,000,000

LIV. 1.er, CHAP. 1V. 59	
Ci-contre 10,000,000	
Vignerons et leurs familles 1,750,000	
Salariés par les vignerons et pro-	
priétaires de vignes 800,000	
Marchands, cabaretiers, fournis-	
seurs des bourgs et villages, maré-	
chaux, bourreliers, charrons, vivant	
aux dépens de l'agriculture, hommes,	
femmes et enfans compris 1,800,000	
Petits propriétaires , vivant pour la	
plupart du produit de leurs fonds 450,000	
plupart du produit de leurs fonds 450,000	
	Son in-
14,800,000	Son in- exactitude demoutree.
14,800,000 Ce dénombrement me paraît inexact, et voici sur	exacumac
14,800,000 Ce dénombrement me paraît inexact, et voici sur quoi je me fonde.	exacumac
14,800,000 Ce dénombrement me paraît inexact, et voici sur quoi je me fonde. La population de la France s'élevait, suivant les	exacumac
14,800,000 Ce dénombrement me paraît inexact, et voici sur quoi je me fonde. La population de la France s'élevait, suivant les rôles des taxes faits par ordre de l'As-	exacumac
14,800,000 Ce dénombrement me paraît inexact, et voici sur quoi je me fonde.  La population de la France s'élevait, suivant les rôles des taxes faits par ordre de l'Assemblée constituante, à 26,565,074	exacumac
14,800,000 Ce dénombrement me paraît inexact, et voici sur quoi je me fonde.  La population de la France s'élevait, suivant les rôles des taxes faits par ordre de l'Assemblée constituante, à 26,565,074 Si la population agricole n'eût été que de	exacumac
14,800,000 Ce dénombrement me paraît inexact, et voici sur quoi je me fonde.  La population de la France s'élevait, suivant les rôles des taxes faits par ordre de l'Assemblée constituante, à 26,565,074  Si la population agricole n'eût été que de	exacumac

Lavoisier ne porte cependant la population non-agricole des campagnes, qu'il désigne sous le nom de matelots, de journaliers de toute espèce, attachés aux manufactures hors des villes, carriers, mineurs, voituriers, rou-

60 RICHESSE TERRITORIALE DE LA FRANCE	en 1789.
liers, nobles, ecclésiastiques, et	
leurs domestiques, vivant hors des	
villes, qu'à	1,950,000
Par conséquent la population	
des villes aurait dû être de	9,615,074
Elle n'était cependant, d'après	
les rôles des taxes dont j'ai déjà	
parlé, que de	5,709,270
Par conséquent il y a dans les	
calculs de Lavoisier une erreur de	5,905,804
Ce nombre qu'il faut ajouter à la pe	opulation des
campagnes, appartenait-il tout enti-	er à la classe
agricole? Il est assez difficile d'avoir à	cet égard unc
opinion fondée; mais en supposant qu	ae l'erreur de
Lavoisier ait été la même sur la popula	tion agricole
et non-agricole qui habitait les campa	gnes, et qu'il
faille repartir sur l'une et l'autre les 3	
dividus, résultat de son erreur, le clas	
population cût été ainsi qu'il suit :	
Population des villes . ,	5,709,270
Population non-agricole habitant	
la campagne	2,653,804
Population agricole	18,000,000
- L	, ,

Ce classement de la population de la France nous offre une remarque importante qui a déjà été faite, maisqu'ilne sera pas inutile de retracer ici. Dans tous

26,363,074

Solution de la question. les pays réputés les plus florissans de l'Enrope, en Hollande, en Lombardie, en Angleterre, la moitié ile la population résidait dans les villes, et en France En France la population des villes n'était pas le quart de la po-des villes ne pulation totale. Quelle en était la cause? Arthur pas le quart Young l'attribue au peu de progrès de l'agriculture de la popuet à l'extrême division du sol en petites propriétés. Mais Arthur Young n'a-t-il pas pris l'effet pour la cause? et si on lui cût demandé pourquoi le sol de la France était divisé en petites propriétés, et pourquoi son agriculture n'était pas plus avancée, qu'aurait-il répondu? Cet état de choses tenait à des causes beaucoup plus éloignées; il faut, pour les trouver, remonter jusqu'au principe de la richesse, et ce n'est que lorsqu'il sera bien connu qu'on saura pourquoi l'agriculture, ou telle autre branche de l'industrie, n'a pas fait dans un pays les progrès qu'elle a faits dans les autres; jusque-là, il convient de suspendre son jugement et de poursuivre la recherelle et l'examen des faits.

Cétait donc avec un territoire de 90 millions Du cepid'arpens cultivés, avec un capital de près de 50 dans les tramilliards, pour ainsi dire incorporés an sol, avec griculture. un capital de 4 milliards d'avances faites annuellement à l'agriculture, et une population agricole de 18 millions d'individus, que la France obtenait ses produits agricoles, son revenu territorial.

Cette masse de moyens et de richesse consacrés

Réflexions à l'agriculture, paraît immense, surtout quand on à ce sujet. parcourt dans sa pensée les époques désastreuses qui, depuis le dixième siècle jusqu'au dix-septième, accumulèrent tant de calamités et de misère sur le peuple français.

Si, comme tout porte à le croire, les terres n'avaient en France dans le dixième siècle que la même valeur qu'elles avaient en Angleterre à la même époque; si elles ne valaient tout au plus, à raison de 9 fr. 50 c. l'arpent, qu'environ 900 millions à 1 milliard, comment avaient-elles pu s'élever, en 1789, à la somme énorme de près de 50 milliards? à quelle époque commença cette brillante prospérité? à quels siècles appartiennent ses progrès? à quels règnes doit-on en attribuer la gloire?

Dans le dixième siècle, l'anarchie féodale, les dissensions des grands vassaux, l'invasion des Normands, le changement de dynastie, rendent invraisemblable toute espèce d'accumulation ou d'amélioration quelconque.

Les croisades non moins ruineuses qu'insensées, les interminables guerres contre les Plantagenets, et les Albigeois, les séditions pendant la minorité de Saint-Louis, dépeuplèrent la France, et la réduisirent à la plus profonde misère pendant les onzième, douzième et treizième siècles.

Pendant le quatorzième et le quinzième siècles, les guerres des Valois contre l'Angleterre, les séditions de la jacquerie et des maillotins, les guerres civiles des Bourguignons et des Armagnacs, l'usurpation de la plus grande partie du royaume par les Anglais, plongèrent la France dans un abîme de calamités, dont on ne peut envisager la profondeur sans effroi.

Enfin, les guerres d'Italie, celles de religion, plus déplorables encore, dévorèrent pendant le seizième siècle tous les germes de la prospérité publique. Dans cette longue période d'infortunes et de désespoir, à-peine trouve-t-on un petit nombre d'années dans lesquelles les peuples purent respirer, réparer leurs désastres et perdre le souvenir de leurs maux.

Ce n'est qu'à la fin du seizième siècle, sons le règne trop court de Henri IV, que commenca une ère moins déplorable et moins contraire à la prospérité de la France. Depuis cette époque mémorable le gouvernement fut moins arbitraire, la súrcté des personnes moins précaire, les propriétés moins dévastées, l'industrie moins découragée, et le commerce moins opprimé. Les guerres ne furent pas moins nombreuses, mais elles furent conduites avec plus d'ordre et moins de dommage pour les classes laborienses, et l'ordre social prit une direction moins éloignée des véritables intérêts de la richesse. Henri IV, Sully, Richelieu, Colbert, ouvrirent on préparèrent les diverses routes de la prospérité nationale, et quoique ces routes ne fussent pas toutes également directes,

toutes menaient au même but, et la France dut à leurs glorieux travaux les premiers bienfaits de l'agriculture, de l'industrie et du commerce.

Mais, de quelques succès que les efforts de ces grands hommes aient été couronnés, il est difficile de se persuader que, dans le court espace d'environ deux siècles, la France ait accumulé sur son sol l'immense capital de 54 milliards; surtout si l'on fait attention que cette accumulation n'est pas la seule, et que, dans la même période de temps, il s'en fit une seconde non moins importante dans les vêtemens, les logemens, les meubles et les effets précieux; dans l'agrandissement et l'embellissement des villes; dans la construction des routes et canaux, des ports et forteresses; dans l'acquisition des espèces métalliques et dans l'accroissement des métaux précieux. En supposant que cette seconde accumulation ne fût que la moitié de la première, ce serait près de 80 milliards, accumulés dans l'espace de deux siècles, et environ 400 millions par an, accumulation immense, et à laquelle l'esprit refuse son assentiment.

Y aurait-il donc dans la marche et la progression de la richesse une impulsion scerète qui triomphe de tous les obstacles que lui opposent les passions, les vices on l'insouciance des peuples et des gouvernemens, ou, ce qui est plus vraisemblable, cette impulsion produit - elle des effets incalculables

quand elle ne trouve aucun obstacle dans son développement? En s'arrêtant à cette dernière supposition, n'est-on pas fondé à en conclure que la richesse des peuples décline avec la même rapidité qu'elle s'élève, et n'est-ce pas par cette vicissitude de revers et de succès qu'on peut expliquer ces alternatives de richesse et de misère, qu'on remarque dans une nation à des époques peu distantes l'une de l'autre? Toutes ces difficultés ne peuvent s'éclaircir et disparaître qu'à la lueur tles faits statistiques, seul fanal de l'économie politique.

#### CHAPITRE V.

Des produits agricoles de la France en 1789.

Des proluits agrioles de la France en

Ces produits ont été évalués de plusieurs ma- France en nières.

Lavoisier les calcula sous le double rapport des de Lavoisier produits agricoles qui se consommaient annuelle-sur ce suject ment dans le royaume, et de la dépense moyenne en argent de sa population. Par le premier moyen, il donne un aperçu des principaux produits de l'agriculture, et par le second, il détermine leur valeur vénale. Parcourons le tableau de ces deux évaluations.

#### Savoir:

En semences, 2,535,000,000(1)

Et le surplus en blé, en seigle et orge, pour la nourriture du peuple . . . . . 11,667,000,000(2)

Somme pareille 14,000,000,000.

Il évalue l'avoine à 400 millions de boisseaux, mesure de Paris. (5)

Il ne fait aucune mention des légumes et des fruits, ces utiles supplémens des substances céréales.

#### RÉCAPITULATION.

Semences		2,800,000,000l.
Subsistance du peuple	. 1	11,300,000,000
Subsistance $ \begin{cases} du \text{ peuple.} & \dots \\ des \text{ animaux.} & \dots \end{cases} $		2,700,000,000
	:	16,800,000,000
Lavoisier		14,000,000,000
Différence en plus		2,800,000,000

<sup>(1)</sup> Tolosan évalue les semences à 2,800,000,000.

<sup>(2)</sup> Tolosan porte la même consommation à 11,300,000,000.

<sup>(3)</sup> Tolosan évalue les grains consommés par les animaux, les brasseries et les amidonneries, à 2,700,000,000.

Mais dans cette évaluation ne sont compris ni les volailles, ni les œufs, ni le laitage.

Enfin, il évalue les boissons à 1,642,500,000 pintes, mesures de Paris, ou 5,705,125 muids, et il avoue que sur ce point il ne serait pas impossible qu'il se fût trompé d'un quart, d'un tiers et même de moitié.

D'ailleurs, il ne fait aucun état des autres boissons, ni d'une foule d'autres produits agricoles; mais il fait remarquer que les substances céréales forment plus de la moitié et souvent les deux tiers de la subsistance des classes les plus misérables du peuple.

Telle est la première évaluation des produits agricoles de la France, basée sur la consommation du peuple français. On ne peut se dissimuler qu'elle ne soit vague, incomplète et hasardée, et l'on ne comprend pas comment Lavoisier, qui était trop éclairé pour n'en pas connaître toutes les imperfections, pût la croire digne de répondre aux désirs de l'Assemblée constituante; ni comment cette assemblée, après l'avoir prise en considération, pût en ordonner l'impression, ni comment ce travail informe a pu conserver jusqu'ici la sorte de réputation qu'il parut mériter alors. Sans doute on ne doit l'attribuer qu'au peu de progrès qu'ayait fait

la statistique, au besoin qu'on avait de ce genre de connaissance, et à la difficulté de se la procurer. Les notions les plus superficielles parurent précieuses et furent accueillies avec empressement, et quoique le temps et les lumières leur aient fait perdre de leur prix, on n'en doit pas moins de reconnaissance au savant qui en avait connu l'importance, et qui leur avait consacré une partie de ses nombreuses et scientifiques occupations.

La seconde évaluation des produits agricoles de la France, basée sur la dépense moyenne en argent de la population, offre plus de lumières et mérite plus de confiance; voici comment Lavoisier l'établit et la justifie.

« Dans les familles les plus indigentes, dit ce sa» vant illustre, chaque individu n'a que 60 à 70 liv.

» à consommer par an, hommes, femmes et enfans
» de toutâge compris; c'est l'état de la plus extrême
» pauvreté. Les laboureurs, domestiques et agens
» de l'agriculture jouissent en général d'une plus
» grande aisance. La consommation moyenne des
» hommes adultes est à-peu-près égale à la paie
» du soldat; celle des femmes d'un peu plus de
» moitié de celle des hommes adultes, et celle
» de trois enfans par ménage est égale à celle de
» la mère; enfin, en faisant entrer en ligne de
» compte les riches et les habitans des villes, la con» sommation moyenne des habitans du royaume

» est entre 100 et 120 liv. par chaque individu.

» En multipliant cette somme par le nombre » des habitans du royaume, qui est de 25 mil-» lions, on a, pour la consommation totale du » royaume, 2 milliards 500 millions à 5 mil-» liards, et, en prenant un milieu, 2 milliards » 700 millions ».

Telles sont les diverses combinaisons qui dirigèrent Lavoisier dans l'évaluation des produits agricoles de la France. On ne voit pas d'abord quel rapport peut avoir la consommation moyenne d'un peuple, évaluée en argent, avec les produits de son agriculture, ni comment l'une est la valeur vénale de l'autre. Ce problème serait certainement insoluble, si l'on ne savait pas que Lavoisier, partisan du système économiste, pensait que tout ce qu'un peuple consomme est le produit de son agriculture; que le commerce et l'industrie n'ajoutent rien à la masse des productions agricoles, et ne font que les varier, les approprier à la consommation, et fixer leur valeur vénale. Il s'en est expliqué littéralement, en disant « que la valeur des pro-» duits du commerce et de l'industrie est absolu-» ment égale au montant de leur consommation; » en sorte que vendre du drap à l'étranger, c'est » vendre de la laine et du blé, avec cette diffé-» rence seulement que la nation qui fabrique gagne » dans la balance de la population, puisqu'elle a

» de plus, chez elle, les individus qui ont fa-» briqué le drap et consommé le blé ».

Ce n'est pas le moment de nous occuper du mérite de cette opinion; il suffit de faire remarquer qu'elle explique l'évaluation des produits de l'agriculture par l'évaluation moyenne en argent de la consommation des habitans de la France.

Opinion

Un autre écrivain non moins célèbre que La-Lagrange, voisier, Lagrange, dans un ouvrage publié environ deux années après celui de Lavoisier, et dont nous avons parlé plus haut (\*), rectifia les calculs de Lavoisier, et donna de nouvelles notions de la consommation des substances végétales et animales par le peuple français. Son ouvrage modifie celui de Lavoisier, ou plutôt le rectifie dans la partie dont nous avons déjà remarqué les imperfections.

> Cet écrivain réduit toutes les substances végétales en blé, et il fixe, de la manière la plus ingénieuse, les proportions que les autres substances végétales ont avec lui. Il fait la même opération sur les substances animales, et il les réduit toutes à la viande de boucherie. Il avait annoncé le même travail sur les boissons, qu'il se proposait de réduire au vin; mais cette partie de son travail ne se trouve point dans l'ouvrage que je connais, et

<sup>(\*)</sup> Essai sur l'Arithmétique politique.

j'ignore s'il existe d'autre ouvrage de lui sur cette matière.

« Cette méthode de réduire toutes les substances » céréales au blé, toutes les substances animales à

» la viande de boucherie, dit cet auteur célèbre,

» est fondée sur la nature des choses; car on peut

» regarder les autres objets de nourriture, soit

» végétale, soit animale, comme tenant lieu d'une

» quantité de blé ou de viande qui contiendrait

» autant de matière nutritive, et si l'on connaissait

» la valeur nutritive de chaque objet, on pourrait

» tout de suite la convertir en blé ou en viande.

» Cela posé, la question est réduite à détermi-» ner à-peu-près la quantité moyenne de blé et de

» viande nécessaire pour la subsistance du peuple

» français.

» Je ne vois, continua-t-il, que trois manières» de parvenir à cette détermination,

» 1°. Par la ration qu'on distribue aux troupes ;

» 2°. Par la consommation des villes fermées,

» et où il y avait des registres d'entrée;

» 5°. Par l'évaluation des produits annuels de
» toutes les terres cultivées en grains ou en pâtu» rages ».

L'auteur ne s'est occupé que des deux premiers moyens, et voici ce qu'il dit de l'un et de l'autre :

Il fait remarquer, par rapport à la ration du soldat, qu'elle ne peut pas être prise pour mesure

72

individuelle,

de la consommation générale, parce que les soldats sont des hommes dans la force de l'âge et des passions, et que leur consommation peut être regardée comme le maximum de consommation; mais il pense qu'en la réduisant d'un cinquième, elle pent servir à fixer la consommation générale; et en conséquence il l'évalue,

En viande, à. . . . . . . 5,652,500,000

D'où il conclut que la consommation movenne de chaque individu, calculée sur la ration du soldat (réduite d'un cinquième), devait être

En blé. . . . . . . . . . . . . . . . . . 511,56 l. pes. En viande. . . . . . . . . . . . . . . . . 146 657,56

La seconde manière de calculer la consommation de la France, par celle des villes fermées, offre des résultats peu différens de ceux donnés par la première méthode; elle porte la consommation

En blé, à	, ,
	665,55

Ce second résultat ne diffère du premier que d'environ 5 livres pesant par individu, et cette différence est si peu considérable, qu'à-peine mérite-t-elle d'être remarquée.

De ces résultats, Lagrange tire une consequence qui pique la curiosité et inspire le plus vif intérêt :

« Les hommes, conclut-il, ont besoin, en gé» néral, du même poids donné d'alimens, comme
» d'une espèce de lest qui dépend de la constitu» tion humaine, et la différence de nourriture ne
» consiste que dans la proportion du blé et de la
» viande, ou des autres alimens qui les représen» tent. Suivant la ration des soldats, cette pro» portion est de 7 à 2; dans Paris, elle est de 21
» à 10; dans toutes les villes fermées, de 15 à 2
» ou environ. Cette proportion est la vraie mesure
» de la pauvreté ou de la richesse d'un état, puisque
» c'est de la nourriture que dépend essentiellement
» le bien-être des habitans ».

Que de réflexions philosophiques, morales et politiques naissent de cet ingénieux rapprochement de l'identité du poids des consommations et de la différence de leur espèce, et combien on est étonné d'y découvrir le principe, la sûreté et le perfectionnement de l'ordre social, de la moralité, de la civilisation, et de tout ce qu'il y a de bien et de mal parmi les hommes! Partont où l'individu ne trouve pas de 657 à 665 liv. pesant de substance alimentaire, point de société politique, point d'ordre, point de morale. Cette quantité indispensable à l'existence de l'individu marque le commencement et la fin de toute existence sociale,

des devoirs qu'elle impose, des droits qu'elle attribue. Quand cette quantité est égale en nature pour tous les individus, je n'oserais pas dire qu'elle les égale en facultés et en vertus, mais elle les égale en devoirs et en droits, et l'égalité de moyens produit nécessairement l'égalité de puissance. La quantité de substance alimentaire, égale en poids, diffère-t-elle en espèce? Là commence la variété indéfinie des facultés, des rapports individuels, domestiques et sociaux; là se forment les diverses classes de la société, la chaîne politique et morale qui les lie, le mobile qui entraîne tous les intérêts privés vers un but commun. Là doivent remonter le philosophe, l'homme d'état, le moraliste, tous les écrivains qui veulent pénétrer la nature de l'homme et de la société civile; mais ce n'est pas ici le lieu de développer toutes les idées que renferme cet important sujet.

Les calculs de Lavoisier et de Lagrange, sur la consommation des substances végétales et animales du peuple français, en 1789, différent dans une proportion assez forte.

La différence qui existe entr'eux sur les consommations animales, est encore plus grande. Lagrange les évalue à (\*). . . 5,652,500,000 C'est un peu plus des deux tiers.

Cette diversité d'opinions entre deux écrivains également recommandables, vient en grande partie de ce que Lavoisier n'a fait entrer dans son calcul que les substances céréales et la viande de boucherie, tandis que Lagrange y a ajouté les légumes, les fruits et le laitage. Cette observation doit écarter la défaveur que ces deux opinions répandent nécessairement l'une sur l'autre, et nous dispense de tout effort pour les concilier, ou pour détermines la préférence qui est due à l'une ou à l'autre.

Il fant d'ailleurs remarquer que ni l'un ni l'antre n'ont fait entrer en ligne de compte la volaille, les œufs et le poisson.

Un troisième écrivain, étranger à la France, Opinion qui y voyagea en 1789, dans le dessein de prendre connaissance de l'état de son agriculture, et qui avait tontes les lumières qu'exigeait cet immense travail, évalua le produit brut et net du sol, sous le rap-

<sup>(\*)</sup> Encore donne-t-il lieu de croire que cette évaluation est trop faible de moitié.

151,000,000. 16 10

2,402,640,000

<sup>(\*)</sup> Produit brut

En faisant, comme ci-dessus, la réduction des  $\frac{2}{13}$ . . . . . . . . . . . . . 456,845,656

Le produit net se rédnit à. . . 1,965,796,56 r C'est plus du tiers en sus de l'évaluation de Lavoisier.

Je ne chercherai point à concilier les dissérentes évaluations dont je viens de faire le rapprochement, ni à déterminer quelle est celle qui doit être préférée; ce travail serait aussi fastidieux qu'inutile, et ne pourrait tout au plus que nous convaincre qu'aucune n'est exacte, et que toutes n'offrent que des apercus plus ou moins vraisemblables; mais je profiterai de leurs secours pour hasarder une nouvelle évaluation, qui me paraît réunir les avantages de l'une et de l'autre, sans aucun de leurs inconvéniens. Si elle ne dissipe pas tous les doutes, ce qui est à-peu-près impossible dans l'état actuel de la statistique, elle les réduit à des termes si simples, que les erreurs qui pourraient exister, seront faciles à reconnaître, et pourront être aisément rectifiées. Cette nouvelle éva- Evaluation luation portera sur la triple base de la quotité de desproduts chaque culture; de la quantité de chaque produit, sur des baet de sa valeur vénale.

Il paraît à-pen-près certain, d'après les recherches par les trois de Lavoisier et d'Arthur Young, que la quantité précités. moyenne de la semence en blé du grand arpent de France était de 10 boisseaux, pesant environ 200 li-

agricoles. tes de celles adoptées

78 RICHESSE TERRITORIALE DE LA FRANCE EN 1789.
vres, et que son produit moyen était à raison de
5 pour 1 1,000 l. pesant.
D'un autre côté, il paraît aussi certain, d'après
les calculs de Lagrange, que sur 26,363,074 indi-
vidus qui composaient la population de la France,
près de 20 millions formant la partie la moins
aisée du peuple français, consommaient en sub-
stances céréales, environ 585 livres pesant par in-
dividu; ce qui donne pour les 20 livres pesant.
millions , 11,660,000,000
La consommation des 6,363,074
formant les autres classes de la
nation, était, en substances cé-
réales, de 511 liv. pesant par in-
dividu; ce qui donne pour la to-
talité
T 1 / 57 0 /
Total
Plus, un 5.° pour la semence 2,982,506,165
Evaluation Total des productions céréales. 17,895,836,977
en argent, à raison de 1,000 li-
pesant vres pesant par arpent, la culture 1,783,383,6571.
de
Les grains destinés à la nourriture
des animaux, étaient, suivant Lavoi-
sier, de 400,000,000 de septiers, qui,
17,895,857
17,090,007

EIV. I. CHAP. V.	79
Ci-contre	arpens. Gi-contre, 17,895,857 grains
à raison de 5 septiers par arpent, exi-	7 7 7 4//-9 47 3
geaient la culture de	75,000
Total de la culture en grains	17,968,857
Je no ferai pas l'évaluation des pâ-	7.0
turages destinés à la nourriture des	
animaux, parce que leur produit sera	
compris dans l'évaluation de celui de	
ces animaux.	
Si les terres cultivées s'élevaient,	
suivant le calcul de Lavoi-	
sier, à	
Et si d'après le calcul ci-	
dessus, les terres cultivées	
engrains en comprenaient 17,968,857	
Il en résulte que les au-	
tres cultures devaient en	_
absorber 10,975,165	10,975,165
Quotité parcille	28,942,000
Les cultures et leurs produits dev	raient être à-
peu-près ainsi qu'il suit :	
Chanvres et lins.	
On ne connaît ce genre de produi	· ·

On ne connaît ce genre de produit que par l'évaluation en espèces de la quantité qui en était livrée aux manufactures; évaluation qui, comme nous le verrons dans la suite, était portée à 50 mil-

Del'autre lions. D'un autre côté, il est certain que les paupart, grains. 1,789,383,697 l. vres ménages en manufacturaient une partie considérable pour leur usage, et ce n'est pas exagérer que d'évaluer cette partie à la même quantité que celle qui était livrée aux manufactures; par conséquent Chanvres. · le produit des chanvres peut être évalué à 100 mil-1100,000,000 lions.

Soies.

Les soies livrées aux manufactures françaises, qui provenaient de son sol, étaient évaluées, comme Soies . . . nons le verrons dans la suite, à 27,828,907 l. (\*) 27,828,907

> Les huiles, produit du sol français, livrées au commerce, étaient évaluées à 60 millions, comme nous le verrons dans la suite; celles qui étaient consommées par le producteur étaient au moins égales à celles qu'il vendait; par conséquent ce genre de produit doit être évalué à 120 millions.

Puiles . . .

Les fruits et légumes formaient, sans contredit, une branche très-féconde des productions agricoles; mais leur évaluation n'est pas facile. Je ne connais qu'un seul écrivain qui en ait parlé de manière à inspirer quelque confiance. Voici comment il s'exprime à ce sujet :

« La production des fruits est tellement impor-» tante, que des observations exactes ont prouvé » que leur privation dans un canton, par des causes

<sup>(\*)</sup> Tolosan ne les évaluait qu'à 25 millions. 2,037,212,654

» accidentelles, occasionnait, pour terme moyen, Ci-contre

» la consommation d'un quart en sus des grains

» comestibles (\*) ».

Plus de la moitié de la France était, sans contredit, très-productive en fruits, et, en supposant que cette production fût, dans cette partie de la France, le quart de celle des grains, la proportion des fruits aux grains, dans tout le royaume, eût été d'un luitième; et, par conséquent, ce genre de production devrait être évalué à 225,670,087 l.; mais je ne dissimulerai pas que cette évalution me paraît exagérée, et voici sur quoi je me fonde:

Lavoisier a évalué la consommation des fruits et des légumes à Paris à 12,500,000 l., ce qui donnait environ 20 l. par tête.

## Tabacs.

Les tabacs cultivés en France étaient évalués, \*\* Tabacs. : Comme nous le verrons dans la suite, à 1,500,000l...,500,000

<sup>(\*)</sup> Essai sur les Moyens de perfectionner les Arts économiques en France, par M. Sylvestre, secrétaire de la Société d'Agriculture du département de la Seine.

TOME I.

Del'autre part..... 2,196,891,0481.

# Vignes.

Leur produit est un de ceux sur lesquels les écrivains ont été le moins d'accord.

Lavoisier calculait leur produit en vin à 5,705,125 muids, et leur valeur vénale à 80 millions.

Tolosan (\*) a porté leur produit à 10 millions de muids de vin et à 400,000 muids d'eaude-vie, et leur valeur vénale à 550 millions.

Arthur Young a calculé leur produit à raison de 175 l. l'acre, ce qui lui donne pour 5 millions d'acres, une valeur de 850 millions.

De ces trois opinions celle de Lavoisier est évidemment erronée, et lui-même y avait si peu de confiance, qu'il est convenu, avec candeur, qu'il pouvait se tromper dans son calcul d'un quart, d'un tiers, et même d'une moitié.

Celle d'Arthur Young ne me paraît pas mieux fondée. L'évaluation du produit net des vignes dans toute la France, à raison de 92 liv. l'arpent, est évidemment exagérée. Ce genre de revenu est sujet à de trop grands accidens pour être aussi considérable que l'a supposé Arthur Young. Ce produit donnerait aux vignobles une valeur supérieure à celle des meilleurs sols en blé et en prairie, et ce n'est paslà l'opinion qu'on en a et qu'on doit en avoir.

<sup>(\*)</sup> Mémoire sur le Commerce de France, par Tolosan.

L'opinion de Tolosan me paraît préférable sous tous les rapports. Il n'évalue le produit des vignes qu'à 10 millions de muids de vin et à 400,000 muids d'eau-de-vie. En supposant qu'il faille 5 muids de vin pour 1 muid d'eau-de-vie, il s'ensuit que la totalité du produit des vignes était en vin de 11,200,000 muids: ce n'est qu'environ 5 muids par arpent (\*), et cette proportion ne me paraît point exagérée.

Mais Tolosan n'évalue le prix des vins qu'à 40 liv. le muid, et je crois que ce n'était pas là sa véritable valeur. La pinte de Paris, calculée au taux moyen, dans un certain nombre d'années était au moins, dans toute la France, à 2 sous, ce qui portait le muid à 50 liv. On peut donc, sans exagération, évaluer le muid à 50 liv., au-lieu de 40 liv., d'où il suit que les 11,200,000 muids devaient valoir 560 millions.

. 500,000,000

Tolosan évalue les autres boissons à 18 millions, boissons... et cette évaluation ne me paraît pas exagérée.

. 18,000,000

### Bois.

Les bois existant en 1789, étaient :	arpens.
Ceux du domaine	5,558,261
Ceux des communautés	2,202,134
Ceux des particuliers	7,560,255
Total	15,100,650

<sup>(\*)</sup> Un rapport de M. le comte Defermont, sur le budjet de 1808, annonce qu'on cultivait en France plus de 2 millions d'hectares en vignes. 2,774,891,948 6 \*

Del'autre Cet état fut présenté à l'Assemblée constituante part.....

part......

part......

part......

par son comité des domaines, et il mérite la plus grande confiance. Il ne s'agit, par conséquent, que de savoir quelle était la valeur vénale de ce genre de produits.

Lavoisier la portait à . . . . . . . 120,000,000l. Arthur Young à . . . . . . . . . . . . . . . 484,263,630

Ces deux évaluations me paraissent s'éloigner également de la vérité.

Les 15,100,650 arpens de bois, divisés en coupes réglées de dix-huit ans, donnaient une coupe annuelle de 727,816 arpens.

En calculant la valeur de chaque arpent à raison de 16 liv. la feuille, c'est le calcul d'Arthur Young, on trouve que chaque arpent devait valoir 288 liv.,

# Pâturages.

Le produit des pâturages ne peut être évalué avec quelque justesse que par le produit des bestiaux qu'ils nourrissaient.

## Savoir:

$\mathbf{E}_{\mathbf{u}}$	chevaux	1,560,000
En	poulains et jeur	nes

2.984,502,056

1.560,000

Ci-contra 2.084.502.0561

Ci-contre	1,560,000
chevaux non encore pro-	
pres au travail. (Tolosan).	80,000
En bœufs	2,700,000
En vaches	4,000,000
En moutons	20,000,000
En veaux	2,082,500
En porcs	4,000,000
•	34,422,500

La nourriture de ces animaux est, sans contredit, un des produits de l'agriculture; mais comment apprécier ce produit? L'évaluation de la nourriture du bétail ne dounerait qu'une partie de son produit, parce que le croît surpasse de beaucoup la valeur de la nourriture, et que ce croît fait indubitablement partie des produits agricoles. Je crois donc que le meilleur moyen d'évaluer le produit des pâturages est de calculer le profit de chaque espèce d'animaux.

Le profit des chevaux était de deux sortes, l'un consistait dans leur travail, et l'autre dans la vente de ceux qui excédaient le nombre nécessaire à la culture.

Le travail de ceux qui étaient employés à la culture ne doit être compté pour rien, parce qu'il fait partie des fonds d'avance de la culture que nous avons évalué à raison de 44 liv. par arpent.

Le profit de ceux qui n'étaient pas employés aux

De l'autre travaux de l'agriculture ne peut être mis au compte part.....

2,084,502,0561. des cultivateurs que jusqu'à concurrence de la consommation des foins, pailles et avoine nécessaires à leur nourriture. Leur nombre était, suivant Lavoisier,

Dans Paris	21,500
Dans les autres villes et pour le roulage.	160,000
Employés à l'armée	40,000
Les poulains et jeunes chevaux (To-	
losan)	80,000

301,500

En évaluant leur nourriture à raison de 15 sous par jour, cela fait par jour 226,125 liv., et par an 82,555,625 liv.

Indépendamment de leur nourriture, cette dernière classe de chevaux devait donner un autre profit, consistant dans le prix de vente de ceux qui remplaçaient les morts dans les autres emplois, que ceux de l'agriculture. En supposant que la mortalité annuelle ne fût que d'un dixième, c'était pour 221,500 chevaux un remplacement de 22,150. La valeur moyenne de chaque cheval était au moins de 120 livres, par conséquent la vente des chevaux devait produire chaque année aux cultivateurs 2,658,000 liv.

# Mules, mulets et anes.

Tous ceux qui ont écrit sur la statistique ont passé cet article sous silence; et il convient de réparer leur omission. A-la-vérité, il n'est pas facile de déterminer l'étendue et la valeur de ce produit, et ce n'est que par des ealculs très-hasardés que je suis parvenu à m'en faire une idée. Je ne crois pas cependant m'éloigner beaucoup de la vérité, en évaluant ce genre de produit au vingtième de celui des cheyaux.

Or, nous avons vu que le produit des chevaux qui n'étaient pas employés à l'agriculture, était de 85,195,625, par conséquent le vingtième était de 4,259,681 liv. (\*).

Ce produit des chevaux, mules, mulets et ânes est indépendant de l'importation de cette espèce d'animaux qui, comme nous le verrons, surpassait l'exportation annuelle de 1,457,500 liv.

Les bœuss donnaient aussi deux sortes de produits, leur travail et le prix de eeux qui étaient vendus pour la consommation.

Leur travail ne doit pas entrer en ligne de compte par les motifs ci-dessus établis.

<sup>(\*)</sup> Le seul département des Deux-Sèvres en exportait pour 700,000 liv. (Voyez la *Statistique* de M. Dupin, préfet de ce département.)

Le nombre de ceux qui étaient vendus pour la 984,502,0561. boucherie était de 400,000. En supposant que leur poids moyen fût de 600 livres, ce qui était le minimum, et leur prix de 7 s. (1) la livre sur pied, chaque bœuf valait 210 liv.; mais en ne le comptant même qu'à 200 liv., c'était pour les 400,000 bœuss consommés annuellement, 80 millions.

> Les vaches donnaient quatre sortes de produit, leur travail, leur lait, leurs peaux et leur chair.

> Le travail ne doit pas être compté d'après les raisons ci-devant déduites.

> Leur laitage a été évalué, par Lagrange, à 400 milliers pesant de beurre et de fromage. Le prix du beurre était (2) de 16 s., et le prix du fromage de 9 s. la livre pesant. Le terme moyen de ces deux prix est 12 s. la livre pesant, et par conséquent les 400 milliers pesant valaient 240 millions.

> Le nombre des vaches qui étaient vendues annuellement pour la consommation, ne devait pas être inférieur à celui des bœufs, et devait par conséquent être de 400,000.

> Chaque vache pesait au moins 500 livres. En calculant leur prix sur pied aux deux tiers du celui du bouf, c'était 5 s. par livre pesant, par vache 75 l., et pour les 400,000. . . . . . . . . . . . 50,000,000.

<sup>(1)</sup> Voyage en France d'Arthur Young, tom. III, p. 116.

<sup>(2)</sup> Ibid.

Les veaux vendus pour la boucherie étaient au Ci-contre nombre de 2,082,500. En ne calculant leur poids moyen qu'à 60 livres pesant et leur prix qu'à raison de 8 s. la livre sur pied, c'est 24 liv. par veau, et pour la totalité 50 millions.

La consommation des moutons était de 5,256,250, leur poids moyen de 40 livres, et leur prix de 6 s. la livre sur pied, ce qui portait la valeur de chaque mouton sur pied à 12 liv,, et la totalité des moutons à 65,075,000 liv.

La consommation des pores était évaluée à 4 millions de ces animaux; en ne calculant leur poids moyen qu'à raison de 150 livres pesant, leur prix, 8 sols la livre sur pied, cela faisait pour chaque pore, 60 livres, et pour les 4 millions de pores, 240,000,000.

Aucun des écrivains que j'ai pris jusqu'ici pour guides n'a fait mention de la consommation des agneaux; c'est une omission qu'il convient de réparer; mais sur quelle base asseoir cette évaluation? elle ne pent être qu'hypothétique, et voici l'hypothèse qui m'a paru la plus vaisemblable. La consommation des moutons était, comme nous l'avons vu, d'un sur quatre; il fallait done qu'il y eût tous les ans une reproduction du quart des moutons consommés chaque année, et par conséquent que les troupeaux fussent composés d'un quart en brebis; mais s'il n'y en avait en qu'un

De l'autre quart, la reproduction n'aurait pas été assurée; il part. L'action de la nombre des brebis excédât le quart des troupeaux : en supposant qu'il ne fût que du tiers, et c'est l'hypothèse la moins hasardée, le nombre des brebis ent été de 6,600,000, et les agneaux à-peu-près au même nombre. On n'en élevait que 5,256,250 pour réparer la consommation annuelle, on devait donc en consommer environ 1,500,000. En réduisant ce nombre à un million, on ne peut pas être accusé d'exagération; et en n'évaluant chaque agneau qu'à 5 livres sur pied,

Les peaux, cuirs et laines de ces animaux étaient aussi un produit de l'agriculture; mais comme ils ont fait partie de leur prix, nous ne pourrions les évaluer sans commettre un double emploi, et par conséquent il suffit d'en faire mention pour mémoire.

c'était, pour la totalité, une somme de 5 millions.

# Volaille.

Je n'ai trouvé dans les statistiques aucun renseignement à cet égard, et ce n'est que par des hypothèses qu'on peut arriver à l'évaluation de ce genre de produits. Je suppose que sur les 26 millions d'individus qui habitaient la France, il n'y en eût qu'un million qui mangeât de la volaille, et que leur consommation ne fût que de 10 livres par individu, c'était, pour toute la consommation, une somme de 10 millions.

On arrive à-peu-près au même résultat par une 2,084,002,0561. autre voie. Supposons que les 64 millions d'arpens cultivés en grains fussent divisés en fermes de 90 arpens, on aurait alors 710,000 fermes, et chaque ferme n'aurait produit que pour environ 15 livres de volaille par an, supposition extrêmement modérée, et qui ne laisse aucun doute sur la réalité de notre première évaluation.

# Quits.

Leur produit est difficile à évaluer, et l'on n'a d'autre donnée, à cet égard, que la consommation de Paris, qui s'élevait à 5,500,000 livres, ce qui, en supposant la population de Paris, de 650,000 âmes, portait la consommation individuelle à 5 livres : ce genre de produit est à la portée du pauvre, et agréable à tout le monde : on peut donc présumer que la consommation des autres habitans de la France était, en cette partie, égale à celle des habitans de Paris. Dans cette hypothèse, les œufs doivent être évalués à la somme d'environ 126,000,000 livres.

## Abeilles.

Leur produit n'est pas connu. On sait seulement qu'on importait pour 2 millions de cire, ce qui autorise à penser que la consommation de ce genre de produit était assez considérable. Mais sur quelle base asseoir son évaluation, c'est ce que je n'ai pu

De l'autre découvrir, et je me contenterai de porter cet ar-9:934,502,0561 ticle pour mémoire.

# Récapitulation du produit des animaux.

Chevaux									85,195,6251
Mules, mulets	et	â	ne	s.		٠			4,259,681
Boeufs							٠		80,000,000
Vaches		٠							270,000,000
Veaux		•							50,000,000
Moutons									65,075,000
Porcs								٠	240,000,000
Agneaux			٠					٠	5,000,000
Volaille							٠	•	10,000,000
OEufs					•			٠	126,000,000

Prairies et inzernes... . 933,428,306

3.917,930,362

Total. . . . . . . . . . . . . . . . . 953,428,506

Telle était la somme des produits agricoles de la France en 1789, leur évaluation par chaque nature et chaque espèce. Cette évaluation diffère de celle de Lavoisier, de près de 1,300,000,000 livres, et de celle d'Arthur Young, d'environ 500,000,000 livres; elle est, par conséquent, à-peu-près le terme moyen de l'une et de l'autre, et par cette raison elle me semble digne de quelque confiance, et porte un caractère de vérité extrêmement rare dans une matière aussi obscure, aussi compliquée et aussi négligée.

Mais ce n'est rien pour la science, et 'surtout

pour le sujet qui m'occupe, que d'avoir réussi à présenter quelques notions assez vraisemblables sur les produits agricoles de la France en 1780; l'on sent d'avance, et l'on verra clairement dans la suite, que ce produit, quelque considérable qu'il sût, n'était une richesse pour la France, que jusqu'à concurrence de la portion qui excédait les frais de culture; car si ces frais eussent été égaux aux produits, l'agriculture n'aurait pu entretenir que des agriculteurs; l'on n'aurait pu lui rien demander sans l'appauvrir, et elle eût été, par rapport aux autres classes de la population, et même par rapport à l'Etat, comme si elle n'avait pas existé : ce qui justifie parfaitement l'opinion, en apparence, si paradoxale de Stewart, qui n'a pas craint de dire que si l'agriculture ne pouvait fournir qu'aux besoins des cultivateurs, il serait indifférent pour les Etats que la terre et les agriculteurs fussent engloutis par un tremblement de terre.

Ce n'est donc que par la portion disponible des produits agricoles, et jusqu'à concurrence de cette portion qu'on a appelée produit net, que l'agriculture contribuait à la richesse de la France, et donnait une véritable richesse territoriale.

Quelle était cette portion disponible? en quoi consistait cette richesse territoriale? c'est ce qu'on ne peut bien connaître que par l'évaluation des frais de la culture.

## CHAPITRE VI ET DERNIER.

Des frais de la culture en France, à l'époque de 1789, et de son produit net.

Des frais duit net de

On peut parvenir à l'évaluation des frais de la de colture, et du pro-culture en France, à l'époque de 1789, et à la Pagriculture connaissance de son produit net, soit par la porde la France tion des substances céréales que Lavoisier avait répartie à la classe agricole, soit par l'évaluation de la dépense moyenne en argent, soit par la journée de l'ouvrier, dont Arthur Young nous a fait connaître le taux. Si ces trois méthodes ne nous Opinion de conduisent pas à des résultats positifs, elles nous

Lavoisier. Evaluation offriront du-moins des documens précieux.

en argent. Semences à la livre pe-

Frais de la culture,

du cultiva-

671,897,333

Dans les frais de l'agriculture, il faut comprendre, raison de 28. 1.º les semences.

Lavoisier les évaluait à. . . . . 2,333,333,333

2.º Les avances et les travaux

et avances des cultivateurs.

Lavoisier les évaluait en blé à. . 4,385,640,000

6,718,975,335

Cette première évaluation des frais de la culture me paraît évidemment erronée, et je n'ai besoin, pour en démontrer l'erreur, que d'opposer Lavoisier à lui-même.

Dans la répartition des substances céréales à

la classe agricole, Lavoisier ne lui accorde que Son in-4.585,640,000 de livres pesant de blé pour sa démontrée. consommation; ce qui, pour les 14,800,000 individus dont il compose cette classe, ne donne, à chacun d'eux, que 296 livres pesant, valant, en espèces, à raison de 2 sols la livre, 29 livres 12 sols. En supposant, avec Lavoisier, que les grains ne fussent que les deux tiers de la consommation de la classe indigente, et qu'il fallût ajouter, aux 29 livres 12 sols, le tiers en sus, cela ne ferait pas tout-à-fait 40 livres, et cependant Lavoisier est convenu que la dépense moyenne en argent de la classe la plus indigente, était de 60 à 70 livres par chaque individu; par conséquent il s'est évidemment trompé des deux cinquièmes dans cette première évaluation, et cette erreur est une nouvelle preuve de l'inexactitude de son évaluation des produits agricoles, de la justesse de la rectification qu'en a faite Lagrange, et de la préférence que celle-ci mérite sous tous les rapports.

La seconde évaluation des frais de culture que nous a donnée Lavoisier, résulte de la dépense moyenne en argent de la classe agricole; il pensait que cette dépense était au-dessus de 60 à 70 livres par individu: ce qui, pour les 18 millions qui composaient cette classe, donne une 

•	, ,
De l'autre part	livras. 1,170,000,000
Semences,	233,353,333
Intérêt des avances du cultiva-	
teur, à raison de 10 p. 100	400,000,000
Total	1,803,555,555

Cette seconde évaluation diffère de la première, de près des deux tiers en sus.

Arthur Young nous offre, dans le taux de la journée de l'ouvrier, un nouveau moyen de juger du mérite de ces deux évaluations.

Il fixe à 19 sols par jour la journée de l'ouvrier: d'après ce calcul, l'ouvrier eût gagné, pour 365 jours, 346 livres 15 sols; mais il faut déduire les fêtes et dimanches, au nombre d'environ 70; ce qui réduit les 342 livres à 280 livres 5 sols.

En supposant que la femme et les trois enfans qui composaient un ménage, gagnassent autant que le chef de la famille, ç'eût été 560 livres 10 sols pour chaque famille agricole.

Nous avons vu que la classe agricole était composée de 18 millions d'individus, ce qui, à raison de cinq individus par famille, donnait 3,550,000 familles, et à raison de 560 livres 10 sols par famille, portait le salaire de la classe agricole à la somme de 1,989,775,000 livres.

C'est plus du tiers en sus de l'évaluation de Lavoisier.

Ouclque considérable que soit cette différence. il est cependant facile de la faire disparaître. Quand Lavoisier évaluait la dépense moyenne en argent de la classe indigente, de 60 à 70 livres, il n'avait garde de comprendre dans cette classe les cultivateurs; il élevait, au contraire, leur dépense par famille de 5 individus, à 585 livres 15 sols 4 deniers; ce qui donnait 117 livres par chaque individu; tandis que le calcul, d'après la journée, ne lui donne gu'environ 95 livres : toute la différence ne serait donc que de 24 livres par individu, différence qui peut encore s'expliquer par la difficulté de déterminer le nombre des indigens et celui des cultivateurs.

Je crois donc qu'on ne peut pas s'égarer beau- Evaluation coup en fixant les frais de culture ainsi qu'il approximasuit:

livres.

	141163.
Salaires du cultivateur	1,989,775,000
Semences	255,535,553
Intérêts des avances du cultiva-	
teur	400,000,000
	2,625,108,555
Nous avons vu que les produits	agricoles s'éle-
yaient à	•
Les frais étant de	
Le produit net et disponible	
était de	1,294,822,029
TOME 1.	7

Conclusion du Livre.

Si, comme je crois l'avoir établi, ce produit net, calculé par 50 années de revenu, donne la masse des capitaux employés à mettre le sol en état de culture, il s'ensuit que ces capitaux s'élevaient à environ 59 milliards et rapportaient environ 5 <sup>4</sup> pour <sup>9</sup>.

D'un autre côté, il convient de remarquer que si, comme l'ont enseigné les économistes français, ce produit net était la seule richesse de la France, le seul fonds applicable à l'entretien des propriétaires du sol; du gouvernement; des ministres de la religion; des arts et des sciences; du commerce et des manufactures et de tous les genres de service autres que ceux de l'agriculture, elle était condamnée à une détresse inévitable et à une misère éternelle.

1°. Les contributions qui s'élevaient au moins à 600,000,000l.

2º. Les dîmes au

moins à. . . . . . . 75,000,000

5°. Les frais d'entretien des propriétés rurales environ un dixième

du produit net . . 130,000,000

Total. . . 805,000,000 805,000,000

En supposant que ces classes ne fussent composées que d'environ 7 millions d'individus, et nous avons vu que leur nombre devait être plus considérable, cette somme de 489,822,029 livres ne donnait à chaque individu qu'environ 70 livres, c'est-à-dire, une somme inférieure à celle qui revenait à la classe agricole; résultat qui démontre jusqu'à l'évidence, l'erreur et le peu de fondement du système des économistes.

En résumant ce chapitre, on voit que le territoire de la France, un des plus fertiles du monde, mis en valeur par un capital fixe d'environ 50 milliards, cultivé par une population purement agricole d'environ 18 millions d'individus, et par un capital circulant d'environ 4 milliards, ne donnait qu'un revenu brut d'environ 4 milliards, et un revenu net d'environ 1,500,000,000; et que ce revenu, considéré sous le double rapport de la classe agricole et de toutes les autres classes de l'état, ne donnait à toutes qu'une subsistance modique, insuffisante pour les faire prospérer, incapable d'élever le peuple français à la puissance et à la grandeur, et de le maintenir au premier rang qu'il occupait parmi les peuples de l'Europe. Sa richesse, sa prospérité, sa puissance et sa splendeur avaient donc

100 RICHESSE TERRITORIALE DE LA FRANCE EN 1789.

leur principe et leur fondement ailleurs que dans sa richesse territoriale : telle est la conséquence qui se présente naturellement à l'esprit ; mais avant de la tirer, il convient de recueillir tous les faits qui peuvent nous éclairer sur les autres branches du travail et sur leurs produits.

FIN DU LIVRE PREMIER.

ILE EN 1789.
e politique. Tom. I.er, Liv. I.er, pag. 100

Espèce des cult	e du sol tivé	. 105,000,000 arp. . 90,000,000
Produits du sol,	do m. ards (1).  4 (2).  44  es et lins	1,789,383,697 l. 100,000,000 27,828,907 120,000,000 158,178,444 1,500,000 578,000,000 209,611,008 933,428,306
	TOTAL	3,917,930,362 (3)
Frais de culture.	de la production re, ou l'intérêt du à mettre le sol en	2,625,108,533 (4)
	était de	1,294,822,029(5)
emploi, à 580 l. par acr (2) C'était environ 44 (3) C'était environ 40	h2 l. par acre. 154 l. par acre. Joopulation agricole. En . Jonne 493 l. par tête.	

#### TABLEAU

#### DE LA RICHESSE TERRITORIALE DE LA FRANCE EN 1789.

Theorie de l'Economie politique. Tom. I et. Liv. I et, pae. 100

Fn grains   G <sub>2</sub> /800,000 arp.   Emble du sol.	165,000,000 arp. go.000,000
Total 90,754,025	
Capitany cuiphyés $\begin{cases} A \text{ neutre le sol en état de culture} & \text{do } \mathbf{m}.^{\text{reb}}(\mathbf{t}). \\ A \text{ la culture annuelle} & \underline{\mathbf{d}} & \underline{\mathbf{d}} & \underline{\mathbf{d}} & \underline{\mathbf{d}} \end{cases}$	
Total	
Population agricole 18,000,000	0 7 7 1
Produits du sol, des rapitaux de Exgreulture et du travail de la population agrecole.    Clainves et lus.   Clainves et lus.   Soies.   Hindes.   Fraits et légiunes.   Tabac.   Tabac.   Patuages.   Total.	. 100,000,000 . 47,828,007 . 120,000,000 . 158,178,444 . 1,500,000 . 578,000,000 . 209,611,008 . 037,428,700
Frais de culture    Salvire des agruilleurs   255,755,7551   Additive des frais de la production.   La rente de la torre, ou l'interêt des avaieres des cultur   100,000,000   La rente de la torre, ou l'interêt de salvier   100,000,000   La rente de la torre, ou l'interêt de salvier   100,000,000	u n —————

<sup>(1)</sup> Cerot costinos peid par apren cultive. Ceto sommo ne paraitra pontres agrece, sel con fortativimon que M. Becck, evabo le espatal de l'Augleterre, dans le même emplor, a 586 L par acce, dont le contribuince est de gi monutre que l'arprent de l'acce.

<sup>(2)</sup> Octor environ will par arpent. Arthur Young'evidue le capital de l'Angleterre, dans le mine anglor, a environ qu'l par acre

<sup>3)</sup> C'était inviron felt par arpent. En Angleterre, le même produit est evalue, par MM. Beeck o Grats, a conson felt, par acre

i Cest environ les deux mis do proboit brut, et, opres la debarmon des emerces, eta 1 por têne, pour toute la population agrarde. En Aughierre, des frais de la production agrarde sont exalies, par tous les certaines, aux trois querts du produit brut, ou a 55 pour 100, ce qui donne 4331 por tess. (5) C'etait un peu plus de 3 pour 100.

# LIVBE II.

De la Richesse industrièle de la France en 1789.

# OBSERVATION PRÉLIMINAIRE.

L'industrie dont je vais essayer d'apprécier les produits embrassait, dans ses travaux, la pêche, les mines, les carrières et les manufactures des substances minérales, végétales et animales. Doit-on y comprendre aussi les travaux des sciences et des arts libéraux, ou y sont-ils compris tacitement? C'est encore un problème qu'on ne peut hasarder sans une sorte de témérité, tant on a accrédité leur stérilité, tant la simplicité de cette doctrine l'a rendue vulgaire, et pour ainsi dire inébranlable.

Il me semble cependant difficile de concevoir comment le travail du mineur qui extrait le minérai serait productif, et pourquoi on devrait frapper de stérilité celui du minéralogiste qui, par l'étude et l'observation des matières métalliques, assigno le caractère distinctif des mines, en mesure la richesse, en marque l'étendue et la limite; celui du 102

mécanicien, qui, par l'invention des machines, abrège et facilite l'exploitation des mines; celui de l'ingénieur qui dirige et conduit leur exploitation; celui du chimiste, qui, par la connaissance des lois de l'affinité des corps, facilite la séparation du minérai, empêche sa déperdition et en conserve la masse toute entière; celui du philosophe enfin, qui, méditant sur les lois et les procédés de chaque science, apercoit leurs points de contact, leur liaison et leur enchaînement, en déduit des lois générales et communes à toutes, des méthodes plus simples et des procédés plus utiles, et en les faisant concourir toutes à leurs succès mutuels, agrandit leur sphère, étend leur puissance et multiplie leurs bienfaits dans une progression indéfinie.

Et que l'on ne croie pas que ces propriétés que j'attribue aux arts libéraux soient particulières à quelques-uns d'entr'eux, ou à un petit nombre seulement, elles sont communes à tous, et il n'y a pas un seul art industriel, un seul art mécanique qui ne leur doive ou son existence ou ses progrès, ou son perfectionnement; je n'en excepte ni les sciences et les arts libéraux qui s'occupent spécialement de la protection des travailleurs, des encouragemens qui leur sont dus, et des moyens qui peuvent rendre leur travail plus profitable; ni ceux qui leur offrent des secours contre les

accidens de la vie, des consolations dans leur misère, des plaisirs dans leurs tribulations et des délassemens dans leurs fatigues. Les arts libéraux et les sciences, sans exception, concourent plus ou moins immédiatement, plus ou moins indirectement à tous les travaux de l'industrie, et ont droit à une part plus ou moins grande de leurs produits. Ils sont nécessairement associés à la production, et doivent nécessairement être mis au rang des travaux productifs. Limiter la faculté productive aux travaux matériels et mécaniques, et stériliser les travaux de la pensée, de la méditation, de la direction, ces attributs des arts libéraux, c'est séparer les effets de leur cause, l'agent de son moteur, l'action de son mobile; c'est intervertir et méconnaître l'ordre et la nature des choses : c'est enfreindre cette grande et belle loi de la division du travail qui s'étend depuis la racine jusqu'à la dernière branche de la production générale.

Ce sujet aurait besoin sans doute de plus grands développemens pour atteindre à une démonstration irrésistible; mais je ne puis m'y arrêter plus long-temps sans m'écarter du plan que je me suis proposé, et ce que j'en ai dit me paraît suffisant pour faire sentir que, quoique dans les détails de chaque branche d'industrie, je ne parle que des arts industriels et mécaniques, les arts libéraux y sont tacitement compris, puisque les autres

104 RICHESSE INDUSTRIÈLE DE LA FRANCE EN 1789. n'opèrent que sous leur direction et avec leur concours.

### CHAPITRE PREMIER.

De la Pêche et de ses produits.

De la péche et de ses
produits.

La pêche se divisait en deux branches, la pêche
maritime et la pêche d'eau douce. Les renseignemens sur l'une et l'autre sont également incomplets;
on ne connaît ni le nombre des individus occupés à ce genre d'industrie, ni les capitaux employés à les salarier et à leur fournir les navires,
outils et instrumens de pêche, ni la somme des
salaires de ce genre de travail, ni la quotité des
bénéfices de ce capital, ou du-moins les notions
recueillies sur ce sujet sont peu nombreuses et peu
satisfaisantes; tout ce qu'on sait, on le doit à l'au-

Pache maritime. Son produit

Il porte les produits de la pêche maritime à 50 millions.

Ses frais.

A l'égard des dépenses, il nous apprend qu'elles consistaient :

En sel, pour la valeur de . . . . .

teur de la balance du commerce.

1,000,000

En eaux-de-vie, vins, bière, cidre, biscuit de mer pour la subsistance des équipages employés à la pêche, et en quelques articles manufacturés pour

1,000,000

Il faut ajouter à ces divers objets de dépense le salaire des équipages et les navires employés à la pêche, ou, ce qui revient au même, le capital employé à leur construction et à leur équipement.

Les navires employés à la pêche maritime, soit au loin, soit près des côtes, étaient au nombre de 455, et jaugeaient 51,145 tonneaux (\*). En évaluant ces bàtimens, à raison de 40,000 liv. l'un dans l'autre, ils avaient coûté environ 18 millions. L'intérêt de ce capital, à raison de 50 p. 100, à causé des risques, coûtait. . . . . .

L'équipage qui montait ces bâtimens, a raison d'un homme par trois tonneaux, formait un nombre d'environ 16,500.

Leur salaire, pendant la durée de la pêche, peut être évalué à 600 livres, 1,000,000

4,000,000

5,400,000

Ouvriers qu'elle occupait.

10,400,000

<sup>(\*)</sup> Voyage d'Arthur Young en France.

	De l'autre part	10,400,000
Ses frais.	l'un dans l'autre, et portait la dépense de cet article à environ Total du capital fixe et circulant	, ,
	affecté à cet emploi	20,400,000
Son produit	On voit qu'il rapportait brut près c	50,000,000
met.	100, et net environ 35 pour 100. Bénéfice immense, qui explique bi	en l'origine

Bénéfice immense, qui explique bien l'origine de la richesse primitive des Hollandais, et les querelles que la pêche maritime a toujours excitées parmi les peuples navigateurs.

Pêche d'eau douce.

La pêche d'eau douce était beaucoup plus productive que la pêche maritime.

L'auteur de la balance du commerce évalue son produit produit brut à 20 millions.

Mais il ne nous fait connaître ni le capital qu'elle employait, ni le nombre d'hommes qu'elle occupait, et malheurcusement on ne peut suppléer à son silence que par des conjectures très-hasardées.

Ouvriers occupant.

On peut croire que la pêche d'eau douce emperate ployait un plus grand nombre d'hommes que la pêche maritime; en l'évaluant au double, on ne risque pas beaucoup de s'égarer. C'était donc 53,000 hommes.

Si les hommes employés à la pêche d'eau douce étaient plus nombreux que ceux employés à la pêche maritime, leur salaire était aussi moins considérable, parce qu'ils étaient exposés à moins de dangers et de fatigues; en l'évaluant à la moitié de celui de la pêche maritime, il devait s'élever à la somme d'environ 450 liv. par individu, et pour les 53,000 hommes à. . . . . . . 13,200,000 l.

D'un autre côté, on peut présumer avec assez de vraisemblance, que les frais de bateaux, filets, outils et instrumens de pêche, étaient beaucoup moins dispendieux que ceux que nécessitait la pêche maritime; en les évaluant au tiers de ceux-ci, je crois qu'on ne s'éloignera pas beaucoup de la vérité.

Nous avons vu que les bâtimens employés par la pêche maritime coûtaient......18 millions. Le tiers est donc de... 6 millions.

L'intérêt de ce capital, à raison de 10 pour 100, parce que les ris-

Ses frais.

ques étaient peu considérables	600,000	
Total	15,800,000	
Ce capital donnait un produit brut de		
Il restait net	6,800,000	Son produit net.

108 RICHESSE INDUSTRIÈLE DE LA FRANCE EN 1789.

Ainsi la pêche employait un capital fixe d'environ.....24,000,000 l.

Occupait près de 50,000 indivi-

dus, et donnait un produit brut de . 50,000,000

Ses frais s'élevaient à. . . . . . . . 54,200,000

Et par conséquent elle donnait un produit net d'environ 50 pour 100.

Je dois aussi faire remarquer que, suivant l'auteur de la balance du commerce, les produits de la pêche maritime nationale ne suffisaient point aux besoins du peuple français, et qu'on tirait de l'étranger,

Tetrange:

Importation des produits de la pêche maritime étrangère.

Sans doute ce ne sont là que des aperçus qui ne peuvent pas inspirer une grande confiance; mais, malgré leur insuffisance, je n'ai pas dû les négliger, parce qu'ils peuvent donner une idée des produits de ce genre d'industrie, ce qui suffit pour remplir l'objet que je me suis proposé.

# CHAPITRE II.

Des Mines en exploitation.

Desmines en exploitation.

On n'a encore, sur cette branche d'industrie, que des aperçus vagues et limités; et tout ce qu'on peut faire dans cette situation, c'est de suppléer aux connaissances qui nous manquent par celles qu'on a, et de déduire les faits inconnus des faits connus.

Tolosan	évaluait	les	proc	luct	ions	des	mines	en
exploitation	ı à					$.6_{7}$	,000,00	OL

Savoir:	Produit
Mines de fer 51,360,000 1.	brut des mi÷ nes de fer.
de plomb 704,000	de plomb,
de cuivre 5,000,000	de cuivre.
Les verreries et glaces. 6,000,000	des verreries et glaces.
Les porcelaines et fa-	des porce-
enceries 4,000,000	laines et faïenceries.
Les sels 20,317,500	des sels.

Somme pareille. . 67,381,500

Ces produits exigeaient de gros capitaux; soit Frais de leur exploicour ouvrir les mines et les mettre en état d'exploiation; soit pour construire les machines, ateliers,
usines et fourneaux indispensables à leur exploitaion; soit pour acheter le combustible et les autres
natières propres à l'extraction, à la séparation et
à la fonte du minérai; soit pour payer le salaire des
nombreuses classes d'ouvriers employés à ce genre
le travail.

# Savoir:

Del'autrepart. 12,860,000 l.

Pour les verreries, glaces, porcelaines et faïences..... 1,000,000
Pour les sels.... 4,117,500

Somme pareille. 17,977,500

Quant aux autres parties de la dépense, Tolosan les confond ensemble et affecte le surplus des produits à leur paiement. Cette confusion paraît embarrassante au premier aspect; il n'est pas cependant impossible de la faire cesser, et de déterminer la part distincte de chaque genre de dépense dans les produits.

Les articles de dépense que Tolosan a laissés dans l'indivision consistaient dans la main-d'œuvre et les bénéfices de l'entrepreneur; il ne s'agit donc que d'assigner la part qui devait revenir à chacune de ces dépenses.

Dans les entreprises qui, comme celle de l'exploitation des mines, ne sont pas assurées de réussir, sont sujettes à des chances et exigent de fortes avances, le bénéfice de l'entrepreneur est considérable, et ne peut pas être au-dessous de 30 pour 100 du produit. Ces 30 pour 100 doivent le couvrir des bénéfices de son capital fixe et circulant. En calculant donc ces bénéfices à raison de 50 pour 100 sur les produits montant à 67,581,500 liv.,

LIV. II, CHAP. II.	111
ils se seraient élevés à la somme de	20,205,4501.
Après les bénéfices de l'entrepre-	
neur, il faut placer le combustible	
montant à	17,977,500
Enfin le salaire des ouvriers ou la	
main-d'œuvre, ce dernier objet de	
la dépense, ne peut être que ce qui	
restait sur les produits après la dé-	
falcation des bénéfices de l'entrepre-	
neur et de la dépense du combus-	,
tible	38,182,950
Si donc des produits montant à	67,381,500
On déduit les bénéfices de l'entre-	,
prise et la dépense du combustible	

Il reste pour la main-d'œuvre. . 29,198,550 Cette somme répartie entre les ouvriers, à raison de 400 livres chacun, devait en occuper environ 75,000.

La Statistique élémentaire de la France, sans Nombredes évaluer les produits de cette branche d'industric au delà de l'évaluation que Tolosan en a faite, a fixé le nombre des ouvriers à 295,000; mais il suffit, pour apercevoir l'exagération de ce calcul, de faire remarquer que, dans ce cas, le salaire de chaque ouvrier n'eût été que d'environ 168 livres ou 10 sols par jour, somme évidemment hors de proportion avec leurs besoins et avec

1	12 RICHESSE INDUSTRIÈLE DE LA FRANCE EN 1789.
1	e salaire des autres travaux de même nature.
	En résumant tout ce qui concerne cette branche
(	l'industrie, on voit:
	Que la population qu'elle occupait s'élevait à
$\epsilon$	environ 75,000 individus;
	Que le salaire de la main-d'œuvre pouvait être
é	valué à environ
	Que la dépense du combustible
$\dot{\epsilon}$	tait de 17,977,500
	Que ces deux objets de dépense
	ormant le capital circulant, se por
t	aient à la somme de 47,176,050
	Que l'intérêt de ce capital, à 50
I	oour 100, donnait une somme de 12,152,812
	Que cette somme, déduite des 20,205,450
1	nontant des bénéfices de l'entrepre-
)	neur, laissait pour l'intérêt du capital
Produit nel. f	ixe 8,052,638
	Lequel, calculé à 10 pour 100, portait le ca-
I	oital fixe à 80 millions.
	Enfin, il convient de remarquer que le produit
(	les mines nationales ne suffisait point aux be-
S	oins de la France, on en tirait de l'étranger pour
(	environ 19,094,000 l.
	Savoir:
Importa-	Du fer, pour 8,460,000l.
tion des pro-	Du plomb, pour 2,242,000
mines de l'é-	
tranger.	10,702,000

Ci-contre. . . 10,702,000l.

Dn cuivre, pour. . 7,217,000

Du bronze, pour. . 1,175,000

Somme pareille. . . 19,094,000

On peut juger par cet aperçu, tout hasardé et tout défectueux qu'il est, de l'état de cette branche d'industrie.

## CHAPITRE III.

Des Carrières et autres Fossiles en exploitation.

Il est difficile de se former des notions exactes Des carou approximatives, ou même vraisemblables, des tres fossiles produits de cette branche d'industrie dont toute tion. l'occupation était l'exploitation des carrières, des tourbes ctautres fossiles employés dans les manufactures, et pour la plus grande partie mis en œuvre par les arts et métiers. Je ne connais aucun écrivain qui en ait parlé, et leur silence eût été ma règle et mon excuse, si je n'eusse été convaincu que dans le tableau général des produits de l'industrie d'un pays, l'erreur est mois funeste que l'omision. L'omission perpétue l'ignorance, l'erreur éveille la critique et fraie rapidement la route à la vérité. C'est dans cet espoir que je me suis permis de hasarder quelques aperçus sur la branche d'industrie relative à l'exploitation des carrières.

8

Tolosan a évalué la main-d'œuvre des arts et métiers à 60 millions.

Cette branche du travail employait des matériaux. Pourquoi Tolosan, écrivain éclairé, n'en a-t-il fait aucune mention? Aurait-il pensé que ces matériaux faisaient partie des substances minérales dont il avait fait l'évaluation, et que les évaluer une seconde fois, c'eût été commettre un double emploi? En ce cas, il se serait évidenment mépris. Le charbon de terre, le plâtre, la tuile, la brique, l'ardoise, la pierre, la chaux, le sable, le bois, la terre de pipe et une foule d'autres matériaux qu'il serait trop long d'énumérer, ne font point partie des substances minérales, et par conséquent n'avaient pas été comprises dans l'évaluation qu'il avait faite de ces substances. Ces matériaux méritaient donc une évaluation à part, et ils tiennent une place trop importante parmi les matières premières du travail, et forment une masse trop considérable dans ses produits pour n'en tenir aucun compte. Mais comment y parvenir et sur quelles bases l'asseoir?

Je n'en connais que deux; la consommation de Paris, et la proportion qui existe entre les matériaux et la main-d'œuvre, dans la valeur du travail des arts et métiers.

La consommation de Paris, en marbre, pierre, moëllon, chaux, plâtre, ardoises, tuiles, carreaux,

Hévaluait encore la consommation du charbon de terre, à . . . . . . . 600,000

Total. . . . . . . 4,600,000

En supposant que la consommation de Paris, en cette partie, fût le 20.º de celle de la France, l'extraction de ces fossiles se scrait élevée à la somme de 92 millions.

Leur produit brut,

Ce premier mode d'évaluation ne paraîtra pas trop vicieux, si l'on fait attention qu'il ne porte les matériaux employés par les arts et métiers qu'à un tiers en sus de la main-d'œuvre, résultat qui se rapproche beaucoup de celui des arts industriels, que plusieurs écrivains évaluent à un quart.

Ainsi donc je ne puis pas commettre une grande erreur en évaluant l'extraction des carrières, tourbes et autres fossiles de la même nature, à la somme de 92 millions.

Ce produit devait se répartir en deux parts, l'une pour les bénéfices de l'entrepreneur, et l'autre pour le salaire de la main-d'œuvre. En suivant, pour ce genre d'entreprises, la méthode que j'ai adoptée pour l'exploitation des mines avec laquelle elle a tant d'analogie, il en résulterait que le bénéfice de l'entrepreneur devait être de 30 pour 100. Ce-

116 RICHESSE INDUSTRIÈLE DE LA FRANCE EN 1789.

pendant comme il y avait, dans l'exploitation des carrières moins de risques, et qu'il fallait moins de capitaux que dans l'exploitation des mines, je crois qu'on peut réduire les bénéfices de l'entre-preneur à 20 pour 100, et que ce taux approchera de la vérité, autant qu'il est possible de le faire dans ces sortes de matières.

Dans cette hypothèse, la part de l'entrepreneur dans les produits montant à 92 millions, eût été, à raison de 20 pour 100, d'environ 18,000,000l.

Frais.

Et le surplus, revenant à la maind'œuvre, eût été de. . . . . . . . . . . . . . . . . . 74,000,000

Somme pareille. . . . . . 92,000,000

Produit net.

Sur les 18 millions revenant à l'entrepreneur, une partie faisait face à l'intérêt du capital fixe, et l'autre à l'intérêt du capital circulant. Ce dernier capital consistait uniquement dans l'avance de la main-d'œuvre, qui, comme nous l'avons vu, s'élevait à 74 millions.

L'intérêt de cette somme ne peut pas être porté audelà de 15 pour 100, parce qu'il n'était sujet à aucun risque; tous ceux qui existent dans ce genre d'entreprises consistent dans l'ouverture des carrières, et par conséquent portent exclusivement sur le capital fixe. L'intérêt des 74 millions à 15 pour 100 était d'environ 11 millions.

En déduisant de la part des bénéfices de l'en-

Cet intérêt, calculé à raison de 20 pour 100, portait ce capital à la somme d'environ 37 millions.

D'un autre côté, la répartition des 74 millions Nombre des produits de la main-d'œuvre entre les ouvriers, à raison de 400 livres chacun, devait en entretenir 127,500.

Ensin, je dois faire remarquer que nous tirions Importade l'étranger pour 6 millions de charbon de terre. duits des carrières de

Voilà tout ce je puis offrir de plus probable sur l'étranger. cette branche du travail général; je souhaite que la critique veuille bien prendre la peine de rectifier mes calculs, et suppléer aux lumières qui m'ont manqué.

# CHAPITRE IV.

Des Substances minérales en fabrication.

Des substances minérales en fabrication.

## ARTICLE PREMIER.

De l'Orfévrerie et de la Bijouterie.

On a sur cette branche d'industrie des données Orfévreile assez vraisemblables et dignes d'une certaine con-Bijouterie.

Necker a évalué à 10 millions les matières

d'or et d'argent employées dans les ouvrages de l'orfévrerie et de la bijonterie. Son opinion était fondée sans donte sur le produit du droit de marque des ouvrages d'or et d'argent; droit qui produisait environ 700,000 livres. Comme il était imposé à 10 pour 100, il semble que la fabrication n'aurait dû s'élever qu'à 7,000,000; mais on sait que le droit était fraudé en grande partie, et que cette fraude fut dénoncée par le corps des orfèvres et bijontiers de Paris, dans une pétition présentée à l'Assemblée constituante en 1790. D'après les détails de leur pétition, on est fondé à croire que la fraude réduisait de près de moitié le produit du droit de marque; de sorte que Necker, en évaluant la fabrication à 5 millions au-dessus du produit du droit de marque, est plutôt resté au-dessous qu'au-dessus de la réalité.

D'un autre côté, Tolosan pensait que cette valeur de 10 millions d'or et d'argent tirés annuellement de l'étranger, pour la fabrication des ouvrages d'orfévrerie et de bijouterie, ne formait qu'une partie de cette fabrication, et qu'il faut y ajouter une autre valeur de 10 millions qui provenait de la refonte des anciens ouvrages d'or et d'argent.

En réunissant donc les deux évaluations de Necker et de Tolosan, on peut fixer les ma-

tières premières de cette branche d'i somme de	ndustrie à la 20,000,000 l.	Leur pro- duit brut.
Tolosan, au huitième de la matière première	2,500,000	Leurs frais.
Total		
L'intérêt des avances de cette somme ne peut pas être calculé au-		
dessous de 10 pour 100	2,250,000	Produit net.
Total	24,750,000	
Enfin, il faut ajonter l'intérêt du capital fixe dont on ne peut calculer l'étendue que par le droit de l'entre-preneur de toute espèce de travail industriel, droit qui est assez généralement fixé au dixième de la fabrication	2,405,000	
Ce qui, à raison de 10 pour 100, portait le capital fixe à environ 25,000,000.	2,493,000	

Total. . . . . . 27,245,000

Ainsi, l'on peut croire raisonnablement que les produits de cette branche d'industrie s'élevaient à la somme de 27,245,000 livres.

D'un autre côté, les 2,500,000 livres, produits de la main-d'œuvre distribués entre les ouvriers, à raison de 800 livres l'un dans l'autre, à cause 120 RICHESSE INDUSTRILLE DE LA FRANCE EN 1789.

de la fidélité et de l'adresse que ce genre de travail exigeait, devait porter leur nombre à enviouvriers. ron 3,125.

Il y a des statistiques récentes qui portent le nombre des ouvriers de cette classe à 70,000; mais comment n'a-t-on pas remarqué que les ouvriers n'auraient gagné que 36 liv. par an? Si l'on eût fait attention à ce résultat, il aurait sans doute prévenu l'erreur dans laquelle on est tombé, nous aurait dispensé du soin de la réfuter, et de l'obligation où nous sommes de faire remarquer avec combien peu de soin on écrit sur la statistique, cette matière si importante, sous le rapport de l'économie politique, de l'intérêt des gouvernemens et de la prospérité des peuples.

Enfin, je ne dois pas omettre que la matière tion despro-première de cette branche d'industrie provenait duits étranger jusqu'à concurrence de 10,000,000 I.

#### ARTICLE 2.

# Horlcgerie.

Horlogeric. La Statistique élémentaire de la France présume qu'avant la révolution, la consommation des montres, en France, était annuellement de 200,000, non compris l'exportation.

En supposant, ce qui est assez vraisemblable, que la fabrication nationale était égale à la consommation nationale, et que l'importation se com-

pensait avec l'exportation, il s'ensuit que la fabrication de l'horlogerie, en France, donnait annuellement 200,000 montres.

Si l'on apprécie les produits de cette fabrication d'après les documens recueillis dans une notice De la Manufacture d'horlogerie du pays de Porentruy (\*), on voit que sur les 200 mille montres fabriquées en France, il y en avait un vingtième en or, et 19 vingtièmes en argent; ce qui donnait:

Montres	en	or		٠	•	•	٠	•	10,000
	en	argent.						•	190,000

Nombre pareil. . . . . . . . . . . . 200,000

Les montres en or de la fabrique de Porentruy, étaient évaluées à 120 livres l'une dans l'autre, et la matière première à 60 livres, ce qui donnait pour la main-d'œuvre et le bénéfice de l'entrepreneur, 60 livres.

Les montres en argent de la même manufacture étaient évaluées, l'une dans l'autre, à 27 livres, et la matière première à 6 livres, ce qui donnait pour la main-d'œuvre et le bénéfice de l'entrepreneur, une somme de 21 livres pour chaque montre.

Quoique ces calculs me paraissent mériter la plus

<sup>(\*)</sup> Cette notice a été publiée par M. Vermur, membre de la Société d'émulation du Haut-Rhin, et insérée dans la Bibliothèque commerciale.

grande confiance, je crois qu'on ne peut pas les adopter sans restriction, et d'après eux déterminer la valeur des produits de la fabrication de l'horlogerie en France. Les ouvrages de celle-ci étaient moins grossiers, plus finis, et par conséquent d'un plus grand prix. En élevant leur prix de fabrication d'un tiers au-dessus de ceux de la fabrique de Porentruy, on ne risque pas de commettre une grande erreur. Dans cette hypothèse, les produits de la manufacture de France doivent être calculés de la manière suivante:

10,000 montres en or, à 160 livres l'une dans l'autre, font la somme de. . . . 1,600,000 l.(\*) 190,000 montres à 56 liv. . . . 6,740,000

I'roduit

Total.. . . . 8,340,000

(\*) L'or et l'argent employés chaque année dans l'horlogerie, à Genève, s'élevaient à. . . . 1,725,000 l.(\*) Savoir : pour l'or. . . . . 1,050,000 l. pour l'argent . . . 675,000

1,725,000

(Rapport du Conseil de commerce, arts et agriculture du département du Léman, du 8 brumaire an 10.)

33,750

Ci-contre..... 8,5-40,000 liv.

## Frais.

Matière première des montres en or, à raison de 60 liv. . 600,000 l. Des montres en argent, à raison de 6 liv. . . . . 1,140,000

Total. . . . 1,740,000

En défalquant des produits la matière première. . . . . . . . . . . . 1,740,000

Il restait pour la main-d'œuvre et les bénéfices de l'entrepreneur. . 6,600,000

La population, qui, dans le pays de Porentruy, s'occupait de l'horlogerie, était de 4,000 individus de tout âge et de tout sexe. Celle de la France, occupée de ce genre de travail, était au moins aussi habile que celle de Porentruy, et par conséquent elle devait faire ce que l'autre faisait. On peut donc, avec quelque certitude, fixer le nombre des ouvriers de la manufacture d'horlogerie en France, à 4,000.

Le salaire des ouvriers de Porentruy était de 405 liv. l'un dans l'autre, en élevant celui des ouvriers de France à un tiers en sus; on ne peut pas s'éloigner beaucoup de la vérité. Dans cette supposition, la main-d'œuvre de cette branche d'industrie ent été de 2.400,000 liv.

124 RICHESSE INDUSTRIÉLE DE LA FRANCE EN 1789.
En déduisant des produits, mon-
tant à 6,600,000 I
La main-d'œuvre 2,400,000
Il restait pour les bénéfices de l'en-
Produit not. trepreneur
Ce bénéfice se distribuait en deux parts, l'une
pour l'intérêt du capital fixe, et l'autre pour l'in-
térêt du capital circulant.
Celui-ci consistait dans la matière
première 1,740,000 l.
La main-d'œuvre 2,400,000
Total 4,140,000
L'intérêt de cette somme, à 10 pour
100, était de
En déduisant des bénéfices de l'entrepreneur
montant à 4,200,000l.
L'intérêt du capital circulant 414,000
Hrestait pour l'intérêt du capital fixe 3,786,000
Cet intérêt, calculé à 10 pour 100, portait le
capital fixe à 57,860,000 liv.
En résumant les diverses parties de cet article,
on trouve les résultats suivans:
Produits 8,340,000l.
$m{A}$ déduire :
Matière première 1,740,000l.
Main-d'œuvre 2,400,000
4,140,000 4,140,000
Net ou bénéfice des capitaux 4,200,000

Capital circulant	. 4,140,000l.
Intérêt	414,0001.
Capital fixe	. 57,860,000
Intérêt	5,786,000
-	42,000,000 4,200,000

Ouvriers, 4,000.

Ouvriers.

Enfin, il faut ne pas perdre de vue que la ma- Importatière première de cette branche d'industrie pro-tières prevenait de l'étranger, et se montait à la somme mières. de 1,740,000 livres.

## ARTICLE 5.

# Mercerie et Quincaillerie.

Dans la difficulté qu'éprouvait Tolosan, pour Mercerie évaluer cette branche d'industrie, il ne trouva pas ierie. de meilleur moyen que l'évaluation de la consommation individuelle de ses produits. Cette consommation, évaluée à 4 liv. par individu, lui donna une somme de 100,000,000.

Produit

On ne peut se dissimuler que cette évaluation est arbitraire; mais les lumières et l'expérience de cet administrateur doivent nous rassurer contre l'exagération de ses calculs.

D'un autre coté, cet écrivain évaluait la maind'œuvre aux trois quarts des produits de cette bran-

126 - RICHESSE INDUSTRIÈLE DE LA FRANCE EN 1789.
che d'industrie, ce qui la portait à la somme
de
D'où il résulte que la matière pre-
mière n'entrait dans ce genre de
produit que pour une somme de 25,000,000
Somme pareille 100,000,000
Cette évaluation, tout arbitraire qu'elle est, peut
cependant être justifiée jusqu'à un certain point.
Nous avons vu que le fer tiré de nos mines
ou importé de celles de l'étranger, était évalué
à
La quincaillerie et la mercerie en
consommaient pour 25,000,000
Il n'en restait donc pour la con-
sommation des arts et métiers que 15,000,000
Ce qui n'est ni déraisonnable, ni invraisem-
blable, et ce qui doit accréditer d'autant plus les
aperçus de Tolosan.
En supposant donc que les produits de cette
branche d'industrie fussent de 100,000,000 livres.
Frais. La dépense devait consister dans la matière
première
La main-d'œuvre a été portée par
Tolosan à 75,000,000. Mais il y a
tout lieu de croire que dans cette
25,000,000

Ci-contre 2	25,000,0001.
somme, Tolosan confondait les bé-	
néfices de l'entrepreneur; bénéfices	
qu'on ne peut pas évaluer au-dessous	
de 15 pour 100 du produit, ou à	
15,000,000 liv.	
En défalquant donc de la main-	
d'œuvre , évaluée par Tolosan	
à	
Le bénéfice de l'en-	
trepreneur15,000,000	
Il restait pour la	
main-d'œuvre 60,000,000	
ci	50,000,000
ci	35,000,000
ci	35,000,000 livisaient en
Total de la dépense	35,000,000 livisaient en pital fixe, et
Total de la dépense	85,000,000 livisaient en pital fixe, et ut.
Total de la dépense	35,000,000 livisaient en pital fixe, et ut. intérêt à 10
Total de la dépense	35,000,000 livisaient en pital fixe, et ut. intérêt à 10 8,500,000 l. <sub>Produitne'</sub> .
Total de la dépense	35,000,000 livisaient en pital fixe, et ut. intérêt à 10 8,500,000 l. Produitne'.
Total de la dépense	35,000,000 livisaient en pital fixe, et ut. intérêt à 10 8,500,000 l. produitne'. 5,000,000
Total de la dépense	85,000,000 livisaient en pital fixe, et ut. intérêt à 10 8,500,000 l. Produitne'. 5,000,000 8,500,000
Total de la dépense	85,000,000 livisaient en pital fixe, et ut. intérêt à 10 8,500,000 l. Produitne'. 5,000,000 8,500,000
Total de la dépense	35,000,000 livisaient en pital fixe, et ut. intérêt à 10 8,500,000 l. Produitne'. 5,000,000 8,500,000

RICHESSE INDUSTRIÈLE DE LA FRANCE EN 1789. 128

D'un autre côté, en supposant que le salaire des ouvriers de cette classe fût de 500 liv. l'un dans l'autre, il s'ensuit que les 60,000,000 produits de Ouvriers. la main-d'œuvre devaient en entreteur 120 mille.

> Si ces notions n'ont pas le mérite d'une certitude rigoureuse, elles ont du-moins ce degré de vraisemblance et de probabilité qui suffisent à l'objet que je me suis proposé.

# CHAPITRE V.

Substances végétales en fabrication.

Substances végétales en

Les substances végétales fournissaient la matière tabrication, première de plusieurs branches d'industrie. Elles alimentaient les manufactures de toile et de papeterie, les huileries, brasseries, distilleries, brûleries et raffineries de sucre; on leur devait la préparation des tabacs, de la cire, des parfums, des teintures, des savons; la fabrication des instrumens de musique, et une partie des matériaux employés dans l'imprimerie, la gravure, la peinture et la sculpture. Elles étaient une des sources les plus fécondes de l'industrie, de ses travaux, de ses bénéfices et de nos jouissances.

Malheureusement nous n'avons que des notions superficielles de chacune de ces branches de l'industrie, et l'on ne peut, par conséquent, offrir sur leurs produits, que des résultats hasardés ou incomplets.

Mais nous atteindrons notre but, si, malgré leurs imperfections, ces résultats ne manquent pas de vraisemblance, et ne paraissent pas trop éloignés de la věrité.

#### ARTICLE PREMIER.

### Toiles et Toileries.

Sous cette dénomination de toiles et toileries, Toiles et Toiles on comprenait les travaiux nombreux et variés de l'industrie, dont le chanvre, le lin et le coton étaient la matière première, soit qu'ils fussent employés sculs ou mélangés l'un avec l'autre.

Tolosan a évalué le lin et le chanvre employés dans ce genre de travail, et il a même distingué avec soin la partie qui provenait des produits nationaux de celle qu'on tirait de l'étranger.

Il évalue le lin et le chanvre produits par l'agriculture nationale, à. . . . . . . 50,000,000 l.

Et ceux tirés de l'étranger, à . . . 3,300,000

Total. . . . . . . . . . . . . . . . . . 55,300,000

Il n'a point évalué les cotons qu'on tirait des colonies françaises ainsi que de l'étranger; et quoiqu'il semble qu'il les ait fait entrer dans son calcul, il est cependant certain qu'il les a entièrement omis, et l'on peut facilement s'en convaincre en séparant les divers élémens dont il a composé ses calculs.

TOME I.

Il évalue, en effet, la totalité des produits de cette branche d'industrie, à.... 215,000,000l.

Par conséquent il ne reste pour la matière première que. . . . . . 54,000,000

Or, cette somme est à-peu-près celle à laquelle il avait évalué le chanvre et le lin provenus de l'agriculture nationale ou tirés de l'étranger. Il est donc évident qu'il a entièrement omis la valeur des cotons produits par nos colonies ou importés de l'étranger.

Mais je puis réparer cette omission. Un écrivain très-instruit, dont la véracité m'était parfaitement connue, et dont la conduite morale et politique aurait dû lui mériter un meilleur sort, nous a donné l'état le plus exact des cotons que nous fournissaient nos colonies, et de leur valeur (\*).

Indépendamment des cotons de nos colonies, la France en tirait du Levant une quantité assez considé-

21,785,000

<sup>(\*)</sup> Page Traité d'Economie politique et du Commerce des Colonies, 1. re partie, tableau e.

Ci-contre	21,785,0001.	
rable, qu'on peut évaluer, d'après		
l'auteur de la Balance du Commerce,		
à	5,000,000	
Total	26,785,000	
On peut donc, d'après ces divers	élémens, éva-	
luer la matière première des toile	s et toileries,	
ainsi qu'il suit :		
Chanvres et lins provenus de l'a	griculture na-	
tionale	50,000,000l.	
Idem, tirés de l'étranger	5,500,000	
Coton de nos colonies	21,785,000	
Du Levant	5,000,000	
77 . )	0 07	
	80,085,000	
Suivant Tolosan, la fabrica-		
tion de cette matière donnait, en		
bénéfice, trois fois son capital; il		
faut, par conséquent, multiplier les		
80 millions de matière première		
par 4	4	
Ce qui donne	520,000,000	Produit
Les dépenses de cette fabrication		brut.
dans la matière première	·	Frais.
La main - d'œuvre		
3 333,131	22,000,000	
	241,000,000	
	9 *	

,
152, RICHESSE INDUSTRIÀLE DE LA FRANCE EN 1789.
De l'autre part
Et les bénéfices de l'entrepreneur 79,000,000
Produitnet. Somme pareille
Le bénéfice de l'entrepreneur se divisait en deu
parts, l'une pour l'intérêt du capital circulant, e
l'autre pour l'intérêt du capital fixe.
Le capital circulant se composait de la matièr
première 80,000,000
De la main-d'œuyre 161,000,000
Total
L'intérêt de ce capital, à 10 pour
100, était de 24,100,000
En défalquant des bénéfices de l'entrepreneu
montant à 79,000,000
L'intérêt du capital circulant 24,100,000
Il restait pour l'intérêt du capi-
tal fixe
Cet intérêt, calculé à 10 pour 100,
portait le capital fixe à la somme de 549,000,000
Ouvriers. D'un autre côté, en supposant que le salain
employé dans ce genre de travail fût de 500 li
l'un dans l'autre, les 161 millions, produits de
main-d'œuvre, devaient entretenir 322,000 ouvrier
Importa- Enfin, il ne faut pas perdre de vue que la mi
tière première de cette branche d'industrie qu'o

tirait de l'étranger, s'élevait à la somme d'environ tières pre-50 millions.

### ARTICLE 2.

## Papeteries.

Tolosan évalue la fabrication du papier, en Papeteries. France, avant la révolution, à. . . . 8,000,000l.

Frais.

Et la main-d'œuvre, à. . . . . . . 7,200,000 D'où il suit, que la matière première de cette

fabrication ne doit être comptée que pour la somme de 800 mille livres.

En supposant, ce qui est assez vraisemblable, que les 7,200,000 livres qu'il attribue à la maind'œuvre, doivent se partager entre le salaire de l'ouvrier et le bénéfice de l'entrepreneur, il en résulte que le partage devait s'en faire ainsi qu'il suit :

Main-d'œuvre, les huit dixièmes . . 5,760,000 l.

Bénéfices de l'entrepreneur, deux

Les bénéfices de l'entrepreneur se subdivisaient en deux parts, l'une pour l'intérêt du capital fixe, et l'autre pour l'intérêt du capital circulant.

Celui-ci consistait dans la matière

La main-d'œuvre. . . . . . . . . . . 5,760,000

Total. . . . . . . . . . . . . 6,560,000

154 RICHESSE INDUSTRIÈLE DE LA FRANCE EN 1789.

En calculant cet intérêt à 10 pour 100, il en résulte que le capital fixe, employé dans ce genre de travail, devait être de 7,420,000 livres.

Ouvriers.

Enfin, en supposant que le salaire des ouvriers de cette classe fût de 500 liv., l'un dans l'autre, les 5,760,000, produits de l'industrie, devaient en occuper 11,520.

## ARTICLE 5.

## Brasseries.

Brasseries. Avant 1789, cette branche d'industrie n'avait pas fait de grands progrès en France; Tolosan n'en a pas fait une évaluation séparée; il l'a comprise dans l'évaluation en bloc de toutes les boissons autres que le vin; de sorte qu'il ne nous a donné aucune notion de la part que les brasseries avaient dans cette somme. Il y a cependant tout lieu de croire que ces boissons, évaluées en bloc à 18 millions, et ne consistant que dans la bière et le cidre, la bière devait absorber les deux tiers des 18 millions, valeur de leur produit

commun. On peut donc évaluer le produit de la fabrication de la bière à 12,000,000l.  Les frais de cette fabrication consistaient dans la matière première	Produit brut
qu'on ne peut évaluer au - dessous	
de 6,000,000 l.	
La main-d'œuvre. 3,600,000	Frais.
Et le bénéfice de	
l'entrepreneur, à rai-	
son de deux dixièmes	
de la fabrication 2,400,000	
Somme pareille 12,000,000	
Le bénéfice de l'entrepreneur se subdivisait en deux parts, l'une pour les intérêts du capital fixe, et l'autre pour les intérêts du capital circulant.  Celui-ci consistait dans la matière première	Produitnet.

136 RICHESSE INDUSTRIÈLE DE LA FRANCE EN 1789.

Cet intérêt, calculé à 10 pour 100, portait le capital fixe à 14,400,000 livres.

Ouvriers.

Enfin, en fixant le salaire de cette classe d'ouvriers, à raison de 500 livres l'un dans l'autre, les 5,600,000 livres, produits de la main-d'œuvre, devaient en salarier 7,200.

## ARTICLE 4.

## Distilleries et Brûleries.

pistilleries On comprenait, sous cette dénomination, la ctBrûleries fabrication des caux-de-vie, des liqueurs et de l'esprit-de-vin.

Produit brut.

Il ne fait aucune mention des liqueurs et de l'esprit-de-vin.

Je n'ai trouvé de documens, pour remplir cette lacune, que par rapport aux liqueurs. Celles qui entraient à Paris formaient un huitième de l'eau-de-vie, en supposant, ce qui est assez vraisemblable, que la consommation des liqueurs, dans le reste de la France, fût dans la proportion de celle de Paris, il s'ensuit que la fabrication des liqueurs doit être évaluée à. . . . .

6,500,000

58,500,000

Ci-contre 58,500,0001.
Quant à l'esprit - de - viu, je suis
fondé à croire que la fabrication
n'allait pas au tiers de celle des li-
queurs 2,000,000
60,500,000
Les frais de cette fabrication peuvent être éva- Frais.
lués de la manière suivante :
Matière première 50,000,000
Main-d'œuvre 18,400,000
Bénéfices de l'entrepreneur 12,100,000
Somme parcille 60,500,000
Les bénéfices de l'entrepreneur se subdivisaient Produit net.
en deux parts, l'une pour l'intérêt du capital fixe,
et l'autre pour l'intérêt du capital circulant.
Ce dernier capital consistait dans la matière
première 50,000,000
Et la main-d'œuvre 18,000,000
Total 48,400,000
L'intérêt, à 10 pour 100, était de 4,840,000
En défalquant des bénéfices de l'entrepreneur,
montant à
L'intérêt du capital circulant 4,840,000
Il restait pour l'intérêt du capital
fixe

Onvriers.

En supposant que le salaire de cette classe d'ouvriers fût de 400 liv. l'un dans l'autre, les 18,400,000 livres, produits de la main-d'œuvre, devaient en entretenir 46,000.

## ARTICLE 5.

# Raffineries de sucre.

Raffineries de sucre. En 1788, la France reçut de ses colonies 885,507 quintaux pesant de sucre brut, terré et tête, valant ensemble 89,571,000 livres. (\*)

Produit brut.

Et la main - d'œuvre à.... 4,800,000

Il n'est pas bien facile de comprendre ce qu'il entendait par la main-d'œuvre. Etait-ce toute la dépense de la fabrication, et pensait-il qu'avec la somme de 4,800,000 livres, on parvenait à raffiner pour 40 millions de sucre brut?

Ce calcul de la dépense que coûtait ce genre d'industrie, doit paraître bien faible lorsqu'on le compare avec celui de la dépense de tous les autres genres d'industrie. Celui de la raffinerie de sucre n'eût augmenté la matière première que d'un douzième, tandis que celui de toutes les autres bran-

<sup>(\*)</sup> Page loco citato.

ches d'industrie, priscs l'une dans l'autre, l'augmentent de 125 pour 100. Il est donc raisonnable de croire que Tolosan n'a pas compris, dans la main-d'œuvre de la raffinerie du sacre, tous les frais de cette fabrication, on il fant convenir qu'il serait tombé dans une erreur évidente.

Si, au contraire, il n'a compris dans la maind'œuvre que le salaire des ouvriers, ce qui est très-vraisemblable, en ce cas, il faut ajouter à cette dépense le combustible et les bénéfices de l'entrepreneur; et par conséquent les dépenses de cette fabrication doivent être réglées ainsi qu'il suit:

Matières premières. . . . . . . 40,000,000l. Combustible, un vingtième. . . . 2,000,000 Salaire des ouvriers. . . . . . . 4,800,000

Frais.

Total de la fabrication. . . . 46.800.000 Bénéfice de l'entrepreneur, le 6.º 7,800,000 Produitnet.

Total des frais de fabrication. 54,600,000

Les bénéfices de l'entrepreneur se subdivisaient en deux parts, l'une pour l'intérêt du capital fixe, et l'autre pour l'intérêt du capital circulant.

Celni-ci consistait dans la matière

première. . . . . . . . . . . . . . . . 40,000,000l.

Le combustible. . . . . . . . . 2,000,000

Le salaire des ouvriers. . . . . . 4,800,000

	140 RICHESSE INDUSTRIÈLE DE LA FRANCE EN 1789.
	L'intérêt de ce capital, à 10 pour
	100, était de 4,680,000 l.
	En déduisant des bénéfices de l'entrepreneur,
	montant à
	L'intérêt du capital circulant 4,640,000
	Il restait pour l'intérêt du capital
	fixe
	Cet intérêt, à 10 pour 100, portait le capital fixe
	à la somme de 31,880,000 livres
Ouvriers.	D'un autre côté, en supposant que le salaire de
	cette classe d'ouvriers fût de 500 livres, l'un dans
	l'autre, les 4,800,000 liv., produits de la main-
	d'œuvre, devaient en entretenir 9,600.
Importa-	Enfin, il ne faut pas perdre de vue que la ma-
tion des ma- tières pre-	tière première de cette branche d'industrie pro-
mières.	venait en totalité de l'étranger, parce que les co-
	lonies ne sont, dans le système politique des peu-
	ples modernes, qu'un mode de commerce et de
	trafic avec l'étranger.
	ARTICLE 6.
	Tabacs.
Tabaes.	Tolosan évaluait la consommation du tabac,
	en France, à 18 millions de livres pesant.
	La valeur du tabac indigène, à 1,500,000l.
	La valeur du tabac exotique, à 14,142,000
	Et la main-d'œuvre, à 1,200,000
Produit brut.	Total

Il ne doit pas être question ici du produit de cette branche d'industrie, parce que le gouvernement s'en étant réservé la vente exclusive, tonte la partie de ce produit qui excédait la dépense, était un impôt sur les consommateurs, et non un produit de l'industrie; ainsi, il ne peut figurer dans cet article, que sous le rapport de la valeur du tabac importé, et du salaire des ouvriers.

En supposant que le salaire de cette classe d'ou- Onvriers. vriers fût de 600 livres par an, les 1,200,000 liv., produits de la main-d'œuvre, devaient en occuper 2,000.

Enfin, il ne faut pas perdre de vue que la matière première de cette branche d'industrie était tion de tirée de l'étranger, jusqu'à concurrence de la mières. somme de 14,142,000 livres.

## ARTICLE 7.

## Cire.

La Statistique élémentaire de la France évalue la consommation de la cire, en France, avant la révolution, à 2,560,000 de livres pesant; la partie qu'on importait de l'étranger était de 1,500,000 l. pesant, et par conséquent celle qu'on récoltait en France était de 800,000 liv. pesant. La circ tiréc de l'étranger coûtait à la France. . 2,260,000 L(\*)

Fins

Cire

<sup>(\*)</sup> Voyage d'Arthur Young en France, tom. 3, p. 272.

	142 RICHESSE INDUSTRIÈLE DE LA TRANCE EN 1789.
	De l'autre part 2,260,000 liv.
	En supposant que les 800,000
	livres de cire indigène eussent la
	même valeur que la circ importée,
	leur valeur cût été de 1,290,000
Produit	Total de la cire fabriquée
brut.	en France
Frais.	La main-d'œuvre, y compris le
	bénéfice du fabricant, était au moins
	des deux tiers de la matière pre-
	mière, et par conséquent, donnait
	une somme de 2,566,666
•	Total de cette fabrication 5,916,666
Produit net.	Le bénéfice de l'entrepreneur, dans les 2,366,666
	liv., était d'un sixième du produit brut, et donnait
	par conséquent 986,116.
	En déduisant de la main-d'œuvre, montant
	à
	Lesbénéfices de l'entrepreneur 986, 116
	Il restait pour le salaire des ouvriers. 1,380,550
Ouvriers.	En supposant que le salaire des ouvriers de cette
	classe fût de 600 livres, l'un dans l'autre, les
	1,380,550 liv., produits de la main-d'œuvre, de-
	vaient en entretenir 2,500.
	D'un autre côté, les bénéfices de l'entrepreneur
	devaient se diviser en deux parts, l'une pour l'in-

térêt du capital circulant, et l'autre pour l'intérêt du capital fixe.

Le capital circulant consistait dans la matière La main-d'œuvre. . . . . . . . . 1,380,550

Total. . . . . . . . . . . . 4,930,550

L'intérêt de cette somme, à 10 pour 403,055 100, était de. . . . . . . . . . . . .

En défalquant des bénéfices de l'entrepreneur, 

L'intérêt du capital circulant. . . . 495,055

Il restait pour l'intérêt du capital fixe 495,061 Cet intérêt, calculé à 10 pour 100, portait le capital fixe à 4,950,010 livres.

Enfin, il ne faut pas perdre de vue que la Importamatière première de cette branche d'industrie, tion des maétait importée de l'étranger, jusqu'à concurrence mières. de 2,260,000 livres.

## ARTICLE 8.

## Teintureries.

On voit dans les tableaux de la Balance du Teinture Commerce, que la France importait de l'étranger ou de ses colonies, pour 50 millions de matières propres à la teinture; quels bénéfices donnait ce capital? Quel nombre d'ouvriers salariait-il? Quel était leur salaire? C'est ce qu'il m'a été impossible

de découvrir, et peut-être n'y parviendra-t-on jamais, parce que l'industrie du teinturier se confond dans d'autres branches d'industrie, et ne paraît pas de nature à en être séparée. Dans un tel état de choses, on ne peut pas même entre-prendre d'en faire une évaluation particulière, sans s'exposer à commettre un double emploi.

# ARTICLE 9.

	ARTICHE 9.
Savonne-	Savonneries, Amidonneries et Parsumeries.
ries. Produit	Tolosan a évalué la fabrication des savons
brut.	à
Frais.	Et la main-d'œuvre à 5,000,000
	Total 41,000,000
Produit net	Les bénéfices de l'entrepreneur, à
1 Todait net	raison du sixième de la fabrication, 6,833,333
	Total de la fabrication des savons. 47,855,353
	Les bénéfices de l'entrepreneur se divisaient en
	deux parts, l'une pour l'intérêt du capital circulant,
	et l'autre pour l'intérêt du capital fixe.
	Le capital circulant consistait dans la matière
	première
	La main-d'œuvre 5,000,000
	41,000,000

L'intérêt de ce capital, à 10 pour	
100, était de 4,100,000l.	
En défalquant des bénéfices de l'entrepreneur,	
montant à 6,855,5551.	
L'intérêt du capital circulant 4,100,000	
Il reste pour l'intérêt du capital fixe 2,755,555	
Cet intérêt, calculé à 10 pour 100, porte le ea-	
pital fixe à	
D'un autre côté, les 5 millions, produits de la	Ouvriers.
main-d'œuvre, répartis en salaires, à raison de	
500 liv. par chaque ouvrier, devaient en occuper	
10,000.	
Enfin, il paraît que la matière première de cette	
branche d'industrie provenait en partie des produits	
nationaux, et en partie de l'étranger.	
Suivant les états de la Balance du Commerce, on	
importa, en 1787, des cendres, soudes et potasse,	
pour la somme de 5,762,500l.	
Et suivant Tolosan, on importa	Importa
des huiles pour 8,500,000	
Total de l'importation 14,062,500	mieres.
La matière première des savonneries étant, comme	
nous l'avons vu, évaluée à 56,000,000 l.	
Et l'importation étant de 14,062,500	
Il en résulte que les produits na-	
tionaux y entraient pour 21,957,500	
Tolosan évalue la matière première des Ami-	
TOME I.	

	146 RICHESSE INDUSTRIÈLE DE LA FRANCE EN 1789.
Amidor neries.	- donneries à la somme de 24,000,000 l. Et la main-d'œuvre 1,200,000
Produit brut.	(*) Total de la fabrication 25,200,000  A cette somme, il faut ajouter le bénéfice de l'entrepreneur, qui, éva- lué à un sixième de la fabrication,
	était de 4,200,000
Bénéfices.	Total des produits de la fabrication. 29,400,000 Les bénéfices du fabricant se divisaient en deux parts, l'une pour l'intérêt du capital fixe, et l'autre pour l'intérêt du capital circulant. Ce capital consistait dans la matière première 24,000,000l.
	La main-d'œuvre 1,200,000
	Total 25,200,000

<sup>(\*)</sup> Je dois convenir que dans son évaluation de la main-d'œuvre à 1,200,000 liv., Tolosan y a compris le bénéfice de l'entrepreneur; mais une simple observation suffit pour démontrer jusqu'à l'évidence qu'il s'est trompé à cet égard.

Le capital qui avait fait l'avance de la matière première était de 24 millions: l'intérêt de cette somme, à 5 pour 100, aurait absorbé les 1,200,000 liv. alloués par Tolosan pour la main-d'œuvre, et par conséquent il ne serait rien resté, ni pour le salaire de l'ouvrier, ni pour l'intérêt du capital fixe; par conséquent il y a erreur dans la fixation de cet article, et j'ai été bien fondé à la rectifier.

L'intérêt de ce capital, à 10 pour	
100, était de 2,520,000	
En défalquant des bénéfices de l'entrepreneur,	
montant à 4,200,000l.	
L'intérêt du capital circulant 2,520,000	
Il restait pour l'intérêt du capital	
fixe 1,680,000	
Cet intérêt, calculé à 10 pour 100,	
porte le capital fixe à 16,850,000	
D'un autre côté, les 1,200,000 liv. produits de la	Ouvriers.
main-d'œuvre, répartis aux ouvriers, à raison de	
500 liv. chacun, devaient en entretenir 2,400.	
On n'a aucune donnée sur les parfumeries, et	Parfume-
l'on ne peut s'en former une, que par l'évaluation	ries.
de la consommation. Quoique je ne me dissimule	
pas l'arbitraire de cette évaluation, je n'ai pas eru	
devoir la négliger.	
Ensupposant que sur les 25 à 26 millions de Fran-	Produit
çais, il n'y en cút que 2 millions qui consommassent	brut.
des produits de la parfumerie, et que leur con-	
sommation moyenne ne fût que de 6 liv. par an,	
les produits de cette branche d'industrie devaient	
s'élever à	
Les frais de cette production se	Frais.
composaient, de la matière pre-	2.410
mière, formant tout au plus un 10.º	
du produit brut 1,200,000 l.	

7.	140 RICHESSE INDUSTRIELE	DE LA FRANCE	en 1709.
	${f D}$ 'autre part	. 1,200,000	12,000,000
	De la main-d'œuvre,		
	les deux tiers du produit		
	brut	8,000,000	
	Total	9,200,000	-
	Intérêt à 10 p. 100	-	
	•	10,120,000	-
	En déduisant du pro	oduit brut,	
	les frais		10,120,000
	Il reste pour le béné		
	bricans		1,880,000
Produitnet	. En supposant que ce	bénéfice app	oartînt au ca-
	pital fixe, il le portait,	à raison de	10 pour 100,
	à 18,200,000 liv.		
Ouvriers.	D'un autre côté, les	8 millions, 1	oroduits de la
	main-d'œuvre, répartis		
	600 livres par chaque o		
	cuper 7,999.	,	1 (11)
	1 77555	•	

RICHESSE INDUSTRIÈLE DE LA FRANCE EN 1780.

148

#### ARTICLE 10.

Librairie, Peinture, Gravure, Sculpture et Instrumens de musique.

Librairie, Ces diverses branches de l'industrie française étaient certainement très - considérables, employaient un gros capital, occupaient un grand nombre d'ouvriers, doupaient de riches produits.

et cependant on ne les a fait figurer dans aucune statistique. Il n'est pas même facile de réparer cette omission.

On ne peut s'en former une idée vague que par la consommation, et quelque arbitraire que soit cette évaluation, je n'ai pas dû la négliger.

Enfin, la fabrication des instrumens de musique, quelque peu avancée qu'elle fût en France, n'eûtelle trouvé que 100 mille consommateurs, à raison de 10 liv., l'un dans l'autre, devait donner. . . . . . .

1,000,000

Produit brut.

Les dépenses de ces diverses branches d'industrie consistaient, en grande partie, dans la main-

	150 RICHESSE INDUSTRIÈLE DE LA FRANCE EN 1789.
	d'œuvre et dans l'intérêt du capital fixe et circu-
	lant. La matière première n'y entrait que pour
	très-peu de chose, et c'est tout au plus si elle for-
	mait un dixième du produit brut. Dans cette hy-
	pothèse, les dépenses de la fabrication devaient
	se composer ainsi qu'il suit:
	Matière première , à raison du 10.º
	du produit brut 2,500,000l.
	Main-d'œuvre, à raison des deux tiers
	du produit brut
Frais.	Total
	Intérêt à 10 pour 100 1,916,600
	21,082,600
	Si du produit brut, montant à la
	somme de
	On déduit les frais
Produitnet	Il reste pour les entrepreneurs
	de ces branches du travail 3,917,400
	En supposant que cette somme appartînt au
	capital fixe, et servît à en payer l'intérêt, ce
	capital eût été, à raison de 10 pour 100, de
	59,174,000 livres.
•	
Ouvriers.	D'un autre côté, les 16,666,000 livres, produits
Ouvriers.	

tretenir environ 16,000.

#### ARTICLE 12.

#### Modes.

Tolosan observe, judicieusement, que la matière première des modes ayant été comprise dans l'évaluation des matières fabriquées, on commettrait un double emploi si l'on en faisait une seconde évaluation; en conséquence il n'évalue que la main-d'œuvre, qu'il porte à la somme de 5 millions.

Modes.

Produit

Cette opinion de Tolosan me paraît fondée à l'égard de la matière première; mais je crois que les 5 millions qu'il attribue à la main-d'œuvre devaient se répartir entre le fabricant et l'ouvrier.

La part du fabricant devait consister dans l'intérêt de ses avances qui formaient son capital circulant, et de celles qui formaient son capital fixe. Ce double intérêt ne peut pas être évalué au-dessous du huitième du produit brut; il ne s'agit donc que de déterminer ce produit d'après ce qui a lieu dans l'universalité des produits de l'industrie. La main-d'œuvre en forme un peu plus de la moitié, de sorte qu'une somme double de la main-d'œuvre forme, à peu de chose près, le véritable produit de l'industrie d'un pays. Dans cette hypothèse, la main-d'œuvre des modes étant de 5 millions, son produit brut devait être de 10 millions.

	152 RICHESSE INDUSTRIÈLE DE LA FRÂNCE EN 1789.
Frais.	Le huitième de cette somme, formant le bénéfice
	du fabricant, était de 1,250,000l.
	En défalquant de la main-d'œu-
	vre fixée par Tolosan à 5,000,000
Bénéfices.	Les bénéfices du fabricant à 1,250,000
	Il restait pour le salaire des ouvriers 5,750,000
	Les bénéfices du fabricant se divisaient en deux
	parts, l'une pour l'intérêt du capital circulant, et
	l'autre pour l'intérêt du capital fixe.
	Le capital circulant consistait dans la matière
	première 5,000,000 l.
	La main-d'œuvre
	Total 8,750,000
	L'intérêt de cette somme , à 10 p.
	100, était de 875,000
	En défalquant des bénéfices du fabricant, mon-
	tant à 1,250,000
	L'intérêt du capital circulant 875,000
	Il restait pour l'intérêt du capital
	fixe
	Cet intérêt, calculé à 10 pour 100,
	porte le capital fixe à
Ouvriers.	Ensin, les 5,750,000 liv., produits de la main-
	d'œuvre, répartis à raison de 700 liv. par ouvrier,
	devaient en occuper 5,928.

#### ARTICLE 15.

## Ameublemens et Tapisseries.

Les ameublemens ne figurent que nominale— Ameublement dans les évaluations de Tolosan, parce qu'il pisseries. ne comprend, sous cette dénomination, que les tentures et soicries dont il a confondu les produits avec ceux des étoffes en soie; il ne fait non plus aucun état de la main-d'œuvre du tapissier, parce qu'il l'a comprise dans la main-d'œuvre des arts et métiers. Ainsi cet article ne doit figurer ici que pour mémoire.

Et la main - d'œuvre à. . . . . . . 400,000

Total. . . . . . . . . . . 800,000

Produit brut.

Tolosau ne fait aucune mention des bénéfices du fabricant; mais il est vraisemblable qu'il les a compris dans la main-d'œuvre, puisqu'il a porté celle-ci à une somme égale à celle de la matière première, ce qui la met à-peu-près à son véritable taux. Dans cette hypothèse, il faut distraire des 400,000 liv., prix de la main-d'œuvre, les bénéfices du fabricant. En les évaluant au luitième du produit brut, ils auraient donné une somme de 100,000 liv., et auraient réduit la main-d'œuvre à 500,000 liv.

154	RICHESSE	Industrièle	DE	LÅ	FRANCE	EN	1789.
-----	----------	-------------	----	----	--------	----	-------

Les bénéfices du fabricant se divisaient en deux parts, l'une pour l'intérêt du capital fixe, et l'autre pour l'intérêt du capital circulant.

Frais. Ce dernier capital consistait dans	Frais.	Ce dernier	capital	consistait	dans
---	--------	------------	---------	------------	------

1		
La matière première.	400,000	•
La main-d'œuvre	500,000	

Total.										700,000
T Other	•	•	•	•		•	•	•	•	/00,000

L'intérêt de cette somme, à 10	p. 100,
était de	_

Cuit	uc.						70,000
$\mathbf{E}_{\mathbf{n}}$	défa	alqu	ant	des	bénéfices	de l'entr	epreneur,
mont	ant à	ι					100,000 1

L'intérêt du capital circulant. . . . 70,000

# Produit net. Il restait pour l'intérêt du capital fixe. 30,000 Cet intérêt, calculé à 10 pour 100, portait le ca-

pital fixe à la somme de 300,000 liv.

Ouvriers. Enfin les 300,000 liv., produits de la maind'œuvre, répartis à raison de 600 liv. par chaque ouvrier, devaient en occuper 500.

> Telles sont toutes les notions que j'ai pu recueillir sur la fabrication des substances végétales.

# CHAPITRE VI.

Substances animales en fabrication.

Substantes animales qui alimentaient l'incesanimales dustrie française, consistaient dans les laines, les soics, les cuirs et les peaux. Quoique peu nom-

brenses, elles employaient un grand capital, occupaient un grand nombre d'ouvriers, donnaient de grands produits, et formaient la seconde branche de l'industrie française. Sous ces divers rapports, leur fabrication mérite la plus grande attention, et doit exciter le plus vif intérêt.

#### ARTICLE PREMIER.

## Lainages de toute espèce.

Tolosan évaluait les produits de cette branche	Lainages.
d'industrie à 185,000,000¹.	
Savoir:	
Draperic fine 40,000,000	
Draperie commu-	
ne, sergetteric, came-	
loteric 100,000,000	
Chapelleric 20,000,000	
Bonneterie 25,000,000	
Somme pareille. 185,000,000	
Il évaluait la main-d'œuvre à la	Frais.
moitié du produit total 92,500,000	
D'où il résulte que la valeur de	
la matière première était de la	
somme de	
185,000,000	
Dane la matière promière Tologon avoit cons	

Dans la matière première, Tolosan avait sans doute compris le bénéfice du fabricant, puis-

	156 RICHESSE INDUSTRIÈLE DE LA FRANCE EN 1789.
	que la main-d'œuvre est égale à la matière pre-
1	mière, ce qui forme à-peu-près sa véritable valeur.
	Dans ce cas, le bénéfice du fabricant doit être dé-
	duit du prix de la main-d'œuvre. En ne le calculant
	qu'au huitième de la fabrication, il s'élevait à la
	somme de 25,125,000 liv.
	En défalquant de la main-d'œuvre, montant
	à
Produit net.	Le bénéfice du fabricant 25,125,000
	Il restait pour le salaire de l'ou
	vrier
Ouvriers.	Ce salaire, réparti à raison de 500 liv. par chaque
	ouvrier, devait en occuper 138,750.
	Quant au bénéfice du fabricant, il se divisait en
	deux parts, l'une pour l'intérêt du capital fixe, et
	Pautre pour l'intérêt du capital circulant.
	Le capital circulant consistait dans
	La matière première 92,500,000 1.
	La main-d'œuvre 69,375,000
	Total 161,875,000
	L'intérêt de ce capital, à 10 p. 100,
	était de 16,187,500
	En défalquant des bénéfices du fabricant, mon-
	tant à 25,125,000 L
	L'intérêt du capital circulant 16,187,500
	Il restait pour l'intérêt du capital
	fixe

,	
pour	Importa- ion des ma- tières pre- mières,
Somme pareille 92,000,000	
ART. 2.	
Soieries.	
Tolosan évaluait les produits de cette branche d'industrie à	Soieries.
blondes et ouvrages	
de passementerie. 50,000,000  Somme pareille: 125,000,000  Il évaluait la main-d'œuvre au tiers des produits	Produit brut. Frais.
matière première 85,500,000	
Suivant Tolosan, la France en produisait	
pour 25,000,000 <sup>1</sup> .	
Etl'on en tirait de l'étranger pour. 27,500,000	
Total	

Il a évidemment commis, dans ses évaluations, une erreur de. . . 31,500,000

D'où peut-elle provenir? Ce n'est pas de la quotité fabriquée; Tolosan, inspecteur des manufactures, a pu se procurer des documens exacts sur ce point, et l'on ne peut pas soupçonner qu'il les ait négligés.

Son erreur ne peut pas non plus résulter de l'appréciation qu'il a faite de la main-d'œuvre, puisqu'elle repose sur la base de la matière première, et que d'ailleurs le taux de la main-d'œuvre, dans cette branche de l'industrie, devait être, pour un administrateur, un fait notoire, et sur lequel il ne pouvait pas se tromper.

Son erreur dérivait donc nécessairement de son évaluation de la soie indigène et exotique.

Et l'on voit dans les états de la Balance du Commerce, qu'on en

importait de l'Italie et du Piémont,
pour
Du Levant, pour en-
viron 20,000,000
De l'Inde et de la
Chine, pour environ 1,000,000
45,933,332
Il y a done entre l'im-
portation effective et
Pimportation déclarée
par Tolosan 27,000,000
Une erreur de 18,955,532
Cette première erreur, dans l'importation des
soies, autorise à en supposer une dans l'évaluation
des soies indigènes, et l'on peut facilement la rec-
tifier, puisque nous connaissons la quotité des soies
fahriquées et celle des soies importées. Celle des
soies indigènes doit être nécessairement de la dif-
férence qui existait entre les deux autres.

Et les soieries importées de. . . 45,953,352

Il s'ensuit nécessairement que la valeur des soies indigènes était de 57,566,668

Dans la main-d'œuvre, Tolosan a évidemment compris les bénéfices du fabricant, et il faut les en séparer; en les calculant au huitième de la fabrica-

	160 RICHESSE INDUSTRIÈLE DE LA FRANCE EN 1789.
	tion, ils étaient de la somme de 15,625,000 livres.
	En défalquant de la main-d'œuvre, montant
	à
Produi	
	Il reste pour le salaire des ouvriers 25,875,000
Ouvri	iers. Le salaire réparti, à raison de 500 livres par
	chaque ouvrier, devait en entretenir 51,750.
	Quant aux bénéfices du fabricant, ils se divi-
	saient en deux parts, l'une pour l'intérêt du capital
	circulant, et l'autre pour l'intérét du capital fixe.
	Le premier consistait dans la matière pre-
	mière
	La main-d'œuvre 25,875,000
	Total 109,375,000
	L'intérêt de cette somme, à 10
	pour 100, était de 10,957,500
	En défalquant des bénéfices du fabricant, mon-
	tant à
	L'intérêt du capital circulant 10,957,500
	Il restait pour l'intérêt du capital
	fixe
	Cet intérêt, calculé à 10 pour 100, portait le
	capital fixe à 46,875,000 livres.
ίm	Enfin, nous avons vu que la France tirait de l'é-
tion d	cs ma- tranger une partie de la matière première de
mière	cette branche d'industrie, dont la valeur était de
	1.0

46,000,000 livres.

#### ARTICLE 5.

#### Tanneries et Mégisseries.

Tolosan	évaluait les produits de cette brancl	1e Tanneries
d'industrie	à	l. et Mégisseries.

#### Savoir:

La tannerie 50,000,000 l. La mégisserie 10,000,000	Produit brut.
Somme parcille 60,000,000	
Il évaluait la matière première 54,000,000	
La main-d'œuvre était par conséquent de 6,000,000	Frais.

Dans la main-d'œuvre, les bénéfices du fabricant étaient-ils compris? Cela n'est pas vraisemblable; car, en les calculant au huitième de la fabrication, ils auraient donné une somme de 7,500,000 liv. et auraient, par conséquent, excédé de 1,500,000 liv. la totalité de la main-d'œuvre. Ne les eût-on même portés qu'à 10 pour 100, taux le plus bas de tous les bénéfices de l'entreprise du travail, ils auraient à peine suffi à payer l'intérêt des avances de la matière première et du salaire des ouvriers, et par conséquent il me paraît démontré, sous tous les rapports, que Tolosan n'a point compris, dans l'évaluation de la main-d'œuvre, les bénéfices du fabricant. Je crois que, pour rétablir cet article

	162 RICHESSE INDUSTRIÈLE DE LA FRANCE	en 1789.
	dans ses produits et dans ses frais, i	l faut les éva-
	luer ainsi qu'il suit :	
	Matière première	54,000,000
,	Main-d'œuvre	
		60,000,000
Produitnet	. Bénéfice du fabricant au huitième	
	de la fabrication	7,500,000
	Total du produit	67,500,000
	Les bénéfices du fabricant se divis	
	parts, l'une pour l'intérêt du capital s	ixe, et l'autre
	pour l'intérêt du capital circulant. Ce	e dernier con-
	sistait dans	
	La matière première	54,000,000
	La main-d'œuvre	6,000,000
	Total	60,000,000
	L'intérêt de cette somme, à 10	
	pour 100, était de	6,000,000
	En défalquant des bénéfices de l'é	entrepreneur,
	montant à	· 7,500,000 h
	L'intérêt du capital circulant	6,000,000
	Il restait pour l'intérêt du capital	
	fixe	1,500,000
	Cet intérêt, calculé à 10 pour 10	oo, portait le
	pital fixe à 15 millions.	
Ouvriers.	D'un autre côté, les 6 millions, p	oroduits de la
	main-d'œuvre, répartis à chaque ouv	rier, à raison
	de 500 livres l'un dans l'autre, deva	ient en sala-
	rier 19 000	

Enfin, il paraît que nous tirions de l'étranger Importaune partie de la matière première de cette branche tières pred'industrie jusqu'à concurrence de 5,000,000 liv.

Tels sont les documens qui nous restent sur la fabrication des substances animales; tels sont les résultats qu'on peut raisonnablement en tirer.

## CHAPITRE VII ET DERNIER.

#### Arts et Métiers.

Etle nombre des ouvriers à. 200,000.

Il a établi cette évaluation sur le nombre des ouvriers présumés de chaque village, de chaque bourg et de chaque ville, et sur leur salaire moyen de 500 liv. On ne peut se dissimuler que, sous ce double rapport, elle ne soit également arbitraire. On trouve cependant une sorte de garantic contre leur exagération ou leur dépréciation dans la valeur des matériaux employés par ce genre de travail. Il y a, dans toutes les branches d'industrie, une proportion certaine entre la main-d'œuvre et la matière première; proportion qui, comme nous l'avons remarqué, égale ces deux valeurs entr'elles, ou élève celle de la main-d'œuvre, de 25 pour 100, au-dessus de celle de la matière première : de sorte qu'en suivant cette proportion, on ne peut pas commettre une grande erreur.

## 164 RICHESSE INDUSTRIÈLE DE LA FRANCE EN 1789.

	<i>J</i> , ,
A cette somme, il faut ajouter les	
autres matières tirées de l'étranger,	
tels que les bois de la Baltique	5,408,000
feuillards merrains	1,593,000
Poix et goudron	1,557,000
Poil de chèvre du Levant	1,137,000
Soies de cochon et de sanglier	275,000
Suifs	3,111,000
•	105.081.000

105,081,000

En n'évaluant la main-d'œuvre qu'à 60 millions, Tolosan ne l'avait portée qu'aux trois cinquièmes de la matière première, et par conséquent on ne peut pas l'accuser d'exagération. Il n'est pas aussi facile de le justifier de l'avoir trop rabaissée, puisqu'elle aurait pu être portée à deux cinquièmes en sus. Je dois cependant faire remarquer que Tolosan n'a évalué que la main-d'œuvre, et que sous cette dénomination, il n'a entendu que le salaire des ouvriers. Ce qui le prouve démonstrativement, c'est qu'il n'a pris pour base de son calcul que le nombre des ouvriers et leur salaire moyen. Il faut donc ajouter à son évaluation les bénéfices de l'entrepreneur, qu'il avait omis, ce qui la rapproche un peu de son véritable taux, quoiqu'à mon avis elle en soit encore éloignée.

•	., 0	
Cela posé, les produits et les dé	penses de cette	
branche d'industrie me paraissent d	evoir être cal-	ľ
culés de la manière suivante:		
Matières premières	105,081,000l.	Produit
Salaire des ouvriers	60,000,000	brut.
Total	165,081,000	
Bénéfice de l'entrepreneur au 8.º		Frais.
Total des produits	185,716,125	Produit net!
Les bénéfices de l'entrepreneur s		
deux parts, l'une pour l'intérêt du	capital fixe, et	
l'autre pour l'intérêt du capital circ	ulant.	
Ce dernier capital consistait da	ans la matière	
première	105,081,0001.	
Le salaire des ouvriers	60,000,000	
Total	165,081,000	
L'intérêt de ce capital, à 10 pour		
100, était de	16,508,100	
En défalquant des bénéfices de	l'entrepreneur,	,
montant à		
L'intérêt du capital circulant	. 16,508,100	
Il restait pour l'intérêt du capita		
fixe		
Cet intérêt, calculé à 10 pour 10		
pital fixe à 41,270,110 livres.	71	
TD2	1	

D'un autre côté, les ouvriers de cette classe, Leurs ousalariés à raison de 500 liv. l'un dans l'autre, étaient vriers. au nombre de 200,000.

Enfin, la matière première de ce genre de tra- tion des ma-

tières pre-vail provenait de l'étranger jusqu'à concurrence de 13,081,000 liv.

#### RÉSUMÉ DU LIVRE SECOND.

Tels sont les objets sur lesquels s'exerçait l'industrie française, les capitaux qu'elle employait, la population qu'elle occupait, les produits qu'elle donnait et leur répartition entre les capitalistes, les entrepreneurs et les ouvriers.

Quelque imparfaite que soit et que doive paraître l'évaluation de chacune de ces parties, et quoiqu'il y ait lieu de s'étonner qu'un peuple aussi éclairé que le peuple français, n'eût pas fait faire plus de progrès à la statistique, science d'un si grand intérêt pour les progrès de la richesse publique, pour l'assiette et la répartition du revenu public, pour la mesure de la force et de la puissance de la nation, il me semble qu'elle nous offre des documens précieux, et qu'on peut en tirer des résultats infiniment utiles. Mais ce serait m'écarter du plan que je me suis proposé, si je m'en occupais à-présent. Je dois me borner, en ce moment, à résumer ce chapitre dans un tableau qui en présente tous les détails, les classe dans l'ordre qui leur appartient, en laisse apercevoir les résultats, et permette à l'esprit d'en saisir les parties et l'ensemble sans efforts pénibles et avec une attention ordinaire.

FIN DU LIVRE SECOND.

# MANUFA

omie politique. Tom. I, Liv. II, pag. 166.

	The second secon	THE RESERVE OF THE PERSON NAMED IN COLUMN 2 IS NOT THE OWNER.
UVRE.	TOTAL ATION RIÈLE, les ouvr DU CAPITA lés, famille lai eirculant, on mari	OBSERVATIONS.
,000 l.	15,000,009,500	(3) (1) Cette colonne présente les matières premières importées de l'étranger. Quoiqu'elles ne fassent pas toujours partie du capital circulant de la branche d'industrie dans laquelle sur le colonne présente les matières premières de l'étranger. Quoi le colonne présente les matières premières de l'étranger. Quoi le colonne présente les matières premières de l'étranger. Quoi le colonne présente les matières premières de l'étranger. Quoi qu'elles ne fassent pas toujours partie du capital d'industrie
00	JJ1,1JU,UUU500	trie dans laguana
000	165,081,000,000	
ΙΙ	TULATI	
ool.	28,200,000 500	
50	47,176,050 000	
000	74,000,000 000	
00 50	478,251,550 908	
00	551,150,000 500	
000	165,081,000 000	
00	1,255,478,600 440 l. par	tête.
-		

# TABLEAU DE L'INDUSTRIE ET DES MANUFACTURES DE LA FRANCE EN 1789.

Théorie de l'Economie politique. Tom. I, Liv. II, pag. 166.

									*******	de Paconomic pou	tique. Tom. I, Liv. II, pag. 166.
	CAPITAL FIXE,	CAPITAL C		MAIN-D'ŒUVRE	TOTAL DU CAPITAL	PRODUIT BRUT	PRODUIT NET	NOMBRE	SALVIRE	POPULATION INDUSTRIELE,	
BRANCHES D'INDUSTRIE.	machines			MAIN-DUCCYRE		PRODUIT BELL	PRODUIT NET	des	des.	mariés, es de feur famille,	OBSERFATTONS
	etinstromensdictrasial	Nationalis	Etranglics		eireilant.			00181584.	01181254	que des non marrés	
I maritime.	18,000,0001.	5, <b>o</b> ne,cool.	9,000,000	10,000,0001	15,000,000d	30,000,000l	15,000,000]	16,500	Gool, w	49,500	(1) Gette colonne présente les matières
Péche   maritime.	6,000,000	.,	13	15,200,000	15,200,000	20,000,000	5,800,000	55,000	150	99,000	premières importion de l'etranger, Onon-
( titali divor										357	qu'elles ne fassent pas toup ours portie du capital circulint de la bracelie d'indos- trie dans fiquelle elles Gairent, il ne
Total de la pèche	24,000,000	5,000,000	800000	25,204,01ю	28,210,000	50,000,000	20,800,000	49,500	'n	1 18,500	first pas mount les y comprendre, parce qu'elles sont employees par d'autres
Mines en exploitation	61,054,500	17,977,500	19,093,000	29,198,550	47,176,050	บ์-,3ชา,500	20,205,150	75,000	400	21/3/000	hranches d'induscrie.  (2) B est impossible de fiver ce genre de salaires, juicce qu'il etsit variable, et
Carrières en exploitation	5~,ano,eea .	31	бранцени	7 k <sub>1</sub> 000,000	_ f'0kin2000	tj2,000,000	18,000,000	127,500	100	582,000	di pendan d'une foule de causes mili tec- minces. Dis peut rependant presumer que le matelot que, dans nu voyage dont
Substances minérales en fubrication.											lo durce ctan de 6, 7 à 8 mais , gagnant Good, , devant gagner par au environ 900 l
Orfevrerie et bijouterie	25,000,000	10,000,000	10,000,000	2,500,000	22,500,000	27,245,000	4,*45,000	3,125	8un	9,552	le suppose que la moitié des ou-
Horlogerie	aoo,oi85,~C	1,"-40,000	1," 10,000	2, 100 <sub>7</sub> 000	F1164000	8,5 10,000	1,200,000	1,000	555	12,000	vives can marice, et que chaque famille chit composce de cinqualisidus
Merceric et quincallerie	65,000,000	25,000,000	33	60,000,000	85,000,000	100,000,000	15,000,000	120,000	500	36n,non	concromposcene citi i igasvisus
Tor vt. des substances minérales	127,800,000	36,7 10,000	11,540,000	6 4900,000	111,610,010	155,585,666	2ວິເຖ ເວີເຄດດ	127,125	ν	581,*52	
Substances végetales en fabrication								-	<del></del>		
Toiles et toilenes	Бърогория	50,025,006	Энципария	161,000,000	211,085,000	240,000,000	°0,000,000	522,000	500	უნნეიიი	
Papeteries	7,420,000	860,000	"	5,760,000	6,560,000	8,000,000	3,110,000	11,520	อับด	54,560	
Biasseries	14,000,000	6,000,000	>>	5,600,000	ფნიაკიი	12,000,000	2, £00,000	7,200	Sens	21,600	
Distilleries et brûleties	79,600,000	50,000,000	"	18,400,000	48,400,600		12,100,000	46,000	ont	158,000	I
Raffineries de sucre	51,880,000	2,0861,000	Ιομορημοίο	4,800,000	40,2 cm, cmm	Euglingino	009,008,n	9,600	Бент	28,800	
Tabaes		1,500,000	13,112,000	1,200,000	16,842,000	9	"	2,000	Gene	6,000	
L'inturcties.	4950,001	1,290,000 a	2,260,000	<b>1,</b> 580,550	4,950,550	5,916,666	986,116	2,500	600	будов	
Sayongcies	2-,558,unu	21,957,500	50,000,000 14,062,500	5	>>	11	1)	"	ж	יי	
Aundonneries.	16,850,000	21,000,000	11,002,500	5,000,000 1,200,000	41,000,000 25,200,000	4-,855,555	6,855,555	10,000	500	30,000	
Surfumeries	18,200,000	1,200,000	,,	8,000,000	93,200,000 0,200,000	29, £00,000 12,000,000	4,200,000	2,400	500	7,200	1
duanie, printure, sculpture, gravures clinstrumens de musique	59,174,000	2,500,000	>>	16,666,000	19,166,000	25,000,000 25,000,000	5,85±,000	7-990	600	27,961	
lodes	5,=50,000	5,000,000	»	3,-50,000	8,450,000	10,000,000	1,250,000	16,000	1,000	18,000	
Amoublement of tapissories	ნიიკიიი	300,006	).	ე <sub>ი</sub> ი,იიი	700,000	800,000	1,250,000	5,928 5no	700 600	11,584 1,500	
Toran des substances regetales.	-85,-gg,ooi	146,710,500	130, 164,500	251,050,550	478,251,550	ნძნ,იაც,ეიე	122,825,419	141,147	»	. 5	
Substances animales en fabrication			,,'	,	1,		* = = (123, ± f)	211,117	,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,	1,5ილეიშ	
adinges	61,275,000	ati,non,nun	16,000,000	69,555,000	161,855,000	185,000,000	25,125,000	158,750	500	414,150	
oleries	46,8=5,000	5~, 400,008	15,955,552	25,855,000	100,275,000	125,000,000	15,525,000	51,750	500	414,450 152,850	
anneries et mi gisscries	15,000,000	43,000,000	5,000,000	баооканы	hojoonjaan	65,500,000	7,500,000	12,000	500	132,630 56,000	
TOTAL des substances animales	125,150,000	162,466 668	66,055,559	101,250,000	551,45pano	5~~,500,000	46,150,000	202,5гнэ	30	tiu5,5en	,
lifs et metiers	11,270,110	qz,me,cec	13,081,000	წიკიიიკიიი	165,681,000	185,516,111	20,655,125	200,000	500	Gon,000	
1_								- 3,000	5		
			P	ÉCAPIT	ULATIO	) N.					
Pêche	24,000,0001	6									
diues en exploitation.	61,051,500	5,000,0001.	9,000,0001	27,200,0001	14400,002,82	50,000,0001	20,800,000 l	49,500	»	1 18,500	
Surveres en explonation.	57,000,000	15,955,500	10,494,000	29,198,550	47,176,050	67,381,500	20,205,450	~5,000	>>	219,000	
obstances minerales en labrication	127,860,000	» 56,°40,опо	6,000,000	7-4,000,000	7 1,000,000	92,000,000	18,000,000	127,500	"	582,000	
ubstances végetales en labrication	785,*92,001	146,210,500	11,790,000	64,900,000	111,640,000 478,251,550	155,585,000	25,915,000	127,125	n	581,-32	
ubstances animales en fabrication	125,150,000	162,166,668	150, 164,500 66,955,352	251,056,550	551,150,000	586,049,999 30# 5	122,825,+49	411,117	>>	1,507,908	
arts et méners	41,270,110	92,000,000	15,081,000	101,250,000 60,000,000	165,081,000	377,500,000 185,716,111	46,150,000 20,635,125	202,5no 200,000	29	603,500 600,000	
TOTAL de la recapitulation.	1,200,126,611	460,844,668									
			256,512,852	585,605,100	1,235,4~8,600	1, 194,250,610	270,057,024	1,221,072	,,	5,642,440	

# LIVRE III.

De la Richesse commerciale de la France en 1789.

# OBSERVATION PRÉLIMINAIRE.

LA richesse commerciale des peuples modernes se compose des capitaux employés à l'échange des minaire, produits du travail, de la population occupée de cet échange, des bénéfices résultant de l'emploi des capitaux du commerce, et du travail de la population commercante. Ces trois branches du bilan commercial de chaque peuple se subdivisent en plusieurs ramifications.

1.º Les capitaux du commerce ont trois destinations distinctes dans leur objet, quoique semblables dans leur but.

Une partie se fixe dans les maisons, magasins, voitures, vaisseaux, navires et autres instrumens nécessaires ou utiles aux différentes opérations du commerce; on la désigne sous le nont de capital fixe.

Une autre partie est convertie en denrées et

marchandises, en métaux, en lingots ou en espèces monnoyées; en créances sur les consommateurs, et en salaires pour les travailleurs; elle est connue sous le nom de capital circulant.

Enfin, la dernière partie qui ne figure ni dans le bilan du commerce des peuples modernes, ni dans leurs statistiques, et qui n'en est cependant ni la partie la moins précieuse, ni la moins profitable aux progrès de la richesse commerciale, consiste dans les lumières, les talens, la probité et la réputation des commerçans; source et fondement du crédit commercial, de ce fonds illimité et inépuisable dont les prodiges dépassent toutes les exagérations de l'imagination la plus hardie, et dont les bienfaits sont encore bien loin de ceux qu'on peut en attendre, si l'on parvient à connaître toute l'étendue de ses ressources. On pourraitévaluer cette partie in connue du capital des peuples commerçans, par l'excédant des profits que les capitaux réels et effectifs d'un peuple obtiennent sur une somme égale des capitaux réels et effectifs d'un autre peuple.

2.º La population commerçante se divise en trois classes de travailleurs qu'il importe d'envisager séparément, parce que leurs travaux sont distincts et séparés.

Dans la première classe figurent les entrepreneurs du commerce, ce petit nombre d'hommes de génie qui, de leur cabinet, planant sur l'universalité du globe, y aperçoivent les produits inutiles dans chaque pays, qu'on peut rendre utiles en les transportant dans d'autres pays; qui, triomphant des obstacles que la nature ou les hommes opposent à leurs combinaisons, font jouir chaque peuple des produits du sol de tous les pays et de l'industrie de tous les peuples, et par cette salutaire circulation multiplient indéfiniment tous les genres de productions, accélèrent partout les progrès de la population, et donnent à la civilisation générale une impulsion irrésistible.

Au second rang se placent les agens du commerce, qui secondent les commerçans dans leurs spéculations, et les font réussir par leur activité, leurs soins et leur habileté.

Enfin, au dernier rang, on compte les ouvriers de toute espèce qui exécutent les travaux matériels du commerce, et par leur intelligence, leur fidélité et leur économie, grossissent ses bénéfices, sont les plus fermes appuis de la richesse commerciale, et les garans les plus sûrs de sa grandeur et de son élévation.

5.º Les bénéfices résultant de l'emploi des capitaux du commerce et du travail de la population commerçante, reposent sur les mêmes principes, et sont assujettis à la même loi; ils sont d'autant plus favorables au développement de la richesse commerciale, qu'ils sont plus modérés sur chaque opération

170 RICHESSE COMMERCIALE DE LA FRANCE EN 1789.

du commerce, et qu'ils dérivent d'un plus grand nombre de sources. De telle sorte que le commerce le plus avantageux pour tous les peuples en général, et pour chaque peuple en particulier, est toujours celuiqui embrasse le plus grand nombre de branches, qui ne tire que de petits profits de chacune d'elles, et qui compose toute sa richesse de l'innombrable accumulation des petits profits.

Importance du sujet de ce livre.

Dans ce tableau de la nature, de la direction et de l'emploi des capitaux du commerce, des diverses classes de la population commerçante et de la loi sondamentale des bénéfices du commerce, on aperçoit de quelle importance est la connaissance de ces capitaux, de cette population et de ces bénéfices; quelles lumières doivent jaillir de leur comparaison avec les capitaux, la population et les bénéfices de l'industrie et de l'agriculture; et quels moyens on peut en tirer pour éclaircir les doutes et terminer les controverses qui se sont élevées en économie politique sur la propriété des divers travaux, sur leurs avantages relatifs et absolus, sur leur prééminence et leur classification dans le tableau de la richesse générale; doutes qui couvrent encore la science d'une obscurité profonde, et qui ne se dissiperont que lorsque les faits particuliers à chaque emploi de capitaux, à chaque genre de travail et à leurs bénéfices réciproques, seront certains et authentiques.

Malheureusement les peuples n'ont encore remeilli que pen de faits sur les causes de la richesse noderne, et ceux qu'on a recueillis n'ont pas tous es caractères qui peuvent déterminer l'assentiment l'un homme éclairé. Tout ce qu'on sait des capitanx, lu travail et des bénéfices de l'industrie et de l'agriulture de la France en 1789, se réduit aux notions ncomplètes que nous avons rassemblées si pénilement dans les deux livres précédens, et les seules otions que nous puissions donner des capitaux, du ravail et des bénéfices de son commerce à cette poque, ne sont fondées que sur des inductions tirées e son agriculture et de son industrie, et de quelues documens sur son commerce extérieur, publiés ar des écrivains bien informés et dignes, à tous gards, de la plus grande confiance. Voilà avec quels natériaux je me propose d'élever l'édifice de sa chesse commerciale. On sent d'avance combien ce avail est pénible, combien il est difficile de le endre fructueux, et avec quelles réserves on doit n adopter les résultats; mais ce qui m'a encouragé l'entreprendre, et ce qui me détermine à lui onner de la publicité, c'est que dans son imper-

l'entreprendre, et ce qui me détermine à lui onner de la publicité, c'est que dans son imperection il ne sera pas sans utilité; par ce que j'aurai nit, on jugera de ce qu'il faut faire, mes pas chanelans et incertains faciliteront et assureront la narche de ceux qui me suivront; les jallons que 'aurai posés serviront d'indicateurs à ceux qui

172 RICHESSE COMMERCIALE DE LA FRANCE EN 1789. viendront après moi, et le succès que j'aurai préparésera la juste récompense de celui que je n'aurai pas obtenu.

Division du sujet. Le commerce de la France en 1789, ainsi que celui de tous les peuples modernes, se divisait en deux branches principales, qui, quoique dérivant du même tronc, alimentées par les mêmes sucs, et donnant les mêmes produits, ne doivent pas être confondues l'une avec l'autre, parce que leurs avantages réciproques sont un des principaux problêmes de l'économie politique, et peut-être celui dont la solution importe le plus aux progrès et aux succès de cette science.

Je commencerai par le commerce extérieur, non que je veuille insinuer qu'il a devancé le commerce intérieur, assertion qui, dans l'état actuel de la science économique, pourrait paraître paradoxale, et qui mérite d'être examinée avec soin, ce que je ferai dans la suite; mais parce que le commerce intérieur importait des produits étrangers employés dans les manufactures nationales, ou consommés dans l'état, et que ces produits sont mis en circulation par le commerce intérieur. De sorte qu'on ne peut donner une idée complète du commerce intérieur, sans y faire entrer les produits étrangers qui font partie de ses opérations.

En m'occupant d'abord du commerce étranger, je suivrai donc Fordre indiqué par la nature des choses, et c'en est assez pour démontrer l'utilité et la nécessité de celui que j'ai suivi.

#### CHAPITRE PREMIER.

Du Commerce extérieur de la France en 1789.

Dans ce commerce, il importe de distinguer les merce extérieur de la france en que leur influence sur la richesse commerciale n'est 1782 pas la même, et que les importations lui sont aussi préjudiciables que les exportations lui sont favorables : question que j'examinerai dans la suite, et qu'il suffit d'indiquer en ce moment.

#### ARTICLE PREMIER.

## Des Importations.

Les importations étaient de trois sortes, et con- pes importations. sistaient principalement :

En comestibles,

En matières premières,

En objets manufacturés.

#### Savoir:

Beurre, chairs salées, fromages, fruits confits et secs, blé-froment

74,924,000

174	RICHESSE	COMMERCIALE	DE	I. Å	FRANCE	EN	1789.

<b>D</b> e l'autre part	o L
et grains de toute sorte; huile	
d'olive, poissons de différente es-	
pèce 53,522,000l.	
Bestiaux, Bœufs,	
porcs et moutons 12,186,000	
Boissons 9,416,000	
Somme pareille. 74,924,000	
L'importation des matières pre-	
mières était de	9
Savoir:	
Laine, soie, coton, chanvre, lin,	
poil de chèvres, cuirs et peaux non	
apprêtés, crin, cire, plume, huile de	
poisson, degraine, debaleine, etsoies	
deporcetdesanglier. 123,782,6541.	
Drogueries pour la	
teinture 30,040,000	
Drogues médici-	

Drogues médicinales. . . . . . . . 5,576,235

Epiceries. . . . . 162,918,000 Tabac en feuille. 15,961,000

Bois de toute nature, métaux, charbons, cendres, soudes, potasses, brai,

336,077,889 466,519,889

LIV. III, CHAP. I.	175
Ci-contre 556,077,889 <sup>L</sup>	466,519,8891
goudron, suif, mar- bres, pierres, et antres productions	
brutes de la terre 55,518,000	
Somme pareille. 391,595,889	
L'importation des objets manu-	
facturés était de	118,157,000
Savoir:	
En laines, soie, coton, chanvre, lin, poil ou mélange de ces matières, ci	
Somme pareille. 118,157,000	
L'importation des bêtes de somme, chevaux, mules, mulets et ânes, était de L'importation des marchandises diverses en un grand nombre d'ar-	5,622,000

590,298,889

De l'autre part	590,298,889 <sup>1.</sup>
ticles, chacun de peu d'importance,	
et de quelques parties d'or et d'ar-	
gent monnoyés, était de	7,722,000
La traite des noirs, par le com-	
merce national, coûtait	39,000,000
Ensin l'importation des matières	
d'or et d'argent fut, en 1787, de	79,000,000
Total de l'importation	716,020,889
ARTICLE 2.	
Des Exportations.	
Des expor- Les exportations embrassaient ci	nq objets ;
tations. 1.º Les produits du sol de la F	rance; ils for-
maient une somme de	121,669,000
2.º Les produits de l'industrie	
française	185,077,000
3.º Les produits coloniaux	153,734,000
4.º Les marchandises provenant	
du commerce français en Asie et en	
Afrique	4,163,000
5.° Les marchandises piastres et	
noirs, provenant du commerce	
étranger	78,055,000
Total des exportations	542,678,000

176 RICHESSE COMMERCIALE DE LA FRANCE EN 1789.

1 1 V	111	CHAP.	ict.

LIV. III, CHAP. IV.	177	
Les importations étant de	716,060,889	
Et les exportations de	542,678,000	
Les importations excédaient les		
exportations de	175,582,889	
Il convient de remarquer que le	s denrées colo-	
niales entraient dans la somme de	s importations	
pour	218,000,000	
De sorte qu'en défalquant de		
cette somme l'excédant des impor-		
tations.,	175,582,889	
La balance était en faveur de la		
France, de	44,617,111	
En réunissant le montant des	importations,	Total des
ei	716,060,8891.	importa- tions et de
An montant des exportations.	5 +2,678,000	exporta- tions.
On voit que le commerce exté-		
rienr effectuait une circulation de	1,258,758,889	
Cette circulation exigeait une e		
de capitaix, et le travail d'un e		

de capitanx, et le traval d'un certain nombre d'hommes, double dépense que les bénéfices devaient acquitter.

Les bénéfices ne pouvaient pas être an-dessous de 25 pour 100 de toutes les valeurs mises en circulation, soit à cause des risques, soit à cause des frais considérables qu'elle occasionnait. Les valeurs mises en circulation se montant à 1,258,758,8891.

Le bénéfice, à raison de 25 pour 100, était Produit de 314,684,722 livres.

brut de ce commerce.

Cette somme était, si l'on peut s'exprimer ainsi, TOME I. 12

le produit brut du commerce extérieur; elle devait acquitter les frais de bureau, de magasin, de voiture, de chargement et de déchargement, de fret, de commission, d'intérêt du capital employé à l'achat des valeurs d'importation et d'exportation, et au paiement de tous les frais de leur circulation. Le surplus formait les bénéfices des commerçans qui avaient entrepris, dirigé et liquidé toutes les opérations du commerce.

Essayons d'apprécier ces diverses dépenses, ou, en d'autres termes, de séparer le bénéfice net du bénéfice brut du commerce extérieur.

Frais.

Les frais de voiture, de chargement et de déchargement, à raison de 1 pour 100 des mêmes 12,554,259 l valeurs. . . . . . . . . . . . . . . .

Le fret était de 100 à 120 l. par tonneau, et en prenant le terme moyen 110 l., cela donnait pour 996,800 tonneaux dont se composait la totalité du fret. . . . . . 109,648,000

La commission, à raison de 2 pour 100 de la valeur des importations et des exportations. . . . .

25,108,518

L'intérêt du capital employé tant à l'achat des marchandises importées et exportées, qu'au paiement des frais de transport, ne peut être\_

147,510,777

Le commerce n'exige point la réalisation de toutes les valeurs qu'il fait circuler. Le crédit tient lieu de la plus grande partie, on pourrait même dire de la presque totalité. Il est de fait qu'un commerçant qui a un capital effectif de 100,000 liv., peut faire pour 1,000,000 liv. d'affaires. D'où il suit que le capital réel et effectif du commerce n'est que le dixième des valeurs qu'il fait circuler.

Mais comme le crédit du commerce extérieur est en général plus long que celui qu'on accorde dans le commerce intérieur, il a besoin d'être soutenu par un capital plus considérable, et en évaluant ce capital au double de celui que le commerce intérieur cût exigé dans la même circonstance, je crois qu'on ne s'éloignera pas beaucoup de la verité.

Dans cette hypothèse, la circula-

<sup>147,310,777</sup> 12 \*

180 RICHESSE COMMERCIALE DE LA FRANCE EN 1789-
De l'autre part 147,510,777.
tion de 1,258,698,889 l., qui , dans
le commerce intérieur, n'aurait
exigé, à raison de 10 pour 100,
qu'un capital de 125,869,888 liv.,
devait employer dans le com-
merce extérieur, à raison de 20
p. 100, un capital de 251,759,776 l.
De cette somme il y en avait envi-
ronun tiers pour le capital fixe,lesur-
plus composait le capital circulant.
L'intérêt de l'un et de l'autre ne
peut être fixé au-dessous de 20 pour
100, à cause des risques auxquels le
capital était exposé dans cet emploi 50,347,955
Total des frais du commerce
extérieur 197,658,732
En défalquant du produit brut,
montant à
Les frais 197,658,732
Le bénéfice des commerçans était
de
Ce bénéfice était la récompense des entrepre-

Ce bénéfice était la récompense des entrepreneurs du commerce extérieur, le tribut de leurs lumières et de leurs spéculations, le prix du crédit et de la confiance dont ils jouissaient.

Si l'on veut maintenant connaître la population

qui vivait des bénéfices du commerce extérieur, il faut entrer dans de nouveaux détails.

Dans la répartition du produit brut, on remarque trois parts bien distinctes :

L'une pour les frais de circulation des marchan-Répartition dises exportées et importées. . . . 147,510,777 du produit brut.

L'autre pour l'intérêt du capital

employé à cette circulation. . . . 50,347,955

Et l'autre pour les bénéfices du

Somme égale au produit brut. . . 514,684,722

Il semble, au premier aspect, que ces troisgenres de bénéfices devaient salarier ou récompenser trois classes de travailleurs. Effectivement, il est possible que les frais de transports fussent le salaire d'une classe de travailleurs, différente de celle qui avait droit à l'intérêt du capital, et que les capitalistes ne fussent pas les mêmes que les entrepreneurs, les directeurs et les agens du commerce. Mais ce qui est possible n'est pas nécessaire, et an-lieu de suivre, dans la répartition des produits du commerce extérieur, la nature particulière de ces produits, il est beaucoup plus simple de s'en tenir à ce qui existait.

Dans le fait, les commerçans prenaient une part dans les frais de transports à raison de la commission destinée à les couvrir des frais de bureau et de magasin. D'un autre côté, la plus grande partie des capitaux leur appartenait, et enfin ils avaient, seuls, droit au bénéfice net du commerce.

On peut donc réduire en deux classes la population entretenue par les bénéfices du commerce extérieur; l'une, composée des ouvriers proprement dits, tels que les commis, les voituriers, les porte-faix et les matelots; et l'autre, formée des entrepreneurs et autres agens du commerce. C'est entre ces deux classes que devaient se répartir les produits bruts du commerce extérieur.

Mais ces produits n'appartenaient pas en totalité à des Français. L'étranger en prenait une part considérable, et il est indispensable d'en faire la distraction avant de s'occuper de la répartition de celle qui revenait aux Français.

L'étranger avait part à la moitié de la commission et à une partie plus considérable que la moitié du fret.

La commission étant de. . . . . 25,108,5181, La moitié revenant à l'étranger, était de. . . . . . . . 12,554,2591.

Le fret de 996,809 tonneauxse montait à. . . . . . 109,648,980

De ce nombre de tonneaux, il en ap-

12,554,259

Ci-contre 1	12,554,2591	١,
-------------	-------------	----

partenait à l'étranger 532,687, qui, à raison de 110 l. chacun, lui donnaient.... 58,595,640

Total. . . . . . 71,149,899

En défalquant des frais du commerce extérieur, 

La part qui revenait à l'étranger 71,149,899

Il restait pour les nationaux. . . 76,160,878

Cette somme se répartissait entre les commis, Main-d'œnles voituriers, les porte-faix et les matelots.

Ces derniers, à raison de 7 par 100 tonneaux et de 464,122 tonneaux, composant la totalité de la navigation française, étaient au nombre de 52,487.

En n'évaluant leur salaire qu'à raison de 600 livres par an, c'était une dépense de la somme de 19,492,200 livres.

En défalquant de la main - d'œnvre, montant 

Le salaire des matelots. . . . . 19,492,200

Il restait pour les autres ouvriers 56,668,678

En évaluant leur salaire à raison de 600 livres l'un dans l'autre, les 56,668,678 liv. devaient en

qui vivait des bénéfices de ce commerce, on ces du comtrouve que la part de chaque individu était de 644 livres. chaque indi-

### CHAPITRE II.

# Du commerce intérieur de la France en 1789.

Le commerce intérieur de la France se divisait Du comen deux branches, le commerce en gros et le rieur. commerce en détail.

Le commerce en gros embrassait deux sortes d'opérations, il approvisionnait les manufactures françaises des matières premières provenant de l'agriculture nationale et étrangère;

Et il fournissait à la consommation nationale, les produits de l'agriculture et de l'industrie des nationaux et des étrangers.

Pour déterminer le résultat de ces diverses opérations et en préciser les divers avantages, il faudrait connaître la quotité des produits fournis aux manufactures et à la consommation nationale; les capitaux réels et effectifs que cette circulation exigeait; la population qu'elle employait, les bénéfices qu'elle donnait et la répartition de ces bénéfices entre les capitalistes et les diverses classes de travailleurs.

La connaissance positive de chacun de ces élémens du commerce intérieur nous donnerait la mesure de son utilité absolue et relative, de sa prééminence ou du rang qu'il doit occuper parmi les autres emplois du capital, et les autres branches du travail. Elle dissiperait tous les doutes qui se sont élevés sur les avantages réciproques du commerce intérieur et du commerce extérieur; elle fixerait l'opinion des gouvernemens sur le mérite de l'un et de l'autre, et les éclairerait sur la route qu'ils doivent suivre pour la plus grande prospérité des peuples. Mais comment acquérir cette connaissance si précieuse et si difficile? Hoc opus hic labor. Commençons, d'autres achèveront.

#### ARTICLE PREMIER.

Des matières premières provenant du sol français que le commerce intérieur livrait aux manufactures françaises.

Des maLa totalité des matières premières provenant de dières premières qu'il l'agriculture française, que le commerce intérieur livrait aux fournissait aux manufactures nationales, se monres nationa- tait à la somme de. . . . . . . . . . 425,000,000<sup>L</sup> les.

### Savoir:

Somme parcille. . 425,000,000

# 

Ce commerce fournissait également aux manufactures françaises des matières premières, provenant de l'étranger, pour une somme de. . 256,512,852

Total de cette première partie des opérations du commerce inté-

#### ARTICLE 2.

Approvisionnement de la consommation nationale en denrées nationales et étrangères.

Cet article nous force d'entrer dans des détails étendus qui seuls penvent nous mettre à portée de provisienconnaître avec quelque certitude la portion des produits agricoles du sol français que le commerce tionale en intérieur livrait à la consommation intérieure.

De l'ap la consommation nadenrées pationales en étrangéres.

On sent bien que les produits de l'agriculture française, mis en circulation par le commerce intérieur, n'en formaient pas la totalité.

Le cultivateur ne vendait pas les grains dont il avait besoin pour ses semences; si quelquefois il les renouvelait, c'était rarement et en petites parties; encore cette opération n'était-elle pas générale : tout au plus était-elle particulière à un petit nombre de cultivateurs éclairés. On peut donc tenir pour certain que les semences ne faisaient pas partie du

commerce intérieur; elles étaient évaluées....

253,533,333

990,000,000

Le cultivateur ne vendait pas non plus les comestibles en viande, laitage, nécessaires à sa consommation et à celle de sa famille; consommation qui, comme nous favons vu, était pour chaque individu de 50 liv., et pour les 18 millions de cultivateurs, de....

540,000,000

Onne doit pas comprendre non plus, dans les opérations du com-

<sup>1,763,533,533</sup> 

Ci-contre. . . . . . . 1,765,355,555 L merce intérieur, le vin que le vigneron consommait avec sa famille, ou qu'il échangeait en nature avec ses voisins, ou qu'il vendait sans le concours du commerce, et dont la quotité ne peut pas être évaluée au-dessous du cinquième de ce genre de produit; cinquième qui s'élevait à. .

Le cultivateur ne vendait pas non plus les bois qu'il consommait; consomnation qui ne peut pas être évaluée au-dessous de 61. par famille; ce qui donnait, pour 18 millions de cultivateurs, à raison de einq individus par famille. . . . 5,600,000 familles.

Et pour toutes les familles, à raison de 6 liv. chacune. . . . .

Le cultivateur ne vendait pas non plus les huiles qu'il consommait, qu'il échangeait en nature, ou qu'il vendait sans le concours du commerce; la quotité de ce produit ne peut pas être évaluée au-dessous de. . .

112,000,000

21,600,000

60,000,000

1,956,955,353

De l'autre part	1,956,955,555
Le cultivateur ne vendait pas	
non plus les chanvres et lins des-	
tinés à son usage et à celui de sa	
famille, et dont la valeur était	
d'environ	50,000,000
Il ne vendait pas non plus les	
laines qu'il faisait travailler dans	
sa famille, et qu'il employait à	
son usage	25,000,000
Il ne vendait pas non plus les	
bestiaux nécessaires à ses travaux.	50,000,000
Enfin, il ne vendait pas les	
grains et fourrages nécessaires à	
leur consommation	10,000,000

Total . . . . . . . . . 2,071,935,533

Cette valeur, répartie entre 18 millions d'individus qui composaient la population agricole, porte la dépense de chaque individu à environ 115 liv. De cette dépense, il faut distraire les semences, montant à un septième, et en faisant cette défalcation, la dépense effective n'était que d'environ 102 liv. par chaque individu; résultat qui, s'il n'est pas rigourcusement exact, ne doit pas s'éloigner beaucoup de la vérité.

Si, à la consommation directe des produits de

	194
l'agriculture par les agriculteurs	, montant à la
somme. de	2,071,955,5551.
On ajoute la quotité de ces	
produits servant de matières pre-	
mières aux manufactures natio-	•
nales, et dont la valeur était de	425,000,000
Et ceux que le commerce ex-	
térieur exportait et dont la valeur	
était, comme nous l'avons vu,	
de	121,669,000
On a un total de	2,618,602,535
D'où il suit que si des produits	agricoles, mon-
tant à	3,917,950,5621.
On déduit les diverses parties	
qui n'étaient point livrées à la	
consommation nationale par le	
commerce intérieur	2,618,602,555
On voit que les opérations de	
ce commerce, sur les produits	
de l'agriculture française, pour	
la consommation nationale, se	
réduisaient à	1,299,528,029
Indépendamment des produits	
de l'agriculture française, livrés	
par le commerce intérieur à la	
consommation nationale, il lui	
fournissait des comestibles im-	
	1,299,528,029

192	RICHESSE	COMMERCIALE	DE	L A	FRANCE	EN	1789.
-----	----------	-------------	----	-----	--------	----	-------

De l'autre part	1,299,528,0291
portés de l'étranger et dont la	
valeur était, comme nous l'avons	
vu, de	74,924,000
Par conséquent, la totalité des	
subsistances nationales et étran-	
gêres mises en circulation par le	
commerce intérieur, était de la	
somme de	1,574,252,020

Cette somme répartie entre huit millions de consommateurs autres que ceux qui composaient la population agricole, portait leur consommation individuelle en substances à environ 171 liv.; résultat qu'on ne peut pas encore accuser d'exagération.

#### ARTICLE' 5.

Produits de l'industrie française livrés à la consommation nationale, par le commerce intérieur.

De l'approvisionnement de mation nationale en produits de française.

La totalité des produits de l'industrie française s'élevait, comme nous l'avons vu, à la somme la consom- de. . . . . . . . . . . . . . . . . . 1,494,550,610<sup>1</sup> Le commerce extérieur en ex-

185,077,000 Par conséquent, le commerce intérieur devait, ce semble, en livrer à la consommation naCi-contre. . . . . . . . 1,509,255,610<sup>1</sup>

Mais il faut distraire de cette somme la portion des produits de l'industrie française, qui était consommée directement par les agens de l'industrie. Ils étaient au nombre d'environ 5 millions 600 mille; c'était le septième de la population française. Il convient donc de déduire de la somme ci-contre, un septième montant 

187,056,250

Par conséquent les produits de l'industrie française, effectivement livrés à la consomnation nationale, par le commerce intérieur, se réduisaient à. . . . 1,122,217,580

Ce qui, pour 20 millions de Français, portait lenr consommation individuelle à environ 56 liv.

Il est vrai qu'il faut ajouter à cette dépense celle résultante de la consommation des produits de l'industrie étrangère. Voici en quoi elle consistait :

### ARTICLE 4.

Produits de l'industrie étrangère, consommés en France, par l'intermédiaire du commerce intérieur.

Nous avons vn que ces produits s'élevaient à duits de l'indastrie éla somme de 118,157,000 liv. trangère.

TOME I.

194 RICHESSE COMMERCIALE DE LA FRANCE EN 1789.
Leur consommation, par les 26 millions de
Français, en portait la dépense individuelle à la
somme d'environ
En ajoutant à cette dépense, celle des
produits de l'industrie nationale 56
On voit que la consommation du peuple
français, en produits de l'industrie nationale
et étrangère, était, par individu, de 61
Et que sa consommation en subsistances
nationales et étrangères était, par individu,
de
Total
Ce résultat doit paraître très-vraisemblable, et
ne peut pas donner lieu à une critique fondée.
En résumant les quatre articles compris dans
cette section, on voit que la totalité des valeurs
mises en circulation par le commerce intérieur,

ıs Résumé du chapitre second. 5,303,939,241 s'élevait à. .

### Savoir:

Matières pre-	
mières	689,512,852 <sup>1.</sup>
Comes-snationaux.	1,299,528,029
tibles étrangers.	74,924,000
Indus- ( nationale.	1,122,217,580
trie étrangère.	118,157,000
Somme parcille	5,505,959,241

Telle était la somme des produits que le commerce intérieur de la France faisait circuler pour la consommation des Français et pour l'approvisionnement des manufactures françaises.

Cette circulation exigeait une certaine somme de capitaux et le travail d'une partie de la population française. On ne peut se former quelques notions de l'un et l'autre de ces emplois, que par les bénéfices qu'ils donnaient, et par la répartition de ces bénéfices entre les capitalistes et les diverses classes de travailleurs. Dans l'ordre naturel des choses, les capitaux et le travail étant la source des bénéfices, il semble que c'est par là que nos recherches devraient commencer; mais le peu de ressources que la statistique nous offre sur ces deux points, ne nous laisse d'autre moyen de nous éclairer sur ce sujet, que par la connaissance des bénéfices et de leur répartition. Si je parviens à déterminer la quotité des bénéfices du commerce intérieur, et la part qui en revenait aux capitalistes et aux diverses branches de travailleurs, il ne me sera pas difficile d'en déduire la quotité des capitaux et de la population commerciale.

Il me semble qu'on est assez généralement d'accord sur les bénéfices du commerce intérieur, et qu'on les évalue communément à 10 pour 100 des valeurs qu'il fait circuler. Dans cette hypothèse, les valeurs mises en circulation par le commerce intérieur de la France, étant

 196 RICHESSE COMMERCIALE DE LA FRANCE EN 1789.

Ce bénéfice se divisait en trois parts;

lation par le commerce intérieur. Son produit brut.

Répartition de ce pro-

duit.

L'une pour le capitaliste,

Son pro- L'autre pour le capitan

L'autre pour la main-d'œuvre,

Et l'autre pour les entrepreneurs du commerce et leurs principaux coopérateurs.

La part des capitalistes se proportionnait à la grandeur des capitaux que ce commerce exigeait. A quelle somme s'élevaient-ils?

Si, comme cela paraît certain dans la pratique du commerce, le capital effectif du commerçant n'est que le dixième des valeurs qu'il fait circuler, il s'ensuit que les capitaux effectifs du commerce intérieur étaient de la somme de 530,595,924 l.

Il est vraisemblable que dans ce dixième, les capitaux nécessaires à l'acquisition et à l'entretien des maisons, magasins, voitures, navires, chevaux et autres instrumens nécessaires ou utiles au commerce, capitaux connus sous la dénomination de capitaux fixes, se montaient au tiers du capital nécessaire au mouvement du commerce intérieur : ce capital étant de 550,595,924 l., il s'ensuit que le capital fixe était de 110,151,508 l.

L'intérêt du capital du commerce, à raison de 10 pour 100, grévait les bénéfices du commerce intérieur d'une somme de 55,059,590 l.

Et cet intérêt formait la part des capitalistes dans les bénéfices du commerce intérieur.

La part de la main-d'œuvre, dans les bénéfices, n'est pas aussi facile à déterminer. On ne peut pas cependant s'égarer beaucoup en l'évaluant au tiers des bénéfices de ce commerce. Si cette supposition ne s'éloigne pas trop de la vérité, la part de la main-d'œuvre, dans les bénéfices du commerce intérieur, devait être de 110,151,508 l.

Enfin, la part des entrepreneurs et principaux agens du commerce intérieur, dans les bénéfices de ce commerce, était de tout ce qui restait après la déduction de l'intérêt des capitaux, montant  $\dot{a} \dots 55,059,590^{14}$ 

Et de la main-d'œuvre montant à.....110,151,508

Si des bénéfices, montant à la somme La main-

On déduit l'intérêt des capitaux 

Il reste pour le bénéfice des com-

Il convient d'observer que si, comme cela paraît certain, les capitaux employés dans ce commerce rentraient tous les huit mois, les

Le benéfice des com. mercans.

<sup>187,225,226</sup> 

198 RICHESSE COMMERCIALE DE LA FRANCE EN 1789.
De l'autre part $187,225,226^{1}$
bénéfices des commerçans devaient
augmenter d'un tiers, et par consé-
quent d'une somme de 62,407,742
Total
J'ai supposé que l'intérêt des capitaux apparte-
nait à une classe d'individus différente de celle des
commerçans, et cette hypothèse était nécessaire

pour faire connaître de quelle manière se partagent les bénéfices du commerce intérieur; mais cette connaissance une fois acquise, il faut en revenir à la vérité, et attribuer aux commerçans l'intérêt des capitaux, lors même qu'il ne leur aurait pas appartenu en totalité.

En réunissant donc au bénéfice des commer-

L'intérêt des capitaux.... 55,059,590

On voit que leur part, dans les bénéfices du commerce intérieur, 

Après avoir ainsi distingué dans ces bénéfices ce qui en appartenait au salaire et aux capitaux, il est possible de se former une idée approximative du nombre des individus qui composaient la classe des ouvriers et celle des entrepreneurs du travail, ou des commercans.

. En supposant que le salaire des ouvriers fût de 700 liv. par individu, les 110,151,308 liv. mon-

***
tant de la main-d'œuvre devaient en entrete- Nombre
mr
D'un autre côté, en supposant que
la part des commerçans, dans les béné-
fices, fût de 6000 liv. l'un dans l'autre,
les 282,660,558 liv. devaient se répartir
entre
Total des ouvriers et commerçans oc-
cupés dans le commerce intérieur 204,497
En supposant que la moitié des individus qui
composaient cette classe fût mariée, elle devait
former environ 102,248 familles, qui, à raison de
cinq individus chacune, donnaient un nombre
d'individus de 511,240
En ajoutant à ce nombre les non ma-
riés
On voit que la population qui vivait  Population entre-
des produits du commerce en gros à l'in-
térieur, pouvait s'élever à 615,488 du commet-
En comparant la totalité des produits du com-
merce intérieur avec la totalité de la population
occupée de ce commerce, on trouve que la part Part de
chaqueindi-

### CHAPITRE III.

### Du Commerce en détail.

Le commerce en détail distribuait aux consom- Du commerce démateurs les produits mis en circulation par le com- tail.

merce en gros, produits qui, comme nous l'avons vu, s'élevaient à..... 5,505,959,241 h

Etquiparleur circulation avaient

Valeur des denrées et marchandises qu'il débitait aux consommateurs.

De la main-d'œuvre	110,151,508
De l'intérêt du capital	55,059,590
Et des bénéfices des négocians.	187,225,226
Total	5.654.555.165

Il est à-peu-près certain que le débit de cette masse énorme de produits ne coûtait pas plus de Son pro- 10 pour 100; ce qui portait le produit brut du duit brut. commerce en détail à 565,453,516 livres.

Si l'on rapproche ce produit du nombre d'agens que ce commerce employait, et dont le nombre s'élevait au moins à 589,000.

On a de la peine à comprendre comment ce bénéfice, qui ne donnait à chaque individu qu'environ 1000 livres, pouvait suffire au paiement de l'intérêt du capital et des salaires, et donner encore un bénéfice net; car toutes ces conditions étaient indispensables à l'existence de ce commerce. Il ne me paraît pas cependant impossible d'expliquer ce phénomène.

Ce commerce est à la portée d'un très-grand nombre de personnes, qui, se faisant obstacle l'une à l'autre, réduisent leurs bénéfices au taux le plus bas; il est pour tons un objet d'émulation et de spéculation, et l'espérance qui les flatte, los console de la modicité de leurs profits. Enfin, le capital qu'il exige est si pen considérable, que le propriétaire du fonds le plus modique peut y prendre part.

La vente en détail se fait par petites parties, et le marchand a la faculté de proportionner son approvisionnement à son capital. Une foule de branches de ce commerce voient rentrer leur capital chaque jour, tous les deux, trois, quatre ou huit jours; d'autres tous les mois, tous les deux, trois ou quatre mois; d'autres tous les six mois; enfin, il en est très-peu qui n'en voient le retour que tous les ans.

En supposant que la rentrée du capital ne se fit que tous les trois mois, le commerce en détail livrait au consommateur des produits pour 908,585,291 livres.

Il ne faut pas croire que le commerce en détail fit l'avance de cette somme. Le négociant accordait au marchand en détail un crédit plus ou moins long, et toujours proportionné à la lenteur ou à la rentrée de ses fouds. De sorte que le marchand en détail est plutôt le facteur et le préposé du marchand en gros, que l'agent de son propre commerce. En un mot, il ne lui faut des capitaux que pour n'être pas pris au dépourvu en cas de retard dans la vente ou dans la rentrée de ses produits. Supposer que ces capitaux sont le dixième de la valeur des produits mis en circulation dans chaque

Répartition de ce produit.

90,858,529

La totalité devait s'élever à. . . 181,716,658

C'est avec cette somme que ce commerce donnait un produit brut de 565,455,516 livres.

C'est-à-dire environ 200 pour 100.

Quelque considérable que fût ce produit, il ne donnait que peu ou point de produit net; il était absorbé, en très-grande partie, par les salaires des agens qu'il employait.

Salaires.

Effectivement, si l'on suppose que chaque individu, occupé de ce commerce, gagnait l'un dans l'autre 600 livres, ce qu'il pouvait effectuer facilement avec un capital de 250 l., les 565,453,516 devaient en entretenir. . . . . . . . . . . 589,000

Mais comme il est vraisemblable que la moitié était mariée, que chaque famille était composée de cinq individus, il en résulte que la moitié mariée formait 294,500 familles.

Qui, à raison de cinq individus par chaque fa-

17Ł
le i~
le
11-
е.

Somme pareille. . 512,931,805

Enfin dans ces trois branches de comme

En détail. . . . . . 50,000,000

Enfin, dans ces trois branches de commerce, la part de chaque individu, dans les bénéfices du commerce, était, l'un dans l'autre, d'environ 5961.

FIN DU TROISIÈME LIVRE.

# LIVRE IV.

Résumé comparatif de la Statistique de la France en 1789, et de celle de l'Angleterre en 1798 (\*).

# CHAPITRE UNIQUE.

Parvenus au terme des aperçus, des approximations et des à-peu-près que présentent les trois livres précédens, il convient d'en rapprocher les résultats, de les placer à côté l'un de l'autre, et surtout de les comparer avec ceux que fournit la statistique de l'Angleterre. Ce tableau comparatif offrira plus de motifs de confiance et de persuasion

Dans cette hypothèse, il faudrait baisser dans les mêmes proportions les évaluations que je vais donner du revenu de l'Angleterre.

<sup>(\*)</sup> Je n'ai pas pu tronver des documens suffisans pour établir la statistique de l'Angleterre en 1789. Il paraît cependant que de 1792 à 1799, la valeur des produits de l'industrie et du commerce de l'Angleterre s'est élevée d'environ 28 pour 100. A brief Examination by George Rose, 1799.

qu'on ne peut s'en promettre dans l'état actuel de la science de la statistique.

En réunissant les capitaux em- Etat des capitaux employés à ployés à la production du re- la production du revenu de venu de la France, on voit qu'ils l'Angleterre en 1798. s'élevaient à la somme de. . . . 47,256,105,729 Savoir: Dans l'agriculture . . . . 44,000,000,000 *Idem*. . . . 24,480,000,000 <sup>1</sup>. (\*) Industrie et manufactures. 2,472,255,161
Commerce intérieur, en gros et en détail. . 512,110,792
Commerce avec l'étranger. 251,739,776
Somme pa-4,800,000,000 Somme pa-\_ reille.. . . . . . 47,236,105,729 29,280,000,000 Ce capital entretenait les classes laborieuses et industrieuses occupées de la production du revenu: elles composaient, dans leur ensemble, environ 24 millions 500 mille individus de tout âge et de tout sexe; Savoir: Agriculture... 18,000,000 1. Idem .... 4,367,208 Industrie et ma-18,000,000

<sup>(\*)</sup> Observations on the Produce of the income Tax, by the Rev. Et. Becks

Ci-contre 18,000,000 !.	Ci-contre.	. 4,567,2084
nufactures 5,642,440 Commerce 2,979,542		5,645,240
Total 24,621,982		10,012,448 (1)
Ces capitaux et le travail de		- ,
cette population domaient des		
produits bruts de la valeur d'en-		
viron 5,761,218,5981.		
Savoir:		
Agriculture . 3,917,930,562	<i>Idem</i>	2,500,000,000
Industrie et		-
manufactures. 844,776,274	•	5,000,000,000
Commerce in-		
térieur, en gros		
et en détail 685,827,240	>	2,800,000,000
Commerce a-		
térieur, en gros et en détail 685,827,240 Commerce a- vec l'étranger 514,684,722		
Somme pa-		
reille 5,761,218,598		8,500,000,000
Les frais de cette production		
peuvent être évalués à la somme		
de $\overline{5}, 47\overline{5}, 20\overline{5}, 052^{1}$	Idem	2,640,000,000 (2)
Savoir:		
Agriculture 2,389,775,000		
Industrie et		
2,389,775,000		

<sup>(1)</sup> Observations on the Produce of the income Tax, by the Rev. Et. Bècke.

<sup>(2)</sup> M. Bècke évalue la totalité du travail, en Angleterre, à 2,640,000,000 l. Mais comme tout le travail qu'il évalue à cette somme n'était pas employé à la production du revenu, il faut en distraire une portion pour le travail étranger à cette destination. L'évaluer à 640 millions, c'est sans doute ne pas s'éloigner de la vérité. Dans cette hypothèse, les frais du travail productif du revenu se seraient élevés à 2,000,000,000 liv.

Cette somme, répartie entre les diverses classes occupées de la production du revenu, donnait à chaque individu de tout âge et de tout sexe,

Dans l'agriculture. . . . . 152<sup>11</sup>

Jes manufactures. 160

le commerce en
 grosàl'intérieur. 514

le commerce en
 détail. . . . . 205

le commerce avec

l'étranger . . . . 191

Il ne paraît pas y avoir une très-grande différence entre les salaires des classes manufacturières et commerçantes des deux pays (2); mais il n'en était pas de même de la répartition des bénéfices du capital ou du produit net. • Idem . . . . . . . . 200 <sup>1</sup> (1

<sup>(1)</sup> Il paraît difficile d'accorder ce résultat avec celui que doune M. Colquboun, dans son Traité de l'Indigence. Cet écrivain estime à 55 liv. sterling (1320 liv.) le salaire annuel des individus de tout âge et de tout sexe employés aux manufactures britanniques, et à 31 liv. sterling (744 liv.) le salaire de ceux employés à la terre. Il ne peut exister qu'une seule raison de cette dissidence entre deux écrivains également recommandables; il est vuai-semblable que M. Colquhoun n'a parlé que du salaire des ouvriers, tandis que M. Bècke a compris toute la population des classes laborieuses, dont les femmes et les enfans en bas âge font nécessairement partie.

<sup>(2)</sup> Ce n'est qu'entre les classes agricoles des deux pays qu'il y avait une extrême différence.



### TABLEAU DE LA RICHESSE COMMERCIALE DE LA FRANCE EN 1789.

Theorie de l'Economie politique. Tom 1, Liv. III, pag. 200.

		TOTAUX.	CAPITALX fixes et circulans	PRODUIT BRUT	FRAIS.	NOMBRE des Ouvriers	Leur SALAIRE	PRODUIT NET.		Leur part dans te produit net.	OBSERVATIONS
/exterient.	1,2 16,060,889	58,-58,8891.	251,759,776k	314,684,7221.	147,510,7-73.	126,968	5991.	16~,5~5,9±51.	5,997	30,000 l.	(t) Lapart des Frau- gate dans ces frais etait de 26,160,828 L. Le surplus, montant a 74,450,850 L. ap- partenanta l'etranger.
Matteres premières.	25,000,000 56,512,852	581,312,852									
Commerce intérieur Comestibles	74,924,000	574,252,029	330,3g3,g2 ¥	592,801,666	895,151,011	192,668	598	282,6=0,558	11,255	20,000	
$\left\{ \begin{array}{c} \text{Products de Findustrie} \\ \text{etrangère} \end{array} \right. \begin{array}{c} 1,11 \\ \text{etrangère} \end{array}$		240,5~4,580									
Total	5,1	295,939,211									
en detail.		654,353,165	181,716,658	565,435,516	210,000,000	350,000	Goo	153,455,516	50,000	5,000	
		Тотацу.	765,856,558	1,0=0,919,=04	46°, 142,085	66g,656		605,4*7,619	70,230		

#### RÉSULTATS COMPARATIFS DES TROIS BRANCHES DU COMMERCE.

	PRODUIT BRUT	1 RA15	SALAIRES.	INDIVIDUS vivant des salaires.	LEUR PART individualle.	PRODUIF net.	LA PART des commercans.	INDIVIDUS Arrant du produit net du commerce.	Leur pari dans cr produit	roruzartov vivant du commerce	
Commerce (utericur		48 paur 100. 56 <i>alem.</i> 66 <i>alem</i>	59g L 5-8 Goo	380,90 ± 578,00 ± 1,050,908	1991. 192 200	eus. 20 p ss/rs 86 idem. 34 ulem.	50,0001 20,000 5,000	17,988 12,696 132,500	9,30 tl. 6,666 1,150	2,202,094	
-				2,008,908				195,184			

Les classes qui vivent de ce produit étaient bien autrementriches dans un pays que dans l'autre.

Le produit net des capitaux et du travail de la France s'élevait, en 1789, à la somme de.....2,068,725,558 L.

Savoir:

Agriculture.. 1,294,822,029 Industrie et

manufactures. 261,071,724

gros à l'inté-

Commerce en

détail..... 50,000,000

La partie de la population qui se partageaitee produitétaitcomposée d'environ 2,000,000 individus. La part de chacun était

done d'environ . . . . 1,034<sup>1</sup>. En Angleterre, les 2542 milIdem.... 542,000,000

1,088,000,000 (\*)

432,000,000

240,000,000

240,000,000

2,542,000,000

lions étaient partagés entre 2 millions d'individus, ce qui donnait à chacun 1271 liv.

C'était deux douzièmes en sus de la part qui revenait aux Français compris dans les mêmes classes.

Réflexions sur les ré-

Que de lumières répand sur la science éconosur les ré-sultats de ce mique ce résultat comparatif du revenu des deux peuples, et de sa répartition entre toutes les classes de la population; comme il met à découvert les erreurs des écrivains spéculatifs, les écarts des gouvernemens dans la direction de la fortune publique, et leurs méprises dans l'assiette et la répartition des contributions! Sur cette base, on pourrait faire porter un ouvrage du plus grand intérêt pour la science pratique, et de la plus grande utilité pour l'administration des finances de tous les peuples et de tous les pays.

Sans doute les élémens des calculs que je viens de présenter ne sont point d'une exactitude rigoureuse, et peut-être même sont fort éloignés de la vérité, mais ils peuvent du-moins servir à s'en former des notions approximatives. Lorsqu'on veut mesurer un espace, il n'est pas nécessaire que son contour coïncide avec le triangle dont on se sert pour sa mesure; pourquoi donc serait-il impossible de recourir à des apparences, à des données approximatives, pour déterminer les rapports qui existent entre les diverses branches du travail

productif du revenu, entre leur produit brut, les frais de leur production et leur produit net? apereu nouveau dans la science, qui, fût-il encore plus incertain et plus vague qu'il ne l'est en effet, fixe du-moins la vue sur les véritables difficultés, et indique les véritables moyens d'arriver à leur solution. Autant il serait imprudent de lui accorder une aveugle confiance, autant il scrait téméraire de négliger ses indications; et toute théorie, comme toute mesure pratique qui leur serait contraire, aura besoin de le combattre pour s'accréditer, et c'en est assez pour assurer les progrès de la science, et garantir les peuples des malheurs de la routine on des tentatives andacienses de l'ignorance. Déjà même l'on apercoit dans les résultats établis dans cette partie de mon ouvrage, des vérités luminenses qui répandent le plus grand jour sur le plus grand nombre des points controversés en économie politique; dejà l'esprit saisit avidement ces lueurs qu'il voit briller dans le lointain, et l'on a besoin d'efforts pour contenir son impatience. Mais le plan que je me suis tracé me force de rentrer dans ses limites, et m'impose le devoir de rechercher auparavant quelle était la somme des richesses que la France avait accumulées en 1789, an-delà de celles qu'elle employait à la production de son revenn, et qu'elle destinait à contenter d'autres besoins, d'autres jouissances et d'autres fantaisies. La connaissance de cette partie importante de sa richesse est indispensable au complément des faits qui doivent servir de base à l'économie politique, éclairer ses dogmes et affermir sa doctrine.

FIN DU QUATRIÈME LIVRE.

# DUCTIVE D 1789, EN 1798.

m. I, Liv. IV, page 212.

RAIS DE LA	PRODUCT	POPULATION vivant du produit net.				
En France.	En Anglæterre.	En France.	En Augleterre.			
\$23,108,333 l. \$83,605,100 \$67,442,085	1,666,665,333 l. 1,086,000,000	2,348,652	2,000,000			
574,155,518	3, <sub>7</sub> 5 <sub>2</sub> ,66&,333					

# ONS.

'en pas croire un écrivain a s'est élevée d'environ 28 j ures environ.....

#### TABLEAU COMPARATIF DE LA RICHESSE PRODUCTIVE DU REVENU EN FRANCE EN 1789, ET EN ANGLETERRE EN 1798.

Theorie de l'Economie politique. Tom, I, Liv. IV, page 212.

	GAPI	TAL	POPUL vavant des frais ou de s		PRODUI	T BRUT.	FRAIS DE LA	PRODUCTION.	SALA	IRES	PRODU	IT NET.	POPUI	ATION
	En France.	En Angleterre.	En France,	En Angleterre.	En France.	Fo Angleterre.	En France.	En Angleterre.	En France.	En Angleterre.	En France.	En Angleterre.	En France.	En Angleterre.
Agriculture	44,000,000,000 1.	24,480,000,000 l.	18,000,000	4,567,208	3,917,930,3621.	2,500,000,0001.	2,623,108,333 L	1,666,666,6661.	1321. <sup>(0)</sup>	381		833,353,3331.		
Industrie, arts et manufactures.		4.800,000,000	5,642,440	5,645,240		2,176,000,000	583,605,100		160	664			2,348,652	2,000,000
Commerce	763,850,358		2,008,908	<u></u>	1,070,919,704	1,900,000,000	467,442,085	1,000,000,000	199		603,477,619	900,000,000		
Totaux	47,197,455,569	29,280,000.000	25,651,348	10,012,448	5,845,012,190	6,576,000,000	5,674,155,518	5,752,666,h66			2,170,856,672	2,821,333,333		

#### OBSERVATIONS.

(1) S'il est vrai, comme l'observe M. Rose, et il est difficile de n'en pas croire un cerivain a	user instruct, que
la valeur des produits de l'industrie et du commerce de l'Angleterre s'est clevee d'ensiron 58 j	sour 100, depuis
1592 Josqu'en 1599, il faudratt dedutre sur le produit des manufactures environ	1 000,000,4:12

Ce qui diminuerait d'un tiere le produit total de l'Angleterre, et donnerait lieu de croire qu'il ne s'elevait, en 1569, qu'a 1,938,000,000. Dans ce cas, il faodrait reduire d'un tiers le salaire et le produit net.

(2) Les salaires n'Euroit que de 550-l, par chaque famille de culturateur, compover de cinq individus, et par consequent, la part recroamt a chacin d'eux n'Estat que de 1115, mas la difficio de separe de la claisse solaire les fermiers et les petits propriétaires qui cultivaient encodence leurs propriétaires n'el discremin a les laisser dans la chace solaire, ce qui augmente la part des individus de cette claise d'environ sol.

La onime observation s'applique aux cultivateurs anglais. La classe des fermiers est confondine avec la classe salarice, ce qui augmente considerablement la part des individus de cette classe dans le salaire

- (3) Il est extrémement remarquable que, dans les deux pays, la rente de la terre ne donnait qu'environ  $3 \ a \ 3$ , pour ann, du capital employé a mettre la terre m cut de culture
- (4) Il faut observer que dans le calcul du produit out et de l'industrie et du commerce, tant en France qu'en Aughterre, on a dédoit la valeur des matures premières, avant et aures leur (dirication).

### LIVRE V.

De la Richesse de la France en 1789, fixée et réalisée dans tout autre emploi France en que celui du revenu. sée dans tout autre emploi que celui de la production

#### OBSERVATION PRÉLIMINAIRE.

La richesse, dans ce nouvel emploi, prend de nouvelles formes, obéit à de nouvelles lois, suit une minaire, nouvelle destination, et se dirige vers un but tout différent de celui que nous lui avons vu chercher. Elle ne tend plus à accroître la masse des productions annuelles du sol et de l'industrie, à les porter au-delà des besoins de la consommation, et à grossir la somme du revenu; elle pourvoit à des besoins d'aisance, de commodité, de jouissance et d'agré-parte de la ment : besoins qui, suivant les localités et l'état de richesse. la civilisation, s'assimilent aux besoins de première nécessité, les resserrent dans d'étroites limites, se placent à leur côté et, pour ainsi dire, sur la même ligue.

Tels sont, dans certains pays et dans la plupart

de son re-

des climats, le nombre et l'élégance des vêtemens, des meubles et de la vaisselle; la commodité et le. luxe des édifices; le faste des palais, châteaux et maisons de campagne; la magnificence des églises, couvens, hospices et prisons; la grandeur des places, des jardins, aquédnes et égouts; l'accumulation des hibliothèques, statues, tableaux, vases, pierres précieuses, productions des arts et métaux monnayés; la création des routes, des canaux et des ports, l'élévation des citadelles, forteresses et arsenaux, et la pompe ou l'éclat des monumens publics.

Tous ces objets, ou du-moins le plus grand nombre, tour-à-tour flétris comme de vaines productions du luxe et du faste, ou exaltés comme d'augustes monumens de l'opulence et de la splendeur des nations, ne méritent ni tous les éloges, ni tout le blâme qu'on leur a prodigués. Ils sont, suivant le temps et les lieux, plus ou moins indispensables, plus ou moins nécessaires, plus ou moins convenables, et loin d'être un obstacle à la progression ou à la consolidation de la richesse, ils lui servent de mobile et d'appui.

A-la-vérité, ils ne se forment qu'aux dépens du revenu et de la population dont ils arrêtent et limitent les progrès; mais on aurait tort de croire qu'il est de l'intérêt de la richesse et de la puissance des nations de diriger tous leurs efforts vers

l'accroissement du revenu. L'effet naturel et nécessaire de l'accroissement du revenu serait l'accroissement progressif et proportionnel de la population; les besoins seraient au niveau des ressources; au moindre accident on passerait de l'abondance à la détresse, et, dans cette alternative de richesse et de pauvreté, on éprouverait toutes les horreurs de la misère sans jonir un seul instant de la sécurité de l'abondance. On verrait, comme à la Chine, la population suivre les variations du revenu, et les hommes, ainsi que les animaux, soumis à l'influence des saisons, dépendre de l'abondance où de la stérilité des récoltes. De là la permanence de la misère publique, la mortalité fréquente des classes indigentes, les commotions dans le peuple, les révolutions dans l'état et le changement continuel des dynasties. Partout où il n'y a point de réserve, d'accumulation contre les accidens imprévus et les calamités extraordinaires, il n'y a ni sécurité pour le peuple, ni stabilité pour le gouvermement. On ne peut les trouver, et elles n'existent que dans les pays qui ont une richesse accumulée dans tout autre emploi que celui du revenu. Plus un peuple possède de cette sorte de richesse, moins il soussire de l'inconstance des saisons, de l'ambition, de la jalousie, ou de la rivalité des autres peuples, des vicissitudes de la fortune et de la fragilité des destinées humaines.

Tireurs dans lestombés les écrivains nue.

Si les historiens auciens et modernes avaient été guelles sont plus versés dans les sciences économiques, l'importance de cette sorte de richesse ne leur eût point qui ne l'ont échappé, elle les cût garantis des erreurs dans lesquelles ils sont tombés, quand ils ont voulu expliquer comment les peuples, réduits aux dernières extrémités, sans revenu, sans richesse productive, avaient cependant trouvé des ressources pour résister long-temps aux efforts de leurs ennemis, pour retarder le moment de leur chute, pour s'îllustrer par leur longanimité, pour s'honorer dans la crise fatale qui les fit descendre du rang des nations. Surtout ils n'auraient pas cherché la causc de ces phénomènes dans le désespoir, l'héroïsme, ou des circonstances accidentelles, qui ne peuvent soutenir l'épreuve de la critique; ils l'auraient apercue dans la richesse accumulée, qui alimente le courage, lui rend sa force, le fait paraître terrible dans son désespoir. Quand un peuple connaît toute la puissance de sa richesse accumulée, et les secours qu'il peut en tirer, son agonie peut être fatale à ses ennemis.

> C'est pour n'avoir pas connu, ou pour avoir négligé ces précieux élémens de la grandeur sociale, que d'habiles calculateurs politiques ont fait tant de bévues dans leurs calculs sur la destinée du peuple français aux prises avec la fortune, ont été le jonet de leurs sages prophéties, et ont dù s'étonner

eux-mêmes de voir leurs justes espérances trompées, sans en pouvoir déterminer la cause.

Les secours qu'un peuple, dans sa détresse, tire de ses richesses accumulées, sont de la nature de ceux que les particuliers trouvent dans leurs capitaux mobiliers. La scule différence qu'on remarque entre ces deux sortes de richesse accumulée, est que les capitaux mobiliers forment à-peine le dixième de celles employées par chaque particulier à produire son revenu; tandis que la richesse accumulée des peuples dépasse de beaucoup cette proportion, et s'élève au quart, et peut-être au tiers de la richesse employée à produire le revenu général.

C'est cette proportion que je me propose de Proportion chercher dans ce livre. Je ne me flatte pas de la chesse avec trouver, et de l'établir avec certitude. Je commettrai sans doute beaucoup d'erreurs; mais je me production du revenu. flatte qu'on sera disposé à me les pardonner, si je n'ai rien négligé de ce qu'il fallait faire pour les éviter, si elles font pressentir l'utilité et les avantages de cette branche inconnue de l'économie politique, et si elles inspirent le désir de la cultiver. L'état d'abandon dans lequel se trouve cette partic de la science, ne permet que de fouiller les décombres sous lesquels elle est ensevelie, et de rassembler les matériaux qui peuveut servir à sa formation. Dans les calculs auxquels je vais me

livrer, il s'agit moins d'atteindre à la précision mathématique, que de présenter des apercus tellement vraisemblables, que tout lecteur judicieux soit porté à les croire plutôt au-dessous qu'au-dessus de la réalité. La vérité doit ici résulter de la modération des calculs. Telles sont les règles qui m'ont guidé dans les recherches et les appréciations qui vont m'occuper.

#### CHAPITRE PREMIER.

De la valeur accumulée en vêtemens par le peuple français en 1789.

De la valour accu-

Un écrivain estimé (\*) prétend que « dans toute mulée en vê. » nation agricole un peu avancée dans la civilisa-» tion, et sous la plus grande partie des climats

- » de la terre, la valeur des ser les manufactures
- » de première nécessité que chaque individu con-
- » somme et use nécessairement dans la variété de
- » ses besoins, approche de celle de sa stricte sub-
- n sistance n.

Comme cet écrivain ne nous a point fait conmaître les élémens de ce calcul, il est impossible d'en apprécier la justesse, ou d'en démontrer l'erreur; il me paraît cependant facile de se convaincre

<sup>(\*)</sup> Discours fondamental sur la Population, pag. 46, par Herrenshwand.

que s'ils sont exacts, ils ne sont point applicables au peuple français en 1789.

D'un autre côté, nous avons vu que les produits des manufactures nationales et étraugères, consommés en France à la même époque, s'élevaient à la somme

férence de. . . . . . . . . . . . .

560,000,000

Ce premier calcul établit une différence de près d'un tiers entre la valeur des subsistances et celle de la consommation des produits de l'industrie

Mais il convient d'observer que cet écrivain ne parle que des manufactures de première nécessité, et que j'ai compris dans mon calcul la totalité des produits manufacturés consommés en France; de sorte que si de ses produits on déduit seulement un quart pour les manufactures de luxe, on a les résultats suivans. Produits des manufactures nationales et étrangères, consommés en France. 1,240,000,000 l.

A déduire un quart pour les produits des manufactures de luxe.

510,095,595

050,280,785

516,760,261

La partie du vêtement proprement dit devait donc se réduire \_ à. . . . . . . . . . . . . . . . . . .

635,520,524

Cette somme divisée entre 25 millions d'individus, portait la dépense annuelle de leurs vêtemens à environ 25 livres, somme qui, loin de paraître exhorbitante, sera peut-être trouvée beaucoup trop réduite.

Si chaque individu consommait annuellement pour 25 livres de vêtemens, quelle était la valeur de la partie que chacun avait en réserve ou en accumulation? Ce n'est pas sans doute s'éloigner beaucoup de la vérité, que de supposer que toute

population était vêtue pour un an; ce qui porit cette accumulation à environ 655 millions; ais pour ne pas être accusé d'exagération, je la duirai à 600 millions.

Telle était vraisemblablement, et par aperçu, la leur accumulée en vêtemens par le peuple franis en 1789.

#### CHAPITRE II.

e la valeur accumulée en maisons par le peuple français en 1789.

Tous les auteurs qui ont écrit sur la statistique En Maisont généralement accordés à évaluer les loca-tation.

ons à 570,000,000.

C'était, pour 25 millions d'individus, environ d'inves par tête, somme qui ne paraît point exarée.

Le produit des locations, à raison de quinze anles du revenu, portait la somme du capital emoyé à la construction des habi-

tions, à (\*). . . . . . . . . . 5,550,000,000 <sup>L</sup> Indépendamment des habita-

5,500,000,000

<sup>(\*)</sup> M. Bèeke évalue les maisons de l'Augleterre à 800,000,000 liv.

De l'autre part. . . . . . 5,500,000,000 l. tions, il y avait des palais, des châteaux, des maisons de campagne, des églises, des hôpitaux, des couvens, des prisons, des halles, des citadelles, des forteresses, dont la dépense avait été peut-être supérieure à celle des habitations; mais pour ne rien exagérer, je la réduirai à la moitié. . . . . . . . . . . . . 2,775,000,000

Total de la valeur accumulée en logement..... 8,325,000,000

#### CHAPITRE III.

De la valeur accumulée en meubles meublans.

En Meubles meublans.

Le mobilier d'un particulier est au moins égal à la valeur de deux années de sa location : dans cette hypothèse, la totalité du mobilier particulier se 740,000,0001. serait élevée à......

Mais il faut ajouter à cette première accumulation la valeur du mobilier de tous les palais et autres édifices publics, et l'on ne peut pas se tromper beaucoup

740,000,000

Ci-contre..... 7 10,000,000 en la portant à la même somme 740,000,000 que le mobilier particulier. . . . Total (1). . . . . . . . . 1,480,000,000

#### CHAPITRE IV.

De la valeur accumulée en vaisselle et bijoux.

La fabrication de l'orfévrerie et de la bijouterie En Vaisétait évaluée à 20 millions par an, dont 10 mil-selle et Bilions provenaient de vicilles matières, et 10 millions de métaux importés.

En supposant que cette importation eût lieu depuis cinquante ans, elle portait l'accumulation de 500,000,0001. cet article à. . . . . . . . . . . . . . . . .

D'un autre côté, en supposant qu'à l'époque où l'importation annuelle de 10 millions avait commencé, les importations alors effectuées s'élevassent à la même somme de . . . . . . . . . . . . . .

500,000,000

Il en résulte que l'accumulation faite en cette partie était de (2). . . . . . . . . . . . 1,000,000,000

<sup>(1)</sup> M. Bèeke évalue le mobilier de l'Angleterre à 2,840,000,000 liv.

<sup>(2)</sup> M. Bèeke évalue le même article, pour l'Angleterre, à 1,200,000,000 l.

#### CHAPITRE V.

De la valeur accumulée en livres, tableaux, statues, vases, et autres objets précieux.

En Livres, Tableaux,

1,250,000,000

Total de cette accumulation. 5,750,000,000

#### CHAPITRE VI.

Des valeurs accumulées en pavés des villes, chemins et routes.

L'étendue des routes était évaluée à neuf mille Propriétés lieues, et chaque lieue de route avait coûté envicon 80,000 livres; ce qui donnait, pour les neuf mille lieues, la somme de. . . . 720,000,000 l.

Le pavé des villes avait coûté

au moins autant que les routes.

720,000,000

Enfin, les chemins communaux et vicinaux, autres que les grandes routes, ne peuvent pas être évalués au-dessous des grandes routes.

720,000,000

Total de cet article. . . . 2,160,000,000

#### CHAPITRE VII.

Des valeurs accumulées en places publiques, fontaines, jardins, aquéducs, égouts et autres monumens publics.

Il y avait en France, 400 villes de 5,000 individus et au-dessus. En supposant que les fontaines, etc. les places, les jardins, les égouts, les aquéducs, et autres monumens qu'elles renfermaient, n'eussent coûté, l'un dans l'autre, que 2 millions, c'était TOME 1. une somme de 800 millions. Peut-être observeration que les valeurs de ce genre, dans la seule ville de Paris, surpassaient celle que je donne à l'universalité des villes de la France, et j'avoue que je serais assez porté à le croire, surtout d'après les dépenses des eaux de Versailles, que j'ai vu évaluer à plus de 400 millions; mais il convient au but que je me suis proposé de n'être point accusé d'exagération dans mes évaluations, et en conséquence je persiste à ne porter celle qui m'occupe qu'à 800 millions.

#### CHAPITRE VIII.

Des arsenaux, des canaux et des ports.

Alsenaux, Les dépenses que ces trois genres de services avaient occasionnées devaient être très-considérables; mais comment les apprécier, et même comment s'en former une idée? Je dois convenir que toutes mes recherches à cet égard ont été infructucuses, et que tout ce que j'ai pu apercevoir dans cette obscurité profonde, c'est qu'elles ne sont pas audessous d'un milliard, et, en conséquence, quoiqu'elles doivent s'élever beaucoup plus hant, je ne porterai cet article que pour 1 milliard.

#### CHAPITRE IX.

Des valeurs accumulées en subsistances et produits de l'industrie et des arts.

Un écrivain distingué par ses hunières et ses talens, et versé dans la science du commerce, a fances et en
produits manufacturés, ou cette matière, une opinion de la plus rés, ou dans
haute importance; elle est telle, que si on pouvait du travail
dui accorder une entière confiance, elle donnerait,
de la richesse accumulée, une idée beauconp plus
avantageuse que celle que je m'en suis formée,
et je serais resté bien au-dessous de sa véritable
valeur. Voici ce qu'il dit à ce sujet :

« Comme la richesse mobiliaire n'est januais » produite que pour être appliquée ensuite à l'usage » de l'homme, il existe un rapport nécessaire entre » la production totale et la consommation totale » du monde commerçant; car si le produit mobi- » lier du travail d'une année pour tout le genre » humain surpassait sa consommation de la même » année, il y aurait un excédant à consommer pour » l'année suivante, qui découragerait d'une pro- » duction ultérieure, en la rendant inutile.

» Ceci, continue le même écrivain, ne doit pas » se prendre absolument à la rigueur. On peut re-» marquer, chez les nations qui s'enrichissent, un » ralentissement dans la consommation; elles né-» gocient en même temps sur le produit de quatre » ou cinq années consécutives, sans que la produc-» tion soit découragée, tandis qu'une nation pauvre » ne négocie que sur le produit de la dernière » année (\*) ».

Dans cette hypothèse, la France, qu'on ne peut se dispenser de placer au premier rang des nations qui s'enrichissaient, puisque la balance de son commerce extérieur lui donnait annuellement une somme d'environ 44 millions; la France aurait eu. dans les magasins de ses commerçans, quatre à cinq années des produits qu'elle consommait ou exportait par leur intermédiaire; produits qui, comme nous l'avons vu, se montant annuellement auraient donné pour quatre an-J'avoue qu'après avoir beaucoup réfléchi sur ce résultat, il m'a paru exagéré, et ce qui m'a convaincu de son exagération, c'est que les comestibles que la France consommait par la voie du commerce s'élevaient à la somme d'environ. . . . . . . . . . . . . . . . . 1,374,252,029<sup>1</sup>

Ce qui eût porté la réserve de quatre années de cette consommation à. . . . . . . . . . . . . . . . . 5,497,008,116

<sup>(\*)</sup> Richesse commerciale, tom. 1.er, pag. 111, par M. Sismonde de Sismondi.

somme qui surpasse de trois fois la consommation des comestibles de toute la population. Si une telle réserve avait existé, elle aurait rendu, non-seulement toute famine impossible, mais même elle eût été un préservatif assuré contre l'intempérie des saisons, et par conséquent contre la hausse et la baisse de la valeur des comestibles. Il est de fait cependant que cette valeur variait considérablement d'une année à l'autre, et que, dans l'espace de dix années, cette variation était deux ou trois fois du tout au tout. Il est donc impossible de donner son assentiment à l'opinion que j'examine, malgré la considération qui est due à l'écrivain qui l'a émise.

Je crois me rapprocher beaucoup plus de la vérité, en supposant que la réserve des comestibles dans les magasins du commerce ne dépassait pas la consommation de six mois, et par conséquent n'excédait pas la somme de. . . 600,000,000

A l'égard des produits de l'industrie nationale et étrangère, nous avons vu que la consommation annuelle qui s'en faisait par la voie du commerce, se montait à la somme d'environ 1 milliard 200 millions. Supposer que la réserve de cette partie de la consommation pouvait suffire à deux

600,000,000

De l'antre part	600,000,000 t
années entières, c'est, ce me	
semble, la porter bien haut; mais	
comme je n'y vois aucunc im-	
possibilité, je l'adopterai sans	
difficulté	2,400,000,000

C'est à-peu-près la moitié du revenu annuel de la France; et s'il n'y a point d'erreur à cet égard, rien ne serait, à mon avis, plus propre à donner la mesure de sa richesse, de sa grandeur et de sa puissance (\*).

#### CHAPITRE X ET DERNIER.

Des métaux monnayés.

En métaux monnayés.

M. Necker évaluait, en 1784, les métaux monnayés à la somme de 2,200,000,000 livres.

Il est difficile de ne pas accorder une entière confiance à cet écrivain, qui avait eu tous les moyens de rassembler les élémens de son calcul; qui avait toutes les lumières propres à en éclairer les vices ou les défectuosités, et qui n'avait aucun intérêt à en dissimuler la vérité.

<sup>(\*)</sup> Sir Frédéric Eden, appelé à calculer la valeur annuelle des produits manufacturés susceptibles d'être assurés contre les incendies, les porte à 116,000,000 liv. sterling, ou 2,784,000,000 liv. (Napoléon Administrateur et Financier, par sir Francis d'Yvernois.)

#### RÉSUMÉ DU LIVRE.

Art. 1er. Valeurs accumulées	
en vêtemens 600,000,000 L. Résu	
Art. 2. En logemens 8,525,000,000	re.
Art. 5. En meubles 1,480,000,000	
Art. 4. En vaisselle et bijoux. 1,000,000,000	
Art. 5. En livres, tableaux 3,750,000,000	
Art. 6. En pavés des villes,	
chemius et routes 2,160,000,000	
Art. 7. En places publiques,	
fontaines, jardins, a-	
queducs 800,000,000	
Art. 8. Arsenaux, canaux et	
ports 1,000,000,000	
Art. 9. Ensubsistances et pro-	
duits de l'industrie et	
des arts 5,000,000,000	
Art. 10. Enmétaux monnayés. 2,200,000,000	
Total (*)	
Ainsi la somme des valeurs accumulées en	
France, dans tout autre emploi que celui du re-	

venu, devait s'élever, en 1789, à environ 24 mil-

<sup>(\*)</sup> M. Bècke évalue la totalité des mêmes objets, en Angleterre, à 11,040,000,000 l.

Et M. Pitt portait la totalité du capital de l'Augleterre, employé à la production du revenu ou à d'autres destinations, à 2, 100,000,000 sterling (56,000,000,000 tournois).

liards, et cette somme était au moins les 2 cinquièmes de la richesse générale, somme énorme, et dont on ne concoit bien l'étendue et l'importance, que lorsqu'on s'est fait une idée de la dépense annuelle qu'exigeait l'entretien de ce capital.

En supposant que cet entretien ne fût que d'un pour cent, et il n'est personne qui ne sache qu'il devait être bien plus considérable, il nécessitait une 240,000,000 dépense annuelle de. . . . . . .

Dépenses

Revenu net disposible

Si l'on fait la même supposition tretien, ou pour la richesse employée à procapital qui fait le sujet duire le revenu, richesse que de ce livre; nous avons vue s'élever à environ et de celui employéàla 44 milliards, l'entretien de cette du revenu. richesse devait augmenter cette

dépense de. . . . . . . . . . . . . . . .

440,000,000

Total. . . . . . . . . . . . . 680,000,000

En déduisant du revenu net que nous avons vu se monter, à la somme de.... 2,068,725,5581,

Savoir:

Agriculture. . 1,294,822,029 Manufactures. . 261,071,724 Commerce . . . 512,831,805

Sommepareille. 2,068,725,558 Celle de. . . . . . . . . . . .

On voit que le revenu net et dela France. disponible pour les classes auxquelles il appartient, se réduisait

 $a_1 \dots 1,588,725,558$ 

680,000,000

Ci-contre	1,388,725,5581	
De ce revenu net, il faut en-		Par de
core déduire, pour les contribu-		l'Etar dans ce revenu.
tions publiques, environ	700,000,000	
Par conséquent le revenu net		
ne laissait de libre et disponible		•
que	688,725,558	
Cette somme, répartie entre de		1.

dividus auxquels elle appartenait, donnait à cha-1 cun environ 319 livres.

Cette somme était bien modique, et doit le paraître encore davantage, lorsque l'on considère qu'elle faisait toute la fortune des classes les plus riches d'une grande nation.

L'Etat n'était guère plus riche que les partieuliers: 700 millions de contributions pouvaient à-lavérité suffire à ses besoins pendant la paix; mais d'où tirait-il ses ressources pendant la guerre? Je Comment n'en vois point d'autres que les 680 millions des-la part de l'Etat se tinés à l'entretien annuel du capital. Toutes les grossit dans dépenses extraordinaires étaient prises sur ce fonds; extradinaires. l'on suspendait les dépenses privées pour faire face à l'accroissement des dépenses publiques; et il faut convenir que si cette mesure cût été dirigée avec sagesse, si l'on n'eût distrait de ce fonds que 2 à 500 millions par an, il se serait écoulé un grand nombre d'années avant que ce fonds se fût épuisé, avant qu'on se fût aperçu de la détresse, ayant

qu'elle eût été sensible et manifeste aux yeux de l'étranger.

Dans cette ressource, on trouve l'explication naturelle du phénomène remarqué dans la révolution française, et si embarrassant pour les meilleurs esprits. Malgré la diminution du travail, le dépérissement du revenu général, l'augmentation des consommations et des dépenses, l'Etat ne donna aucun signe de privations et de souffrances; il parut même dans toute sa force et dans toute sa vigneur aux yeux les plus exercés, et déjoua les calculs les mieux fondés sur sa ruine prochaine. Dans l'état actuel de la richesse, les peuples feraient de vains efforts pour se détruire réciproquement par la misère et l'indigence. Ces projets de ruine dont ils se sont si souvent bercés, sont évidemment illusoires, ou du-moins leur exécution serait si lente. que la génération qui l'entreprendrait ne pourrait pas se flatter de la voir réussir. L'épuisement des ressources d'un peuple riche et opulent est hors de l'atteinte des combinaisons des passions humaines, et s'il pouvait jamais s'effectuer, ce ne serait que par l'invasion, la spoliation et les dévastations qui suivent ou devancent la marche triomphale des conquérans.

# De la Richese emploi que celui du revenu.

pnomie politique. Tom I, Liv. V, pag. 234.

	EN FRANCE.	EN ANGLETERRE.			
	600,000,000 l.	))			
	8,525,000,000	4,800,000,000 l.			
	1,480,000,000	2,840,000,000			
1	1,000,000,000	1,200,000,000			
	1,875,000,000	))			
ARTICLES	2,160,000,000	))			
	800,000,000	))			
	1,000,000,000	))			
	5,000,000,000	2,784,000,000			
	2,200,000,000	1,200,000,000			
	22,440,000,000	12,824,000,000			

#### TABLEAU COMPARATIF

De la Richesse de la France et de l'Angleterre , fixée dans tout autre emploi que celui du revenu.

\*\*France de l'Economic politique\*\* I. in I. Liv. I'. pos. 34.\*\*

			EN FRANCE.	EN ANGLUTERRE
	L <sup>er</sup> Vetemens		ნიი,ით,იიი I.	')
	II Palais, maisons, etc		8,525,000,000	1,800,000,000 1
	III. Meubles		1,480,000,000	2,840,000,000
	IV Vaisselle, bijoux, etc		1,000,000,000	1,200,000,000
VII VII	V. Livies, tableaux, etc		1,8~5,000,000	11
	VI Pavés des villes, chemins, etc.		2,16одообдони	u u
	VII Places publiques, etc		800,000,006	N.
	III Arsenaux, etc		1,000,000,000	υ
	IX. Subsistances et marchandises en	magasin	5,000,000,000	2,484,000,000
	\ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \		2,200,000,000	1,200,000,000
		Torata .	32, F40, (00,000	12,824,000,000

### LIVRE VI.

## Conclusion de la première Partie de l'Ouvrage.

LE tableau de la richesse de la France en 1789, nous offre, dans ses détails et dans son ensemble, Conclusion de la predes résultats non moins curieux qu'utiles, et non micre paule moins propres à dissiper les nuages qui obscurcis-ce. sent encore la science, qu'à la faire triompher des obstacles qui s'opposent à ses succès.

Composés de faits nombreux, variés et concordans, ces résultats nous montrent clairement les véritables causes de la richesse moderne, les principes élémentaires de l'économie politique, et les lois régulatrices de sa doctrine pratique; ils nous manifestent aussi, avec la plus grande évidence, les rapports directs et immédiats de la richesse moderne avec l'ordre social actuel, les fansses notions qu'on s'en est formées, et les avantages qu'on doit s'en promettre lorsqu'ils seront mieux connus.

N'est-ce pas un résultat extrêmement fécond en Lauchesse conséquences que celui qui nous présente, d'une employée à produire le part, la richesse employée à produire le revenu revenu, état dans la proportion de 10 à 7, avec celle affectée quéeauxau-

à 7.

tres emplois aux besoins de commodité, de jouissance et d'agrément, et de l'autre, la population divisée, sous les rapports économiques, en trois classes : la première, d'environ 20 millions, vivant du modique salaire de 159 liv. par an, ou de 9 sols par jour pour chaque individu; la seconde, d'environ 1500 mille individus, occupés de la direction et de l'emploi des capitaux, et ne recevant du produit de leur industrie que 780 livres par an, ou 2 livres 5 sols par jour pour chaque individu; et la troisième, d'environ deux millions d'individus, vivant d'un revenu d'environ 1095 livres, ou de 3 livres par jour et par individu, revenu produit par leurs capitaux de toute nature, ou par leur traitement public ou particulier?

Conséquen-

Ce résultat des divers emplois de la richesse et ces de cette preportion, de la situation économique des diverses classes de la population ne met-il pas à découvert le mécanisme social des peuples modernes; les ressorts qui le font mouvoir, les fondemens de la puissance politique, relative et absolue, les moyens qui peuvent la conserver et l'accroître, le but auquel on doit viser, et auquel on peut se flatter d'atteindre?

> Il me paraîtévident que l'intérêt des gouvernemens. modernes est que le salaire des classes laborieuses soit élevé, parce qu'elles composent les onze douzièmes de la population, et font par conséquent la véritable force des empires; parce que leur aisanceest dans les principes de l'humanité, favorise les. progrès de la richesse par les moyens d'économie

11V. VI. 25

qu'elle leur donne, et se fie étroitement à la prospérité publique dont elle est le signe le plus certain et le gage le plus assuré; parce qu'elle est le plus ferme appui de la morale, et l'invariable régulateur des mœurs publiques et privées.

De l'amélioration du sort des classes laborieuses, la pensée des gouvernemens doit se porter sur la classe des entrepreneurs et des directeurs du travail, dont l'industrie influe si puissamment sur la fortune publique. C'est dans cette classe que résident particulièrement l'intelligence, l'activité, l'énergie, la vie et, pour ainsi dire, le cœur des nations modernes.

La classe riche, par ses capitaux et par ses emplois, n'a pas besoin de la sollicitude des gouvernemens. Par la nature des choses, elle s'enrichit de la richesse des classes lahorieuses et industrieuses, s'élève par leur élévation, et atteint à un faîte d'autant plus élevé, qu'elles lui offrent une base plus large.

En suivant cette gradation tracée par le premier résultat statistique, on arrive à des conséquences plus éloignées, mais non moins exactes, et surtout non moins utiles et non moins importantes. On reconnaît que, parmi les peuples modernes, l'aisance des classes laborieuses est le véritable, et peut-être le seul moyen d'éteindre, ou tout au moins de réduire les vices qui déshouorent et fatiguent les sociétés politiques; que les vertus publiques et privées ont leur source dans le bien-être et la richesse des

classes industrienses, et que la gloire et la splendeur des nations tirent leur éclat de l'opulence des grands propriétaires, des grands fonctionnaires et des grands talens. Qu'on imagine tout ce qu'on voudra, qu'on épuise toutes les combinaisons, jamais on ne pourra changer cet ordre, fondé sur les faits, et garanti par la raison.

Combien se sont abusés les moralistes et les pliilosophes politiques, quand, dans leurs déclamations contre le luxe des peuples modernes, ils l'ont accusé de la dépravation des mœurs, de la corruption de la morale, de la dégradation de l'esprit public et de la dégénération des antiques vertus des beaux siècles d'Athènes, de Sparte et de Rome! S'ils ont pu signaler le luxe dans une nation, dont les 46 cinquantièmes n'avaient pour prix d'un travail pénible et continuel, que le modique salaire de 9 sols par jour, dont trois autres cinquantièmes ne recueillaient de l'industrie la plus active et la plus laborieuse, qu'une somme de 43 sols par jour, et dont le dernier cinquantième, le plus favorisé, ou plutôt le moins maltraité, jouissait de la somme de 5 livres par jour; à quel degré de misère et d'indigence un peuple doit-il donc descendre pour échapper aux funestes calamités du luxe! ou plutôt dans quels écarts ne risque-t-on pas de tomber, quand on ne subordonne pas les élans de l'imagination à l'expérience des faits!

C'est pour l'avoir trop négligé que dans les fré-

3.17. VG. 25g

quentes comparaisons des vertus sociales des penples de l'antiquité, et même du moyen âge, avec celles des peuples modernes, on a rarement accordé l'avantage à ces derniers. Dans ces comparaisons on n'a jamais tenu aucun compte des moyens de subsister et de s'enrichir, propres et particuliers aux uns et aux autres; et cependant il est facile de sentir que ces élémens devaient en faire partie, et même y occuper la première place.

Les peuples anciens et modernes ont donné et devaient donner une égale attention à la subsistance, et à la richesse qui en est la garantie; ils n'ont différé que dans les moyens d'arriver au but commun.

Les penples de l'antiquité n'employèrent, pour subsister et s'enrichir, que la force, la violence et la domination. Dans chaque Etat partienlier, l'esclavage des classes laborieuses et industrieuses était l'instrument de la subsistance de tous, et de la richesse du très-petit nombre des hommes libres; et l'ensemble des Etats partienliers enrichissait de ses dépouilles et de ses tributs un peuple dominateur.

Dans un tel ordre de choses, rien d'étonnant que la pauvreté fût en honneur, et réputée la première des vertus; elle était, dans la classe oppressive, le signe et le gage de la modération, de l'adoucissement du sort des classes opprimées, de la conservation et de l'accroissement de la fortune publique.

Les peuples modernes ont suivi une antre ronte. Ils ont cherché leur subsistance et leur richesse dans le travail général et dans l'échange de ses produits. Dans cet ordre de choses, la pauvreté, loin d'être une vertu, est un vice, parce qu'elle est presque toujours l'effet de la paresse, de la maladresse et de la mauvaise conduite; elle est odieuse et méprisée, parce qu'elle impose un tribut sur les classes laborieuses, diminue les produits du travail général, est également funeste aux particuliers et au public. Par une conséquence directe et nécessaire, la richesse, fruit du travail, du talent et des lumières, la richesse, utile à chacun et à tous, doit jouir d'une considération proportionnée à son utilité et à son importance.

On voit donc clairement, dans la seule différence des deux systêmes économiques, la raison de la différence des vertus et des vices qui en sont découlés, et l'on ne peut plus se dissimuler les écarts dans lesquels on est tombé, quand on a proposé aux peuples modernes les peuples anciens pour modèles. Je me persuade aussi que si, malgré l'impossibilité de prononcer entre des peuples aussi disparates, on voulait prendre un parti sur leur prééminence, on ne balancerait point entre les laborieuses productions des paisibles ateliers de l'industrie et les dépouilles sanglantes des champs de carnage, entre l'esclavage et la liberté des classes laborieuses, entre l'indépendance générale des nations et leur asservissement à un peuple dominateur ou à une autorité autocratrice.

Si les peuples modernes ont des vœux à former et des efforts à faire, qu'ils se gardent de les tourner vers la politique, la morale et les mœurs des peuples de l'antiquité, ils n'en recueilleraient que des fruits amers, de longues et douloureuses calamités. Qu'ils perfectionnent leur système commercial, et il leur dispensera toutes les richesses, toutes les prospérités, toutes les vertus, toute la gloire qui peuvent honorer les peuples civilisés (\*).

Le résultat des états de la richesse employée à Conséquenproduire le revenu me paraît non moins digne de ces de la disremarque, et non moins lumineux pour la science. capital cm-ployé à la Il prouve que sur la somme d'environ 47 milliards, production du revenu. qui composait cette partie de la richesse générale,

L'agriculture en prenait. . . 44,000,000,000. Les manufactures. . . . . . . 2,472,000,000 Le commerce intérieur en gros et en détail. . . . . . . . 427,000,000 Avec l'étranger..... 251,739,776

Environ. . . . . . . . . . . . . 47,000,000,000 Cette répartition, qu'il serait difficile de critiquer en masse, contraste singulièrement avec les assertions des économistes et d'Adam Smith lui-même, sur l'abandon de l'agriculture, sur la préférence aveugle donnée aux manufactures et au commerce, sur la prédilection accordée au systême commercial.

16

TOME 1.

<sup>(\*)</sup> Dieu a placé le travail comme le gardien de la vertu. HÉSIODE.

Qui n'aurait cru que leurs plaintes étaient fondées au moins dans le fait, et combien ne doit-on pas s'étonner de voir qu'elles manquent même de cet appui, et que tout ce qu'ils ont eru et tant répété sur ce sujet, n'a de fondement que dans les trompeurs aperçus de leur brillante immagination! Que de controverses scientifiques qui n'ont pas plus de fondement, et qui, comme la dent d'or, disparaîtraient sans retour, si on les soumettait à l'épreuve des faits et de l'inaltérable puissance du calcul!

Ces réflexions se trouvent encore confirmées par le résultat des états du produit des divers emplois de la richesse productive. On y voit que les bénéfices bruts du commerce intérieur étaient de 100 pour 100, que ceux du commerce extérieur étaient de 125 pour 100, que ceux des manufactures s'élevaient à 750 pour 100, et que ceux de l'agriculture ne donnaient que 8 pour 100.

Ce résultat, comparé aux appréciations rationnelles des meilleurs écrivains, doit jeter dans un étonnement d'autant plus grand, qu'il renverse les doctrines les plus accréditées. Il renverse l'échelle qu'ils avaient établie, et place les produits dans un ordre inverse de celui qu'ils avaient créé. Ainsi, d'après les faits, les produits de l'agriculture qu'ils plaçaient au premier rang, sont au dernier, et ceux du commerce extérieur qui étaient relégués au dernier rang, se trouvent au premier.

Combien cet exemple doit rendre circonspectes les sciences purement rationnelles, dont on ne peut pas vérifier les leçons par la pratique, on qui n'ont pas les faits pour base et l'expérience pour guide.

Enfin, l'ensemble des états de la richesse produc- Autres contive, de ses divers emplois, de leurs produits, de séquences des divers leur valeur et de leur utilité, nous offre un dernier emplois du capital prorésultat général qui ne s'accorde, ni avec les dogmes, ductif du reni avec les doctrines, ni avec les opinions des écrivains les plus recommandables. Le revenu général des peuples ne dérive point, comme on l'a cru et comme on l'enseigne encore dans tous les livres, de la grandeur du capital, de l'étendue du travail, d'une population nombreuse et laborieuse, de l'habileté de la main-d'œuvre, et de la richesse des produits; toutes ces causes ne sont que secondaires et reçoivent l'impulsion, l'action et l'efficacité d'une loi plus simple, moins arbitraire, et plus infaillible. C'est le crédit qui marque l'étendue on la limite des produits des peuples laborieux, qui favorise, arrête ou gêne leur progression. Tout emploi de la richesse, ou, ce qui est la même chose, toute branche du travail est plus ou moins productive, selon qu'elle exige plus on moins de capital effectif, selon qu'elle recoit plus ou moins de secours du crédit. En un mot, la mesure du crédit est partout la mesure des produits des divers travaux. Tous les bénéfices doivent être calculés sur cette base, et l'on ne

peut plus en admettre d'autre. Cette vérité n'est pas entièrement inconnue en économie politique; mais je me persuade que sa démonstration paraîtra nouvelle et satisfera tous les amis de la science. Si elle devient pratique, elle imprimera à la science une direction nouvelle, accélérera ses progès, et en assurera la stabilité.

Si les résultats que je viens de rassembler n'avaient jamais été obscurcis par des nuages, ils n'auraient besoin du secours d'aucune discussion ultérieure; leur évidence suffirait à la certitude de la science qu'ils établissent.

Mais les préventions qui s'élèvent contre ces résultats, préventions accréditées par les autorités les plus respectables, par les écrivains les plus recommandables, par la séduction du talent et du génie, nous font un devoir de les examiner, de les discuter et de les réfuter. Les erreurs des grands écrivains ferment long-temps l'accès à la vérité, et son évidence ne suffit pas toujours à son triomphe.

Il me paraît donc non-seulement utile, mais indispensable de mettre les systêmes d'économie politique aux prises avec les faits recueillis par la statistique, avec l'expérience et les calculs. Cette lutte dissipera les doutes, fixera les principes, assurera la doctrine, et posera la science sur ses véritables fondemens.

FIN DU SIXIÈME LIVRE.

## THÉORIE

# DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE.

### SECONDE PARTIE.

Les Théories de la Spéculation soumises à l'épreuve des Faits.

## INTRODUCTION.

Dans la première partie de cet ouvrage, on a Les théovu la direction qu'un grand peuple donnait à sa ries de la spéculation population et à ses capitaux; les produits bruts qu'il recueillait du travail de l'une et des divers emplois de l'autre; les prélèvemens effectués sur ces produits pour le salaire des classes laborieuses et industrieuses; et ce qui, après ces prélèvemens, composait le produit net ou le revenu proprement dit.

Il ne s'agit point d'examiner si ce penple suivait la route la plus directe, la plus courte et la plus sur le rapsûre pour atteindre à la richesse; je ne veux pro-cula classifi-

l'épreuve

cation des poser sa conduite ni pour exemple, ni pour mofaits contenus dans la dèle, et encore moins l'imposer pour règle absolue
première
partie de cet et fondamentale de l'économie politique. Je sais
ouvrage.

que les faits ne peuvent prétendre à une si haute

que les faits ne peuvent prétendre à une si haute importance que lorsqu'il ne peut pas s'élever de doute sur leur certitude, que lorsqu'ils sont assez nombreux pour qu'on puisse en déduire un résultat commun, que lorsqu'en généralisant ce résultat, on a atteint le terme de la généralisation; et je conviens que les faits que j'ai recueillis, classés et co-ordonnés dans la première partie de cet ouvrage, sont loin de remplir toutes ces conditions.

Mais si ces faits n'offrent point des règles sûres à l'économie politique, ne peuvent-ils pas du-moins la garantir des écarts de l'imagination, des conceptions idéales et des rêves de la spéculation? Si l'on ne peut pas juger de ce qu'on doit faire par ce qu'on a fait, les faits peuvent nous servir à reconnaître ce qu'on ne doit pas faire, ce qu'il faut éviter, et ce qu'on ne pent pas tenter sans de grands dangers ou sans de graves inconvéniens. L'induction des faits est un guide sûr, lors même que les faits dont elle dérive ne peuvent pas être pris pour règles, ni s'élever au rang des principes. Lorsque, par exemple, la spéculation enseigne que l'agriculture est de tous les travaux et de tous les emplois du capital, le plus productif, et que le commerce intérieur encourage l'industrie nationale, beaucoup plus que toutes les

autres branches du commerce; si les faits et l'expérience prouvent clairement que l'agriculture est le plus dispendieux de tous les travaux, que le produit net du capital qu'elle emploie n'est que de 5 ‡ pour 100, tandis que le produit net des autres emplois du capital est de 10, de 48, de 75 et de 96 pour 100; si, d'un autre côté, les faits prouvent encore que le commerce intérieur n'eucourage pas l'industrie nationale autant que le commerce maritime, ne sera-t-on pas porté à révoquer en donte la sagesse des préceptes de la spéculation, à chercher de quel côté est l'erreur ou la vérité, et à redoubler d'efforts pour concilier les faits avec la spéculation, ou à faire sortir de leur contact des règles de conduite moins hasardeuses et plus assurées? Sans doute tout le monde pensera qu'autant il serait fàcheux et funeste pour les sciences de les circonscrire dans l'étroite limite des faits, des pratiques et des usages, autant il serait imprudent de les abandonner à la direction de l'audacieuse spéculation. Éclairer les faits et l'expérience par les lumières de la raison, et appuyer sur les faits et l'expérience les doctrines rationnelles, telle est la marche que doivent suivre toutes les. sciences, tel est le but que je me suis proposé dans la seconde partie de cet ouvrage.

C'est dans cet esprit que je comparerai les le- Divísion des matières cons de la spéculation avec les faits et l'expérience traitées dans

la seconde sur les grandes divisions de l'économie politique, partie de cet telles que le travail, les capitaux, le commerce,

telles que le travail, les capitaux, le commerce, les valcurs de circulation et la consommation; que j'examinerai leur concordance ou leur discordance, la possibilité ou l'impossibilité de les concilier, et la préférence qui est due à l'une ou à l'autre théorie. Je ne me flatte pas de dissiper tous les doutes et d'arriver à une doctrine infaillible, absolue et invariable; mais il est permis de croire et d'espérer que par ce moyen on connaîtra mieux l'étendue et la limite de la confiance qu'on doit accorder à la théorie spéculative, qu'on sentira davantage le besoin et la nécessité de confronter ses dogmes avec les faits et l'expérience, et qu'on mettra plus de prix à la statistique, cette science trop négligée, sans laquelle l'économie politique n'atteindra jamais à ses hautes destinées. De l'accord de ces deux sciences, dépendent les progrès de la science de la richesse, et, par leur concours, elle peut s'élever au même degré de certitude auquel sont parvenues les sciences physiques et mathématiques.

## LIVRE PREMIER.

Du Travail.

Du Travail.

### OBSERVATION PRÉLIMINAIRE.

Le travail a donné lieu a de grandes controverses; Observales plus remarquables et les plus intéressantes pour minaire. la science, sont celles qu'on a élevées sur la fécondité exclusive ou proportionnelle de ses nombreux emplois; sur les méthodes les plus favorables au développement de ses forces, et sur la nature et la quotité de son salaire. On ne trouve, dans cette partie de l'économie politique, que contradiction, incertitude et obscurité, et pent-être les seules lumières de la raison ne suffisent-elles pas pour se diriger au travers de toutes les controverses, et pour atteindre à une doctrine uniforme et satisfaisante. Les démonstrations purement rationnelles ne tirent leur force que de la puissance de la raison qui ne peut donner à aucune science la certitude des connaissances humaines. Sans doute elle peut servir de guide dans l'obscurité, de conseil dans le doute, de régulateur dans la cou-

duite des affaires humaines; mais là finit son La raison empire. Si l'on veut aller plus loin, ne s'arrêter nerà aucune qu'à la certitude, et ne se soumettre qu'aux docscience la certitude trines qui en réunissent tous les caractères, il ne des connais-sances hu-fant admettre que les démonstrations fondées sur maines.

l'observation des faits, ou qui peuvent s'y r'attacher par l'induction (\*), elles seules peuvent manifester la vérité, révéler les principes et consacrer les bonnes

appuyéesur tion des faits.

Siellen'est doctrines. Interrogeons done les faits sur les doc-Pobserva- trines rationnelles relatives à la fécondité exclusive on proportionnelle du travail, aux méthodes les plus favorables au développement de ses forces, à la nature et à la quotité de son salaire, et voyons jusqu'à quel point elles leur sont conformes ou contraires.

#### CHAPITRE PREMIER. .

De la fécondité exclusive d'une seule espèce de travail.

Les économistes ont fondé leur système d'éco-De la fécondité exnomie politique sur la fécondité exclusive du travail clusive d'une scule espèce de agricole et sur la stérilité de tous les autres travaux. travail. Ce principe, dont ils ont tiré tant et de si importantes conséquences, est-il justifié ou combattu par

<sup>(\*)</sup> Les faits sont toujours la vérification des principes. BACON, de l'Expérience.

les faits que nous avons recueillis dans la première partie de cet ouvrage? Examinons.

En 1780, les produits bruts du travail général de la France pouvaient être évalués à la somme d'en-.... 5,761,218,5981. vail agricole

Les faits ductif.

#### Savoir:

L'agriculture. . 5,917,950,5621. L'industrie, déduction faite des matières premières.... 844,776,274

Le commerce intérieur, déduction faite de la valeur d'achat des produits mis en circulation....

550,595,924 Le commerce 555,455,516 en détail. . . .

Le commerce extérieur, déduction faite des matières exportées. 314,684,722

Somme pareille. 5,761,218,598

Cet aperçu des diverses branches du travail, qui nous les montre chacune ajoutant une valeur à la valeur auparayant existante, est diamétralement

la fécondité exclusive au travail agricole, et qui

Hestprou-frappe de stérilité tous les autres travaux. Il est vé, par les évident que le travail de l'industrie, celui du comtravaux de merce intérieur, en gros et en détail, et celui du et du com-merce ajou- commerce avec l'étranger, ajoutant à la valeur tent une va-leur à la va-du travail agricole une valeur additionnelle d'envileur du tra- ron 1,845,288,250 l., ces travaux n'étaient pas stévail agricoriles, ni le travail agricole exclusivement productif. Cette conséquence évidente par elle-même, tire une nouvelle force de l'identité de la valeur agricole et de celle des autres emplois du travail. Toutes provenaient des mêmes causes, de l'emploi d'un capital, et du travail d'une partie de la population, et toutes se répartissaient en salaires du travail, en intérêts du capital et en bénéfices des capitalistes.

La seule différence qu'on remarque dans les divers tableaux du travail, du capital et des produits de chaque emploi, c'est que, dans ceux de l'industrie et du commerce, il est plus difficile que dans celui de l'agriculure, de séparer les diverses parties du capital qu'ils employaient; ce qui a obligé de les laisser indivis dans les unes, tandis qu'elles sont distinctes et séparées dans les autres; de là il semble résulter que l'agriculture donnait un produit net que ne donnaient ni l'industrie, ni le commerce; mais, avec un peu d'attention, on reconnaît facilement que le produit net de l'agriculture n'est que

l'intérêt du capital fixe qu'elle employait comme les autres branches du travail; de sorte que son produit net, autrement comm sous le nom de la rente de la terre, n'est que le bénéfice du capital fixe des autres emplois du travail. Cette seule observation suffit pour faire disparaître la différence qu'on a voulu établir entre les produits du travail agricole et ceux des autres branches du travail.

Mais, disent les économistes, le produit net de l'agriculture consistait en valeurs qui lui étaient propres, tandis que le produit net des autres travaux ne consistait qu'en valeurs de l'agriculture. C'étaient les 4 milliards de produits agricoles qui Réfutation fournissaient les matières premières de l'indus-de l'objectrie, les objets d'échange mis en circulation par nomistes le commerce intérieur, les exportations effectuées condité des par le commerce avec l'étranger. C'était ces 4 mil-vaux. liards qui payaient la main-d'œuvre des ouvriers, l'intérêt des capitaux employés par l'agriculture, l'industrie et le commerce, les bénéfices des capitalistes et la rente de la terre; car avec quelle autre valeur les eût-on payés, à-moins que ce ne fût avec une valeur métaphysique et spirituelle fournie par le ciel? D'où les économistes tirent la conséquence que l'agriculture est seale productive, et que l'industrie et le commerce salariés par ses seuls produits, sont stériles et improductifs.

Cette objection, il faut en convenir, est très-

ro. Dans spécieuse, a dû séduire de bons esprits, et, sans le l'hypothèse où les peus secours des faits, elle pourrait paraître insoluble; ples n'aumais grâces aux lumières qu'ils répandent sur ce sude commujet, il me paraît facile non-sculement de la réfuter, tre eux.

mais encore de dévoiler l'erreur qui l'a produite.

Et, d'abord, il n'est pas exact de dire que la maind'œuvre et le bénéfice des capitaux de l'industrie et du commerce n'étaient payés que par les produits de l'agriculture, dont la valeur s'élevait à environ 4 milliards.

Il est de fait que l'industrie donnait en produits étrangers à l'agriculture, une somme d'environ.....209,000,000 <sup>1</sup>

#### Savoir:

Produits de la pêche. 50,000,000 l. Des mines. . . . . 67,000,000 Des carrières. . . . 92,000,000

Somme pareille. . . 209,000,000

. 575,582,889

Il est donc évident, d'après les faits, que les produits agricoles ne payaient pas en totalité les salaires et les bénéfices de l'industric et du commerce, et que ces travaux donnaient, comme l'agriculture. des produits qui leur étaient propres, et qui ne dépendaient en aucune manière de ceux de l'agriculture.

Il est vrai que ces produits ne suffisaient pas pour acquitter la totalité des dépenses de l'industrie et du commerce, qui, s'élevant à la somme d'envi-

Ne pouvaient être acquittées par les produits matériels de l'industrie et du commerce, qui ne s'élevaient qu'à......

582,382,889

Il restait done, après la défalcation de ces divers produits, un excédant de dépense d'environ. . 1,220,000,000

Déficit qui était bien véritablement supporté par les produits de l'agriculture, et qu'on doit regarder comme l'équivalent des services que l'industrie et le commerce rendaient aux propriétaires des produits agricoles, soit en les appropriant à leurs besoins et à leurs goûts, soit en les transportant du lien de la production et de la fabrication au lieu de la consommation.

Sous ce premier rapport, les économistes, en établissant en principe que le travail des manufactures et celui du commerce sont stériles et im productifs et vivent des salaires de l'agriculture,

ont eu parfaitement raison à l'égard des manufactures nationales dont les produits circulent et sont consommés dans chaque pays; sur ce point, les faits viennent à l'appui de leur doctrine et la confirment pleinement.

Il n'en est pas de même du travail des manufactures dont les productions sont destinées à la consommation de l'étranger, et des opérations du commerce avec l'étranger. Ces deux genres de travaux sont bien réellement productifs, et tout aussi productifs que le travail agricole; et c'est par une méprise évidente que les économistes les out assimilés et confondus dans le reproche de stérilité qu'ils ont fait aux travaux de l'industrie et du commerce.

Mais les économistes ne seraient-ils pas ausorisés à dire que si le travail agricole n'est pas le seul productif pour les peuples qui ont un commerce. extérieur, il a incontestablement cet avantage, soit lorsque les peuples élèvent des barrières entr'eux,

point de barrières entre eux.

2º. Dans soit lorsque, brisant ces barrières, l'imagination celle où il poursuit l'agriculture, l'industrie et le commerce dans l'universalité du globe? Dans ces deux cas, l'agriculture ne semble-t-elle pas faire seule les frais de l'industrie et du commerce, et ne les salarie-t-elle pas en effet?

> Ce nouveau rapport du travail n'a pas été négligé par les économistes; mais il ne me paraît pas plus utile à leur systême.

La nature a donné à l'homme quatre moyens de pourvoir à ses besoins, dans la chasse, la pêche, les fruits spontanés de la terre et l'éducation des bestiaux. L'agriculture n'a point de place dans cette classification des bienfaits primitifs de la nature envers l'espèce humaine; on ne peut la ranger que parmi les arts qui sont les produits de son industrie, encore ne l'apercoit-on pas parmi ses premières découvertes. Et comment pourraiton l'y découvrir? Elle ne peut exister que par de grandes avances, par le concours d'un grand turc ne pent nombre d'arts niécaniques et libéraux, par la pro- de grandes tection d'un gouvernement stable et régulier, et D'où les adans un état civilisé; conditions dont l'accomplissement est impossible dans la pénurie et la barbaric des premiers âges.

D'où le cultivateur, réduit aux seuls produits spontanés de la nature, pourrait-il, en effet, tirer les avances dont il a besoin pour subsister, pendant qu'il défriche le sol, le met en état de culture, l'enclôt et le cultive; pendant qu'il fait la récolte et la met en sûreté contre l'intempérie des saisons et la voracité des animaux?

Ce n'est pas de la surabondance des produits de la chasse. Les peuples chasseurs, malgré un tra-dela chasse; vail pénible et continuel, des courses longues et périlleuses et une extraordinaire habileté, ne peuvent se procurer qu'une subsistance précaire et in-

suffisante; ils éprouvent de fréquentes famines et sont forcés, dans leur détresse, de chercher leur subsistance jusque dans les objets les plus dégoûtans et les moins substantiels.

Ni de la pêche.

La pêche offre encore moins de ressources aux penplades ichtyophages, que la chasse aux peuples chasseurs. S'il faut en croire les voyageurs, il n'y a pas au monde d'êtres plus malheureux et plus dégradés que ces peuplades. On peut même conjecturer, avec beaucoup de vraisemblance, que, quoiqu'elles soient peu nombreuses, il n'en existerait plus sur le globe, sans les ressources que la nature leur offre dans ses produits spontanés; ressources plus ou moins abondantes suivant les localités, mais qui, dans aucun pays du monde, ne suffisent à la subsistance d'aucun peuple; quelque faible que soit sa population. Dans les îles de la mer du sud, où la nature se montre dans toute la prodigalité du luxe le plus fastueux, ses produits ne sont qu'un supplément aux produits de la pêche, et ce n'est qu'à la combinaison de ces deux genres de produits qu'on doit attribuer l'abondance remarquée dans ces îles.

Mais loin d'en conclure qu'on a pu trouver dans l'abondance des produits spontanés de la terre, combinée avec les produits de la pêche ou de la chasse, les fonds d'avances indispensables à l'agriculture, on peut, sans paradoxe, soutenir avec con-

fiancequesi, sur quelque point du globe que ce soit. les produits spontanés de la nature avaient offert aux peuples une subsistance suffisante et égale à leurs besoins, on n'aurait jamais songé à les accroître par le travail, les privations et les soins inséparables de la culture. Partout la nécessité a été l'aiguillon du travail, le mobile de l'industrie et le principe universel de ses innombrables bienfaits.

L'éducation des bestiaux paraît plus favorable aux besoins de l'agriculture, et lui a sans doute des besfourni ses premières avances. Les animaux domestiques vivent à côté de l'homme, et, pour prix de ses soins, lui donnent, pendant toutes les saisons de l'année, une nourriture abondante et régulière. Les travaux que ces soins exigent ne sont ni continuels ni imposés à toute la population, et par conséquent ne sont point incompatibles avec les travaux de l'agriculture. Quoique les migrations des peuples pasteurs, d'un canton dans l'autre, suivant les saisons, ne leur permettent pas de se livrer à de grandes exploitations du sol; comme ces migrations ne se font qu'à d'assez longs intervalles, il n'est pas absolument impossible que, pendant leur séjour dans chaque canton, ils n'en cultivent quelques portions, ne les ensemencent, ne se reposent sur les soins de la nature pour saire fructifier leurs semences, et qu'à leur retour ils ne puissent recneillir les fruits de leur travail. Sans

doute ce ne sont là que des conjectures, mais comme elles ne présentent ni impossibilité, ni contradiction, j'ai cru pouvoir les hasarder, et je m'y suis livré avec d'autant plus de confiance, que si elles ne sont pas exactes, il me paraît impossible de concevoir d'où l'agriculture a pu tirer les avances qui lui sont indispensables et sans `lesquelles elle n'aurait jamais existé. Mais quand il serait vrai que l'agriculture est

et précaires.

née parmi les peuples pasteurs, et pour ainsi dire Combien à côté de l'éducation des bestiaux, qu'il y a loin ches ont du culture de quelques graines favorites, objet de la curiosité, ou d'une prévoyance inquiète, et dont on n'a dû se promettre d'abord que quelques secours auxiliaires, aux travaux suivis et combinés de l'agriculture, à la fécondité de ses produits, à l'universalité de ses ressources. Dans la comparaison de ces deux agricultures, on ne voit de commun entr'elles que l'identité d'origine.

Réduite aux seuls moyens qu'elle a dû recevoir de l'éducation des bestiaux, elle n'eût jamais atteint à la grandeur de ses destinées; des secours d'une autre espèce ont été nécessaires à ses progrès, à ses succès, à sa puissance, et avec un peu d'attention, on reconnaît qu'elle en a été redevable, soit aux arts grossiers qui ont facilité au cultivateur le défrichement du sol, la culture de la terre, la récolte des fruits et leur conservation;

soit aux arts plus précieux encore qui ont garanti au cultivateur la sûreté de sa personue, la liberté de ses travaux, et la jouissance du fruit de ses labeurs; soit, enfin, aux sayantes combinaisons du commerce qui, par l'échange de l'excédant des produits de l'agriculture contre les objets de ses besoins, de ses commodités, de ses jouissances, lui ont ouvert la carrière illimitée de l'espérance et de l'ambition.

Sans le secours de toutes ces causes, sans la préexistence de tous ces moyens, sans leur coopération, l'agriculture n'eût jamais existé, ou du-moins ne fût jamais parvenue à ce degré de prospérité, d'importance et de considération qui ont donné lieu à tant de méprises sur sa nature, ses facultés et son influence sur la richesse genérale; méprises d'autant plus inconcevables qu'il eût été facile de s'en garantir, si l'on eût consulté les faits, guides sûrs et infaillibles en cette matière. Effectivement, dans l'histoire et dans les voyages, on ne trouve point en de peuple abo-aucun peuple aborigène qui ait été agricole; tous rigéne qui fât agricole. ont été chasseurs, ichtvophages ou pasteurs, et par conséquent les peuples agricoles ne sont qu'un dérivé de ces peuples primitifs. Comment donc a-t-on pu croire que l'agriculture, qui ne s'est élevée qu'avec la surabondance des produits naturels et avec le secours des arts, de la civilisation et du commerce, est seule féconde, et pour ainsi dire

l'unique trésor dans lequel les hommes ont puisé toutes leurs richesses! Comment n'a-t-on pas vu que les sources qui existaient avant elle, et qui lui ont donné la vie, ne se sont pas taries depuis qu'elle existe! L'industrie a ses produits comme l'agriculture, et si celle-ci tire les siens de la culture de la terre, celle-là les tire de la chasse, de la pêche, de l'exploitation des mines et des bois, et de l'éducation des bestiaux. Ces divers produits, réunis aux produits agricoles, composent les élémens matériels de la richesse, et s'ils formaient seuls la richesse, suivant la doctrine des économistes, l'industrie pourrait encore se dire productive et féconde comme l'agriculture.

D'où il suit

Ainsi, il me paraît démontré que sous quelque que le tra-vail agricole rapport qu'on considère le travail agricole, soit n'est pas sculproduc-dans chaque pays, soit dans l'universalité du globe, il n'est ni scul productif, ni scul nourricier des antres travaux.

Le travail qui seul donne des produits matériels, est - il aussi seul productif?

Mais que doit-on penser de l'opinion d'Adam Smith qui, comme les économistes, fondant la fécondité du travail sur ses produits matériels, regarde comme productif tout travail qui, après qu'il est fini, se fixe et se réalise dans un objet permanent? L'ouvrier qui, par le mélange d'un ou de plusieurs produits de l'agriculture, de la pêche, des mines, fixe et réalise son travail dans un objet permanent, est-il matériellement produc-

teur, fixe-t-il une production nouvelle, augmentet-il la masse de celles qui existaient auparavant, et ajoute-t-il un nouvel élément aux élémens de la richesse? Non, sans doute; l'objet dans lequel cet La négative démonouvrier a réalisé son travail n'est qu'un composé trée. d'autres produits, et par conséquent n'est pas un autre produit. Cela est si vrai, que si l'ouvrier restituait à chaque produit, soit de l'agriculture, soit de la pêche, de la chasse ou des mines, la portion qu'il en a employée, il ne resterait plus rien; par conséquent, Adam Smith s'est évidemment mépris en attribuant la faculté productive au travail qui, après qu'il est fini, se fixe et se réalise dans un objet permanent, et en la refusant à tont autre travail qui n'a pas cet avantage. Si la fécondité du travail doit être matériel, il est évident que le travail qui se borne à combiner les produits matériels des autres travaux n'est pas matériellement productif. La modification faite par Adam Smithau système exclusif des économistes, n'est pas mieux fondéeque ce système, et laisse tonjours indécis les caractères qui distinguent la véritable fécondité du travail.

Cette fécondité ne dépend-elle pas plutôt de la La fécondité que de la matérialité des produits du travail dépend vail? C'est là que me paraît résider toute la ques- et non de la tion de la fécondité ou de la stérilité des divers matérialité de ses protravaux, et malgré son importance sa solution ne duits. me paraît ni difficile, ni douteuse.

Supposons que les 5 milliards 761 millions, produits réels et effectifs du travail général de la France, en 1789, n'eussent trouvé de demande que jusqu'à concurrence de 4 millards, ou qu'il n'y eût eu pour les payer que 4 milliards d'équivalens, n'est-il pas évident que dans ces deux cas toutes les productions excédant les 4 milliards auraient été sans profit pour le producteur qui n'en aurait trouvé aucun prix, sans utilité pour le consommateur qui n'aurait pas en de quoi les payer, et sans intérêt pour la richesse qui n'eût reçu aucun équivalent de leur consommation; autant aurait valu qu'elles n'eussent pas existé. Ce ne sont pas les productions réelles et effectives du travail qui le rendent productif, c'est le besoin qu'on a de ses productions, ce sont les moyens de les payer, ou, en d'autres termes, c'est leur valeur vénale qui règle la faculté productive du travail qui est le véritable élément de la richesse, et qui en forme la mesure exacte et rigoureuse.

De cette vérité, dont l'évidence me paraît frappante, on peut déduire facilement les principes sur la nature du travail, sur la correspondance de toutes ses branches et sur leur résultat commun.

Dès que la valeur vénale des produits du travail est reconnue pour la véritable cause de sa fécondité ou de sa stérilité, il s'ensuit nécessairement que tout travail qui a une valeur vénale est productif,

et il importe peu que ce travail tire sa valeur vénale de ses produits matériels, ou de la préparation des produits matériels des autres travaux, ou de leur transport du lieu de la fabrication au lieu de la consommation, ou de tout autre service quelconque. Il suffit qu'il ait une valeur vénale pour être productif.

Le travail de l'industrie était productif jusqu'à concurrence de la valeur vénale qu'il ajoutait aux produits matériels; valeur vénale qui, comme nous l'avons vu, s'élevait à environ........

Le travail du commerce intérieur était productif jusqu'à concurrence de la valeur vénale qu'il ajoutait aux produits matériels, fabriqués ou non fabriqués; valeur vénale qui était d'environ...

Le travail du commerce en détail était productif jusqu'à concurrence de la valeur qu'il ajou844,776,274

350,595,924

5,095,100,560

De l'autre part	5,095,100,560
tait aux denrées et marchandises	
dont il faisait le débit, ci	555,453,516
Enfin, le travail du commerce	
extérieur était productif jusqu'à	
concurrence de la valeur yénale	
qu'il donnait aux produits maté-	
riels ou fabriqués qu'il exportait	
à l'étranger; valeur qui, comme	
nous l'avons vu, était d'environ	314,684,722
Total de la valeur vénale du	
travail général de la France, en	
1789	5,761,218,598

Cette valeur était de la même nature dans tous ses élémens; la production matériellen'y contribuaitpas plus que la fabrication et le transport, à l'intérieur ou à l'extérieur, des matières produites et fabriquées. Toutes ces branches du travail général étaient productives au même titre et par les mêmes causes.

Cette valeur vénale, caractère distinctif du travail productif, n'était pas même limitée aux travanx qui donnaient des produits matériels, ou qui, suivant l'opinion d'Adam Smith, après qu'ils étaient finis, se fixaient et se réalisaient dans un objet permanent; elle s'étendait à tout travail dont le service était demandé et pouvait être payé, et par conséquent à toute espèce de travail indistinctement; car tont travail qui ne scrait pas demandé on qu'on ne voudrait pas payer, cesserait aussitôt d'exister.

Cette distinction du travail en productif et stérile, paraît inconcevable, surtont lorsqu'on remarque que ces deux genres de travaux recoivent mutuellement leurs produits pour équivalens, que ces équivalens déterminent leur valeur vénale, et que de cette valeur dépendent leur prospérité et leur existence mutuelle et réciproque. Sans les travaux Ce qui le qui donnent des produits, point de travaux qui demontre, rendent des services; mais aussi sans les travaux qui tonteespère de travail rendent des services, point de travaux qui donnent run contre des produits. Leur dépendance est si intime et si Pantre. absolue, que l'atteinte portée aux services serait ressentie par les produits, et que la cessation ou la diminution des uns entraînerait la diminution et la perte des autres. Cette identité de rapports, de eause et d'effet n'est-elle pas la preuve évidente de l'identité de leur nature et de leur principe, et pourrait-on encore insister sur leur distinction en stériles et en productifs?

Je me suis beaucoup appesanti sur ce point de Raisons qui controverse, parce que je suis convaincu qu'il n'y détails dans a point, en économie politique, de doctrine plus lesquels on est entré funeste que celle qui sépare les différentes classes de montrer la travailleurs, qui leur attribue des facultés exclusives fécondité de toutes les contrattes de la contratte de et qui assujettit le travail à des lois, à des règles et pécesdetta; à des combinaisons étrangères aux équivalens. Eux

seuls sont le mobile et la récompense de tous les genres de travaux, la mesure de leur utilité réciproque, le guide de leurs efforts, la garantie de leurs succès. Le travail qui donne des productions matérielles, celui qui les prépare pour la consommation, celui qui les transporte aux consommateurs nationaux ou étrangers, celui qui accroît la somme des équivalens par la multitude des services, et assure la consommation des produits, par la jouissance des services, ne font qu'un seul et même ouvrage, n'opèrent qu'une seule et même chose, n'atteignent qu'un seul et même but, la richesse particulière et générale, objet de l'ambition de tous les peuples anciens et modernes, cause féconde de tant de vices et de crimes, de tant de malheurs et de calamités, mais qui ne doivent désormais inspirer aucune alarme pour les peuples modernes, ni pour la morale publique, ni pour les mœurs particulières et générales. Tous les maux qui ont si longtemps marché à leur suite, ne sont plus redoutables et s'évanouissent devant l'obligation du travail qu'elles imposent à toutes les classes, à tous les rangs, à tous les ordres de la société civile; ces maux auraient même disparu depuis long-temps s'ils n'avaient été fomentés et entretenus par des intérêts politiques, des préjugés gothiques, des priviléges abusifs et d'innombrables méprises sur la véritable doctrine économique. Que les gouverne-

mens modernes qui voyent leur stabilité, leur pouvoir, leur grandeur et leur splendeur dériver de la richesse et du travail se montrent moins étrangers, indifférens ou contraires à leur progression et à leur conservation, et la société civile éprouvera moins d'obstacles dans sa marche, et atteindra plus certainement au but qu'elle se propose. De l'influence de l'économie politique sur la législation politique, civile et administrative des peuples modernes, dépendent désormais les progrès de leur civilisation.

Ce n'est pas assez d'avoir établi la faculté pro- Leur clasductive de toute espèce de travail, il reste encore à dans l'ordre classer ces diverses espèces dans l'ordre de leur fécon- de leur fécondité. dité; opération non moins problématique, non moins controversée, non moins importante pour la science, que la question de leur fécondité exclusive ou commune.

Adam Smith, en accordant la faculté productive à plusieurs genres de travaux et en la refusant aux autres, a été conduit par la nature de son sujet, à l'examen de la fécondité relative de ceux auxquels il accordait la faculté productive, et l'on ne pent se dissimuler qu'il a porté dans cet examen la sagacité et la profondeur qui caractérisent son ouvrage.

Il place au premier rang des travaux productifs le travail agricole, parce que la nature fait le tiers ou le quart de l'ouvrage.

D'après

Il donne la seconde place au travail des manu-

factures, parce que sa division favorise l'accroissement de ses produits

Il met au troisième rang le commerce intérieur, parce que le capital que ce travail emploie n'est exposé à aucun risque, et parce que la rapidité de ses retours donne vingt-quatre fois le bénéfice des autres capitaux employés dans le commerce extérieur.

Et par cette double considération, il fait descendre le commerce extérieur au dernier rang de la production.

Ensin, les capitaux ont, dans le système d'Adam Smith, le même degré de fécondité que le travail qu'ils alimentent.

Cette partie de la doctrine d'Adam Smith n'est pas la moins ingénieuse, et n'a pas été la moins admirée et la moins prônée; il n'en est pas cependant, dont les faits démontrent l'erreur avec plus de force et d'évidence.

D'après les faits. Dans le tableau des produits du travail général et des capitaux de la France en 1789, on remarque les résultats suivans:

```
      Agriculture.
      Salxiresparjour.
      nl. 7 s.
      Capital.
      to p. 100.
      Produitnet.
      3 1/4 p. 100.

      Danufactures.
      id.
      id.
      n. 9
      id.
      10 p. 100.
      id.
      10
      p. 100.

      Commerce intérieur.
      id.
      id.
      n. 10
      id.
      10 p. 100.
      id.
      n. 10
      p. 100.

      Commerce extérieur.
      id.
      id.
      n. 10
      id.
      30 p. 100.
      id.
      n. 48
      p. 100.

      Commerce en détail.
      id.
      id.
      n. 10
      id.
      48 p. 100.
      id.
      n. 48
      p. 100.
```

Ce tableau renverse entièrement l'échelle rationnelle d'Adam Smith, et lui en substitue une nouvelle, qui lui est entièrement opposée. Dans cette nouvelle échelle expérimentale, le travail et les capitaux du commerce extérieur sont les plus productifs et après eux, viennent successivement ceux du commerce intérieur des manufactures et de l'agriculture.

Si l'on pouvait prolonger cette échelle on plutôt la refaire toute entière, et assigner à chaque genre vaux les plus féconds de travail le dégré qu'il doit occuper, je suis con-vaux intelvaincu qu'on les trouverait rangés, non dans la pro-lectuels. portion de leur fécondité matérielle, mais, s'il est permis de parler ainsi, suivant la loi de leur fécondité intellectuelle; de sorte qu'on verrait cette échelle graduée du haut en bas, par le génie qui éclaire, par la force qui protège, par la justice qui conserve, par la religion qui console, par les sciences et les arts qui charment ou sonlagent les ennuis de la vie, par le commerce extérieur qui dispense à tous les peuples la jouissance des produits du travail de tous les pays, par le commerce intérieur qui distribue à chaque peuple les produits du travail local, par les manufactures qui approprient les produits indigènes et exotiques aux goûts des consommateurs nationaux et étrangers, et par l'agriculture, qui, obéissant à l'impulsion des autres travaux, reproduit avec plus ou moins d'abondance les fruits particuliers à chaque sol, et fait refluer dans toutes les branches de l'arbre économique, la sève qu'elle en a reçue.

Si cet aperçu, en grande partie appuyé sur les faits, n'est point une illusion, combien se sont abusés les économistes, et Adam Smith, en plaçant, les sources de la richesse dans le cercle rétréci du travail productif d'objets matériels, et en stérilisant les sources bien autrement fécondes des travaux intellectuels; de ces travaux à-la-fois mobiles, guides et régulateurs des autres travaux, de leur utilité, de leur amélioration et de leur perfectionnement. Retrancher de la production ces sortes de travaux, c'est méconnaître les véritables sources de la richesse, ses instrumens les plus favorables, ses agens les plus puissans.

Et qu'on ne se persuade pas que cette appréciation nouvelle des produits du travail universel dans ses innombrables ramifications, n'est exacte que parce que dans l'ordre actuel de la distribution des richesses, les diverses classes qui vivent avec plus d'aisance, de richesse ou d'opulence, en sont redevables à la séduction ou à l'oppression qu'elles exercent sur les classes matériellement productives. Cette appréciation a la même exactitude sous le rapport de la richesse particulière et générale des peuples, et l'on peut affirmer, sans crainte d'être accusé de paradoxe, que chaque peuple est plus ou moins riche ou opulent, selon qu'il obéit plus ou moins à l'influence des travaux intellectuels ou matériels. Tellement que le moins riche, est celui qui est le plus

occupé de travaux matériellement productifs, et le plus riche est celui qui réunit le plus grand nombre de travaux intellectuels; et l'on ne sera pas étonné de ce résultat, si l'on fait attention que les peuples les moins avancés dans la civilisation, sont les plus occupés des travaux matériellement productifs, qu'à mesure qu'ils s'éclairent, qu'ils font des progrès dans les arts, dans les sciences, dans le commerce, une grande partie de la population quitte les occupations matériellement productives, pour s'occuper des travaux intellectuels, et que cette séparation des travaux, loin de diminuer les produits matériels, en accroît la masse; accroissement qui n'est dû qu'aux lumières et à la direction des classes intellectuelles. D'où il suit évidemment que la richesse particulière et générale suit la progression des classes intellectuelles, et, malgré les vices de la plupart des institutions sociales, des combinaisons politiques et des vues administratives, se proportionne partout à la masse des lumières, des talens et du génie de toutes les classes laborieuses.

#### CHAPITRE II.

Des méthodes les plus favorables au développement des facultés du travail.

La nécessité du travail est une loi irréfragable La nécessité du travail est une loi irréfragable La nécessité du travail est et cependant les législateurs sité du travail imposée TOME I.

castes.

par la natu- des nations ne s'en sont point reposés sur ses décrets absolus. Ils ont sagement vu que son observation limite le travail aux besoins de l'ouvrier, et que la société civile ne peut exister que sur les produits qui excèdent ses besoins. De là vient

Et par les que les lois positives ont partout veillé à l'exécution de l'obligation naturelle du travail, et l'ont assujetti à des règles plus ou moins absolues.

Quatresys- L'histoire nous retrace quatre systèmes sur le tragislation sur vail, systèmes aussi différens entr'eux que les clice point. mats et les peuples qui y furent soumis.

A l'exemple de l'Inde, l'Égypte qui, sans doute, Celui des lui devait sa civilisation, répartit les divers genres de travaux à diverses classes de travailleurs; et la religion, cette sauve-garde de la législation, consacra ces castes et leur imposa le joug de sa toutepuissance. Cet ordre économique fut particulier à l'Inde et à l'Égypte, et n'a été adopté dans aucun autre pays (\*).

> Quoique l'Égypte ait eu la plus grande part à la civilisation de la Grèce, il ne paraît pas que les colonies égyptiennes y aient introduit le mode de travail particulier à leur mère patrie. En avait-

<sup>(\*)</sup> C'est un principe de la religion des Indous, que celui qui ne travaille pas ne doit pas manger. (Voyage de Madras dans le Missoure, par Francis Buchanan, 1809.)

on recomm les vices, ou ne le crut-on pas propre aux penples qu'on voulait civiliser? C'est une question à-pen-près insoluble, ou dont la solution n'intéresse que la curiosité.

Ce qu'il y a de certain, c'est que les Grecs flétrirent tons les travaux que quelques écrivains l'esclavage. modernes ont appelés productifs, qu'ils ne réputèrent honorables que les travaux regardés comme stériles, qu'ils assignèrent les premiers aux esclaves et réservèrent les autres aux hommes libres. Cette répartition du travail entre l'esclave et l'homme libre, caractérise particulièrement les peuples de la Grèce et eut la plus grande influence sur leur gouvernement, leur politique, leur génie, leurs mœurs, leurs passions, leurs vices et leurs crimes; et l'on s'en étonnera peu si l'on fait attention à la dépendance dans laquelle les hommes et les peuples sont de leurs moyens de subsistance, d'aisance et de richesse. Partout les lois économiques ont amélioré ou vicié les lois politiques, civiles, morales et religieuses, et l'on cût en moins de reproches à faire à la société civile si cette vérité avait été plus sentie ou plus respectée.

Les Romains imitèrent les Grees dans leur mépris pour les travaux appelés productifs; ils n'en exceptérent que les trayanx de l'agriculture, qui trouvèrent grâce devant eux, et qu'ils pratiquèrent long-temps avec un noble orgueil : il n'est pas facile

d'apercevoir la cause ou le motif de cette honorable exception.

Ces peuples, d'origine nomade, ne devaient pas être prévenus en faveur des travaux de l'agriculture, tout-à-fait étrangers à leurs habitudes; et les ressources qu'ils pouvaient s'en promettre ne devaient pas les leur rendre bien recommandables. L'étendue de leur territoire primitif ne leur permit de distribuer à chaque citoyen romain qu'environ un demi-hectare de terre. Quoique ce lot fût, dans la suite, successivement augmenté à mesure que le territoire de Rome s'agrandit aux dépens de celui des peuples voisins, les Romains, à aucune époque de leur histoire, ne méritèrent d'être mis au rang des peuples agricoles. Dans tous les temps ils fondèrent leur subsistance et leur richesse sur le pillage de la récolte de leurs voisins, la spoliation des vaincus, et les tributs des peuples subjugués. Cette scule branche d'industrie exerça leurs facultés, leur génie, leur caractère et leurs mœurs, et ce sut par une contradiction inconcevable que dès les premiers temps de leur histoire, ils associèrent les paisibles travaux de l'agriculture avec le bruit et le tumulte des armes, la modique mais certaine récolte des produits agricoles avec les chances brillantes, mais illusoires, des moissons de la guerre, et l'honorable sécurité du cultivateur avec la périlleuse agitation du soldat.

Les barbares, qui envahirent l'empire romain et fondèrent leur domination sur ses débris, étaient servage. aussi des peuples nomades. La guerre était leur passion prédominante, mais, dans la guerre, ils cherchaient plutôt la domination que la richesse, ils avaient plus de férocité que d'avarice, et plus de bravoure que de cupidité. Dans leurs conquêtes, ils ne s'approprièrent point le travail des peuples conquis, ils se contentèrent d'une partie de ses produits, et, dans cette pensée, ils attachèrent l'homme à la terre, le cultivateur au sol, et les incorporèrent pour ainsi dire l'un avec l'autre. Ce nouveau mode d'esclavage était plus réel que personnel, il frappait moins le travail que ses produits, et, sous ce double rapport, il était moins funeste à la richesse et moins injurieux à l'humanité.

Les peuples modernes, qui accordèrent au serf Celui des la liberté de sa personne, restreignirent la liberté du corporatravail, assujettirent l'ouvrier aux lois d'apprentis-communausage, et le réunirent en corporations propres à diriger et à surveiller son industrie et à le soumettre à la police civile. C'était une sorte d'esclavage civil substitué à l'esclavage politique.

Enfin, le progrès des lumières générales et de la science économique a fait apercevoir l'inutilité des mesures qui ne faisaient que gêner les facultés de l'ouvrier, et on les a sagement remplacées par des réglemens de police sur la circulation des produits du travail.

De l'inces modes de travail sur la richesse.

Dans cette esquisse rapide de la législation géfinence de chacun de nérale sur le trayail, on remarque que les divers modes usités dans tous les temps et dans tous les pays ont été coordonnés à la nature du climat, à la constitution politique, à l'esprit et au caractère des peuples, et, sous ce rapport, ils ne peuvent pas être d'un grand intérèt pour la science économique. Je crois cependant qu'il ne sera pas inutile d'entrer dans le détail de leurs effets, de les comparer entrieux, et de déterminer jusqu'à quel pointils peuvent servir de règle ou d'exemple.

L'établissement des eastes ne paraît pas avoir été défavorable au travail et à la richesse. Dans des climats où l'homme a peu de besoins, où le travail est infiniment pénible, où les jouissances attachées à ses produits ne sont dans aucune proportion avec la peine qu'il en coûte pour les obtenir, le travail individuel pouvait exposer les peuples à des risques fàcheux et à d'affreuses calamités. On les prévint habilement par l'établissement du travail collectif des familles réunies en castes et stimulées par la religion, ce mobile puissant des actions humaines. De si sages combinaisons eurent le plus grand succès; l'Inde et l'Égypte ont été de tout temps célèbres par leurs richesses agricoles et industrielles, et pendant long-temps elles ouvrirent aux besoins et à l'ignorance de l'Europe d'abondans et de précieux magasins. L'Égypte a succombé, les dépravations et les tyrannies de ses conquérans lui ont ravi jusqu'au souvenir de ses richesses; l'Inde a survéeu à ses désastres. «Heureusement pour » les conquérans barbares de l'Inde, dit le célèbre » Poivre, le peuple conquis, inviolablement atta- » ché à ses mœurs antiques, n'a pas cessé de se » livrer à l'agriculture par goût et par religion. » Malgré la tyrannie insensée du Mogol, le Ma- » labare, plein de mépris et de pitié pour le maître » auquel il obéit, cultive, avec la même ardeur que » s'il en était propriétaire, le champ qui appar- » tenait à ses pères, et dont la culture lui est con- » fiée par l'usurpateur ».

L'esclavage de l'onvrier, dans le pays où il fut établi, n'offre pas d'aussi féconds résultats. Dans la Grèce et à Rome, le travail et l'industrie n'eurent que peu de part aux richesses. Des peuples constitués pour la guerre, tonjours occupés de l'attaque et de la défense, ne donnaient pas une grande attention aux arts sédentaires de la paix; leurs produits n'étaient que de faibles supplémens aux dépouilles sanglantes des vaineus; de là, le peu de cas que ces peuples guerriers firent des classes laborieuses et industrieuses; de là l'esclavage auquel elles furent réduites, mais de là aussi, la modicité des produits de cette population asservie.

A Athènes, ville industrieuse et commerçante, dominatrice des mers dont les flottes allaient échan-

ger au loin les produits de son travail et en rapportaient de riches équivalens, 400 mille esclaves pouvaient à-peine subvenir aux besoins de la population libre qui, en y comprenant les hommes, les femmes et les enfans, ne s'élevait pas à 80 mille individus.

Parmi nous, le même nombre d'ouvriers libres entretient plus de 2 millions d'individus, et ils jouissent d'une aisance bien supérieure à celle des esclaves d'Athènes. Par cette comparaison du travail de l'esclave, dans le pays le plus renommé de l'antiquité par ses progrès dans les arts, avec celui de l'ouvrier libre parmi les peuples modernes, on peut juger de la nature de ces deux genres de travaux et de leur fécondité réciproque. Ce résultat n'est pas atténué par l'histoire des richesses de Rome.

On sait que dès les premiers temps de sa fondation, et même pendant 500 ans, le travail des esclaves, le pillage annuel des récoltes des peuples voisins, ne purent suffire aux besoins de sa population, quelque peu nombreuse qu'elle fût. Les nombreuses séditions qui l'agitèrent, et qui si souvent la mirent à deux doigts de sa perte, furent toujours suscitées ou envenimées par la misère d'une grande partie de la population; et lorsqu'elle eut étendu sa domination du Tibre à l'Euphrate, au Nil et à la Baltique; lorsqu'elle eut entassé, dans son trésor, les trésors du monde alors connu, lorsqu'elle eut imposé aux peuples asservis le fardeau de ses besoins, de son luxe et de son faste; en un mot, lorsque les peuples ne travaillaient que pour elle, la population tributaire, évaluée à 120 millions d'individus, pouvait à peine entretenir la population dominatrice évaluée à 4 millions d'individus.

Combien ces résultats historiques du travail de l'esclare doivent faire regretter que les Égyptiens n'aient pas naturalisé, dans la Grèce, le travail des castes; d'où il serait peut-être passé à Rome avec les lois des décemvirs. Que de maux et de crimes on eût épargné à l'humanité, si l'on eût introduit, dans l'Europe, les mœurs douces et paisibles de l'habitant du Gange!

Quoique l'esclavage de la glèbe ne fût pas aussi défavorable au travail et à l'industrie que l'esclavage personnel, il leur fut peu utile, parce qu'il ne trouva ni garantie dans la législation, ni appui dans le gouvernement; l'anarchie féodale l'assimila à l'esclavage personnel et en reproduisit toutes les calamités. Aussi ne peut-on l'en distinguer sous aucun rapport.

L'institution des communautés et des corporations a donné au travail et à l'industrie des peuples modernes, une direction nouvelle qui les a portés à un haut degré de prospérité et de splendeur. En réunissant les classes laboricuses en communautés, en les assujettissant à des lois d'apprentissage, elle a donné de l'uniformité à chaque branche du travail, elle l'a garantic des crreurs et des méprises du tâtonnement, des écarts et des illusions de l'audace et de la mobilité de l'imagination; elle a régularisé sa marche, et si elle ne l'a pas accélérée, elle l'a empêchée de rétrograder.

Mais les dispositions les plus sages à une époque, peuvent devenir fâcheuses et nuisibles dans une autre, et c'est ce qui est arrivé à l'institution des communautés et des corporations.

Autant il était avantageux à des hommes sortis de l'oppression du servage, ignorans et peu exercés dans les arts du travail, d'être réunis en corporations qui pouvaient les protéger, et d'être soumis à un apprentissage qui les initiait dans les procédés connus et les tenait au niveau des progrès de l'industrie; autant cette double mesure est devenue inutile lorsque la progression de l'industrie générale, en multipliant les moyens d'instruction, a facilité l'apprentissage et accéléré son terme; lorsque l'ouvrier, protégé par les lois générales, n'a eu rien à craindre de l'oppression privée. A cette époque, le maintien des corporations et des apprentissages a été une charge onérense pour l'apprenti, un privilége pour le maître, une gêne pour le travail, un obstacle aux progrès de l'industrie; elle a augmenté le prix de ses produits et imposé une taxe sur leur consommation. Cette doctrine, développée dans toute son étendue par Adam Smith, ne paraît plus susceptible de contradiction, et doit être désormais irréfragable.

Mais de ce que les corporations et les appren- L'indépentissages sont devenus muisibles à l'industrie, qu'ils gaurier, et ont si long-temps protégée et favorisée, Adam la liberte du travail n'ex-Smith a-t-il en raison d'en déduire la nécessité de cluent pas l'indépendance de l'ouvrier et de la liberté du glementaitravail? Ne penvent-elles pas muire à la bonté et circulation à la perfection de l'ouvrage et à l'intérêt du consommateur? L'ouvrier ne sera-t-il pas tenté de se servir de son habileté pour imiter ou pour contrefaire des ouvrages estimés, et pour tirer, de leur ressemblance apparente, des bénéfices qui ne lui appartiennent pas? L'impossibilité de distinguer les bonnes des mauvaises fabrications, ne les discréditera-t-elle pas également, ne compromettra-t-elle pas leur débit, et la fraude de quelques ouvriers ne sera-t-elle pas funeste à tous? Donner une trop aveugle confiance à la moralité des hommes, c'est méconnaître la nature de leurs penchans et la violence de leurs passions; c'est les supposer meilleurs qu'ils ne sont, et les exposer à devenir plus vicieux qu'ils ne seraient. Sans entrer ici dans la controverse de la moralité ou de la perversité de la nature humaine, je ne crains

res sur la de ses produits.

point de dire que si les lois sociales ne constituent point la morale, elles en sont les sauve-gardes, et quand leur frein ne serait pas toujours nécessaire, il n'est jamais inutile. L'expérience de tous les siècles n'a que trop bien confirmé cette doctrine, et doit la faire triompher des dangers d'une théorie spéculative qui honore le spéculateur, mais n'offre aucune garantie à l'ordre social.

Il me semble donc qu'on a sagement prévenu tous les dangers de l'indépendance de l'ouvrier et de la liberté du travail, en assujettissant la circulation de ses produits à des formalités qui garantissent le consommateur de la fraude ou de l'inexpérience de l'ouvrier. Cette sage limitation ne donne de privilége ni d'exclusion à aucun genre de travail, n'entrave point les progrès de l'industrie, et lui laisse une latitude indéfinie, garant certain de ses succès; ce systême récent offre, dans ses combinaisons, tous les caractères du siècle éclairé et industrieux auquel il appartient, et doit porter l'industrie au plus haut degré d'activité et de perfection.

Exception.

La question de l'indépendance de l'ouvrier et de la liberté du travail si bien résolue pour l'Europe, paraît souffrir plus de difficulté quand on la considère dans les climats de l'orient et dans les colonies insulaires du nouveau monde. Là, les besoins de la subsistance, du vêtement et du logement sont si

pen de chose, et un sol brûlant rend le travail si pénible, qu'on a pu de très-bonne foi sontenir que dans ces pays on ne pouvait obtenir le travail que par l'esclavage de l'ouvrier. Je n'ai pas le dessein de me livrer à l'examen et à la discussion de cette question. Sa solution dépend de la connaissance des faits, et les faits sont tellement contradictoires ou suspects, qu'il est sage de suspendre son jugement, jusqu'à ce qu'ils soient plus avérés et plus authentiques. Tout ce que peut faire l'écrivain, ami de la vérité, de la justice et de l'humanité, c'est de rassembler les élémens qui peuvent éclairer et amener la solution de cette grande et importante question. Si je ne m'abuse point, on peut en tirer de trèsprécieux, de la comparaison des produits de l'agriculture française, en 1789, et de ceux de l'agriculture coloniale à la même époque. Lors même que les résultats de ce rapprochement ne seraient pas aussi concluants qu'ils le paraissent, je me persuade qu'on ne les verra pas sans intérêt, et qu'ils ne seront pas sans utilité.

Dans le tableau des produits agricoles de la Comparai-France, en 1789, on voit:

Que les produits bruts donnaient environ 8 p. 100; vail agricole de la France

Que les salaires de la population agricole répar- en 1789, et de ceux du tissaient à chaque individu une somme d'environ travaildeses 150 livres par individu;

Que l'intérêt du capital circulant était d'environ 10 pour 100;

colonies à la même épo-

son des pro-

duits du tra-

Et que le produit net de l'intérêt du capital fixe, était un-peu au dessous de 5 ½ pour 100.

Dans des états de la population agricole des Antilles françaises, en 1789, des capitaux versés dans leur culture, des produits bruts de ces capitaux et du travail de la population agricole, et de leur répartition entre les ayant droit, états faits avec le plus grand soin, et dignes de la plus grande confiance, on trouve les résultats suivans:

nance, on trouve les resultats sulvans :
Le capital fixe consistait dans la valeur des terres
en état de culture 500,000,000 <sup>1.</sup>
Des nègres, à raison de 1,500 l.
l'un dans l'autre 1,000,000,000
Des bâtimens et ustensiles 250,000,000
Total 1,750,000,000
Le capital circulant se composait:
De l'entretien des nègres, un 15. me du pro-
duit 15,000,000 L
Du traitement des économes à
raison du 6. <sup>me</sup> et un tiers du produit. 52,000,000
Des impositions, le 25. me du pro-
duit 9,000,000
Et du dépérissement annuel des
esclaves, des bâtimens et ustensiles,
à raison de 5 pour 100 du capital
fixe 55,000,000

111,000,000

En défalquant de cette somme les dépenses annuelles, montant à 111,000,000

Il restait pour le produit net ou bénéfice des capitaux fixes. . . . . 114,000,000

Les capitaux fixes étant d'environ 1,750,000,000, et le bénéfice d'environ 114,000,000, c'était environ 7 pour 100.

Et le capital circulant de. . . . 111,000,000

Il en résulte que la totalité des capitaux était de. . . . . . . . . . 1,861,000,000

Le produit brut étant de. . . 225,000,000

La totalité du capital rapportait environ 12 pour 100.

D'où il suit que le produit brut de l'agriculture française ne rapportant que 8 pour 100 du capital agricole, tandis que le produit brut de l'agriculture coloniale rapportait environ 12 pour 100, celle-ci donnait 25 pour 100 de plus que l'autre (\*).

<sup>(\*)</sup> Sans y comprendre la plus grande partie de la subsistance des maîtres et des esclaves.

Cet avantage de l'agriculture coloniale sur l'agriculture européenne, aurait suffi pour faire passer dans les colonies tous les capitaux qu'elles pouvaient employer; il n'aurait fallu pour cela, ni acte de navigation, ni monopole du commerce des colonies, comme l'a cru Adam Smith. Vol. 2, liv. 4, ch. 7, p. 435. (Note de l'Auteur.)

Quelque avantageux que doive paraître cet excésulte que le dant, il était en effet bien peu de chose, si l'on fait
l'homme li-attention à la dépense qu'il en coûtait pour l'obtenir,
bre est bien
autrement dépense qui réduisait les bénéfices à 7 pour 100,
productif
que celuide de sorte qu'il n'y avait entre le produit net de
l'esclave.
l'agriculture coloniale et celui de l'agriculture fran-

l'agriculture coloniale et celui de l'agriculture française, qu'une différence de  $5\frac{1}{2}$  pour 100; résultat extrêmement modique, lorsque l'on fait attention à l'extrême différence qu'il y avait entre les deux agricultures, sous le rapport du sol, des capitaux et des productions.

Le sol des colonies était un des plus fertiles qu'il y eût au monde. On y versait tous les capitaux qui pouvaient accroître ou développer sa fécondité; la plus grande intelligence présidait à la direction de ses travaux, et ses productions étaient d'une espèce si précieuse, qu'on les recherchait avec une sorte de passion dans la plus grande partie du globe. La situation de l'agriculture française était bien différente.

Si le sol de la France pouvait le disputer en fertilité à toutes les autres contrées de l'Europe, on ne peut pas se dissimuler qu'il ne pouvait pas entrer en comparaison avec celui des colonies; sa culture manquait de la plus grande partie des capitaux nécessaires au développement de ses forces; ses cultivateurs étaient pauvres, misérables, opprimés et avilis; leurs productions étaient presque toutes ordinaires et communes dans toute l'Europe, et l'exportation en était presque toujours prohibée. Comment donc une si grande différence dans les élémens producteurs, n'en opérait-elle qu'une trèspetite dans les produits? on ne peut l'expliquer quo par la différence du caractère des cultivateurs.

Le cultivateur français jouissait de sa liberté, et travaillait le plus souvent pour lui, on était plus ou moins intéressé dans les produits de son travail, et, grâces à cette double impulsion de la liberté et de l'intérêt, il suppléait, par son industrie, son application et son activité, à tous les désavantages du sol, de la privation des capitaux, du peu de valeur des productions, de son oppression pécuniaire et de son avilissement politique et civil.

Le cultivateur, colonial au contraire, réduit à l'esclavage, sans intérêt dans les produits de son travail, et par conséquent tout-à-fait indifférent sur leur grandeur ou leur modicité, ne tirait aucun parti de la prééminence du sol, de l'abondance des capitaux et de la richesse des productions. La supériorité des produits de son travail sur ceux de l'ouvrier libre, était due toute entière à des causes qui lui étaient étrangères; taudis que le cultivateur libre ne devait qu'à lui seul la presqu'égalité de ses produits, comparés à ceux du travail de l'esclave.

Ce rapprochement du travail de l'homme libre en France, et de l'esclave dans les colonies, des produits de leurs travaux dans ces deux parties du globe, me semblent devoir répandre de vives lumières sur la question de l'indépendance ou de l'esclavage de l'ouvrier, et la réduisent à des termes si simples, qu'il scrait difficile aux passions les plus Conclusions violentes de l'obscureir et de l'envenimer. Sans

doute on reconnaîtra comme une vérité certaine et garantie par l'expérience de tous les siècles historiques, que partout où les besoins physiques forcent l'homme au travail, la liberté de l'ouvrier et de l'ouvrage est le mode le plus favorable à la richesse particulière et générale, et que, lorsque l'homme peut satisfaire ses besoins physiques par peu de travail, on ne peut se flatter d'en obtenir une plus grande quantité que par des mesures co-actives, mais de nature cependant à porter le moins d'atteinte à sa liberté civile, seul et véritable mobile de la grandeur et du perfectionnement de l'industrie.

## CHAPITRE III.

De la nature et de la quotité du salaire.

De la nature et de la quotité du vagues et confuses sur sa nature, ses lois et ses rapports avec l'industrie, la population et la richesse générale. L'opinion prédominante croyait apercevoir des avantages à le tenir bas, parce qu'alors les produits de l'industrie étaient moins chers et pouvaient soutenir la concurrence de

l'étranger dans le marché général. On n'avait pas été plus loin sur cette partie de la science.

Adam Smith, à qui il était donné de dévoiler les fausses doctrines, lors même que celles qu'il smith sur le leur substituait n'étaient pas exemptes d'erreurs, Adam Smith a porté la lumière sur ce sujet obscur, et il n'y a pent-être pas dans son ouvrage de partie plus approfondic, mieux développée, et qui laisse moins à désirer.

Lorsque dans le premier âge du travail, dit cet illustre écrivain, chaque ouvrier ne recevait d'impulsion que de ses besoins, et de secours que de ses forces; lorsqu'il n'était point arrêté dans leur emploi par les institutions sociales, il recueillait seul, et sans partage, tous les produits de son travail. Cet ordre primitif changea aussitôt qu'un homme cut économisé de quoi en faire travailler un autre, et lui eut fait l'avance de ses économies pour l'engager au travail; à cette époque, le propriétaire de ces avances, maintenant désigné sous le nom de capitaliste, entra en partage des produits du travail. Enfin, lorsqu'on eut établi la propriété de la terre, cette source féconde de tous les genres de travaux, et qu'on ne put la cultiver sans le consentement du propriétaire, celui-ci prit encore une part des produits du travail, de sorte que dans tous les pays où la propriété est établie, où le capitaliste fait à l'ouvrier l'avance de sa

dépense pendant la durée du travail, et c'est à-peuprès ce qui arrive dans tous les pays parvenus à un certain degré de civilisation, les produits du travail se partagent entre l'ouvrier, le capitaliste et le propriétaire du sol.

Ce partage est-il arbitraire et dépend-il des conventions privées, on est-il déterminé par des lois fixes et invariables? Il y avait peut-être autant de génie à entrevoir ce problème qu'à le résoudre, et Adam Smith a eu ce double mérite.

Cet écrivain fait remarquer que dans tous les genres de travaux, l'ouvrier ne travaille qu'avec les avances du capitaliste; d'où il tire la conséquence que le travail général des peuples est toujours proportionné aux avances des capitalites; avances qui, avec le revenu qu'elles font augmenter, composent la richesse nationale (\*); de sorte que, dans son opinion, plus un peuple a d'avances à faire au travail, plus il est riche, plus il fait travailler, et plus le salaire de l'ouvrier est élevé.

Ce principe, qui fait dépendre de la richesse le salaire du travail, n'est pas cependant absolu, et reçoit des modifications selon que la richesse est progressive, stationnaire ou rétrograde.

Si la richesse est progressive, les avances à faire au travail augmentent chaque année, et comme

<sup>(\*)</sup> De la Richesse des Nations, liv. 1.er, ch. 8.

le nombre des ouvriers n'augmente pas aussi rapidement que la richesse, la concurrence des capitalistes, qui se disputent le travail des ouvriers, augmente nécessairement leur salaire.

Si, au contraire, la richesse est stationnaire, elle donne bien à l'ouvrier la même quantité de travail, mais elle ne lui conserve pas le même salaire, parce que la classe des ouvriers se multiplie pendant que la masse du travail reste la même; d'où il suit que la concurrence des ouvriers qui se disputent le travail, fait tourner la balance contre eux et réduit leur salaire à la simple subsistance.

Ensîn, si la richesse décline, les avances à faire au travail diminuent, il y a moins de travail pour le même nombre d'ouvriers, leur concurrence est si grande qu'elle réduit leur salaire au taux le plus bas que l'humanité puisse leur offrir.

Faisant ensuite l'application de ces principes régulateurs du salaire à la question vulgaire de l'utilité ou des inconvéniens qu'il peut y avoir à ce qu'il soit haut ou bas, Adam Smith démontre, avec une rare sagacité, que dès que le haut salaire est l'effet nécessaire de la richesse progressive, il ne saurait être nuisible à l'industrie nationale, soit parce que l'ouvrier bien payé travaille davantage et mieux, soit parce que l'aisance des classes laborieuses favorise les progrès de la population,

soit surtout parce que la progression de la richesse nationale dont il est l'effet, opère en même-temps la baisse du bénéfice des capitanx, baisse qui fait plus que compenser la hansse du salaire.

L'esprit est d'autant plus disposé à donner son assentiment à cette doctrine ingénieuse et profonde, qu'elle accorde parfaitement les sentimens et les devoirs de l'humanité avec l'avarice des nations, qu'elle les fait concourir également au bien-être des individus et à la prospérité générale, et qu'elle fait dépendre la prospérité des classes riches, de l'aisance des classes laborieuses (1).

Cette doctrine, long-temps respectée, a été vivement attaquée par l'auteur de l'Essai sur le principe de population (2), et il faut convenir que si l'on juge sa critique par le succès de son

<sup>(1)</sup> Il faut observer que cette règle, qui subordonne le salaire du travail à l'état de la richesse nationale, n'est pas absolue, et qu'elle peut recevoir de grandes atteintes de la nature du systême politique. Adam Smith en cite un exemple frappant, liv. 2, ch. 3. Sous le règne de la féodalité, dit cet écrivain, le propriétaire du sol en absorbait tout le produit, soit à titre de bénéfice du fonds, soit à titre de rente de la terre. Et liv. 3, ch. 7, il ajoute: Dans d'autres pays, la rente de la terre et le bénéfice des fonds absorbent le salaire, et les deux premières classes de la société écrasent la dernière.

<sup>(2)</sup> T. R. Malthus, professeur d'économie politique au collége des Indes orientales, dans le Hertfordshire.

ouvrage (\*) et par le silence que ses nombreux adversaires ont gardé sur ce point, on doit lui accorder une grande importance et lui faire l'honneur de balancer entr'elle et l'opinion d'Adam Smith.

Cet écrivain pense que le salaire du travail ne Objection dépend pas, comme l'enseigne Adam Smith, de l'aprofesseur Mal-l'état progressif, stationnaire ou rétrograde de la cette doctri richesse nationale, mais de l'abondance ou de la rareté des subsistances nationales; il ajoute que l'industrie et le commerce peuvent augmenter la richesse nationale sans aucun profit pour les classes laborieuses, si l'agriculture nationale n'augmente pas les subsistances dans la même proportion; il va même jusqu'à dire que la richesse des peuples industrieux s'arrête nécessairement auterme des progrès de leur agriculture.

De ce nouveau point de vue sous lequel T. R. Malthus a envisagé le salaire du travail, la doctrine d'Adam Smith paraît non-seulement perdre de sa certitude et de son attrait, mais même il semble que cet illustre écrivain n'a embrassé qu'une partie de la difficulté que présente le sujet, et qu'il n'a point aperçu les véritables principes dont dépend sa solution.

<sup>(\*)</sup> Il a eu quatre éditions en peu de temps.

Sa réfuta-

Malheureusement la doctrine du professeur Malthus, sur le salaire du travail, en opposition à celle d'Adam Smith, n'est qu'un accessoire, une conséquence de son systême sur le principe de population, et l'on ne peut entreprendre de la discuter sans remonter aux principes qui lui servent de base et qui constituent l'ensemble de son systême. Cette discussion est effrayante, je l'avoue, par le nombre, la nouveauté, l'étendue et l'importance des questions qu'elle embrasse, mais elle fait partie de la tâche que je me suis imposée, et je ne puis, ni ne dois la négliger. Si elle m'éloigne du but, elle ne m'en détourne pas, et c'en est assez pour me la faire pardonner par les amis de la science.

Dans ses recherches sur le principe de population, le docteur Malthus n'a pas suivi l'exemple des écrivains qui l'avaient précédé, il ne s'est pas contenté, comme eux, de remonter aux causes de la progression ou de la décadence de la population, il a encore porté son attention sur les causes qui influent sur sa misère ou son aisance, sur ses prospérités ou ses calamités, sur l'amélioration ou la dégradation de sa condition, et sur les moyens de prévenir ou d'arrêter les maux qui la menacent. Son système repose sur trois faits aussi bien observés que bien établis et dont la liaison et

l'enchaînement semblent garantir la justesse et l'exactitude de sa théorie.

La faculté pro-créatrice des êtres vivans du règne animal et végétal, dit cet écrivain, est indéfinie, et si elle pouvait s'exercer dans toute son étendue et sans aucun obstacle, elle en multiplierait le nombre avec une telle rapidité, que dans un temps peu éloigné, le globe ne pourrait pas les contenir.

Mais elle est arrêtée dans son développement par les bornes de la faculté productive de la terre qui, à quelque époque qu'en la considère, soit lorsqu'elle est abandonnée à elle-même, soit lorsqu'elle est fécondée par l'industrie humaine, ne peut suivre sa progression dans la production des subsistances.

Enfin, lorsque la faculté pro-créatrice de l'espèce humaine a multiplié les hommes au-delà des subsistances, cet excédant de population périt par les calamités accidentelles de la nature, des vices politiques et de la corruption morale.

Je n'examinerai pas jusqu'à quel point les conséquences que le professeur Malthus a déduites de ces faits, sont exactes et peuvent s'appliquer aux destinées de l'espèce humaine et de la société civile, ni si les calamités qu'il a remarquées sont aussi invariables qu'il se le persuade, ni si elles ne peuvent cesser que par l'emploi des moyens qu'il

indique; ce serait m'éloigner de mon but, mettre deux ouvrages dans un, et fatiguer l'attention du lecteur par la multiplicité des sujets.

Sans doute l'économie politique, en recherchant les causes de la richesse particulière et générale, et les moyens de la faire concourir à la force et à la puissance des gouvernemens, a pour objet et pour but la population; mais alors elle ne l'envisage que sous le point de vue de la richesse, et non sous celui de sa multiplication indéfinie, des dangers de son accroissement au-delà des subsistances, et des moyens de la maintenir à leur niveau. Ce dernier rapport, qui compose le sujet principal de l'ouvrage du professeur Malthus, n'a donc qu'une relation apparente avec l'autre, et l'on ne peut pas les confondre sans un désordre inévitable; aussi, laissant de côté tout ce qui, dans cet ouvrage, est relatif au principe de population, je ne m'attacherai qu'à l'application qu'on en a faite à la richesse, objet particulier de l'économie politique.

En poursuivant, avec autant d'application que de sagacité, chez tous les peuples sauvages et civilisés de l'ancien et du nouveau monde, les traces obscures de la lutte de la faculté pro-créatrice de l'espèce lumaine, et de la faculté productive de la terre; de la population qui partout dépasse

la limite des subsistances, et des calamités physiques, politiques et morales qui la forcent d'y rentrer, le professeur Malilins a vu que la subsistance est à-la-fois le mobile et le régulateur de la population, et cette observation l'a porté à lui accorder la plus grande importance, à lui subordonner toutes les antres branches de la richesse, et même à la faire servir de limite à leur accroissement. Si cette opinion n'eût embrassé que les subsistances en général, elle ne formerait point de disparate dans la science, et se rattacherait naturellement au système agricole; mais ce n'est pas là le sens que le professeur Malthus lui a donné. Cet écrivain pense qu'il n'y a de produits vérita- Estilyrai. blement utiles à la progression de la richesse et de la population des peuples industrieux que ceux de l'agriculture. Cette opinion ne se rattache à au- produits vécun système, les ébraule tous, et tend à en in- utiles aux troduire un nouveau non moins étrange dans son la richesse, principe, que dangereux dans ses résultats.

La première difficulté que présente cette opinion n'a pas été dissimulée par le professeur Mal-nionimpose thus; il a bien senti que si les subsistances sont le deremonter mobile et le régulateur de la population, il reste à de l'accroisconnaître la cause, le motif qui déterminent le cul-subsissantivateur à multiplier les subsistances au-delà des des besoins besoins de sa famille, et voici comment il a résolu du cultiva-

comme le prétend cet éctivain . qu'il n'y a de progrès de que ceux de Pagricultu-

Cette opil'obligation oux causes cette question préliminaire de tout systême d'économie politique.

Dans un passage de son ouvrage (1), il dit littéralement que, sans l'accroissement de la population au-delà des subsistances, la terre n'aurait jamais été cultivée; d'où il conclut que l'accroissement de la population est le principe de l'accroissement des subsistances.

Contradicthus sur ces causes.

Mais, dans un autre passage (2), il soutient que tion du pro-fesseur Mal-l'agriculture peut, avec plus de propriété, être appelée la cause efficiente de la population, que la population de l'agriculture; de sorte que c'est l'agriculture qui est la cause, et non l'effet de la progression de la population.

> De ces deux propositions évidemment contradictoires, dérivent toutes les erreurs du professeur Malthus, sur les subsistances, la population et la richesse.

> Quel est donc, me demanderont les hommes peu versés dans la science de l'économie politique, le principe qui détermine les cultivateurs d'un pays à multiplier les subsistances au-delà des besoins de la population actuelle? Est-ce la tendance de cette

<sup>(1)</sup> Liv. 1.er, chap. 6.

<sup>(2)</sup> Liv. 3, chap 11.

population à s'accroître indéfigiment? Non, les cultivateurs ne multiplient leurs produits que parce qu'ils espèrent des équivalens en échange de la portion qui excède leur consommation; et ils ne sont pas disposés à regarder l'accroissement indéfini de la population, comme un équivalent dont ils doivent se contenter. C'est l'équivalent qui seul porte toutes les classes laborieuses à multiplier leurs produits, pour ainsi dire indéfiniment, et le désir de cet équivalent a sa source, comme l'a fort bien observé Adam Smith, dans le penchant de tous les hommes au troc et à l'échange de ce qu'ils ont, contre ce qu'ils n'ont pas, et ce qu'ils désirent avoir. De ce penchant de l'homme à multiplier ses jouissances, plutôt que de son penchant à multiplier son espèce, est résultée, dans tous les temps et dans tous les pays, la progression des produits de l'industrie humaine; comme de cette insatiable passion dérive le principe de la richesse, de l'ambition, de la puissance, de tout ce que l'homme a fait de bien et de mal sur la terre. C'est là qu'il faut remonter, lorsqu'on veut arriver à une réfutation solide et satisfaisante de toutes ces questions tant rebattues de la génération des subsistances par la population, ou de la population par les subsistances, de l'industrie et du commerce par l'agriculture, ou de l'agriculture par l'industrie et le commerce. Sans doute les hommes n'ont pu se livrer à leur

Quelles sont ces causes.

penchant pour le troc et l'échange, sans avoir des objets à donner en échange de ceux qu'ils désiraient; mais les premiers objets d'échange sont venus de l'industrie plutôt que de l'agriculture; et de toutes les industries, l'agriculture a dû être la moins avancée, parce qu'elle exige de grands capitaux, de vastes marchés, et d'immenses progrès dans la civilisation. L'industrie et le commerce ont dû la devancer de beaucoup, et c'est à leurs progrès qu'elle a dû sa naissance, ses progrès et sa prospérité.

Erreur du produits agricoles.

Après s'être égaré dans la recherche du principe professeur Malthus sur de l'accroissement des subsistances, le professeur la nature et Malthus ne me semble pas avoir été plus heureux dans ses recherches sur la nature et les effets des subsistances.

Les économistes, dit cet écrivain, font consister

la richesse dans le produit net de l'agriculture, Adam Smith, dans les produits du travail général, Opinion de et moi, je ne connais de richesse effective et ducet écrivain rable, que celle qui est basée sur l'égalité des prosité de pro-duits de l'industrie et du commerce, et des proles produits duits de l'agriculture nationale. Lorsque cet équitrie et du libre est rompu, lorsque les produits de l'industrie ceux de l'a- et du commerce d'un peuple dépassent les produits nationale. de son agriculture, l'excédant, qui ne peut pas être réalisé en subsistances nationales, n'augmente point

la richesse, et n'opère qu'une augmentation fictive.

portionuer griculture

Un peuple industrieux peut, par les progrès de son industrie, par le perfectionnement de ses matières, par l'accumulation de ses capitaux, augmenter considérablement la quantité annuelle de son produit manufacturé; mais il n'en sera pas plus riche, s'il n'augmente pas en même-temps le fonds des subsistances nationales, qui seul peut favoriser les progrès de la population et du travail. Le terme de la progression de la richesse, parmi les peuples industrieux, est dans le terme de la progression des subsistances nationales: un effet approchant de celui-là a lieu, quand la marche du commerce et des manufactures est plus rapide que celle de l'agriculture (\*).

Cette nouvelle doctrine du professeur Malthus, Réfutation en opposition à celle d'Adam Smith, ne peut être nion. bien appréciée, qu'en la rapprochant des principes élémentaires de la science économique.

L'agriculture donne deux sortes de produits; des subsistances et des matières premières.

L'industrie donne aussi des subsistances et des matières premières, et, de plus, elle approprie aux besoins et au goût des consommateurs, soit ses matières premières, soit celles qu'elle tire de l'agriculture et du commerce avec l'étranger.

<sup>(\*)</sup> Liv. 3, chap. 7.

Le commerce donne aussi des subsistances et des matières premières qu'il importe de l'étranger, et par le transport des produits de l'agriculture et de l'industrie du lieu où leur abondance les rend inutiles, ou de peu de valeur, dans les lieux où leur rareté les rend utiles et souvent nécessaires, il augmente leur valeur et leur quantité dans des termes presqu'indéfinis.

Ces trois genres de travaux donnent donc divers genres de produits, et l'on ne conçoit pas comment l'augmentation, des produits de l'industrie et du commerce serait sans profit pour un pays, si la même augmentation n'avait pas lieu dans les produits de l'agriculture nationale. Ce qu'il y a de certain, c'est que les faits ne servent ni à l'expliquer, ni à la justifier.

En 1789, les subsistances produites par l'agriculture française s'élevaient à la somme d'environ. . . . . . . . . 5,500,000,000 <sup>L</sup> Et les produits de l'industrie

et du commerce pouvaient être évalués à environ. . . . . . . . 1,800,000,000

<sup>(\*)</sup> Il faut ajouter à cette somme les 500 millions de matières premières, produites par l'agriculture.

Si, dans l'hypothèse du professeur Malthus, l'agriculture nationale n'avait point augmenté ses produits et qu'ils fussent restés à. . 5,500,000,000.

Et que l'industrie et le commerce eussent doublé les leurs, ce qui les aurait portés à. . . . . 5,600,000,000

Est-ce que cette augmentation de 1,800 millions en produits de l'industrie et du commerce, n'aurait pas augmenté la richesse nationale? Est-ce que la répartition de cet accroissement de produits entre toutes les classes, entre tous les rangs, entre tous les ordres de l'État, n'aurait pas soulagé leur misère, augmenté leur aisance, favorisé leur bien-être et multiplié leurs jouissances? Ce doute paraît d'autant plus paradoxal, que cet accroissement de richesse ent consisté en produits réels et matériels, utiles, commodes et agréables; on aurait eu plus de poisson de mer et d'eau donce; plus de vêtemens, de linge et de chaussures; plus de maisons, de meubles, de vaisselle, d'outils et d'instrumens de mercerie et de quincaillerie; plus de savon, d'amidon et de parfums; plus de papier, de livres, de tableaux et de gravures; plus de statues, de vases et d'autres objets précieux; plus de bijoux, de montres et d'argent comptant, et cette abondance des choses

utiles ou agréables eût certainement rendu la condition des individus moins malheureuse et plus fortunée. Sans doute les hommes et les peuples doivent désirer l'abondance des subsistances; mais ils ne sont pas moins intéressés à multiplier les objets qui servent aux autres besoins de la vie, qui en font mieux sentir le prix on en rendent la durée moins pénible. On reconnaît et l'on marque les degrés de la civilisation et de la richesse de chaque pays, plutôt par l'accumulation des richesses de l'industrie et du commerce, que par l'abondance des subsistances. Il y a même ceci de particulier et d'extrêmement remarquable, que, parmi les peuples riches, les subsistances ne forment qu'une faible partie du fonds accumulé, tandis que l'accumulation des produits de l'industrie et du commerce n'a presque point de bornes. En 1789, le fonds accumulé des subsistances ne s'élevait point en France au-delà de 4 à 5 milliards, tandis que l'accumulation des produits de l'industrie et du commerce pouvait être d'environ 24 milliards.

Il est donc démontré par les faits que la richesse des peuples peut s'accroître par la seule progression des produits de l'industrie et du commerce, et sans le concours de la progression proportionnelle des subsistances nationales.

M'objectera-t-on que l'industrie et le commerce

ne penvent pas augmenter leurs produits sans aug- Objection menter la population des classes industrieuses et seut Mals commerçantes, et que cet accroissement de population exige l'augmentation des subsistances nationales on importées de l'étranger; que dans le premier cas, la richesse des peuples industrieux est évidemment limitée par les progrès de l'agriculture nationale; et que dans le second, l'accroissement de cette richesse est précaire et illusoire, soit à cause de la difficulté de s'en procurer la quantité dont on a besoin, soit à cause du haut prix qu'il faut y mettre; de sorte que, dans les deux cas, la richesse des penples industrieux et commercans ne peut réellement s'accroître au-delà des subsistances nationales?

Cette objection n'est pas extraite littéralement de l'ouvrage du professeur Malthus, mais elle en est le résultat fidèle; et l'avoir réfutée, ce sera avoir renversé la doctrine de cet écrivain, sur cette branche importante de l'économie politique.

Et, d'abord, il est essentiel de remarquer qu'il Sa réfutation. n'est rien moins que certain que les peuples industrieux et commerçans ne puissent pas augmenter leurs produits sans augmenter leur population; il n'est pas même facile de dire quand l'accroissement richesses indes produits de l'industrie exige l'accroissement de n'exige pas la population industrieuse, et peut-être serait-on raccroisse-

ment de la fondé à soutenir que les progrès de l'industrie, loint population de nécessiter un plus grand nombre de bras, le diminuent; du-moins l'expérience d'un demi-siècle pourrait autoriser et justifier cette opinion.

Ce qu'il y a encore de certain, c'est que les classes industrieuses ne forment qu'une petite partie de la population de chaque pays. Adam Smith l'évalue au 50.me on au 100.me de toute la population (\*), et l'on voit dans le tableau de la population de la France, en 1789, qu'elles en formaient les trois treizièmes, tandis que les classes agricoles en comprenaient les neuf treizièmes, de sorte La popu- que, si l'augmentation de la richesse devait néces-

multiplie point dans la porportion desprochesse.

rc.

lationindus siter l'augmentation des classes laborieuses, cette augmentation scrait immense dans les pays agricoles, et à-peine sensible dans les pays industrieux. grès de sari- Suivons cet accroissement de la population et de la richesse, dans les pays agricoles et dans les pays industrieux, et voyons quels en seraient les résultats.

En 1789, la classe agricole de la France, Il en est autrement de la popu- composée d'environ 18 millions d'individus, était lation agri à la population totale, évaluée à 26 millions, richesses de comme 9 sont à 15; tandis que les classes indusl'agricultutrieuses et commercantes, calculées à 6,416,928 in-

<sup>(&#</sup>x27;) Liv. 4, chap. 9.

dividus, n'en formaient que les trois treizièmes.

Si done, l'augmentation des produits de l'industrie et du commerce, et de ceux de l'agriculture, cût nécessité l'accroissement de leur population respective, celui des classes industrieuses ent été dans le rapport de 5 à 15, tandis que celui des classes agricoles cût été de 9 à 15; d'où il suit évidemment que la progression de la richesse agricole multiplie la population agricole trois fois plus vite que la progression de la richesse industrièle n'augmente la population industrieuse; et cependant, si l'on juge de l'utilité que l'État retire de l'accroissement de ces deux sortes de population, par l'accroissement de la richesse disponible que chacune d'elles produit par ses travaux, il y a tout lien de croire, comme nous le verrons dans un instant, que l'accroissement de la population agricole n'augmente la population disponible pour l'État que de 5 4 pour 100, tandis que l'accroissement de la population industrieuse l'augmente de 25 pour 100; tellement que de deux peuples égaux en territoire, en population et en capitaux, dont l'un suivrait fidèlement le système agricole, et l'autre le systême commercial, le premier aurait atteint le terme de sa population, luit fois plus vite que le second, quoique sa force disponible

fût huit fois moins grande que celle du premier.

Cette disparité dans la marche des deux peuples, sous le rapport de leur population et de leur force numérique, est encore plus remarquable sous le rapport des progrès de leur richesse respective.

En 1789, le produit brut de l'agriculture française était de. . . . . . . . . . 5,917,950,562 h

Les frais se montaient à. . . 2,625,108,555

Et par conséquent le produit net ou le bénéfice des capitaux fixes, était de. . . . . . . 1,294,822,029

Les capitaux fixes étant d'environ 40 milliards, il s'ensuit que leur bénéfice n'était que d'environ 5 \(\frac{1}{4}\) pour 100.

Les frais se montaient à. . . . 1,083,430,052

Les capitaux réels et effectifs employés dans l'industrie et le commerce, s'élevaient à environ 3 milliards, leur bénéfice était done d'environ 25 pour 100.

En comparant le produit net de l'agriculture

avec celui de l'industrie et du commerce, ou voit donc que ce dernier était près de huit fois plus considérable que le premier; ce qui donnait une plus grande aisance à la classe industrieuse, et à l'Etat, une plus grande richesse disponible.

De sorte que la progression de la richesse agricole, moindre que celle de la richesse industrièle, augmente la population agricole beaucoup plus rapidement que la progression de la richesse industrièle n'augmente la population industrieuse, et cependant l'accroissement de la population, par la richesse agricole, est moins utile à la force publique que celle qui résulte de la richesse industrièle.

Ce résultat des deux sortes de richesses, de leur influence réciproque sur la population et la force publique des états, reçoit encore un nouveau degré de force et d'évidence par l'exemple de la Chine, que le professeur Malthus a cependant invoqué en faveur de son système.

Pourquoi la Chine, malgré les infatigables efforts de sa population agricole, et la prodigieuse sé-tion de ces condité de son sol, ne peut-elle fournir des sub-rences à la sistances à toute sa population, et se voit-elle ré-économique duite à la déplorable condition de ne pouvoir soulager la misère des classes laborieuses; et, ce qui est encore plus fâcheux, pourquoi est-elle

forcée de tolérer l'exposition et le meurtre des enfans que les pères et mères ne peuvent pas nourrir, et qui ne trouvent point de secours dans la charité publique ou privée? Il n'en faut pas chercher la cause ailleurs que dans les vices de son système économique.

De tout temps la Chine a donné une préférence presque exclusive aux travaux de l'agriculture, ou du-moins c'est dans ce genre d'industrie qu'elle a placé la source de ses richesses. Qu'en est-il résulté?

A chaque pas que l'agriculture nationale a fait, à chaque progression de la richesse agricole, la classe agricole a augmenté sa population dans la proportion de 9 à 13; de sorte que, par cette progression rapide de la population agricole par la progression des subsistances, progression qui ne s'est arrêtée que par la culture de la totalité du sol, et par le perfectionnement absolu de son agriculture, on est arrivé au terme où la génération de la population agricole, formant près des trois quarts de toute la population, ne peut se procurer d'autre subsistance que dans la portion que laissent disponible les morts de la classe agricole. Tous ceux qui n'ont point de part à cette portion, doivent nécessairement périr, et l'humanité même veut qu'on les sacrifie à la conservation de la population existante; tel est le terme nécessaire et inévitable de tout systême agricole.

Si, au-lieu de s'attacher à ce système, le peuple chinois lui cût préféré le système commercial, la progression de sa richesse, par l'industrie et le commerce, n'aurait aceru la population que dans la progression extrêmement lente de 5 à 15, et par conséquent elle n'eût peut-être jamais atteint au terme des subsistances nationales.

Les peuples industrieux et commercans ne trâ- Et à la sivaillent pas, comme les peuples agricoles, pour litique des nourrir des familles nombreuses dont l'accroisse-dernes. ment augmente leurs moyens d'industrie et de richesse. Ils ne cherchent pas, dans l'augmentation de leur richesse, l'accroissement de leur population, et, dans l'accroissement de leur population, l'augmentation de leurs richesses; progression rapide qui épuise les sources de la richesse, multiplie les individus au-delà des moyens de subsistance, les réduit à un état de misère habituelle, et par conséquent oppose un obstacle insurmontable à la puissance publique, à la grandeur des nations, et à la splendeur des empires.

Ils travaillent pour donner de l'aisance aux classes laboricuses, pour varier les jouissances des classes riches, et pour assurer le bien-être de tous; ils multiplient les objets d'utilité, d'agrément ou

de fantaisie, qui exigent plus d'art que de bras, dont l'accumulation est lente, et ne laisse que bien peu de place à l'accroissement de la population générale et particulière; ils demandent à l'agriculture plus de matières premières que de subsistances, et ils sont plus occupés des progrès de la richesse que des progrès de la population. Le luxe des palais, des hôtels, des maisons et des habitations; des meubles, des statues, des tableaux et des vases; des vêtemens, des parures et des pierreries; des équipages et des chevaux; la somptuosité des édifices et des monumens publics; la grandeur des forteresses, des ports, des arsenaux, des routes et des canaux; la puissance, l'éclat et la majesté de l'établissement public, qui tous sont plus particulièrement l'ouvrage de l'industrie ct du commerce, loin de favoriser les progrès de la population, en modèrent la progression, et la rendent pour ainsi dire imperceptible. Il est reconnu que, parmi les peuples industrieux et commerçans de l'ancien monde, la population ne double que dans l'espace de 500 ans, tandis que, parmi les peuples agricoles de l'ancien et du nouveau monde, la population double en 20 ou 25 ans.

Est-il besoin, après cela, d'accumuler d'autres preuves de l'influence funeste du système écono-

mique de la Chine, sur sa population et sa richesse? n'aperçoit - on pas, dans la préférence aveugle qu'elle a donnée à l'agriculture, la cause nécessaire et invariable de ses calamités? et n'estil pas évident que le même sort est réservé à tous les peuples qui, adoptant la doctrine du professeur Malthus, feraient dépendre leurs richesses de l'accroissement des subsistances nationales, ou même de l'accroissement proportionnel des produits de l'agriculture nationale et des produits de l'industrie et du commerce? On doit surtont être frappé de voir que le professeur Malthus, qui s'est proposé d'éclairer les peuples modernes sur les dangers de la progression trop rapide de la population, quand elle ne correspond pas à la progression des subsistances, ait donné la préférence au système agricole qui multiplie ces dangers et les rend pour ainsi dire imminens et inévitables.

Ce qui paraît avoir induit en erreur cet écri- produpra-vain, c'est qu'il a cru qu'un peuple industrieux et reur du pro-commerçant est plus exposé à manquer de sub- fesseur Mal-thus. sistance, qu'un peuple agricole à être privé des produits de l'industrie et du commerce; que la privation des unes est plus fâcheuse que celle des autres, et a des résultats infiniment funestes à la sécurité des individus et à la puissance des peuples.

Dans le cours ordinaire des choses, dit cet écri-

Dela crainte vain, un pays dans lequel la richesse commerciale quela population des prédomine, abonde de ces articles qui forment la prédomine principale consommation du riche; mais il est s'accroisse au delà de l'accroisse ment des mécessité absolue pour tous, et qui absorbent la moyens de subsistance. plus grande partie du revenu des classes industrieuses. Il n'en est pas de même lorsque la richesse agricole l'emporte dans un pays; il ne possède pas en abondance, comme la nation commerçante, les objets de luxe et de fantaisie; mais il n'est pas exposé à manquer des subsistances qui sont essentielles au bien-être de tout l'Etat, et le mettent à l'abri du besoin (1).

Toutes ces hypothèses, toutes ces craintes sont chimériques, et disparaissent à la lueur des principes élémentaires de l'économie politique.

Ces craintes sont illusoires.

Le produit de toutes les sortes d'industrie est toujours plus ou moins proportionné aux besoins communs de la consommation, en sorte que la provision et la demande répondent ordinairement l'une à l'autre (2). Il n'y a donc jamais, chez les peuples agricoles, plus de subsistances, ni chez les peuples industrieux plus de produits de l'industrie

<sup>(1)</sup> Liv. 3, chap. 9.

<sup>(2)</sup> Richesse des Nations, liv. 1.er, chap. 11.

qu'il n'en faut à la consommation; et ce qu'il v a de particulier, c'est que les peuples agricoles ne penyent pas plus se réserver une portion des subsistances plus grande que celle qu'ils peuvent consommer et payer, que les peuples industrieux ne peuvent consommer des produits de l'industrie au-delà de ceux qu'ils peuvent payer. Cet ordre est invariable et hors de l'atteinte des combinaisons et de la puissance des hommes; il dérive de la nature même des choses; tellement que, si le peuple agricole voulait se réserver plus de subsistances subsistanqu'il n'en peut payer, ces subsistances ne seraient ces se proqu'il n'en peut payer, ces subsistances ne seraient portionne pas consommées, seraient sans profit pour les agri-demande et culteurs, pour les autres classes de la population aux moyens deles payer. et pour l'Etat, et par conséquent ne seraient pas reproduites; leur non-reproduction rendrait inutile la partie de la population agricole qui les aurait produites, et elle serait forcée d'aller chercher ailleurs des moyens d'existence, ou de périr de misère et de faim. Le sort de la classe industrieuse serait absolument le même, si les peuples industrieux croyaient pouvoir fabriquer au-delà des besoins de la consommation et des moyens des consommateurs, et surtout s'ils crovaient pouvoir réserver, à leur usage, une plus grande quantité des produits de l'industrie qu'ils n'en penyent consommer et payer. Cette égalité de condition des peu-

La production des ples industrieux et agricoles, dans la production, la distribution et la consommation de leurs produits réciproques, doit démontrer, aux esprits les plus incrédules ou les plus prévenus, que les productions de toutes sortes obéissent à une loi générale qui veille aux besoins et aux intérêts de tous les consommateurs, et les met également hors de l'atteinte de toutes les passions humaines.

Objection du professeur Malthus.

Le professeur Malthus dit que l'on n'est pas si sûr des approvisionnemens qu'on tire de l'étranger, que de ceux qu'on trouve sur son propre fonds, et que c'est une politique avantageuse pour une nation dont le territoire le lui permet, de s'assurer d'un surplus de cette denrée dont le déficit attaquerait son bonheur et sa prospérité (\*).

Mais c'est une erreur qu'il est facile de réfuter, et qu'on doit d'autant moins négliger qu'elle attaque les relations commerciales de tous les peuples, et tend à les ramener à un isolement funeste à leur prospérité commune.

Sa réfutation.

L'intempérie des saisons, qui seule compromet récllement la subsistance des peuples, est bien plus dangereuse pour un peuple, qui ne veut la devoir qu'à son agriculture, que pour un peuple qui en

<sup>(\*)</sup> Liv. 3, chap. 9.

tire une partie plus ou moins grande de plusieurs peuples agricoles. La médiocrité des récoltes du peuple agriculteur le laisse sans ressources, soit parce qu'il n'a point d'équivalent à offrir en échange, soit parce que les autres peuples agricoles, ne comptant point sur sa consommation, ne penvent y pourvoir. Il n'en est pas de même du peuple industrieux, qui est accoutumé à se pourvoir au marché général de tous les peuples agricoles. Ce marché est toujours le mieux approvisionné, et se ressent le moins des accidens qui menacent les récoltes particulières. L'abondance des unes compense la médiocrité des autres; en se généralisant, la chance n'expose à aucun risque et n'excite pas d'inquiétude; et l'on apercoit encore ici les avantages de la communication des peuples, avantages non moins grands pour eux que ceux que les hommes trouvent dans la société civile la moins perfectionnée.

Il n'est pas même possible, comme le suppose le professeur Malthus, qu'un peuple industrieux qui tire ses subsistances de l'étranger, en soit privé tout-à-coup par les calculs et les combinaisons politiques de ses ennemis (\*).

<sup>(\*)</sup> Liv. 3, chap. 9.

leurs cubes, etc., sera comprise dans des limites données, abstraction faite

Cet événement si redoutable, quand on le considère hypothétiquement, n'a rien d'alarmant en réalité; il n'y a point d'exemple, dans l'histoire des nations, qu'un peuple ait éprouvé les horreurs de la famine, ou même ait souffert une grande détresse par les combinaisons de ses ennemis; ce malheur n'est jamais arrivé, ou n'a pu arriver que par l'inconstance des saisons, les mauvaises lois ou les fausses mesures des gouvernemens peu éclairés. Quand les subsistances existent, le peuple qui en a besoin et qui a les moyens de les payer, est certain de se les procurer malgré l'oppostion de ses ennemis; il peut compter sur le génie, sur l'audace et l'intérêt du commerce. Ce n'était point merce tri-omphe de par une vaine jactance qu'un négociant hollandais, accusé par le stathouder d'avoir vendu des mu-

Le com- dace et l'interet du commerce. Ce n'était point merce triomphe de par une vaine jactance qu'un négociant hollandais, tous les obstacles que luiopposent nitions aux cunemis de son pays, s'en justifiait, en ou les comdisant que s'il y avait du profit à faire, il irait binaisons de la politique, naviguer aux enfers, au risque d'y brûler ses voiles;

c'était l'aven fidèle de l'esprit et du caractère du commerce, c'était la révélation de sa puissance, et ses dispositions invariables contre les mesures rarement nécessaires d'une politique peu éclairée; dispositions qui ne sont pas toujours conformes aux devoirs d'un bon citoyen, et que je suis bien éloigné d'approuver, mais qui apprennent aux gonvernemens qu'il n'est ni sage, ni prudent de mettre

l'intérêt des citoyens en opposition avec l'intérêt de l'Etat, et d'imposer des vertus comme des obligations civiles.

Le professeur Malthus insiste, et prétend que si l'on consulte l'histoire du monde, on voit que ilus préles nations qui ont été redevables de leurs ri-nations, qui chesses au commerce et aux manufactures, n'ont de devables de eu qu'une existence éphémère, relativement à celle leurs richesdes peuples dont la richesse a été basée sur l'agriculture (\*).

Je ne crois pas quel'histoire soit d'un grand poids mère. en économic politique, les peuples ont rarement de l'opinion délibéré sur le meilleur système économique, et du protesont encore moins conformé leur conduite à leur rens sur l'existence délibération. Leur situation politique a presque des peuples toujours décidé de leur système économique, et industrieux et commerils ont plus souvent fondé leurs richesses sur le gaus. pillage, la conquête et l'asservissement de l'espèce humaine, que sur les travaux de l'industrie agricole, manufacturière et commerçante; mais enfin, si la prééminence des divers systèmes économiques devait dépendre des témoignages de l'histoire, il me semble que les prodiges de l'industrie et du commerce, à Tyr, à Carthage, à Athènes, à Rhodes,

tend que les dustrie. n'ont cu qu'une existence éplié-Réfutation

Le profes-

<sup>(\*)</sup> Liv. 3, chap. 8.

TOME I.

à Corinthe, à Constantinople, à Venise, à Florence, à Gênes, dans la Flandre, en Hollande et en Angleterre, balanceraient au-moins tous ceux qu'on attribue à l'agriculture de la Chine, de l'Inde et de l'Egypte. Si la richesse est le signe le moins équivoque de la puissance, peut-on mettre en parallèle la puissance politique des peuples industrieux et commerçans avec celle des peuples agricoles; et peut-on se dissimuler que si les premiers ont brillé de la plus grande gloire dans les siècles de prospérité, ils ont, dans les siècles d'adversité, long-temps résisté aux coups de la fortune, et ont honoré leur chute par la longanimité de toutes les vertus sociales? Que la destinée des peuples agricoles a été bien différente! Si, dans

pité de ces les jours de la paix, ils rivalisèrent les peuples des peuples industrieux et commerçans, dans les jours de la agricoles. guerre ils font peu d'honneur à l'humanité et semblent n'avoir eu aucune teinte des vertus sociales. Autant Tyr, Carthage, Athènes, Rhodes, Constantinople, Venise, Florence, Gênes, la Flandre et la Hollande se sont immortalisées par leur bravoure, leur dévouement et leur grandeur héroïque, autant la Chine, l'Inde et l'Égypte sont-elles remarquables par leur pusillanimité, leur indolence, ou plutôt par leur indifférence pour la patrie : leur facilité à passer sous le joug des conquérans,

les a avilies sans répandre aucun lustre sur leurs vainqueurs. D'où vient cette extrême disparate dans l'histoire politique des peuples agricoles et in- est la raison. dustrieux, si ce n'est de la nature de leur richesse particulière? Les peuples agricoles n'ayant que peu de richesse disponible, n'ont qu'une force extrêmement limitée, et qui s'épuise rapidement; les peuples industrieux, au contraire, peuvent mettre une très-grande richesse à la disposition de l'Etat: les nombrenses accumulations dont elle se compose fournissent d'immenses ressources avant de s'épuiser, et la puissance qu'elles alimentent est d'autant plus redoutable qu'on connaît rarement le terme de leur épuisement.

Onelle cu

Ainsi, les principes de l'économie politique expliquent les faits historiques et en recoivent une nouvelle force, et les uns et les autres démontrent également la prééminence du systême commercial sur le système agricole.

Mais, dit le professeur Malthus (\*), il n'y a point dans l'histoire, d'exemple d'une grande nation qui, de l'opinion qui, du professans perdre de sa puissance, ait pu entretenir 4 ou seur Malthus, qu'il 5 millions d'individus avec du blé importé, et sans n'y a point dans l'hisdoute l'avenir n'offrira jamais un pareil exemple.

dans Phistoire d'exemple d'une Quand cet écrivain a hasardé une parcille asser-grande na-

<sup>(\*)</sup> Liv. 3, chap. 10, note dernière.

d'individus importé.

tion, il avait sans doute oublié que Rome, qui, sous sans perdre de sa puis- Auguste et ses successeurs, avait plus de 4 millions sance, aitpu d'habitans, tirait ses blés de l'Egypte et de l'Afrique. à 5 millions Chacune de ses provinces lui en fournissait annuelavec du blé lement vingt millions de muids (\*), et l'on sait que ce n'est pas le manque de subsistances qui entraîna la chute de l'empire romain, ou qui influa sur sa

tion.

L'exemple décadence. Si Rome, qui n'ayait d'autre moyen que de Rome, la force, pour imposer sur l'Egypte et l'Afrique lé te, détruit cribut de sa subsistance, ne vit point dépérir sa population faute de subsistances, qu'auraient donc à craindre les peuples industrieux, qui, en échange des subsistances qu'ils demandent, offrent des équivalens non moins désirés des peuples agricoles?

Mais ce qui semble devoir dissiper toutes les craintes que pourraient inspirer les dangers auxquels sont exposés les peuples qui tirent leurs subsistances de l'étranger, c'est que leur population ne s'élève et ne s'accroît que dans la proportion des subsistances que peuvent lui fournir les peuples agricoles. Elle suit et ne devance pas les subsistances, et par conséquent elle ne peut en manquer qu'audustrieux tant que les peuples agricoles aimeraient mieux les

La population des peuples insuit et ne l'aecroisse-

devance pas détruire ou les vendre, que les donner, que d'en rement des cevoir un équivalent. Supposition inadmissible, et

<sup>(\*)</sup> TACITE, Annales, liv. 12.

que repoussent également les penchans et les passes subsistansions de l'espèce humaine, les besoins et les intérêts ces. des peuples, le sentiment de leurs forces, de leur puissance, et même de leur conservation. On ne doit pas oublier que le dépérissement des subsistances dont on priverait les peuples industrieux, empêcherait leur reproduction, d'où résulterait la diminution du travail agricole, et la réduction proportionnelle de la classe des cultivateurs. Les peuples industrieux ne doivent donc pas plus craindre de manquer de subsistances, quand elles existent, et qu'ils ont de quoi les payer, que les penples agricoles ne doivent craindre de ne pas trouver le débit de leurs productions, quand elles sont nécessaires à des peuples qui ont de quoi les payer. Le besoin de vendre est égal à celui d'acheter, et le ven- de vendre est égal au deur et l'acheteur peuvent s'en reposer avec con-besoin d'a-cheter. fiance sur ce garant inviolable et incorruptible de leurs intérêts réciproques. Il a été, et il est encore le principe et le mobile de la richesse des peuples modernes, il la fait circuler des peuples industrieux aux peuples agricoles, et des peuples agricoles aux peuples industrieux; il a créé l'industrie des villes et des campagnes, et proportionné leur population à leur industrie, et, par son développement progressif, il doit étendre ses bienfaits sur tous les points du globe susceptibles d'industrie et de

enlique, peupler le monde entier, et assurei à tous les-peuples une prospérité relative à leur industrie.

Une foule de petites passions fomentées ou entretenues par l'esprit de localité, de rivalité, d'ambition et de conquête, ont à-la-vérité retardé son impulsion, et peuvent encore ralentir son activité; mais on ne doit pas craindre qu'elles arrêtent ou paralysent son mouvement. Il dérive de la nature des choses et de la constitution de l'homme; sa compression locale on temporaire ne peut que lui donner plus de force et d'élasticité. Les sectes ont pu se diviser sur le point de savoir s'il est plus avantageux à chaque peuple de diriger l'échange des produits de l'agriculture et de l'industrie, entre les classes agricoles et industrieuses du même pays, que de le rendre libre entre tous les peuples sans distinction d'étrangers et de nationaux; ce problême était d'une haute importance, et je l'examinerai dans la suite: mais on n'a jamais méconnu les avantages que tous les peuples industrieux ou agricoles retirent de l'échange des produits de l'industrie, contre ceux de l'agriculture, et surtout on n'a jamais manifesté la crainte que les peuples agricoles pussent se refuser à l'échange de leurs produits, contre ceux de l'industrie; jamais on n'a donné plus d'importance aux subsistances, qu'aux autres produits du travail général, et jamais on ne les a distingués des autres élémens de la richesse générale.

Je reconnais que le professeur Malthus a démontré mathématiquement que la faculté pro-créatrice cipe fondaest dans l'espèce humaine plus puissante et plus doctrine du active que la faculté productive dans la terre; que malthus. les subsistances manquent plutôt à l'homme, que portala pro-Phonime aux subsistances; qu'on a en tort de fa populacroire qu'on peut réparer les pertes, ou accélérer tion. les progrès de la population, par des encouragemens, sans augmenter la masse des subsistances; que l'augmentation des subsistances est la condition nécessaire de la progression de la population, et que la population s'arrête avec les subsistances. Cette partie du travail du professeur Malthus porte avec elle la conviction, et doit être d'une grande utilité pour la science économique.

Mais que les subsistances limitent la richesse comme la population, que chaque peuple ne puisse être riche qu'en proportion des subsistances que produit son sol; que sa richesse ne puisse pas trouver un point d'appui dans les produits de l'agriculture étrangère, et que le salaire du travail soit rigoureusement limité par la quotité des subsistances nationales, ce sont des paradoxes qui ne peuvent soutenir l'épreuve des faits, de l'expérience et de la raison.

La richesse des peuples ne dépend pas nécessai-

Sans ap- rement de l'abondance des subsistances nationales,

plication à la progres-elle peut augmenter indéfiniment sans leur progression; un peuple qui abonde en subsistances nationales peut être très-pauvre, et un peuple qui ne tire de son sol qu'une partie de ses subsistances peut être très-riche. L'abondance des produits du travail qui ont une valeur, et par conséquent un débit certain, sont les seuls élémens de la richesse, les seuls qui procurent tout ce dont on a besoin, soit en subsistances, soit en produits de l'industrie. Il y a même cette différence extrême entre les subsistances et les produits de l'industrie, que ces derniers peuvent provoquer partout la production des subsistances, tandis que les subsistances ne suffisent pas toujours pour faire naître l'industrie ou stimuler ses progrès. Enfin, les peuples riches en produits de l'industrie, peuvent les transporter partout où ils en ont besoin, et exercer, là où ils veulent, la puissance ou l'influence que donne la richesse; mais les peuples qui ne sont riches qu'en subsistances, ne peuvent les transporter au loin sans de grandes difficultés, et le transport qu'elles en font n'ajoute rien à leur force et à leur puissance.

Je pourrais encore prolonger cette énumération des caractères qui distinguent les subsistances des autres élémens de la richesse, et qui les placent

à un rang bien inférienr à celui que le professeur Malthus leur assigne; mais c'en est assez pour réfuter les erreurs de cet écrivain estimable, et pour prévenir les atteintes dangereus es qu'elles portent aux principes fondamentaux de l'économie politique.

Si donc les subsistances ne sont, comme les autres produits du travail général, que les élémens de la richesse, si elles ne sont que des équivalens de la même nature que tous les autres équivalens, si elles ne jouent dans l'échange d'autre rôle que celui d'équivalent, et si, pour être assuré d'obtenir toutes celles qui existent au-delà des besoins des cultivateurs, sur quelque partie du globe qu'elles existent, il ne faut que des équivalens, il me semble que la richesse des peuples, de quelque nature qu'elle soit, peut alimenter leur travail, et doit, comme l'enseigne Adam Smith, élever, maintenir ou diminuer le taux du salaire, selon qu'elle est progressive, stationnaire ou rétrograde. La doctrine de cet illustre écrivain sur cette partie de la science, me paraît rigoureusement exacte, et à l'abri de la critique du professeur Malthus.

En résumant toutes les difficultés sur la fécondité ou la stérilité du travail, sur la classification de ses diverses branches, à raison de leur fécondité respective, sur l'indépendance ou l'esclavage de l'ouvrier, sur la liberté ou l'asservissement de l'ouvrage,

Résumé du livre. et sur le salaire du travail, il me semble, d'après les faits et l'expérience de plusieurs siècles, que tout travail est productif de sa valeur d'échange, ou, ce qui est la même chose, qu'il est productif de tout ce qu'il reçoit en échange de sa valeur; que les travaux les plus productifs sont ceux pour lesquels on donne le plus d'équivalens, et que les moins productifs sont ceux qui pèsent le moins dans la balance d'échange.

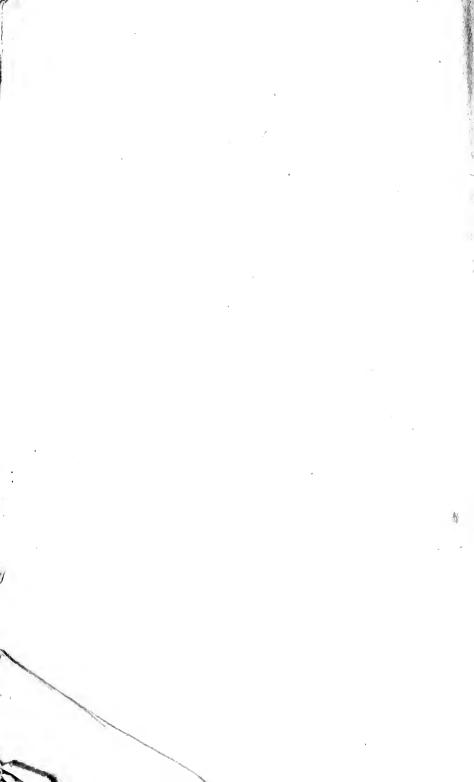
Que dans tous les pays où l'homme a des besoins tellement impérieux, qu'il ne peut se soustraire au travail, le travail est d'autant plus productif, que l'ouvrier jouit de la liberté de sa personne, est le maître de choisir le genre d'ouvrage qui lui convient le mieux, et n'est assujetti qu'à des lois de police et de surveillance qui le garantissent de ses propres passions, et mettent les consommateurs de ses productions à l'abri de sa cupidité.

Qu'il en est autrement dans les pays où l'homme a peu de besoins, trouve facilement les moyens de les satisfaire, et doit redouter les fatigues excessives du travail; que là il peut être utile et même nécessaire de le soumettre à des lois co-actives, et que les moins vicicuses sont celles qui portent le moins d'atteintes à la liberté civile de l'ouvrier, et respectent davantage les nobles caractères de l'humanité.

Enfin que le salaire du travail est nécessairement régularisé par l'état progressif, stationnaire ou rétrograde de la richesse particulière de chaque peuple.

Ces résultats de l'application des faits aux questions agitées sur cette partie importante de l'économie politique, me semblent d'autant plus certains, qu'ils sont parfaitement d'accord avec les véritables intérêts de la richesse, de la puissance et de l'humanité; avec tout ce qu'il y a de bon, d'utile et de noble dans les relations économiques de chaque société civile, et dans les rapports de la grande famille du genre humain. L'alliance de tant d'intérêts divers n'offre-t-elle pas la plus forte garantie de la vérité de la doctrine qu'elle établit?

FIN DU PREMIER VOLUME.



d'un grand nombre d'observations. Formation des equations de conquion. En du système de facteurs, qui rend cette erreur un minimum. On est conduit alors au résultat que donne la méthode des moindres carrés des erreurs des observations. Erreur moyenne de son résultat, Son expression dépend de la duits. Expression de la probabilité que l'erreur de la correction donnée par cette équation finale, est comprise dans des limites données. Expression de l'erreur moyenne que l'on peut craindre en plus ou en moins. Détermination rection de l'élément ait le même signe, et les ajoutant, on forme une équation finale qui donne une correction moyenne. Expression de la probabilité que l'erreur de cette correction moyenne est comprise dans des limites données. La manière la plus générale de former l'équation finale, est de multiplier chaque équation de condition, par un facteur indéterminé, et d'ajouter tous ces proles disposant de manière que dans chacune d'elles, le coefficient de la cor-

50007

